LA
REVUE DE PARIS

TRENTE-SIXIÈME ANNÉE

TOME SIXIÈME

Novembre-Décembre 1929

PARIS
BUREAUX DE LA REVUE DE PARIS
114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 114

1929

General
Teng.

RÉFLEXIONS
SUR L'ÉLITE POLITIQUE

S'il entend par « élite politique » l'ensemble des hommes illustres ou distingués qui se sont intéressés à la politique, le lecteur jugera que les réflexions qui vont suivre sont loin d'épuiser la matière.

La politique étant la science ou, mieux, l'art de gouverner les peuples[1], elle forme l'un des chapitres de la philosophie. Pour ne pas remonter plus haut, Maurras, Sorel, Taine, Renan, Comte, Proud'hon se sont soucié de politique, ont traité de politique, et de telle manière qu'il paraîtrait bien présomptueux de refuser une place à leurs ouvrages dans une collection politique.

Allons-nous cependant les compter au nombre des hommes politiques? Il faudrait alors les retrancher de cette élite « préposée à l'exercice de l'intelligence pure » à laquelle M. Albert Thibaudet a consacré son magistral article. Plutôt que de commettre cette injustice, nous ne retiendrons ici que les « praticiens » qui, descendus des sommets où souffle l'Esprit, ont fait de la politique non pas le sujet de leurs méditations mais l'objet de leurs occupations. Nous écririons plus simplement : les *politiciens*, si le terme n'avait aujourd'hui, dans la langue vulgaire, un sens désagréable.

1. *L'Encyclopédie* la définit : l'art de gouverner les peuples et les *familles*.

1er Novembre 1929.

Ainsi bornée, on voit que l'élite politique se confond, à peu de chose près, avec l'élite des assemblées. Car, sous un régime démocratique et représentatif, l'entrée dans les assemblées nationales, départementales ou locales donnant seule accès aux « leviers de commande », le dessein de tout homme qui applique son activité à la politique est d'en franchir le seuil. Il sait que, si, tôt ou tard, il n'y réussit point, quoi qu'il fasse par ailleurs, il restera un praticien sans emploi et se regardera lui-même comme un « raté » de la politique.

***

Le premier caractère que l'on trouve donc à l'élite politique de notre temps, c'est qu'elle a été élue par le suffrage universel direct ou indirect, tandis qu'autrefois, sous l'ancien régime qui prolongeait en le centralisant le système patriarcal, l'élite politique était choisie par le Prince.

On est d'abord tenté d'accorder à cette différence d'origine une portée capitale. Mais, que le souverain ait une tête ou qu'il en ait dix mille, les moyens de conquérir son suffrage ne changent pas beaucoup, et par conséquent les moyens de parvenir. Il s'agit de lui plaire et, pour lui plaire, de s'approcher de lui et d'entrer dans ses vues. Aussi les manœuvres électorales ressemblent-elles fort aux intrigues de Cour. Elles requièrent autant de diplomatie, d'adresse, de souplesse. Devant le peuple comme devant le Roi, qui possède une place ou un mandat commence par se courber. Les promesses du candidat équivalent aux flatteries des solliciteurs. Maurras a beau dire : l'ancien régime était comme le nouveau un régime de compétition.

Mais la compétition est aujourd'hui plus large, plus ouverte. Il y a infiniment plus de mandats qu'il n'y avait de charges. Et le peuple a plus de liberté dans son choix que n'en avait le Prince, obligé de respecter certaines règles, certaines convenances. Avec la politique l'élite politique s'est « démocratisée ».

Par contre le choix du peuple ne confère qu'un titre précaire au lieu que le choix du Prince élevait non pas un homme mais une famille, une *maison*. De là le caractère viager de notre élite politique. Quand Floquet affirmait orgueilleusement :

« Nous sommes la noblesse républicaine », il exagérait. Mais le mot vaut qu'on s'y arrête. Il trahit un désir, voire peut-être un essai qui n'a pas réussi. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de noblesse républicaine. La République est hostile à toute hérédité. Aussi la plupart de nos grands personnages politiques n'ont-ils pas eu d'enfants. On croirait qu'ils ont eu peur d'en avoir. En tout cas on ne retrouve pas chez eux ce besoin du « successeur », cette préoccupation constante de la « maison » qui plissait le front de Turenne sous les lauriers.

En France, depuis un siècle environ, depuis que la société a cessé d'être une hiérarchie, l'élite politique a cessé d'être une aristocratie, d'avoir les vices mais, en même temps, les vertus d'une aristocratie.

***

Dans sa pénétrante étude sur les *Élites industrielles et financières*, M. François-Marsal note qu'en régime démocratique, « où l'autorité du chef repose essentiellement sur une discipline librement consentie, il est indispensable que l'élite conserve tout son prestige ». A qui s'étonnerait que, malgré les services rendus, l'élite politique française ait perdu pas mal du sien, — et du haut en bas de l'échelle, — il faudrait rappeler que le respect du peuple va au continu et que rien n'a plus de prestige à ses yeux que ce qui dure.

Seuls les chefs politiques qui ont pu continuer, qui ont su durer au milieu de l'instabilité générale ont gardé du prestige. Il est vrai que par leur durée ils n'ont pas uniquement fait paraître leur chance mais leur aptitude. Survivance du plus apte, prééminence du survivant : lois de nature qui résistent aux systèmes.

***

On ne rencontre donc dans notre élite politique que des hommes aptes à se faire élire et à se faire réélire, des hommes appartenant à l'espèce du « bon candidat ». Tous « les mauvais candidats » en sont fatalement exclus comme le sont d'autres carrières, ceux qui n'arrivent point à passer l'examen. Car

l'élection est un concours qui exige une préparation préalable mais surtout des dons naturels.

Il en fallait aussi, sans doute, jadis pour se glisser jusqu'aux marches du trône, approcher du Prince et lui plaire.

Seraient-ce point les mêmes?

De l'endroit où j'écris, j'aperçois la gentilhommière d'où sortit un jour en guenilles le petit aventurier viscontin qui fut assez habile pour obtenir, dans l'espace de quatre ou cinq ans, brevet de Duc, apanage et bourse pleine. Personne dans son village ne lui avait appris les belles manières. Mais il était d'espèce. Beaucoup de cadets de Gascogne ou d'ailleurs qui sont aujourd'hui les favoris du suffrage universel l'eussent été du Prince et de sa maîtresse. Comme disent les gens d'ici : ils « savent y faire ».

Sous le régime aristocratique comme sous le démocratique des hommes de talent sont restés obscurs et inemployés faute de « savoir y faire ».

Au vrai le suffrage universel n'est pas en soi plus mauvais juge que le Prince, lorsqu'il a son sens commun. Mais la campagne électorale a pour résultat, sinon pour but, de le lui enlever.

***

« Les grands capitaines d'industrie, observe M. François-Marsal, ont tous été des audacieux... Il semble qu'ils soient doués d'un sens qui leur est particulier et qui leur permet de voir la possibilité d'une action qui n'apparaît pas à tous les autres. »

Les grands capitaines de la politique — à notre époque — ont tous été des « malins », des prudents. Ils n'ont pas manqué de ce « sens du possible » qui est, par excellence, le « sens politique », mais le possible est toujours resté pour eux le « possible électoral ».

Qu'on ne s'y trompe point : ce concept témoigne de leur orthodoxie, de leur stricte obédience. Il est permis de ruser avec le peuple souverain, il n'est pas permis de braver sa souveraineté. Tous ceux qui l'ont osé, l'opinion républicaine les a punis en les rayant des cadres.

***

Si maintenant nous jetons les yeux sur cette élite d'élus, si nous y cherchons les hommes qui ont illustré la République, qui l'ont dirigée, ou du moins influencée, nous serons frappés de leur caractère bourgeois.

Bourgeois, ils le sont, tous ou presque tous, non seulement d'origine, d'extraction, mais de tempérament et d'esprit, à commencer par M. Thiers, à continuer par M. Jules Grévy, par M. Jules Ferry, par M. Waldeck-Rousseau, par M. Brisson, par M. Combes, par M. Poincaré. On ne voit guère que M. Clemenceau et M. Briand qui manifestent un autre caractère, qui appartiennent à une autre lignée, qui soient, écrirait Monzie, « hors série ».

Les socialistes ne se trompent donc pas lorsqu'ils qualifient de bourgeoise la IIIe République. Mais ils se trompent lorsqu'ils imaginent, par une telle épithète, la désigner au mépris du peuple.

A quel point la France est « bourgeoise », les Français, qui n'ignorent pas seulement la géographie des autres nations mais leur structure sociale, ne le soupçonnent certes pas.

Pour les étrangers qui étudient la nôtre ailleurs qu'à Montmartre ou à Montparnasse, il n'y a pas de plus forte surprise que de constater à quel point la France s'honore de l'être.

Dans son beau livre, *la France d'Aujourd'hui*[1], un professeur américain, M. Barrett Wendell, relate et explique son étonnement. — Les étrangers cultivés, observe-t-il, ne connaissent guère la France que par ses artistes et par ses écrivains. Et les artistes et les écrivains français — mémorialistes ou romanciers — se sont évertués depuis trois-quarts de siècle à discréditer le mot de bourgeois en le donnant comme un synonyme d'avarice, d'insignifiance, de vulgarité, en représentant le bourgeois sous les traits du Philistin... Cependant mes amis français s'avouaient, se proclamaient des bourgeois... Ils étaient fiers de l'être... Ils ne pensaient pas renoncer par

1. Barrett Wendell, *la France d'Aujourd'hui* : Georges Grappe, trad. Fleury éditeur.

cet aveu à l'estime et au respect, et, en vérité, ils méritaient l'un et l'autre. — Ils les méritaient et ils les avaient.

Quoi qu'aient dit ou écrit nos artistes et nos littérateurs, chez nous l'ambition de l'ouvrier, du paysan, est que ses enfants deviennent des bourgeois s'il n'a pu lui-même le devenir.

Chez nous le cri « A bas les bourgeois » n'est pas un cri de la haine mais de l'envie.

Nos intellectuels les plus avancés, nos syndicalistes les plus révolutionnaires, ont des goûts bourgeois, des sentiments bourgeois, des pensées bourgeoises.

Tout ce que recoupe la sonde dans la masse populaire : cette haine de l'aristocratie qui n'a pas tué l'amour des titres, cette recherche inquiète de l'égalité qui cueille la faveur au passage, cet appétit d'ordre qui se délecte d'indiscipline, cette soif de liberté qui s'enivre de domination, cet anticléricalisme qui se pavane au banc d'œuvre, cet internationalisme qui ignore ou méprise l'étranger, c'est, en stratifications discordantes, le dépôt de la pensée bourgeoise.

Pas de désaccord profond entre la bourgeoisie française et le peuple français d'où elle est sortie, et dont elle gère depuis longtemps les affaires privées et publiques. Depuis le temps où, sur le siège des capitouls, des consuls, des échevins, des rewards elle a commencé de jouer son grand rôle historique et de modeler la France à son image, disputant à la noblesse, au Régent lui-même, lorsqu'elle est assurée de sa force, le pouvoir avec la préséance.

Il y a plus de bourgeois aujourd'hui dans les élites politiques, dans les élites élues, que dans les élites d'Église, de finance ou d'industrie.

L'élite politique de la IIIe République est une héritière. Elle n'a pas dilapidé l'héritage. Elle n'a pas marchandé sa peine. Dans l'ensemble elle a été laborieuse, appliquée et, je ne dis pas généreuse, mais juste. Elle a été « sociale ». Elle s'est constamment efforcée d'élever le peuple jusqu'à elle. Elle n'imaginait pas un plus beau destin. Le peuple pas davantage. Elle a été patriote, n'oubliant jamais, au milieu des luttes civiques, les nécessités françaises. Elle n'a pas su éviter la guerre et les hécatombes, mais elle a su éviter l'iso-

lement qui nous eût condamnés à la défaite. De son œuvre diplomatique, de son œuvre coloniale, de la restauration économique et financière du pays, après la paix en somme, elle a le droit de s'enorgueillir.

***

D'extraction et de pensée bourgeoise, notre élite politique s'avère, pour une grande part, de formation juridique, son plus gros contingent ayant été fourni par les compagnies judiciaires et singulièrement par le Barreau.

L'étude du Droit est une excellente préparation à l'exercice du mandat législatif et la pratique du métier d'avocat donne dans les assemblées de précieux avantages.

L'avocat est accoutumé non seulement à parler mais à discuter, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Il sait écouter l'adversaire et en l'écoutant improviser la réplique. On lui a appris à choisir et à disposer les arguments. Bref, il a une éducation oratoire, un apprentissage oratoire, qui lui facilitent beaucoup l'usage de la tribune — et c'est le plus souvent par la tribune que, sous le régime représentatif, les jeunes hommes d'État se font connaître.

Il est vrai qu'en d'autres salles qu'au prétoire l'art de parler, de discuter, de persuader peut s'apprendre. Des réunions comme celles de la *Conférence Molé*, des Cercles d'études sociales, des Syndicats professionnels, des Loges offrent des tribunes, des débats, forment des centres d'entraînement efficaces et contribuent au recrutement des élites parlementaires. Mais l'exercice du métier d'avocat est une meilleure école parce qu'il enseigne en même temps que l'art de parler la science du dossier.

Pour apprécier cette science à sa valeur, pour en saisir toute l'importance, peut-être faut-il avoir approché quelques-uns de ceux qui y ont excellé, et, par exemple, avoir vu avec quelle prestesse, la courroie dégrafée, M. Raymond Poincaré sait, dans la farde ouverte, chercher et trouver les pièces qui engrènent l'affaire, et, les ayant détachées, isolées du fatras de l'ensemble, les ajuster, les polir, les « assortir », comme on dit aujourd'hui, à l'argumentation de sa thèse.

Sous les mains intelligentes de l'avocat rompu aux affaires, le filet plein de choses mortes et confuses que paraît être un dossier, s'ordonne et s'anime avec la prodigieuse rapidité d'une résurrection.

Or, tous les problèmes que l'homme d'État doit résoudre, et discuter avant de les résoudre, se présentent à lui sous la forme du dossier. S'il en ignore le maniement, le ministre, le rapporteur perdront un temps infini à battre des buissons vides. Perdus dans les paperasses, aveuglés de détails, ils ne découvriront l'essentiel, s'ils le découvrent, qu'au prix d'un travail fastidieux et déprimant. Vienne le débat public, l'homme qui connaît le dossier, qui le connaît bien et vite, aura le même avantage que sur les champs de bataille l'homme qui connaît le terrain.

Il n'a manqué à nos négociateurs en certaines conférences que de connaître mieux le dossier.

Encore ne suffit-il pas de savoir ce qu'il y a dans le dossier, il faut savoir ce qu'il y a derrière.

Ou le deviner!

C'est ici que la formation électorale vient compléter la formation judiciaire.

Le caractère « avocat » de notre élite politique, les adversaires du régime l'ont bien discerné et ils le lui reprochent, en répétant le mot impérial : Tas de bavards.

Il est fatal que le parlementarisme, qui repose sur la libre discussion, la prolonge au delà du nécessaire et il est naturel que les hommes qui savent parler aiment à parler.

Mais lorsque les hommes qui ne savent pas parler sont possédés de la même passion et que, le respect de la tribune étant perdu, ils ont licence de l'assouvir on peut craindre le déclin du régime.

Le reproche le plus grave que les anti-parlementaires pourraient adresser à nos élites politiques, ce n'est pas de mal parler ou de parler pour ne rien dire, c'est de parler quelquefois pour ne rien faire.

De toute manière, sous un régime d'opinion, la parole doit précéder l'action afin de l'expliquer et, en l'expliquant, de préparer les masses à la consentir.

Il est certain qu'on peut abuser de la parole. Mais on peut

aussi abuser de l'action. Les bavards sont moins dangereux que les énergumènes.

Il est également certain que, dans un peuple gouverné par des juristes, les concepts juridiques ont tendance à prévaloir.

La France a une conception juridique des rapports des hommes entre eux qui déconcerte les étrangers quand elle ne les agace pas.

***

Quelques années avant la guerre, une revue, *l'Opinion*, avait publié une statistique assez curieuse d'où il résultait que nos provinces méridionales jouissaient d'une sorte de privilège pour la fourniture des hommes d'État. Si l'on essayait de déterminer sur la carte le centre ministériel de la France par les mêmes méthodes que l'on eût employées pour déterminer son centre de gravité, on le trouvait à Souillac, petite ville quercynoise assise aux bords de la charmante Dordogne, qui se recommande aux gourmets par ses truffes et aux archéologues par son église byzantine. L'article, adroitement intitulé « Souillac capitale de la France », eut à l'époque un certain succès et provoqua de nombreux commentaires.

Le centre ministériel de la France s'est-il déplacé depuis lors? Il est possible que la victoire, en nous rendant deux provinces, ait modifié ou plutôt restauré l'équilibre politique de la Nation. Notre parlementarisme n'en a pas moins gardé une pointe d'accent. Le bassin du Rhône et le bassin de la Garonne continuent d'ailleurs — on n'en saurait douter — de fournir généreusement des « leaders » aux divers partis et par conséquent d'enrichir nos élites politiques.

Ce phénomène s'explique fort bien. Les professions qui mènent à la politique sont celles que les méridionaux préfèrent. Ils ont pour les affaires de l'État un goût que l'on ne rencontre point au même degré parmi les populations industrieuses du Nord plus occupées de leurs propres affaires. Dire qu'ils vivent pour l'État ou qu'ils vivent de lui serait également excessif. Mais à aucun moment de leur vie ils ne l'ignorent et ils ne le méprisent. Il est vrai qu'ils lui demandent des « emplois ». Mais ils l'aiment sincèrement et le servent fidèlement. De souche, ou plutôt, de tradition latine, ils sont nés

citoyens plus que producteurs. Volontiers fonctionnaires, ils souhaitent naturellement que le rôle de l'État s'étende. Le radicalisme étatiste nous vient d'eux. On le comprend lorsqu'on cherche sur la carte le centre économique ou fiscal de la France. Le Nord paye plus qu'il ne reçoit. Le Midi reçoit plus qu'il ne paye.

Le radicalisme étatiste est pour le Midi de l'économie compensée.

***

On a souvent attribué la prépondérance politique du Midi à son génie oratoire. Mais il suffit de lire nos annales pour se convaincre qu'elle est de beaucoup antérieure aux institutions parlementaires, et, donc, à l'avènement de la parole.

La prépondérance politique du Midi s'explique par l'aptitude de ses enfants à la politique.

Ils ont à cet égard, répétons-le, une tradition très ancienne qui s'est perpétuée non par l'école ou le livre mais par l'enseignement oral de la famille et du café.

A Souillac une mère a tout dit quand elle a dit de son fils : Il a fait une belle carrière. A Roubaix elle est fière de dire : Il a fait une belle fortune.

Le Midi n'honore pas seulement l'État tutélaire, l'État nourricier. Il honore celui qui le sert. Dans les familles méridionales le fonctionnaire occupe la place d'honneur réservée dans le Nord au négociant ou à l'usinier.

Entrez dans un estaminet du Nord. Les consommateurs y échangent des mercuriales. Dans un café du Midi ils échangent des idées.

Si vous concluez de là que le méridional n'est qu'un idéologue, vous risquez de commettre une erreurd angereuse.

Le Midi exploite les idées comme le Nord les charbonnages. Il en tire une foule de sous-produits.

C'est l'action de présence d'un grand nombre de méridionaux ambitieux, diserts et adroits qui a rendu nos assemblées si différentes des assemblées de style anglo-saxon, qui, depuis l'origine, a si profondément modifié leur « climat », qui a rendu si compliqué, si subtil chez nous, le jeu parlementaire.

L'influence méridionale a gauchi le régime représentatif, mais en le gauchissant elle l'a peut-être fait entrer dans nos mœurs.

***

Si quelque disciple de Le Play voulait tenter — et la tentative serait intéressante — d'appliquer aux élites politiques le procédé de la monographie il faudrait lui conseiller de prendre comme type un bourgeois, un avocat, un méridional.

***

Ce type qui a régné un demi-siècle se maintiendra-t-il longtemps encore? Notre personnel politique n'accuse-t-il pas déjà des tendances nouvelles? On le dit beaucoup et divers signes indiquent en effet une crise.

L'élite politique n'occupe plus aujourd'hui dans la Cité le rang qu'elle avait naguère. Son prestige n'est plus sur la masse ce qu'il était. Et les autres élites se sont détachées d'elle.

Pareille déchéance n'atteint à l'ordinaire que les organes qui ont cessé d'être nécessaires, de remplir une fonction vitale.

Les principaux personnages de notre élite politique ont tiré leur prestige du fait que dans le temps où les institutions démocratiques étaient discutées et menacées ils apparaissaient comme des chefs. La République solidement établie, ils ne sont plus ou ils n'apparaissent plus que comme des bénéficiaires.

« Dans un monde, observe M. François Marsal, où les grandes aspirations politiques sont et demeureront, espérons-le, limitées par l'immense désir de paix qu'ont laissé derrière elles les horreurs de la guerre, il n'y a que les membres de l'élite financière, industrielle ou commerciale, qui, par leurs entreprises, apportent un aliment à l'appétit des peuples pour les grandes choses. »

Ainsi, par leur victoire sur les adversaires de l'intérieur et par leur victoire sur les ennemis du dehors, les élites politiques semblent avoir achevé ce qu'on attendait d'elles.

Elles auraient joué leur rôle.

Elles devraient maintenant céder la place à d'autres.

Cette idée que M. Marsal a exprimée avec clarté, le suffrage universel, lors des dernières consultations électorales, l'a traduite d'une manière confuse en accueillant favorablement les nouveaux, qui, sollicitant un mandat politique, proclamaient leur dégoût, leur mépris de la politique et prêchaient la religion de l'économique.

Substitution de l'économique à la politique.

Remplacement de l'élite politique par une élite technique.

Tel est le nouveau jeu.

Il suggère plusieurs réflexions.

Et d'abord celle-ci.

Du fait qu'un immense désir de paix a été engendré par les horreurs de la guerre, est-il permis d'inférer que la guerre a tué la politique?

Il faudrait pour cela supposer que l'immense désir de paix durera toujours et suffira à maintenir la paix.

Il faudrait ensuite admettre que dans une paix durable, que dans une paix définitive, si l'on veut, il n'y aura plus à résoudre de grands problèmes politiques. Ce serait supposer que le traité de Versailles est le dernier mot de l'Histoire — que la Paix de Versailles a arrêté l'histoire comme Josué a arrêté le soleil, et pour l'éternité.

Qui donc oserait admettre les deux axiones et fonder sur eux notre avenir?

Deuxième réflexion. Nous imaginons aujourd'hui trop aisément que les progrès de la science ont modifié la nature des hommes. Ils n'ont modifié que leur condition. L'homme reste un animal politique, le seul animal, affirme Platon, qui comprenne l'ordre, qui ait besoin de l'ordre.

Établir, maintenir l'ordre entre les hommes est précisém en l'objet de la politique, et la politique continue donc de répondre à un besoin de l'homme vivant en société.

Ce qui est vrai, c'est que, les autres besoins de l'homme étant devenus beaucoup plus nombreux, ils finissent par nous cacher le besoin essentiel.

« Qu'on le veuille ou non, écrivait Prévost-Paradol à Taine, le désir du bien-être est devenu le souverain du monde et les

gouvernements, *qui se croient nés pour le combattre*, n'ont de chance de succès qu'en le servant. »

Taine répondait à Prévost-Paradol que la meilleure manière de posséder est de comprendre, ce qui, assurément, n'est pas un langage électoral.

Au moins faut-il comprendre qu'en se généralisant, en s'exaspérant, le désir de posséder, le désir de jouir, ne supprime pas la politique, il en augmente seulement les difficultés parce qu'il rend plus insupportable aux peuples l'idée si fortement exprimée par Waldeck-Rousseau qu'il y a pour un peuple des raisons de vivre supérieures aux raisons de mieux vivre.

Qu'on y regarde d'un peu plus près et l'on s'apercevra que la guerre a posé pour le moins autant de problèmes qu'elle en a résolus et que ces problèmes d'ordre international ou d'ordre national sont essentiellement politiques.

Remarques : Il est assez curieux que la guerre soit utilisée comme un argument par les apôtres de la technique. Elle a montré au contraire, ce nous semble, la supériorité de la politique, car la victoire de la France est due beaucoup plus à des facteurs politiques (alliances) qu'à des moyens techniques.

La guerre se définit : une entreprise politique poursuivie par des moyens techniques (militaires et autres).

La paix : une entreprise politique poursuivie par des moyens techniques (diplomatiques et autres).

Il y a donc, comme le dit M. Paul-Boncour, une technique de la paix.

Mais dans le même temps M. Loucheur affirme qu'il y a une politique du sucre.

D'où il est permis d'espérer qu'il doit y avoir aussi, pardessus la technique — une politique de la paix.

***

Que signifierait la substitution que l'on nous annonce de l'économique à la politique?

Si elle ôtait de la vie nationale tout idéal, voire toute mystique, elle signifierait un abaissement, un affaissement, une décadence.

Si elle subordonnait l'être au bien-être, elle signifierait le commencement de la fin.

L'économique ne peut pas plus remplacer la politique que la partie ne peut remplacer le tout. L'économique ne s'oppose pas à la politique. Elle est incluse dans la politique. Elle est une branche de la politique.

Cette branche, avouons-le, a été négligée. Non seulement parce que les théories du libéralisme demeurées puissantes sur les esprits niaient la compétence de l'État — et par conséquent des hommes d'État — en matière économique, mais aussi, et davantage, parce que cette incompétence était réelle.

Formée de bourgeois et de juristes nourris par la culture classique, notre élite politique n'avait aucune considération pour les affaires et les hommes d'affaires. Bien plus, elle les redoutait.

Le juriste n'a de contact avec les affaires et les hommes d'affaires que par le contentieux.

Comme certain ministre des Finances proposait un jour de payer par chèque les appointements ou indemnités de ses collègues, l'un de ceux-ci demanda sur un ton d'ingénuité farouche : « Que ferais-je de ce chèque? — Vous le remettrez à votre banquier. — Je n'ai pas de banquier, moi, Monsieur! — Vous en aurez. — A Dieu ne plaise! Tous les banquiers que j'ai connus ont levé le pied. »

Il avait été leur avocat et n'avait eu nulle répugnance à l'être.

Aujourd'hui encore dans certains milieux de province et de bourgeoisie le mot d'homme d'affaires garde un sens péjoratif qu'il n'a ni en Angleterre ni en Amérique. Quant au mot de spéculation, il suffit de le prononcer pour déchaîner dans les assemblées une explosion de vertu, les seules spéculations licites aux yeux des parlementaires étant celles de l'esprit, à coup sûr les plus dangereuses de toutes.

On a écrit beaucoup d'articles et de brochures pour dénoncer et flétrir les promiscuités des hommes politiques et des hommes d'affaires. A la vérité la France a beaucoup plus souffert de la séparation, du cloisonnement de la politique et des affaires que de leur promiscuité, et ce qu'il faudrait

reprocher à nos élites politiques, ce n'est pas l'improbité mais la crainte qu'elles ont d'en être soupçonnées.

Si elles ne l'avaient pas eue le drapeau français flotterait sur le canal de Panama.

Mais serions-nous toujours en République?

***

Y serons-nous encore lorsque des élites de techniciens se seront substituées aux élites politiques?

Damos rêve d'une assemblée législative nommée dans la région organisée par la profession syndiquée et qui comprendrait — du moins il l'imagine — les meilleurs techniciens de chaque profession. Damos atteste qu'à ce prix seulement la France sera représentée d'une façon digne d'elle et conforme aux réalités.

Damos donne ses raisons. Elles sont multiples et contradictoires. Elles ne sont pas toutes également mauvaises.

On lui accordera que la matrice professionnelle offre certains avantages sur la matrice locale un peu fatiguée par ses gésines, — que les liens qui naissent de l'exercice d'une même profession sont aujourd'hui plus solides, plus attachants que ceux qui naissent de la communauté de résidence.

Mais d'où tire-t-il son assurance que, votant par métiers, les électeurs voteront mieux et choisiront le meilleur d'entre eux?

Et qu'une Chambre où siégeraient les meilleurs épiciers, les meilleurs métallurgistes, les meilleurs écrivains serait la meilleure Chambre?

— Elle « ne se disputerait pas! » — Damos pense-t-il que tous les épiciers, que tous les métallurgistes, que tous les écrivains, lorsqu'ils se réuniront, ne « se disputeront pas ». Et que, par exemple, les métallurgistes et les charbonniers sont toujours du même avis?

Une Chambre professionnelle ne serait pas moins divisée qu'une Chambre politique.

Mais Cléophon est du Nord. Il espère que le règne des techniciens détrônera le Midi, le Midi des politiciens et des avocats!

Il parle avec faveur des écrits de Damos. Il aide à les répandre.

Le Midi les feuillette. Il pressent tout de suite ce que peut tirer de pareilles doctrines une habile exploitation.

Lorsque se présentera à la Présidence de la Chambre un candidat socialiste, — qui d'ailleurs préside fort bien, — on dira aux amis modérés, aux disciples conservateurs de Damos : « Votons pour Théophile quoique socialiste : il possède *la technique du fauteuil.* »

On le dira, on l'imprimera, on le lira le plus sérieusement du monde. Et Marseille fêtera le succès de son technicien.

Non! Damos, l'avènement de votre système ne ruinera pas la prépondérance politique du Midi qui est précisément fondée sur la supériorité de sa technique politique.

Car il y a une technique de la politique.

La seule qui vaille dans les assemblées politiques.

Mais vous voulez, dites-vous, supprimer les assemblées politiques?

Damos, vous ne supprimerez pas pour autant la politique.

Si elle ne se fait pas dans les assemblées elle se fera à côté d'elles, sans elles ou contre elles.

Le règne des techniciens, s'il arrivait, sonnerait le glas du régime représentatif et parlementaire, le glas des institutions républicaines.

Puisque vous ne visez qu'à les corriger, qu'à les perfectionner, qu'à les sublimer, tâchez au contraire de « déprofessionnaliser » les élus du peuple.

La politique n'est pas une science qui s'enseigne à l'école du soir. Elle est un art, un art majeur.

L'homme politique ne doit pas être un homme de métier, un spécialiste, un technicien.

Il doit être simplement un homme de bon sens ayant de l'honnêteté, du caractère, la passion de servir son pays — et une certaine aptitude à la politique.

— Un amateur! — S'il vous plaît! Abjurez vos erreurs, Damos. Et hâtez-vous de rendre à ce mot d'amateur sa haute dignité et d'écarter des gradins où siègent les élites en même temps que les ignorants, les cuistres qui savent tout et ne comprennent rien.

MAURICE COLRAT

UNE FEMME A SA FENETRE

I

Au milieu de son cadre doré, M. Theodoris, fondateur des *Grands Hôtels Theodoris*, en redingote, assis dans son fauteuil, trônait dans le hall de l'*Acropolis*. Sa raison d'être avait été ce caravansérail, le premier d'Athènes; et sans doute tout ce qui pouvait subsister de son âme avait été rattaché par le peintre à ce mur. Il surveillait, avec la même satisfaction qui de son vivant soulevait sa grosse moustache blanche, la fin de cette soirée de mai 1924. Les gens s'ennuyaient comme d'habitude, mais cet état d'âme qui lui avait toujours été inconnu lui échappait encore maintenant; et d'ailleurs, aussi inconscients que ceux d'hier, les passants d'aujourd'hui supportaient leur langueur sans plus de révolte.

Un confort assez discret rassurait l'œil quand on entrait dans ce hall : on n'était pas dans un palace de carton. On se remémorait la vieille tradition de la Côte d'Azur, au temps du roi Édouard : un service français adapté aux besoins des Anglais de bonne qualité. Ce qui n'excluait certes pas de maussades peintures comme ce portrait de M. Theodoris, et au-dessus des têtes cette verrière qui faisait songer à une villa de banlieue en Occident, vers 1880. Mais les murs étaient recouverts d'un acajou solide et les vastes fauteuils s'enfonçaient dans des tapis onctueux.

Le barman et ses acolytes faisaient des taches prestes, récentes. Ils apportaient alcools et boissons glacées d'une officine toute proche où buvaient debout quelques Améri-

cains et Anglais avec les émules improvisés qu'ils trouvent dans tous les pays du monde.

— J'en prends un troisième, — dit Margot Santorini.

Ferid-Pacha, le ministre d'Albanie, qui tenait le plus de place dans son cercle, la regarda avec des yeux où la dureté de la convoitise était engaînée de politesse européenne.

— Mais oui, prenez-en un troisième et même un quatrième, — susurra-t-il de sa voix fluette, — ce serait bien agréable de vous voir un peu grise.

— Non, ne buvez plus, cela ne vous enivrera pas, — intervint Staalbaum, avec une certitude sarcastique.

— J'aime qu'on me donne de mauvais conseils, — décida Margot. — Charlie, donnez-moi encore un Bronx. Il est vrai que je ne serai pas grise, rien ne me grise.

Le barman observait la scène et en souriait, sans se gêner. Il semblait assez bien doué par la nature pour que la comédie que lui donnaient chaque jour ses habitués le réjouît autant que leurs pourboires.

— Alors, vous allez venir avec nous en Crète, c'est promis, — demanda à Margot, Melançour, le Persan, en souriant.

Avec un peu plus de sensibilité, les personnes présentes auraient pu voir le paysage exquis, entendre le chant d'amour suggérés par ce délicat rictus.

— Oui, je viendrai. Mais Rico ne viendra pas. Alors, je serai un peu ridicule, seule, avec vous trois... Enfin, je suis une femme abandonnée.

— Mais non, — dit Ferid, — ne changez pas les rôles, nous vous enlevons à votre mari.

— Croyez-vous?

— Vous serez trois fois adultère, — précisa Staalbaun.

L'amertume qui était toujours dans sa voix faisait un sort inattendu à ses plaisanteries les plus plates. Cette phrase jetait d'avance le discrédit sur toute l'expédition : il n'y aurait point d'amour; ils étaient tous des invalides, et Margot elle-même.

— Nous aurons un bon bateau, celui qui a servi à Lord Granmount, l'année dernière.

— Mais pourquoi n'emmenez-vous pas d'autres femmes que moi?

— Parce que vous êtes notre Margot. Il n'y en a pas deux comme vous, — répondit Ferid.

Son sourire produisit soudain une fissure cruelle dans le cuir épais et rouge de son visage. Staalbaum et Melançour approuvèrent. Sur la figure dénudée du ministre de Perse, ce fut encore une éclaircie enchanteresse comme si un désert se couvrait de fleurs. L'ironie contracta au contraire de façon désagréable les joues prospères du Danois.

Rico Santorini se moquait toujours de ces trois admirateurs de sa femme. Ils avaient en effet le ridicule de mettre en commun leurs convoitises, mais elles étaient alourdies par des chaînes semblables. D'abord par l'âge : ils avaient tous les trois cinquante ans ou plus. Ensuite, par leur politesse professionnelle, piège auquel ils étaient les premiers à se prendre. D'ailleurs, ils avaient fort à faire pour dissimuler leur brutalité foncière, plus naïve chez l'Albanais et le Persan, plus perverse chez le Danois; ils ne recherchaient pas trop âprement le succès par crainte qu'il les obligeât à montrer le fond de leur sac.

Pourtant pour Margot ces trois hommes n'étaient pas risibles. Elle ne comprenait pas les plaisanteries de son mari; elle leur était reconnaissante de l'effort qu'ils faisaient sur eux-mêmes et qu'elle s'ingéniait à rendre encore plus difficile par sa coquetterie; elle y trouvait un hommage réel. Au reste, ce soir-là comme les autres, elle s'étourdissait d'alcool, de plaisanteries, des éclats de sa voix de contralto qui étonnaient, sortant d'un gosier si mince.

Ses interlocuteurs étaient enchantés de son abondance, car Athènes ne semblait pas fournir beaucoup de matière à la conversation. Pourtant l'*Acropolis* est le centre de la vie internationale et même un peu de la vie grecque; et c'est ce qui réjouit tant M. Theodoris dans son cadre doré. Les trois diplomates regardaient les gens qui entraient, les gens qui sortaient, les gens qui étaient assis et ne trouvaient pas beaucoup de remarques à glaner. Et certes, ils méprisaient à peu près tout ce qui était sous leurs yeux, mais ils aimaient mieux ce spectacle qui remuait lentement, sur quoi pouvaient se reposer leurs propos traînants, que d'obéir à leur mépris et de se retirer chez l'un d'entre eux où ils auraient été réduits

à eux-mêmes. Ils plaignaient les ministres de plus haute volée qui se devaient de rester dans leurs résidences : l'Anglais le faisait par magnificence, l'Allemand par dédain, l'Italien par gourme, le Français par économie.

Les coins où l'on menait le plus de bruit étaient occupés par des familles grecques. Que de tantes et de cousines! Les gynécées de tout l'Orient ont déversé sur le monde des milliers de captives caquetantes. On arrivait d'Europe, d'Amérique, d'Égypte, de toutes les colonies hellènes pour retrouver des parents, accomplir le pèlerinage national, relier des intérêts. La Grèce est un petit peuple de pâtres émigrants et de millionnaires exilés. A d'autres endroits, des politiciens du cru tenaient des conciliabules avec des industriels étrangers qui venaient placer leurs machines et leurs produits, là comme ailleurs.

A cet élément plus ou moins autochtone, s'emmêlait la troupe changeante des touristes. Deux jeunes Anglais marquaient la liaison naturelle entre Oxford et l'Athènes platonicienne : les cheveux un peu longs comme ceux de Cébès ou de Phèdre, les pantalons un peu juponnants, la voix complaisante, le goût de l'inutile, de l'esthétique, une vieille force usée à certains angles, encore brute à d'autres. Trois ou quatre étudiants américains se moquaient de leurs cousins, mais soudain s'oubliaient à contempler avec une curiosité envieuse leur désœuvrement inimitable. Les Français se reconnaissaient à leur air resserré, à l'austérité mesquine de leur costume; dans ce hall où l'on parlait surtout le français, ils semblaient insolites. Pourtant, autour d'eux, la Légion d'honneur rejaillissait sur les vestons grecs. Les Allemands regardaient tout.

— Qu'est-ce que ce grand-là, à qui vous faites de l'œil? — demanda à Margot, Staalbaum, rancunier, plein de pensées inexpiables.

— N'est-ce pas qu'il est beau? C'est l'Italien qui a gagné, cet après-midi, le tournoi de tennis. Il a bien battu le Tchécoslovaque, je voudrais le connaître. Personne n'est capable de me l'amener?

Les trois compères secouèrent la tête, en signe d'ignorance et de désapprobation. L'Italien, qui attendait impatiemment

un hommage universel, remarqua l'attention de Margot; il devint aussitôt impassible.

— Qu'est-ce que vous voulez en faire? Ce n'est pas un athlète; c'est la statue d'un athlète; il y en a ici plein les musées, — grinça le Danois.

— Vous aimez les cheveux gris? — soupira Melançour.

Si le lustre de la brillantine faisait des cheveux de l'Italien, pourtant jeune, un casque d'acier, le Persan effleurait de son doigt desséché une toison au reflet lunaire où le bleu noir passait insensiblement à l'argent. Ses traits étaient infiniment effacés comme les arêtes d'un basalte usé par les sables; l'Italien, au contraire, montrait des lignes fières. Mais Margot, mariée en Italie, n'admirait que par feintise; elle était habituée aux belles effigies. Ses regards se jouaient de tous côtés avec une aisance et une gaîté que rien ne semblait épuiser.

Quel effet pouvait avoir sur cette femme tous ces visages d'hommes autour d'elle, ces gros plis, ce poil, ce tabac dans les dents, ce désir poltron et prêt à mordre? Ce qui chez ces hommes aurait pu éclater tragiquement était bien loin, enfoui sous les vestons, noué par les cravates; leurs yeux étaient embués de prétextes courtois et mièvres.

— Vous avez toujours l'air contente de voir une figure nouvelle, — continua Staalbaum. — Vous n'êtes jamais rassasiée, peut-être que vous n'avez jamais faim.

Il surveillait sans cesse Margot de son gros œil, en quête de vilaine vérité. Margot lui jeta un regard aigu, mais ce regard fléchit bientôt, luit longuement comme une lame qui après avoir menacé se replie dans une garde molle et tentatrice.

— Je m'amuse de tout.

Elle se prêtait ainsi au jeu de chacun. Par perversité ou par charité?

Le français ou l'anglais que tout le monde parlait, en passant d'une bouche à l'autre, perdaient leur vertu; tous les accents finissaient par se confondre dans une sonorité indistincte. Les grammaires étaient déchiquetées par mille menues ignorances, les vocabulaires réduits aux plus rudimentaires nécessités. Ainsi se trouvait sournoisement aboli tout moyen de communiquer entre ces êtres humains. Mais un langage n'était pas indispensable à ces cosmopolites bourrés et vides;

des gestes comme au cinéma, des onomatopées comme au téléphone leur auraient suffi. Cependant il leur fallait parler beaucoup pour remplir l'espace qui s'étalait indistinct entre leurs désirs amortis.

— Demain, je demanderai des tuyaux sur cet Italien à Avghi Corditi, elle le connaît sûrement déjà, — s'écria Margot en riant.

Staalbaum songea qu'Avghi avait plus d'appétit que Margot, mais la luxure méthodique de celle-là l'irritait autant que le flirt acide de celle-ci. Il aurait voulu les posséder toutes les deux, pour les rejeter ensuite avec un mépris sanguinaire. Ces sentiments s'accordaient mal à son ventre pointu et à ses dents gâtées. Il se rappelait la plupart du temps ces infériorités, mais il parvenait parfois à les oublier à demi; il faisait alors aux femmes des déclarations serviles et haineuses.

— Je vois maintenant pourquoi vous n'êtes pas venue avec moi, — reprit Ferid avec un acharnement frais, — vous êtes allée admirer l'Italien au tennis.

Il parlait d'un ton patelin, avec une courtoisie de vizir pleine de condescendance secrète. Une langue trop épaisse et molle le faisait grasseyer légèrement; il commençait ses mots avec une délicatesse qui paraissait comique au milieu de cette face ronde, dure, cousue comme un ballon. D'ailleurs à la fin des phrases, son organe s'affermissait et atteignait à des vibrations dures, menaçantes. Il se flattait de rappeler les pachas de l'ancien temps, partagés entre les harems et les camps, à la paume douce et au poing lourd.

— Tandis que je faisais mes neuf trous, tout seul, vous applaudissiez des gigolos à cheveux gris.

Margot rit de bon cœur : le corps du gros pacha avait sué au soleil plus que son cœur n'avait pâti.

— Vous allez m'attendrir, je vais vous emmener tout seul sur l'Acropole pour vous consoler.

La langue de Ferid passa sur sa lèvre coupante comme un foie de bœuf sur le couteau du boucher. Ses yeux vifs roulèrent dans son masque impassible vers Melançour et Staalbaum pour les prendre à témoin de son avantage et de la corruption des femmes.

— Vous ne pourrez pas offrir à notre amie un aussi beau

clair de lune que ceux qu'elle a eus en Arabie, quand elle s'y promenait avec le cheick, — remarqua Staalbaum qui parut soulagé, après ce brocard plus fielleux que les précédents.

Ce mot était un peu vif pour les deux autres : Melançour eut un grognement rauque, puis rattrapa un air suavement fataliste; Férid cligna de ses petits yeux pour y éteindre une étincelle trop crue. Mais Margot rit encore et sans effort.

— Je ne vous raconterai plus rien, Staalbaum.

Elle rêva un instant à cette expédition de chasse en Arabie. Que s'était-il passé? Personne ne le savait. On ne peut mesurer ses actes et la mémoire rétrécit les uns, allonge les autres. C'était un souvenir, elle était pleine de souvenirs. Cette soirée était déjà un souvenir, elle ne faisait plus que collectionner des souvenirs. Elle avait vingt-huit ans.

Le hall se dépeuplait : les espaces vides semblaient moins éclairés, bien qu'on n'eût rien éteint. Seuls, demeuraient quelques hommes dont l'esprit pressé par la nuit était acculé au whisky d'une heure du matin, boisson d'angoisse.

En dépit de leur zèle, les admirateurs de Margot commençaient d'être travaillés par la sincérité du bâillement. Elle n'attendait pas son mari, comme ils croyaient, mais le sommeil; en dépit de son endurance et de ses rires, leur fatigue la découragea soudain et elle leur donna le signal de la débandade.

— Rico ne finira pas son bridge chez les Kalandaris avant deux heures, — dit-elle, pour répondre à leur pensée, et elle se leva.

Tout le monde l'imita, sous l'œil frais de Charlie qui semblait dire : « Encore une représentation qui finit brillamment. Tous les jours, je m'amuse et je gagne des drachmes. » Les domestiques croient à la réalité du monde encore plus que les maîtres.

Les trois hommes accompagnèrent Margot en cérémonie, jusqu'à l'entrée d'un couloir.

— Pourquoi habitez-vous au rez-de-chaussée? — insinua Ferid, avec le regard du maître prêt à ordonner le lacet.

— C'est une habitude que j'ai prise quand j'étais célibataire à Paris. Vous n'avez pas connu mon rez-de-chaussée, avenue Henri-Martin. Il m'en a fait une réputation.

— Vous n'allez pas me faire croire que cela vous amuse d'avoir une mauvaise réputation, — s'écria Staalbaum, en haussant les épaules.

Encore une fois, il espérait voir s'ouvrir dans l'esprit de Margot une piste au bout de laquelle il la découvrirait convaincue de mensonge, confuse, livrée.

— Mais vous êtes là pour me défendre, — répondit Margot, en lui donnant sa main, avec un dernier rire. Cette gaieté sonnante entourait sa vie et mettait en déroute le calcul des hommes.

Margot était seule dans sa chambre. Son visage se détendait peu à peu; le sourire de coquetterie, demeuré encore un instant sur la bouche, glissait vers le coin des lèvres, s'échappait. Elle se jeta sur son lit. Mais elle se releva pour en finir avec sa toilette du soir. Elle se déshabilla, puis se soigna rapidement avec des manières un peu brusques. Elle n'était pas esclave des précautions minutieuses qui finissent par émousser la beauté.

Une femme se trouve devant elle-même quand, la journée faite, assise à sa coiffeuse, elle se nettoie la face avec de la crème. Le regard de Margot, tout à l'heure affairé et attentif, s'égarait. De la lassitude et de la mélancolie tombaient sur elle, presque l'hébétude qui suit un effort physique. Pourtant son faciès ne pouvait se défaire tout à fait : dans le silence jaune de cette chambre d'hôtel se détachait au contraire plus nettement sous les traits relâchés une charpente solide. Un contour assez dur aurait pu s'accuser si la pulpe délicate des joues n'avait tout enveloppé dans son modelé aimable. Une ligne à la douceur savante, partant de la pommette ronde, venait estomper le glacis assez sévère, creusé autour du petit nez aquilin. Ensuite, elle gagnait la bouche duveteuse, mais parfois raidie par des sourires volontaires, et plus bas, rejoignait d'autres traits, non moins amènes, qui montaient du cou mince et rond pour garder un charme d'enfance au menton un peu cursif.

Margot laissa retomber les prestiges qui tout à l'heure montaient de ses épaules, de toute sa chair infiniment blanche, dense et sensible. Ses joues roses pâlissaient légèrement sous

ses doigts gluants; elles auraient pu paraître puériles et effrayées si un demi-sourire malin, jeté encore de temps à autre à sa glace, n'était venu prouver qu'elle gardait à sa disposition les mines dont elles s'armait en public.

Avant de se coucher, elle s'approcha des fenêtres pour les ouvrir plus grandes. Cette nuit du début de mai était assez fraîche. Sa chambre n'était séparée de la rue que par une petite grille de fer qui courait tout le long de la façade de l'hôtel. Elle observa un instant le dehors, en écartant un peu le store baissé. Il y avait encore des passants; elle aimait ce voisinage avec l'anonymat, avec la liberté de la rue.

Rico n'était pas encore rentré. Peu importait. Elle n'eut même pas un regard vers la porte de la chambre voisine qui ouvrait sur la salle de bains. Étant la tromperie même, Rico ne trompait personne. Qu'il fût là ou ailleurs...

Elle se coucha. Aucune image née de ce jour-là ou des jours précédents, ne se levait pour retenir son attention; à la longue, elle s'endormit.

Quand elle reprit conscience, elle regarda l'heure : il était quatre heures et demie. Elle pensa que Rico venait de rentrer et avait fait du bruit. Peut-être le froid l'avait aiguillonnée aussi; elle était peu couverte et les deux fenêtres étaient béantes. Elle se leva et, sans allumer, alla en fermer une. Assez vive et lucide, elle ressentit encore de la curiosité pour la rue et écarta de nouveau le store.

Elle tira même les cordons du store pour regarder largement.

Un peu de jour aigre décolorait déjà la nuit. Les deux éléments, en se rencontrant dans la ville, semblaient se salir l'un l'autre. Ils ébauchaient une étreinte molle, triste, sans nom. Le soleil et son illusion de salut et de triomphe était encore bien loin. C'est étrange, une rue mise à nu par l'absence des humains; on lui découvre des dimensions inattendues, une perspective plus noble, une direction mystérieuse. L'appareil des cités, les bâtisses, les pavages, les hautes lampes qui rayonnent dans le vide, tout cela s'offre avec la majesté inédite des formes de la Nature, découvertes par l'homme dans les lieux déserts. Et l'on croyait que cette rue était faite pour tout le monde sauf pour soi; voilà que le contraire semble

certain; cette rue et toutes celles qui s'en ensuivent, tout ce labyrinthe qui émerge de l'ombre n'existe qu'aux yeux du solitaire, c'est une réalité intérieure qu'il parcourt dans son rêve. Il oublie avec une aisance effroyable que sous ce paysage les humains se sont retraits dans l'activité puissante du rêve où les beautés et les nouveautés du jour prochain sont en train de naître : le sommeil paraît aussi étrange au veilleur abstrait des villes que la Nature. Et il est vrai que le sommeil renfonce l'humanité dans le sein de la Nature; une ville endormie, c'est un corps qui immerge dans l'humus, sans espoir de retour, un cadavre qui s'abandonne aux vers. Il y a là des moments terribles, surtout en été, quand il est déjà grand jour et que personne ne bouge : il est donc vrai que cette fois-ci l'appel du soleil ne sera pas entendu et que les troupeaux hommes ne reviendront pas de leur transhumance dans les enfers. Alors, plus de doute, si toute cette fantasmagorie de trottoirs sans fin, de chaussées planes, étirées vers l'indicible, subsiste encore, c'est qu'elle est l'invention pure d'un esprit isolé, de celui-là seul qui veille, qui vit.

Ces réflexions ne se déliaient point dans l'esprit de Margot, mais elle en supportait le poids. A coup sûr, c'est émouvant d'entr'ouvrir une fenêtre au silence et à l'inactuel, et d'être une femme secrète qui se penche sur l'abîme.

Margot avait froid, mais elle jouissait aussi de cette épreuve; elle trempait son corps comme son esprit dans un bain d'inconnu. Ses regards s'attardèrent sur l'ancien Palais-Royal qu'elle apercevait à l'angle de deux avenues et qui avait l'air d'une vieille caserne où aurait logé autrefois une armée depuis lors vaincue et dispersée. Elle ne détacha pas sans effort sa vue de cette façade délabrée, humiliée; mais enfin sa tête se détourna, tandis que ses doigts étaient près de laisser le store retomber.

De l'autre côté, sur sa gauche, le long de la grille qui passait devant sa fenêtre, elle aperçut quelque chose de noir et de rapide. C'était un homme qui courait. La façade était longue et il était encore loin, mais il se rapprochait vite, et sans bruit. C'était un homme jeune. Il se retourna dans la direction d'où il venait : Margot vit qu'il avait peur et qu'il fuyait. Anormal, illégal. C'était un malandrin. Non, ce n'était pas un malandrin,

c'était un homme de bonne mine; il était tout près maintenant. Pourtant il tenait ses chaussures à la main; c'était donc quelqu'un qui avait fait quelque chose de mal, qui avait commis un crime; sa figure était contractée par l'angoisse. Le voilà, il faut se cacher. Il passe devant Margot. Il l'a vue, elle se recule; mais il continue, elle se repenche. Il s'arrête, il revient, il s'arrête devant elle. Il souffle, il souffle; il s'appuie des deux mains à la grille, les flancs creusés et secoués par la course et par la peur. C'est un assez beau garçon, grand, fort, brun, assez mal habillé, mais pas vulgaire. Est-ce un Grec? Comme c'est pénible de voir cette angoisse, de voir un être humain défiguré par la peur. Il la regarde avec des yeux noirs, affamés; il a envie d'être à l'abri de tout, comme elle. C'est vrai qu'elle est à l'abri, pourquoi avoir peur? Mais il va parler, crier. Ah! déjà son souffle terrible bouleverse tout dans cette rue; les façades vont céder à cette pression, toutes les fenêtres vont s'ouvrir. Il faut s'exclure de ce scandale, fermer la fenêtre, même si cela le fait crier plus fort. Trop tard, il parle; Dieu! il parle. En anglais! Tiens! A voix basse, sifflante.

— *Madam, let moe enter your room, just for a moment. I am going to jump over the fence. I'il explain. Or I am done, I am pursued. I am not a burglar.*

Il avait une voix mâle, polie, assez raffinée, en dépit du débit saccadé. Pas un Anglais, ni un Américain, mais il avait un bon accent. Visiblement, c'était un homme surpris par une conjecture exceptionnelle; l'événement faisait injure à sa sensibilité.

Il s'était arrêté pour prêter l'oreille. Margot entendit un appel. Ils sursautèrent ensemble, et il s'élança pour repartir. Il fit trois bonds, s'arrêta, regarda de tous côtés : aux abois, il revint à elle.

— Je vais être cerné, — murmura-t-il en français, se parlant à lui-même.

En même temps, il prenait entre ses dents, par les lacets, ses souliers jaunes pleins de poussière et il plaçait ses deux mains sur la barre de la grille, entre les pointes. Il fit un rétablissement et se trouva dressé devant elle, la regardant avec des yeux hagards, pleins de prière.

Elle avait peur pour lui, bien plus que de lui. Elle craignit, si elle lui intimait l'ordre de ne pas sauter la grille, de provoquer quelque incident bruyant, horrible, sous ses yeux, là, devant l'hôtel; des cris, des coups, du sang. Et le pauvre, il serait pris; s'il se défendait, il serait blessé, tué.

Mais il n'attendait pas sa décision. Il était fort, il plaça facilement un pied recouvert d'une chaussette déchirée et souillée, entre deux pointes. Il lâcha son appui d'une main, se raidit sur l'autre bras et sauta. Il tomba légèrement devant Margot. Ils étaient nez à nez. Il soufflait. Un visage jeune, viril, convulsé, peut-être embelli par ce grand émoi. Il suait. Il reprit ses souliers à la main.

Il chuchota en français, sans avoir conscience du changement de langue.

— Laissez-moi entrer, ils arrivent, vous les entendez, ils vont me voir.

En même temps, d'une impulsion instinctive, il avançait le bras pour l'écarter. Ce geste révolta Margot. Elle le repoussa de toutes ses forces.

— Non, je ne veux pas. Qui êtes-vous? Qu'avez-vous fait? — balbutia-t-elle en français, elle aussi.

Mais elle entendait bien courir, elle apercevait quelque chose de noir se déplacer le long de la grille. Il fallait mieux le cacher, maintenant. Il eut d'ailleurs un nouvel élan, brutal, irrésistible. Pourtant, en même temps qu'il avançait le buste passionnément contre les seins de Margot, il la regardait d'un regard si doux, si enfantin. Elle s'effaça, il se rua dans la chambre, mais comme un ange, sans bruit. Et derrière lui, avec une promptitude et une délicatesse magique, elle laissa retomber le store.

Il était temps; deux hommes passèrent marchant et courant tour à tour. Ils s'arrêtèrent un peu plus loin, sans doute au coin de l'avenue qui était proche. Margot, qui était à genoux, devant la fenêtre ainsi que l'homme, attendait. Celui dont elle était la complice faisait de vains efforts pour étouffer son souffle. Ce souffle épouvantait Margot, il remplissait la chambre, il remplissait tout l'hôtel de son fracas. Et tous ces bruits devant la fenêtre : tout le monde allait entendre, Rico allait entendre, Rico allait entrer, jeter l'homme dehors.

Pourtant aucun bruit ne fit écho, ni à côté, ni au-dessus.

Les deux poursuivants revenaient, ils s'arrêtèrent devant la fenêtre de Margot qui, terrorisée, se tenait intensément immobile pour compenser le bruit de l'autre qui, d'ailleurs, parvint par miracle à se contenir un peu. Margot était infiniment misérable : l'accent sec des hommes qu'elle ne pouvait voir et qui parlaient grec, lui faisait deviner que c'était des policiers. C'était bien comme elle l'avait supposé un voleur ou un assassin, un être très bas ou un monstre. Plutôt un monstre. Elle regretta, de tout son égoïsme menacé, son geste de faiblesse. Rico allait être compromis dans une histoire idiote qu'on grossirait : lui qui était mal vu à l'ambassade; les Français en tireraient parti contre les Italiens; et les Italiens diraient qu'il avait eu tort d'épouser une Française. La lâcheté s'offrit sous l'aspect du devoir : ne fallait-il pas prévenir ces braves gens et ouvrir la fenêtre pour le livrer? Ils admettraient qu'il lui avait fait violence et, sans oser faire de grief à la femme d'un diplomate, ils emmèneraient le fugitif. Pourtant il y aurait du bruit, tout le monde serait réveillé. Et puis, quelle horreur! Leurs mains sur lui le tirant, l'arrachant. Il crierait, il pleurerait, ou bien il se défendrait; elle le sentait se contracter près d'elle, dangereux. Et en même temps, quel effort incroyable, douloureux, faisait-il pour comprimer son haleine. Pauvre garçon, ces hommes avaient des voix brutales.

Ils s'éloignaient, comme à regret, en s'arrêtant encore. On ne les entendit plus. Au bout d'un long moment, elle se risqua à écarter le store et à regarder, à se pencher. Il n'y avait plus personne. Elle laissa le store revenir doucement vers elle.

Alors ce fut une détente, une débâcle. Elle fléchit sur les genoux, ne trouvant plus aucune force; un tremblement la parcourut et la secoua. Lui, se remit à souffler fort; il s'assit auprès d'elle devant la fenêtre. Elle l'imita. Ils étaient gênés par la table; leurs jambes se prenaient dans ses pieds. Ils restèrent ainsi un bon moment, assouvissant leur peur.

Margot rentra peu à peu dans sa personnalité d'auparavant. Mais cela ne lui fit aucun plaisir. Avec quelle étrange facilité une vie intense lui était venue, pendant un instant. Elle pensa de nouveau à Rico qui devait pourtant bien être dans sa

chambre à côté. Elle y avait déjà pensé tout à l'heure, une seconde, mais l'action absorbante l'avait reprise aussitôt. Elle le remarqua; cela lui faisait sentir d'une façon concrète à quel point elle vivait en dehors de son mari. Elle avait eu beau se le dire tous les jours, cette épreuve valait plus que toutes les réflexions. Et lui, qu'il n'eût rien entendu de ces pas, de ces chuchotements, du terrible souffle envahisseur de l'autre, elle y vit un signe non moins impressionnant de son égoïsme et son indifférence. Cette double constatation ne la déprima nullement et n'empêcha pas l'entrain de lui revenir; bien au contraire.

Elle se releva avec un courage malicieux. Mais elle se cogna dans l'ombre à l'inconnu. En essayant de repousser la table qui les bloquait tous deux, sa main rencontra sa main. Alors, elle eut peur de lui. Ou plutôt elle sut qu'elle allait le voir à tête reposée et elle eut peur de cet examen. Quelle vilaine sorte d'homme était-ce qui avait maille à partir avec la police? Et elle n'avait que sa chemise. Elle alla au chevet de son lit, chercha à tâtons son peignoir, ne le trouva pas. Elle alluma, sauta sur le vêtement, l'enfila en se retournant, et regarda avec une curiosité intense, une inquiétude voisine de la répulsion, l'homme pour qui elle avait pris un parti hasardeux.

Celui-ci surpris par la lumière et par ce regard, dans une posture dont il eut honte, se releva promptement, en ramassant ses souliers. Il la scruta avec non moins d'avidité et d'anxiété. Un accident les confrontait avec cette brusquerie dont la vie sexuelle marque d'ailleurs à l'ordinaire la rencontre d'un homme et d'une femme, mais il mettait entre eux une lucidité inaccoutumée.

Il avait aperçu comme une image soudaine qui déchirait le tourbillon vague de sa fuite, une femme très belle, très élégante, presque nue. Cette femme de son bras blanc relevé au-dessus de sa tête entr'ouvrait le mur inexorable le long duquel il courait. A ce moment tout semblait l'assurer qu'il était perdu et pourtant il escomptait le salut avec une certitude frénétique. Quand il s'était rué vers cette issue il avait saisi une chose nette dans ce visage clair : une sympathie vivace, entièrement donnée, sans réserve mesquine. C'était ce

qu'il cherchait, ce qu'il exigeait de ces façades aveugles et muettes, toutes en pierre. Pourtant au moment même de forcer le passage, le visage s'était refermé et il lui avait semblé que le store allait retomber avec le fracas implacable d'un rideau de fer qui sépare des richesses d'une devanture le passant pauvre et avide. Maintenant, il se retrouvait devant elle; sans doute, elle avait été surprise, elle allait maintenant se reprendre. Il distinguait un visage aiguisé çà et là d'un trait qui annonçait l'expérience, un visage de trente ans; pourtant ces marques dispersées ne réduisaient pas une candeur qui transparaissait partout et qui s'offrait généreusement. Cette candeur envahissait rapidement les yeux de l'homme et l'éblouissait. Cette candeur venait non seulement du visage, de ce cou mal enveloppé par le peignoir, de ces bras nus, de ce pied, mais elle irradiait à travers toute l'étoffe. C'était l'éblouissement ordinaire des hommes devant Margot, mais quelle intensité il prenait dans une telle nuit. Toute cette chair était lumière, mais quelle lumière trop insinuante que n'aurait pas donnée l'huile la plus molle dans le vase d'albâtre le plus suave. Toute cette forme gracile, trempée dans un seul rayon. Il eut peur, il ne retrouvait plus rien dans cette figure trop aimable du geste énergique qui l'avait sauvé.

Elle l'examina avec cette acuité du premier regard qui fait que les femmes d'abord jugent un homme d'une façon qui, tant elle est exacte, devient profonde. Quand elles sont devant la force, elles la reconnaissent en un clin d'œil. Mais, aussitôt après, leur regard glisse et ne s'attache plus qu'aux détails. C'est ainsi que Margot n'aima point le col de l'homme qui, non seulement était sale, mais mal coupé et mal attaché et que ses regards revinrent sans cesse par la suite à ce trait auquel elle cherchait à relier tous les autres qui lui tombaient sous la vue. Et néanmoins elle avait auparavant apprécié une force certaine qui n'était point seulement dans le puissant ramassement de ces épaules qui l'avait d'abord frappée, mais autour de ces yeux brûlants et de cette mâchoire. Il y avait de la noblesse dans les paupières bien découpées qui de temps à autre recouvraient les prunelles noires d'un mouvement large et à la bouche une ombre sérieuse venait fréquemment éteindre l'éclat trop cru des lèvres. Il n'y avait

pas moyen de voir là un cambrioleur ou un assassin de bas étage.

Tout cela fut rapide, précis dans les cœurs, voilé dans les pensées.

— Je vous remercie, madame, — avait cependant dit l'homme de sa voix mâle, encore saccadée par l'émoi. Il s'exprimait en français avec hésitation, comme s'il lui demandait quelle langue elle préférait. — Vous me sauvez. Vous avez du cœur et du courage. Ce que vous avez fait là, peu de personnes l'auraient fait... Mais il faut que je vous dise ce que je suis. Je suis communiste. Je suis recherché par la police pour l'attentat de Salonique, vous savez, la manufacture de tabac incendiée.

Elle fut surprise et conquise par le ton discret, affectueux. Mais son regard qui avait molli sur elle, était redevenu soudain farouche. Son attitude avait été d'abord légèrement inclinée, sa voix avait eu des inflexions respectueuses d'homme éduqué; mais un peu avant le moment où il avait prononcé le mot « communiste », un mouvement complexe de méfiance, de défi et de tristesse avait rembruni sa face et acéré son accent.

A cette déclaration, Margot montra un soulagement naïf. Elle ne douta pas un instant qu'il ne dît la vérité.

— Ah! j'aime mieux cela, — dit-elle, avec un demi-sourire qui voulait le remercier de sa franchise.

« C'était impossible aussi que ce fût un malandrin. Un communiste, c'était tout de même autre chose. » Mais l'homme sans se dérider, insista.

— Je me rends bien compte que j'ai abusé de vous. Je vous demande pardon. Maintenant que vous savez... Je vais m'en aller.

Il attendait sa réprobation, il l'appelait. Il se retourna vers la fenêtre près de laquelle il était resté. Quand il la regarda de nouveau, elle vit que son visage était tout entier recouvert par l'angoisse et la misère de tout à l'heure. Margot se rappela les soldats blessés qu'elle avait soignés autrefois et leurs airs d'enfants raidis.

De plus, elle était encore toute au plaisir de savoir qu'elle avait affaire à un homme sans bassesse, ni vulgarité. Elle lui

adressa un regard de sympathie si humaine qu'il se laissa un peu aller et regarda tout autour de lui le lieu qu'elle habitait, d'où pour un instant encore lui venait quelque bien. Il vit les beaux flacons sur la coiffeuse, le linge répandu sur les meubles, les fleurs.

Il se retourna de nouveau vers la fenêtre, dans la convulsion de ses nerfs tourmentés.

— Il faut que je m'en aille.

— Mais... — fit-elle, — vous n'êtes pas un ouvrier?

L'homme sourit amèrement et répondit :

— Non.

— Vous êtes Français?

Elle trouva aussitôt qu'elle était indiscrète, qu'elle abusait de la situation et s'écria :

— Je vous en prie, ne me répondez pas.

Un communiste, c'était quelque chose de vague, d'étrange, de dangereux, d'hostile. Mais elle se référait aussitôt à tout ce qu'on dit sur les femmes dont c'est le droit, le devoir ou l'inclination d'adoucir la loi de la guerre, et de soulager l'ennemi qui est blessé. Il lui semblait blessé.

— Si. Je suis Français. Mais ma mère était Grecque d'Égypte. Et depuis la guerre, je ne vis plus en France.

— Ah oui! j'ai vécu en Égypte.

Il hocha la tête et écarta un peu le store. Il faisait à peu près jour. Il frémit.

— Il faut que je file. Il fait grand jour.

Elle s'approcha. Il venait de dire cela d'une voix où la volonté se contractait misérablement.

— Vous croyez qu'il n'y a plus personne.

— Oh non! je les avais pas mal distancés. Ils ont dû y renoncer. D'ailleurs ils couraient aussi après un autre, qui a pris une autre rue.

— Vous allez vous cacher quelque part.

— Non. J'étais caché dans le seul endroit possible à Athènes et ils y sont venus. Non, je ne sais pas. Tous mes camarades sont pincés ou dispersés. Je vais voir... Le Pirée, c'est dangereux... Je vais aller du côté de la campagne.

Il se parlait à lui-même. Il la regarda. De nouveau, dans le visage trop charmant de cette femme, il retrouvait — parce

que, dans son désarroi, il le cherchait — quelque chose de ferme et de maternel.

— Je crois que je suis fichu. Mais en tous cas, il fait jour, je vais vous compromettre.

Margot regarda anxieusement dans la rue.

— Vous croyez qu'on cherchera dans l'hôtel? — murmura-t-elle.

Il répondit sur le même ton distrait :

— Je ne crois pas. J'espère que non.

— Ce serait déjà fait, d'ailleurs.

— Oh! ils peuvent craindre le scandale. La police respecte certains endroits. Mais je ne crois pas. En tous cas, il faut que je file, on va commencer à circuler, et si on me voit sortir d'ici, c'est alors que je vous compromettrai sûrement.

Elle allait le laisser sortir, quand elle reprit :

— Mais si on vous prend, qu'est-ce qu'on vous fera?

— Dans ces pays-ci, vous savez, quand on entre en prison, on ne sait pas quand on en sortira.

A nouveau, elle voyait son horreur d'être pris et elle partagea cette horreur.

— Mais vous avez bien des... amis qui vous cacheront?

— Non, vous savez, il y a très peu de communistes à Athènes, et à la tête de la police, il y a un diable d'homme.

— Tricoupis? Je le connais.

Elle éprouva de l'amusement et de la gêne; elle avait dîné deux fois avec ce personnage, d'aspect assez déplaisant.

— C'est si petit, ce pays, difficile de s'y cacher. Enfin, merci, madame. Je n'oublierai pas.

Ils étaient l'un contre l'autre, devant cette fenêtre. Elle eut un geste pour le retenir.

— Vous êtes trop jeune pour moisir dans une prison.

Il la regarda alors, comme au moment d'entrer, avec cette avidité hystérique de qui attend d'un autre le salut ou la fortune.

Elle le vit, mais n'en fut pas choquée; elle approuvait de tout son instinct cette révolte sans frein d'un être libre contre la menace d'être pris.

Soudain on entendit un pas dans la rue. Ils s'accroupirent, d'un seul mouvement. Quelqu'un passa et s'éloigna. Margot

se releva et mit le nez dehors. C'était évidemment le premier passant. Ceci la décida.

— Vous ne pouvez plus partir par là. Vous serez vu.

— Mais si justement, il est temps encore.

Et il commença de soulever le store pour sortir.

— Non, non, écoutez, je vais avertir mon mari.

Il laissa retomber le store et la regarda. Toute l'atmosphère de cette chambre changeait; ces quatre murs ne bornaient plus la vie de cette femme. Il vit autour d'elle un mystère médiocre et hostile.

— Oui, mon mari est dans la chambre à côté. Je vais le réveiller et lui demander son avis.

— Ah! non, madame, je vous en prie. Un homme ne juge pas de ces choses comme une femme. Je file.

Et il enjamba la fenêtre. Mais de nouveau il y eut des pas. Il rentra la jambe, l'air furieux.

— Vous voyez bien, — lui dit-elle avec satisfaction. — Non, n'importe comment, je dirai à mon mari que vous avez été là. J'aime mieux qu'il vous voie. Et puis, maintenant, vous ne pouvez plus sortir de l'hôtel que d'un autre côté.

— C'est un hôtel, ici.

— Oui, l'Acropolis. Vous ne saviez pas?

— Je n'avais pas fait attention. D'ailleurs, je ne connais pas Athènes, c'est la première fois de ma vie que j'y viens, et je me suis tenu caché tout le temps.

— Écoutez, je vais parler à mon mari. Il est diplomate, italien. Il comprendra, vous verrez... Moi, je suis française...

Il prêtait l'oreille : de nouveau le silence. Il enjamba de nouveau.

Elle s'accrocha à lui.

— Non, vous nous ferez avoir une histoire. Nous vous sortirons autrement. Nous allons voir. Je vous en supplie. Pour ce que j'ai fait pour vous.

Il la regarda d'un air dur, puis soudain rentra et s'avança au milieu de la chambre. Son instinct lui disait que son salut était dans les mains de cette femme; quand une aventure est commencée, il faut aller jusqu'au bout, y attacher toute sa chance. Pourtant, ce mari, c'était bien dangereux. Mais elle le regardait d'un regard si décidé, si droit.

— Je ne vous demande qu'une chose : soyez patient. Mon mari va peut-être commencer par crier. Mais il comprendra, il aurait fait comme moi.

Elle insista sur ces derniers mots.

Il ne répondit rien, baissant la tête. Alors il vit ses pauvres pieds poussiéreux et déchaussés. Il regarda ses souliers qu'il tenait toujours à la main, puis elle, avec un demi-sourire machinal.

Elle lui sourit franchement.

— C'est une bonne idée que vous aviez eue là. Mais ça brûle les pieds de courir comme ça.

Elle montrait une vraie camaraderie, faite de bonne humeur.

Pourtant, à cet instant, elle avait envie de lui poser une question. Était-il un communiste très dangereux, très méchant? Elle souhaita que sa responsabilité ne fût pas grande pour pouvoir plus facilement le faire admettre par Rico. Rico, quelle tête allait-il faire? De quelle réaction inattendue n'était-il pas capable? Et pourtant, elle avait confiance dans son esprit ouvert, sinon dans les réactions imprévues de son caractère tour à tour fugace et agressif. Et même, songeant à son horreur des préjugés, elle eut honte de vouloir atténuer cet homme. Il fallait l'accepter tel quel. Et puis, un peu plus ou un peu moins.

— Remettez-les.

Elle enleva une chemise de dentelle noire du dossier d'une chaise qu'elle lui tendit. Il s'assit en souriant un peu, aussi. Quel parfum délicieux flottait dans cette chambre.

Elle reprenait l'examen de la personne de son visiteur impromptu, qu'elle avait continué tout le temps. Il lui rappelait cette rudesse fine d'un peintre qu'elle avait connu, l'autre année, cela n'avait rien à faire avec les manières des gens du monde. Cette différence la choquait toujours et toujours éveillait sa curiosité. Mais il avait quelque chose de plus dur. Il était mal habillé, mais sans mauvais goût. Si ce col était mal fichu, la cravate noire était correcte. Et puis, il avait des mains musclées et poilues, mais souples, déliées.

— Alors, je vais lui parler. Attendez.

Elle lui adressa un dernier sourire, très ferme, et alla vers la salle de bains.

II

UN MARI

Dans la salle de bains, Margot tourna le bouton et en coup de vent se mit de la poudre. Puis elle entra doucement chez son mari; à pas prudents, elle alla jusqu'à son chevet et alluma.

Rico, estompé par la moustiquaire, dans un pyjama bleu ciel, était un grand enfant, abandonné au sommeil. Elle l'appela, en contenant son timbre trop riche.

— Rico, Rico.

Devant cet être voluptueusement replié sur lui-même, lointain, sa démarche lui parut conventionnelle. Qu'avait-elle besoin de lui? Il fallait pourtant en passer par lui.

Il ouvrit les yeux, clignota, puis peu à peu son regard perçant le brouillard du sommeil et de la moustiquaire devint fixe. Il ne bougea pas, resta enfoui dans sa posture heureuse. Puis il gémit ou grogna, une faible protestation. Mais il remarqua quelque chose d'insolite sur le visage de sa femme, et il se dressa soudain. Il prenait aussitôt un air de défense, à tout hasard. Il avait déjà songé que tôt ou tard leurs vies trop facilement divergentes seraient entièrement divisées.

Margot se glissa sous la moustiquaire et s'assit sur le lit.

— Réveille-toi d'abord, parce que tu vas croire que tu rêves ou que je suis folle. Il vient de se passer quelque chose d'extraordinaire.

L'inquiétude de Rico ne lui échappa pas et lui donna tout à coup l'idée d'une expérience. Cette expérience d'ailleurs, son cœur ne s'y suspendit pas; elle en prévoyait le résultat.

— Il y a un homme dans ma chambre.

La jolie tête régulière de Rico, brune, trouée du double espace indéterminé des yeux bleus, se fit immobile. Il prit cet air atrocement détaché qui était sa parade habituelle et dont autrefois il la blessait. Elle trouvait ce qu'elle attendait, néanmoins elle en fut frappée; l'indifférence que marquait son mari, il l'exagérait certes par réaction de sa vanité blessée, mais du même coup il lui prouvait qu'il n'y avait dans cette charmante tête dure, à propos d'elle, que cette vanité. Il

demeurait impassible, alors qu'il soupçonnait visiblement la pire situation; il s'attendait à ce qu'elle lui déclarât que cet homme était son amant; il imaginait sans doute qu'elle était obligée à cet aveu par quelque incident imprévu, quelque chantage. Et il croyait aussi, car un léger rictus de mépris apparaissait à sa bouche, qu'elle prenait plaisir à se venger de tout ce qu'il lui avait fait subir. Elle se mordit les lèvres; ainsi il pouvait lui prêter une malice aussi vulgaire.

Rico avait reçu un coup et pour se redresser appelait des pensées cyniques. « Je n'ai jamais aimé cette femme, se disait-il, et comme j'avais raison! Et moi qui me reprochais ma cruauté. Être canaille avec les femmes, c'est la seule chance de ne pas devenir leur dupe. » Néanmoins, penser qu'il tenait à garder Margot était encore dans son habitude. Il regretta donc à l'instant d'avoir montré son insensibilité, d'en avoir fait parade : par de trop brutales injures on pique les femmes contre soi et l'on risque d'infinies et contagieuses vengeances dont aucun homme ne peut faire fi.

Mais Margot parlait, lui racontait tout. Le visage de Rico, d'abord durci par le dépit, se détendit un peu. Il songea alors à ne pas trop montrer son soulagement, mais il n'eut point à faire d'effort, car la morale de cette histoire s'imposait à lui : si l'homme qui était derrière la porte n'était pas l'amant de sa femme, — et d'ailleurs cela restait à voir, — du moins la place était prête pour un tel personnage. Ce n'était point encore cette révolte bruyante, toujours attendue d'une femme dont il n'avait jamais cessé de fouler doucement le cœur, mais il n'y avait plus de doute que l'indulgence gaie et excessive, les défis futiles et facétieux dont elle le déconcertait déjà, allaient faire place bientôt à quelque mouvement plus décisif.

Sans mot dire, il se leva, enfila sa robe de chambre, rejeta ses cheveux en arrière et alla vers la porte.

Margot voulut le retarder, car le danger était qu'il mît l'homme dehors, non point par préjugé ou par crainte de la responsabilité, mais dans le premier moment de la colère il ne pourrait s'empêcher de trouver indigne de toute attention un homme dont elle lui avait dit qu'il était intéressant.

— Je voudrais que tu me dises ce que tu vas faire.

— Laisse-moi passer. Tu ne peux pas laisser ce type seul. Et tes bijoux? — lança-t-il d'un ton goguenard.

— Mais écoute! tu ne peux pas le chasser. Il ne peut plus sortir par la fenêtre.

Rico avait déjà ouvert la porte qu'elle avait à demi fermée, en entrant. Il s'avança vers l'homme qui se tenait debout au milieu de la chambre là où Margot l'avait laissé. Elle se précipita derrière son mari avec vivacité, pour voir un frisson passer dans les muscles du jeune communiste, droit, immobile; mais, au fond, elle était rassurée sur les suites de ce contact entre deux orgueils qu'elles savaient déliés. Elle était mue par une curiosité qui dépassait les dimensions de cette anecdote; elle s'écarta des deux hommes avec détachement pour observer leur contraste. Rico dans sa robe de soie parut mince en face de l'autre qui s'épaissit par opposition; mais il était aussi fort et souple et il prenait tout à coup une allure un peu militaire, crâne, qui lui donnait une grâce nouvelle.

Les deux hommes, sans se saluer, se regardèrent droit dans les yeux. D'un clin d'œil, Rico avait vu que Margot lui avait dit la vérité; cet homme n'avait rien d'un galant, il ne se souciait que de sauver sa peau. Pour le reste, sous une défroque vulgaire, il paraissait correct. Rico parla donc d'un ton ferme, mais cordial.

— Ma femme a fait ce que j'aurais fait.

L'homme, sans piper mot, inclina la tête. Ce gigolo était son mari! Pourtant il n'y avait rien à dire contre lui : son attitude était naturellement généreuse et sans prévention.

« Garce de femme, tout de même, songeait Rico, son protégé est bien balancé. Ce n'est pas un intellectuel, il a quelque chose de sportif; sans cela, je le flanquerais à la porte. L'épaule carrée, le regard rapide. Un aventurier, dupe de rien. »

Il alla à la fenêtre, la rue était déjà animée.

— Vous ne pouvez plus sortir par la fenêtre... Je vous ferai sortir tout à l'heure par la porte de l'hôtel. Le portier croira que vous êtes quelqu'un qui est venu me chercher et qu'il n'aura pas remarqué à l'entrée.

Rico, comme Margot, fixait le col sale et de mauvaise coupe.

— Nous arrangerons cela, — dit-il, non sans bonne humeur.

— Mais peut-être surveille-t-on l'hôtel, — dit l'homme.

— Eh bien, j'irai voir en avant, dans le hall et dans la rue, quel air on respire, — fit Rico. — Je n'ai aucune envie d'être pincé, je suis diplomate, en poste à Athènes. Certes, je puis faire la bête, dire que vous vous êtes présenté à moi, dans le couloir, comme un solliciteur, mais j'aurais l'air d'un imbécile, ce qui est toujours nuisible. D'autre part, je ne puis souhaiter que vous tombiez aux mains de la police, du moment que vous... vous êtes trouvé chez moi.

L'homme répondit :

— Monsieur, je vous remercie. J'accepte. J'userai de votre générosité. Je n'ai pas envie d'être pris. Votre femme a déjà été très chic avec moi. Si je suis pris, je saurai jouer de telle sorte que vous ne soyez compromis d'aucune façon.

Il y eut un instant de silence. Ils se tenaient tous les trois debout au milieu de la chambre.

— Mais qu'allez-vous devenir, après? — enchaîna bientôt Margot d'une voix paisible, mais très ferme.

Les deux hommes se tournèrent vers elle.

— Vous m'avez dit que vous seriez sûrement pris.

— Cela me regarde, — répondit l'homme, en faisant de nouveau face à Rico.

— Comment voulez-vous qu'il se cache dans un pays comme la Grèce, où tout se remarque? — dit-elle persévérant doucement.

Rico fronça les sourcils devant l'insistance de sa femme, mais se tourna vers l'homme avec une curiosité sympathique. Celui-ci se tenait bien, mais on le sentait terriblement tendu. La vie courante nous met, somme toute, rarement en face d'une nécessité de vie ou de mort : Rico pouvait être sensible plus que beaucoup à l'exceptionnel.

— Je ne veux pas vous poser de questions, mais je suppose que vous finirez par retrouver des amis.

— Peut-être.

— Mais non, vous m'avez dit que tous vos amis étaient arrêtés ou dispersés, — remarqua Margot.

— Je vais me jeter dans la campagne.

— Oh! alors, là, vous serez remarqué tout de suite, — murmura-t-elle encore, en haussant les épaules.

— Mais je parle grec.

— Quand même... Je vous demande pardon, mais avez-vous suffisamment d'argent? — songea Rico, à haute voix.

— Oui, merci.

Il y eut de nouveau un silence.

Une espèce d'intimité s'établissait entre eux trois. Il y avait d'abord le même jeunesse, déjà trempée, entre ces trois êtres. Et puis le hasard avait agi avec eux comme il fait dans les voyages, les guerres et les révolutions, il les avait jetés ensemble dans un lieu et les avait forcés de passer outre à leurs habituelles préventions et à se regarder en face, humainement. Rico et Margot ne parvenaient pas à appliquer à ce garçon poli les idées toutes faites qu'ils avaient sur le communisme. Ils regardaient avec curiosité comme un être qu'ils jugeaient aussi sensible qu'eux pouvait se débattre dans une pareille gêne; or, chez les êtres bien nés, la curiosité attache le cœur à son objet.

En dépit de la mauvaise impression qu'il avait de leur physique trop aimable, l'homme, de son côté, ne trouvait en ces deux bourgeois inattendus que gentillesse et désinvolture. Certes, il sentait bien que la fatigue le courbait vers l'indulgence ainsi que le parfum de Margot pourtant très discret, mais qui pour lui saturait violemment l'air; aussi songea-t-il encore une ou deux fois à l'urgence de se cabrer contre ses hôtes. Mais d'autre part il avait décidé que son salut était dans la voie où le hasard l'avait jeté.

Rico demanda tout à coup :

— Avez-vous vraiment pris part à l'attentat de Salonique? Êtes-vous très engagé dans le communisme?

— J'étais à Salonique au moment de l'attentat. J'ai donc dû m'en aller. Je n'y ai pas pris part. Mais je suis un agent de la IIIe Internationale.

Il dit cela lentement et regarda sans plaisir la satisfaction que montraient Rico et Margot. Margot surprit ce regard qui lui parut d'une dureté étrangement soudaine. Chaque fois qu'il parlait du communisme, il se hérissait ainsi. « Mais aussi Rico l'a blessé. »

Rico reprit vivement :

— Je vous demande pardon, j'ai bêtement posé ma question. Ce que je voudrais savoir, c'est si vous êtes un chef, un

homme en vue. Bien sûr, vous êtes communiste. Enfin je vous demande si la police vous recherche activement. C'est pour connaître mon risque.

— Difficile de vous répondre, les polices se font de drôles d'idées. Mais enfin, je ne suis pas un chef, ni un homme en vue, d'aucune façon.

Margot avait senti une pointe de scepticisme dans la question de Rico, elle sentait maintenant de l'humilité affectée dans la réponse du communiste. Pourtant les deux hommes luttaient l'un et l'autre contre tous les sentiments inférieurs qui pouvaient à ce moment les solliciter.

— Écoutez, — reprit Rico, — j'ai envie de vous faire confiance, d'une façon purement personnelle. Et puis je n'aime pas livrer quelqu'un à la police. Or, il me semble que c'est ce que je vais faire, si je vous rejette à la rue tout à l'heure.

Margot fut ulcérée par le *je* de Rico, mais il allait où elle voulait qu'il allât. Elle voyait qu'il était séduit par l'intrus. Elle n'avait pas prévu exactement cela, elle avait pensé surtout au premier moment de dépit; mais cette réaction favorable s'accordait bien, en dernier ressort, à ce qu'elle savait de Rico.

— Seulement, je ne vois pas ce que je peux faire pour vous. Je ne peux vous tenir caché dans cet hôtel. Car je suppose qu'après être demeuré à l'abri pendant quelques jours...

— Il faudrait que vous sortiez de Grèce, somme toute, — trancha Margot.

— Vous ne serez pas encore en sûreté, après cela. Mais vous n'êtes nulle part en sûreté, n'est-ce pas? — ajouta Rico avec un accent de sympathie.

Rico avait eu une jeunesse orageuse, dont il était loin d'être sûr qu'elle fût finie : il avait erré de palace en palace, souvent sans argent, en secrète rupture de banc avec beaucoup de choses et beaucoup de gens.

— Mais qui dans le monde est en sûreté? — s'exclama le communiste avec une sourde gaieté. — Partout, il y a des polices.

Rico sourit à cette remarque où il y avait un abandon presque amical et cette évaluation cynique des choses qu'il

aimait, non sans naïveté. Ils se sentirent tous les trois à la fois menacés et protégés dans cette chambre, jouissant de la même chaleur animale, précaire.

Margot rêvait, enchantée d'être livrée, comme elle ne l'avait jamais été, au romanesque. Elle était déçue, depuis deux ans que Rico était dans la diplomatie, de s'apercevoir qu'il était trop paresseux et trop indifférent pour goûter le mystère aléatoire des affaires d'État.

Cependant Rico continuait.

— Mais, pour sortir de Grèce, avez-vous un passeport en règle?

— Oui, j'ai un passeport égyptien, en règle, avec tous les visas possibles. Je m'appelle Michel Boutros.

— Bravo! — approuva Rico en riant. — Mais voilà, il faudrait que vous attendiez quelques jours.

— Où?

— J'ai une idée, — s'écria Margot.

Les deux hommes se retournèrent encore vers elle avec des sentiments parallèles : Rico, agacé par l'intérêt qu'elle portait à cette affaire qui lui plaisait s'il y restait seul, et Boutros, un peu dégoûté de cette sollicitude dont il sentait obscurément qu'elle devenait un prétexte à une querelle de ménage.

— Si je demandais à Malfosse? — demanda-t-elle à son mari avec un sourire ironique.

Rico fronça les sourcils et répondit rudement :

— Tu es folle.

— Mais non, je me charge de le décider à recevoir... Monsieur Boutros quelques jours chez lui.

Les deux époux se regardaient : Boutros remarqua de l'amertume dans l'un et l'autre de ces regards et soupçonna quelque vilain secret.

— Tu ne peux pas demander cela à Malfosse, voyons. Tu ne peux pas lui demander de se compromettre, et cela lui sera désagréable de te refuser.

— Mais on peut trouver un joint. Malfosse n'est pas forcé de savoir qu'il est communiste. Tenez... il cherche un chauffeur. Savez-vous conduire?

— Oui, je sais.

— Eh bien!... je vous demande pardon de vous proposer

cela, mais il pourrait vous prendre comme chauffeur. Avez-vous des papiers, un permis?

— J'ai un permis international, d'origine anglaise.

— Bravo! Et êtes-vous un peu mécanicien?

— Oui, j'ai travaillé en usine, — assura Boutros avec une pointe de fierté qui alluma de la raillerie dans l'œil de Rico.

— Non, il faudrait dire la vérité à Malfosse, — coupa celui-ci. — Non! c'est impossible. Je te défends...

— Oui, en effet, il vaut mieux lui dire la vérité, mais tu verras, je le déciderai.

Ils discutèrent pendant quelque temps, sous l'œil impassible de l'intéressé. Margot finit par persuader son mari qui parut séduit, réflexion faite, par le bon tour qu'elle allait jouer à l'inconnu dont ils parlaient.

Bientôt on eut tracé un plan de campagne.

— M. Malfosse est un ami à nous, — expliqua-t-on à Boutros, — c'est un Français qui a de grosses affaires ici et qui a une villa aux environs, à Képhissia.

Ils se détendaient, alors ils sentirent la fatigue. Le soleil perçait les rideaux.

Margot regarda le communiste et lui dit :

— Mais vous mourez de soif.

Ses lèvres étaient desséchées. Elle lui versa un grand verre d'eau d'Évian. Il se jeta dessus. Ils le regardèrent, ils trouvèrent qu'en dépit de la circonstance il buvait goulûment. Mais il la remercia avec une espèce de grâce sévère. Puis dans un mouvement machinal, il fouilla ses poches. Elle lui offrit des cigarettes, un briquet. Tous trois fumèrent, il eut des gestes agréables. Elle se demanda si sa correction n'était pas un peu apprise. Mais non, pas du tout. Ce n'était pas de la correction, mais de la simplicité. Elle souhaita qu'il lui déplût, pour pouvoir le ranger franchement dans un ordre social, ce qui lui était difficile à faire, à un point agaçant. « Évidemment ce n'est pas un homme... bien », se répétait-elle. Mais une fois qu'elle avait dit cela, elle s'apercevait que la question n'était pas réglée.

Boutros se sentait observé, mais il n'en avait cure, accablé d'émotion et de fatigue.

— Nous allons dormir deux ou trois heures; il est six heures

et demie, — déclara Rico. — Il ne faut pas changer nos habitudes : nous nous levons tard. Si vous le voulez bien, vous dormirez dans la salle de bains.

— Il faut nous lever à huit heures, — remarqua Margot — sans cela nous arriverons trop tard à Kephissia : Malfosse sera parti pour son bureau.

Ils lui installèrent une espèce de litière, faite des fourrures et des manteaux, à côté de la baignoire, par terre. Boutros fut touché par la gentillesse discrète de leurs soins.

Ils lui dirent au revoir. Ils se serrèrent la main tous les trois, avec des sourires aisés.

— Vous permettez un instant. Je repasse tout de suite.

Et Margot entra dans la chambre de Rico dont elle referma la porte derrière elle.

Se retrouvant ensemble, Rico et Margot se sentirent l'un et l'autre gênés : il y avait quelque chose de nouveau entre eux. Rico était repris par le dépit, mais il se raidissait contre ce sentiment encore plus qu'auparavant. Ce fut d'un ton mi-figue, mi-raisin qu'il dit :

— Il n'y a qu'à toi que de pareilles choses arrivent. On n'a pas idée de se mettre à sa fenêtre...

Il s'interrompit tout net, il avait horreur de laisser échapper des propos de mari.

— J'avais froid, il fallait bien que je me lève pour fermer la fenêtre.

Il n'insista pas; elle le regardait d'un air tranquille et ferme. Il alla vers son lit et parla avec un grand effort de douceur.

— Tu te rends compte des inconvénients de cette histoire. Tu vois cela, cet homme cueilli tout à l'heure dans notre chambre, le scandale à la légation, dans Athènes, l'usage qu'on en ferait contre les Italiens?

— Mais, Rico, cela s'est passé si vite. Et aussitôt que les policiers se sont approchés, je n'ai pensé qu'à cela. Mais il était trop tard.

A part soi, elle découvrait avec étonnement, mais aussi avec une âpre curiosité, la signification de plus en plus nette que prenait cette aventure : contrairement à ce qu'elle affirmait elle n'avait pas pensé à Rico, elle avait agi pour

elle-même, pour satisfaire son instinct. Et si elle n'avait pu empêcher l'homme d'entrer, il y avait eu un instant, après, pendant lequel elle aurait pu le laisser sortir. Pourtant, elle se dit qu'en dehors de tout cela, il ne fallait pas oublier la simple humanité qui était une raison suffisante.

— Mais aussi pouvais-je faire autrement? C'était si horrible de voir cet homme jeune et gentil...

— Tu as vu tout cela à travers la grille?

— On sent ces choses-là et j'ai senti une menace si brutale, j'ai eu horreur de l'idée de lui voir mettre la main sur l'épaule. Tu aurais fait comme moi, — je te connais, — avec ton horreur de la police. C'est sans doute aussi à cause des idées que tu m'a données que j'ai agi ainsi.

Rico restait boudeur.

— Oui, mais...

— Mais quoi?

— Je ne sais pas, je ne me serais pas mis à la fenêtre.

— Qu'est-ce que cela veut dire?

— Je ne sais pas. Toute ta vie est faite d'anecdotes absurdes comme cela.

— Ah!... Mais enfin, tu ne crois pas que ce garçon mérite qu'on s'intéresse à lui?

— Il est sympathique. Il se sert de nous, mais franchement. Ça, c'est bien. D'ailleurs, il n'a pas l'air bien méchant, comme communiste.

— Il a l'air sincère.

— S'il l'est autant que tu as l'air de le croire, alors c'est un sot.

— Il n'en a pas l'air.

— Non, mais ce n'est pas non plus une vraie canaille.

— Il ne semble pas fait pour ce métier-là.

— Tant pis pour lui. Enfin, il n'est pas mal.

— Bonsoir, je suis brisée.

Il lui embrassa le poignet. Pour rentrer dans sa chambre, elle passa devant Boutros, affalé sur une chaise. Elle lui sourit; auparavant il avait vu sa figure encore toute tendue par l'effort batailleur, tandis qu'elle fermait la porte de son mari. Il se leva.

— Je vous remercie. Vous êtes chic.

Tout le charmant visage de Margot, un peu fripé par la fatigue, s'éclaira, mais, sans mot dire, elle disparut.

Boutros s'allongea sur sa litière.

Quelle gêne! Quel soulagement! Et pourtant, il était loin d'être sauvé. Mais la détente et la fatigue lui permettaient de se croire à l'abri. Il revoyait les derniers jours, la scène de la soirée. Ces absurdes et magnifiques terroristes de Salonique; les discussions embrouillées, résolues par une violence puérile. Son chef russe, le délégué pour les Balkans, auprès de qui il faisait ses premières armes, s'était tiré des pieds et ils étaient partis tous deux sur un sale caboteur. A Athènes, ils étaient tombés parmi les parlementaires et les phraseurs; de nouveau, les discussions et puis l'arrivée de la police. Les autres n'avaient pas bougé, le Russe et lui avaient sauté par la fenêtre. Serait-il recherché sérieusement? Avait-il été distingué et identifié? Lui accorderait-on de l'importance? Son chef avait opiné qu'il était inutile de se faire prendre dans la répression provoquée par cet attentat de Salonique, mal conçu et inutile.

La fuite, la galopade dans les rues. Comme il avait bien couru, avec méthode et confiance. Et puis soudain la vie répondant à l'appel furieux de sa jeunesse; ce n'était pas la première fois qu'elle le tirait d'un mauvais pas. Ce visage clair, ce sein clair aperçus au milieu de la terreur, le sourire sûr d'une sœur belle et bonne. Et le contraste avec la fadeur grise de la rue de cette bouffée exquise en sautant dans la chambre : la vie nourrit avec une inexorable égalité les différences de la fortune.

Il regardait le lavabo, la baignoire, les tablettes chargées d'accessoires, les peignoirs qui le long du mur faisaient de gracieuses et vaines silhouettes; il était introduit de façon crue dans l'intimité de ces deux êtres. Les deux enfants qui vivaient dans ce royaume douillet l'avaient pourtant accueilli avec droiture et délicatesse.

Une couronne sur les flacons le fit sourire, amusé.

Il regardait tout, sans hostilité, avec étonnement. Toutes les choses quittées, il les retrouvait là, si étrangement inutiles, qu'elles en devenaient presque mystérieuses et émouvantes. Vers dix-huit ans, le luxe l'avait fasciné, quelques heures;

maintenant son esprit devait faire effort pour suivre le contour de ces objets improbables. « Comment est-ce que ces babioles pouvaient retenir mon attention? » Le parfum qui flottait plus épais que dans la chambre, presque liquide, le fit se souvenir davantage. Toutes ces choses sortaient de l'argent, et au milieu d'elles, ce qui surgissait plus fort que l'argent, mais renforcé par l'argent, la femme. La femme et l'argent, pour lui, n'avaient été qu'une même chose. Il ne l'avait pas su tout d'abord. L'argent, le luxe, le loisir n'avaient d'éclat que celui qu'ils donnaient à la femme. La dissolution s'était produite plus tard : la femme dans ses bras, il avait vu qu'elle n'était faite que de l'argent, qu'elle ne vivait que pour s'ajouter à l'argent. Il avait rejeté le tout.

Depuis il avait connu la femme pauvre, dépouillée, nue; il avait eu alors à se méfier d'autres prestiges. Mais il n'avait plus eu le temps d'y regarder de très près; il était jeté dans l'action, dans l'action qui le purifiait de tous ces souvenirs sordides; il était roulé dans des besognes du matin au soir.

Et voilà que le hasard lui faisait revoir tout cela, une nuit. Et, pour sauver sa peau, il lui fallait emprunter un rôle dans la faible comédie que de tels décors inspirent toujours. Car il ne voulait pas être pris. Il avait joué sa vie, certes, sur une certaine carte, et il paierait, mais plus tard, à bon escient, après avoir fait quelque chose. Il fallait donc tirer parti des bons sentiments de ces deux-là. Ils s'amusaient; ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient, mais s'ils savaient... Et pourtant, cette femme, il lui avait bien semblé saisir sa vraie nature, pendant un quart d'heure dans cette chambre qu'elle lui avait ouverte. Mais ce mari? Cette chair trop aimable? Pourtant, si claire.

Il s'endormit tout d'un coup, sans avoir songé à éteindre.

P. DRIEU LA ROCHELLE

(*A suivre.*)

UNE LARGE CONSULTATION POLITIQUE

FINANCES ET MAJORITÉ

L'activité parlementaire, en sommeil depuis trois mois, vient de s'éveiller, pour cette « rentrée » d'automne, à l'appel d'un trio de fanfares retentissantes.

La trompette de la paix, sonnant après les ultimes tournois de la Haye et de Genève, mêle ses éclats, dans l'arène politique, au clairon de la « concentration » qui a réveillé les polémiques des partis et des congrès; et, dans le pays au travail, aux prises avec les difficultés financières dominantes, le cri impatient de toute une opinion publique jaillit pour mener l'assaut d'une fiscalité devenue aussi intolérable que ruineuse.

A ce triple appel, qui sollicite notre attention d'autant qu'il a trait à des préoccupations essentielles et immédiates, la réponse des événements en cours est déjà assez éloquente. Les « idées-forces » de la paix, de la réforme fiscale et de la stabilité politique, ne sont pas seulement des conceptions de l'esprit plus ou moins à la mode. Elles dominent, à la fois, la situation internationale et nationale. Elles pénètrent profondément le pays et donnent le diapason d'une harmonie à laquelle la vie moderne aspire passionnément. Et l'on trouve la preuve éclatante de leur fatalisme, si l'on peut dire, dans leur marche en avant, en dépit d'obstacles de toutes sortes.

Les circonstances seraient donc favorables; mais il y a les hommes. Et si la grande affaire de la paix les trouve,

chez nous, unanimes, sinon pour les moyens, du moins pour la fin généreuse vers quoi tend notre peuple, il n'en est pas de même en ce qui concerne le problème de majorité ni en ce qui touche le problème fiscal. Sur ce terrain mouvant de politique intérieure les doctrines et les principes se heurtent avec une vivacité renaissante.

En présence de ce désordre des idées et des partis, on est poussé, si l'on veut y voir clair, à recourir à la méthode expérimentale qui considère les faits présents à la lumière de leur évolution dans l'histoire.

C'est précisément ce qu'a fait, ici même, dans les articles qu'il a publiés sur *la Crise du parlementarisme*[1], M. le comte de Fels, en écrivain aussi informé qu'impartial, dans un esprit réaliste et constructif auquel on s'est plu à rendre hommage. Après avoir étudié l'état de la *crise* en Europe, en l'éclairant de données précises et de considérations approfondies sur la situation en Italie et en Espagne, l'auteur a abordé le problème de majorité tel qu'il se pose dans notre pays, en prenant comme point de départ cette loi du régime représentatif expérimentalement constatée, vérifiée et confirmée chez nous depuis 1814 : *la prédominance des Centres*, aussi bien dans l'électorat qu'au sein des assemblées.

Ayant rappelé que, pour tout ce qui a été fait de bon, d'heureux et d'utile, dans notre politique contemporaine, on est obligé de voir l'œuvre du Centre républicain, « où se retrouve l'âme de celui qu'Albert Sorel appelait si justement ce pauvre Français de France, avec ses défauts, ses inconséquences, ses contradictions, mais aussi avec ses admirables qualités de résignation, de rebondissement et de générosité », M. de Fels invoque l'autorité d'Auguste Comte, qui écrivait des Centres :

« C'est dans cette classe puissante, qui s'efforce d'écarter à la fois les révolutionnaires et les rétrogrades, que réside habituellement l'autorité politique qui ne passe en d'autres mains qu'au moment des orages. »

Rien d'ailleurs, dans un pareil *centrisme*, qui puisse ou doive ressembler à un nouveau parti à créer, à un nouvel évangile à promulguer. Il ne s'agit, pour le moment, que de donner

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 juin et 15 septembre.

corps à l'idée d'une majorité se constituant, dans la Chambre actuelle, d'après la reconnaissance de cette « loi immanente » : *au rebours du parlementarisme anglais fondé sur le rotativisme, le parlementarisme français doit reposer sur le centrisme.*

Cet acquiescement une fois obtenu, le Centre républicain, confédération de partis bien plus que parti à proprement parler, pourrait vivre et s'organiser. Or, étant entendu que la raison d'être primitive et essentielle du régime représentatif se trouve dans le domaine budgétaire et financier, et compte tenu que cette « rentrée » s'effectue fort à propos sous le signe du budget et de ses dégrèvements, le problème fiscal apparaît bien, aujourd'hui, comme le « problème cardinal » qui, faute d'avoir reçu une solution, embouteille toutes les avenues de la politique. C'est pourquoi M. de Fels suggère d'en faire le but essentiel de cette majorité républicaine, sa formule même de cristallisation et d'action.

Et voilà des idées simples et saines qui nous ont paru susceptibles de servir d'occasion à une large consultation parlementaire, sur ce double problème de la majorité et de la fiscalité aussi pressants que décisifs.

Nous avons donc consulté sur ce thème positif et de bon sens l'élite pensante et agissante des deux Chambres ou, plus modestement, les personnalités de cette élite parmi les plus représentatives des tendances de l'opinion politique ou les mieux éclairées sur les grands courants d'idées qui la pénètrent.

Et notre ambition serait comblée s'il pouvait résulter de ce sillon ouvert en bonne terre une direction ou des directives fécondes pour les proches labours...

M. LÉON BÉRARD

Il convenait de donner d'abord la parole à un personnage politique qui fût hautement représentatif, par les idées, l'esprit de mesure et de gouvernement, autant que par l'intelligence brillante, de ces Centres français qui illustrèrent l'histoire de nos assemblées des noms de Mirabeau, Chateaubriand, Lamartine, Mole, Thiers, les Broglie... Nous avons eu la bonne fortune

de rejoindre, dans son Béarn, au cours d'un récent déplacement, l'homme qu'il nous fallait : M. Léon Bérard, dont la finesse et l'érudition jointes à l'expérience éprouvée sont trop connues pour qu'on les présente ici davantage.

— Je crois être sûr, — nous avoue en souriant le subtil sénateur des Basses-Pyrénées, — que mon astre m'a formé homme du Centre. J'ai donc suivi avec la sympathie la plus franche les études de M. le comte de Fels sur l'état présent du parlementarisme en Europe. Les conclusions où elles l'on conduit quant à la France me paraissent inspirées de la sagesse politique la plus sûre.

» Une majorité formée par la réunion des Centres et qui se proposerait pour but immédiat de nous affranchir d'une fiscalité sauvage, il n'est assurément pas de projet plus raisonnable.

L'ancien Grand Maître de l'Université esquisse une moue et, se grattant l'oreille, ajoute :

— Mais, si j'ai bien compris, vous me demandez aussi de vous dire si j'estime que les chances sont pour que ce projet se réalise...

M. Léon Bérard se défend aimablement de contester l'autorité, en la matière, du fondateur du positivisme :

— Auguste Comte avait raison, certes; mais la « loi » de la *prédominance des Centres* dans le régime représentatif français, considérée comme une donnée de la politique expérimentale, appelle peut-être une mise au point.

» Que les Centres aient joué un rôle très important dans l'histoire des assemblées en France, que les partis de milieu aient exercé, par leurs têtes pensantes et dirigeantes, une grande autorité et un grand prestige, la chose n'est point contestable. Au risque de rapprocher des personnages dont les noms sembleront s'opposer et s'exclure parfois par les sévères inimitiés et les âpres contestations qu'ils évoquent, mais sans sortir pourtant de la vérité historique, il serait aisé de composer un splendide olympe centriste... Mais que de glorieux vaincus, de grands foudroyés et de prophètes brûlés dans cette réunion olympienne! Combien, parmi eux, ont tenté la grande conciliation, la conciliation la plus nécessaire, la conciliation des deux Frances : ils y ont, hélas! finalement échoué. Le destin

de plusieurs, parmi les plus grands, fut de prédire avec une clairvoyance tragique des catastrophes qu'il n'était pas en leur pouvoir de conjurer. Leur destin ce fut trop souvent d'avoir raison en vain.

« La France est centre-gauche », disait Royer-Collard, promulguant avec son dogmatisme sentencieux et abréviatif la loi même que M. de Fels a déduite de la politique positive. Oui, la France est très probablement centre-gauche; mais il semble qu'elle rencontre une difficulté singulière à traduire dans les directions de sa politique ses vraies tendances et son opinion véritable.

— Pouvons-nous espérer qu'elle y réussira mieux dans un prochain avenir?

— C'est toute la question; car nous sommes les gens de maintenant; et c'est *sur le terrain*, à l'aide du cadastre parlementaire, que nous avons à vérifier et appliquer le problème de M. de Fels.

» Si j'ai bien compris, il s'agit de constituer une majorité telle qu'elle réunisse la plus grande partie du groupe Marin, les élus de l'*Alliance démocratique*, la *Gauche radicale* et une fraction importante des radicaux-socialistes. Il ne semble pas y avoir, hors de là, de majorité établie sur une réunion des Centres.

***

M. Léon Bérard n'estime pas que cette majorité doive aspirer à être un parti nouveau :

— Un des grands mérites des études publiées par la *Revue de Paris*, c'est qu'elles ne se rapportent à aucune combinaison parlementaire. Elles procèdent de la politique expérimentale. Par là elles nous incitent à ne point nous satisfaire de frivoles et vaines apparences.

» Mais le point capital, en notre affaire, me paraît être de bien apercevoir et de bien saisir le vrai drame qui se rencontre à l'heure où nous sommes dans la politique française. Le débat sur la concentration s'y rattache étroitement, quoique le bysantinisme torrentiel, déchaîné par les divers projets de concentration, obscurcisse le drame lui-même.

» Le drame, c'est que, dans la portion du pays où les radi-

caux-socialistes ont accoutumé de faire des recrues et de lever leurs troupes, trop de braves gens que tout devrait incliner au « centrisme » sont en train de rallier les enseignes de la « dictature marxiste », comme dit si exactement M. de Fels.

» Pour comprendre ces choses, il n'est sans doute pas mauvais d'avoir fait ses études. Il est plus nécessaire encore de connaître la province, source de la vie politique, conservatoire du radicalisme, de la connaître non point par des villégiatures, pas même par des campagnes électorales, mais par la pratique ou l'observation de la vie provinciale.

» La province seule peut nous apprendre la vérité : à savoir que les divisions entre Français proviennent de mésintelligences qui sont d'ordre social plutôt que d'ordre politique, et qu'elles tiennent à des causes historiques, ignorées ou mal connues d'ailleurs de quantité de citoyens qui prolongent instinctivement des querelles et des rancunes héréditaires. Ainsi s'explique la ténacité et le caractère virulent de ces divergences. M. de Fels a attesté Auguste Comte, dont je ne songe certes pas à récuser le témoignage. J'invoque à mon tour un docteur ès sciences sociales du même rang : Balzac; et je demande à ceux qui liront les documents de cette enquête de relire, notamment, *le Cabinet des Antiques*. Ils y trouveront les raisons profondes pour lesquelles la concentration et le centrisme restent si difficiles à réaliser.

— Pourtant, mon cher Ministre, un grand nombre de radicaux-socialistes ne vous semblent-ils pas prêts à s'entendre avec les modérés du Centre plutôt qu'avec les marxistes?

— C'est là, en effet, une vérité expérimentale, — répond M. Léon Bérard. — A la grande époque du Cartel, chaque fois qu'il s'est agi de l'impôt sur le capital ou de l'État héritier, les radicaux ont abandonné leurs alliés d'extrême-gauche, ainsi que le *Temps* en rapportait ces jours-ci encore la démonstration avec chiffres à l'appui.

» Mais ce serait mal connaître la politique et la psychologie de notre peuple que de croire qu'il puisse suffire, chez nous, pour que des hommes s'accordent, qu'ils professent une même opinion sur des questions urgentes et pratiques touchant aux intérêts matériels...

» Les radicaux tiennent aux modérés par certains prin-

cipes de droit social et de droit fiscal; mais ils tiennent, en assez grand nombre, aux socialistes, par le lien autrement puissant que constituent des passions et des antipathies communes.

» Veuillez réfléchir que, depuis une trentaine d'années, les radicaux-socialistes ont jalousement cultivé dans leur clientèle cette frénésie de l'égalité qui est le véritable ferment de toute la politique de gauche. Ils ont par là créé une sorte d'appétit idéologique qui cherche tout naturellement dans le socialisme sa satisfaction suprême. Par ailleurs, ils ont peu à peu habitué leurs fidèles, sous prétexte qu'il n'y a *point d'ennemis à gauche*, à voter indifféremment pour un radical ou pour un socialiste. Ces consignes, ces habitudes et cette éducation se trouvent d'autant mieux fortifiées aujourd'hui qu'elles ont rencontré dans les préjugés et les rivalités des clans provinciaux un merveilleux appui.

» Il n'est pas très surprenant qu'entraînés par l'élan qu'ils ont donné à leurs troupes, les chefs radicaux-socialistes aient tant de peine à se dégager de l'alliance marxiste.

Et notre interlocuteur d'observer, non sans humour :

— Les diverses fractions du cartel des gauches ne sont peut-être d'accord que sur des idéologies oratoires ou des lieux communs passionnels. Mais ce sont là des attaches assez profondes pour qu'il ne soit pas aisé de les sacrifier à l'attraction centriste...

C'est alors l'éloquent défenseur des Humanités qui intervient :

— Voyez la place d'honneur que tient dans tout programme radical-socialiste l'École unique, sans cesse vantée et jamais définie! Nous savons ce qu'il y a de faux, de chimérique et d'aventureux dans cette formule, à côté d'un sentiment de justice à quoi il pourrait être satisfait par un chapitre du budget et un article de la loi de Finances. Nous savons aussi la puissance de destruction qu'elle contient, et qu'elle est en train de se réaliser sous nos yeux « patiemment, silencieusement, etc... » avec ou sans le gré des ministres. Les radicaux-socialistes y renonceront-ils avant d'entrer dans la majorité centriste? Et, s'ils n'y renoncent point, qui ne voit que l'École unique sera bientôt, à moins que certains modérés

ne renient leur devoir et leur raison d'être, l'occasion d'une bagarre parlementaire à laquelle cette majorité ne survivra pas un seul jour?

Et M. Léon Bérard, qui s'animait, retrouve son sourire et sa philosophie :

— Les conclusions de M. de Fels impliquent, selon moi, ce problème : jusques à quand des radicaux partisans de la propriété, et d'ailleurs propriétaires, tiendront-ils les marxistes pour des amis sous prétexte qu'ils sont *à gauche?* Que faudra-t-il pour que ces mêmes radicaux, renonçant à des affinités et à des liens formés parmi les sourds antagonismes des clans locaux, se décident à tenir compte de ce qui les relie aux modérés du Centre?

» Observateur mais non prophète, je ne me charge pas de répondre. Je vous donne simplement mon sentiment sur les chances et les possibilités prochaines d'un projet que j'approuve. Je vous le donne en toute sincérité et en toute bonne foi, m'inspirant uniquement, moi aussi, des données de l'expérience.

— En résumé, mon cher Ministre, vous ne croyez guère, à ce que je viens d'entendre et quant à présent, à la formation d'une majorité centriste...

— Je pense, — nous dit en manière de conclusion M. Léon Bérard, — que, si la majorité qui a soutenu les cabinets Poincaré et Briand se dissout à la rentrée, nous entrerons dans une phase de ministères à court terme dont l'histoire présentera surtout un intérêt de statistique...

M. GEORGES PERNOT

M. Georges Pernot, vice-président de la Chambre et de la Fédération Républicaine, ce parti qui forma au lendemain du cartel la masse principale de la majorité d'union, nous est apparu, lui aussi, comme une des personnalités les plus représentatives, par son esprit de collaboration et son activité réaliste, de ces « Centres également éloignés des révolutionnaires et des rétrogrades ».

Homme d'étude et d'action, dont l'apparent « modéran-

tisme » orne de conciliation et de courtoisie un sens aigu des réalités, M. Pernot vit se faire à plusieurs reprises sur son nom une véritable concentration, élargie au delà des bancs de la Gauche, pour son élection à la vice-présidence de l'Assemblée.

— Comment ne croirais-je pas au « Centrisme »? — nous dit-il. — Mais j'en suis un partisan résolu. Et j'approuve pleinement, sur ce point, M. le comte de Fels. Et puisque vous voulez bien me demander mon avis sur les idées essentielles développées dans ses articles, c'est bien volontiers que je vous fais part de quelques-unes des réflexions que m'ont inspirées, d'abord leur lecture, puis leur rapprochement avec l'abondante littérature politique consacrée depuis quelques semaines à la « concentration républicaine ».

» M. de Fels se défend, tout d'abord, de tout projet de constitution d'un parti nouveau. En cela, je suis entièrement d'accord avec lui. Nous souffrons déjà de l'émiettement des partis et des groupes. Qu'on se garde d'en créer encore d'autres!

» Aussi bien, ce n'est pas de modifier la carte politique qu'il s'agit, puisque l'auteur des articles de la *Revue de Paris* envisage seulement une opération consistant, de la part des modérés et de la part des radicaux, à faire les uns et les autres un « petit pas vers le centre », sans qu'il en coûte « aucun sacrifice doctrinal ».

» La « prédominance des centres », qui apparaît à M. de Fels comme une « loi du régime représentatif français », est-elle bien la formule politique de l'avenir? Je le crois volontiers. Et ma conviction est fondée beaucoup moins sur des arguments historiques ou philosophiques que sur des chiffres.

» En réalité, ni à droite, ni à gauche, il n'existe dans la Chambre actuelle un parti politique possédant à lui seul la majorité. Dès lors, n'est-il pas naturel, et presque nécessaire, que l'on songe à grouper autour du « centre » la majorité compacte et solide dont un gouvernement a besoin pour faire une politique de longue haleine?

» C'est d'ailleurs ce que l'on fait depuis le début de la législature. Aux bulletins de vote des républicains de gauche, qui constituent un groupe « centriste », se sont constamment mêlés, d'un côté, les bulletins du groupe Maginot, des démocrates populaires et du groupe Marin et, de l'autre, les bulle-

tins de la gauche radicale, ainsi que d'une partie des indépendants de gauche et des républicains socialistes.

» N'est-ce pas sur une majorité « centriste » que s'appuie déjà le cabinet Briand, comme se sont appuyés les cabinets Poincaré?

— La question qui se pose donc, mon cher Président, est celle de savoir s'il est possible d'élargir sur la gauche cette majorité, que viendraient grossir une partie des radicaux, comme ils l'ont fait de juillet 1926 jusqu'au congrès d'Angers.

— C'est cela. Et, si l'on consentait à examiner les problèmes politiques *en eux-mêmes*, je suis persuadé qu'une telle formation, pour des fins précises, nettement déterminées, serait parfaitement réalisable.

» Mais, au lieu de rechercher quelle politique il faut faire pour le bien du pays, chacun paraît se demander avec effroi : puis-je, sans me compromettre, collaborer avec celui-ci ou m'associer à celui-là?

— Au fond, ce sont toujours les morts qui parlent...

— Et c'est pourquoi, trop souvent encore, on voit que des sujets périmés, comme les querelles religieuses d'avant-guerre, dictent à beaucoup d'hommes politiques leur attitude.

M. Pernot esquisse un geste d'étonnement et ajoute, avec un sourire amer :

— Il y a encore des hommes « de gauche » qui croiraient nuire à leur réputation de républicains, en collaborant avec des catholiques, qu'ils baptisent volontiers « cléricaux », et qui sont tout aussi républicains qu'eux-mêmes.

» Qu'on ait donc le courage de rompre enfin avec cet état d'esprit dont les jeunes générations s'éloignent, heureusement, de plus en plus, et qui trop souvent empoisonne l'atmosphère politique!

— C'est l'avis de bien des gens.

— On oublie trop, dans certains partis, que le pays, après avoir constaté les méfaits de la politique de parti, a salué avec joie le redressement opéré grâce à l'union réalisée par M. Raymond Poincaré, et ne désire que l'entente et la concorde.

Notre interlocuteur dit avec force :

— Ce que la France veut, c'est, avant tout, la paix extérieure, dans la dignité et la sécurité de nos frontières.

» C'est également la paix intérieure, condition nécessaire de la prospérité nationale.

» C'est encore, et ici j'en arrive à la partie financière de votre enquête, la refonte de notre législation fiscale.

» Le contribuable veut savoir ce qu'il paie, suivant l'excellente formule de M. de Fels. Il désire aussi que les impôts ne paralysent pas la production et n'empêchent pas le développement de la famille, ce qui revient à dire qu'il faut envisager le budget, non seulement sous l'angle fiscal, mais encore sous l'angle économique et social.

» J'ajouterai que ce qu'attend enfin le peuple de France, c'est que l'on protège efficacement les travailleurs contre les risques auxquels ils sont exposés, et que les pouvoirs publics luttent sans merci contre les fléaux sociaux : dépopulation, mortalité infantile, tuberculose, etc...

M. Pernot, qui s'est fait dans tant de conférences et de meetings l'avocat chaleureux des grandes réformes sociales, résume sa pensée :

— Les hommes qui sont au gouvernement ont la confiance du pays. Qu'ils dressent un plan hardi de réformes fiscales, économiques et sociales. Ils trouveront aussitôt derrière eux, non seulement la majorité qui les a fidèlement soutenus depuis le début de la législature, mais une majorité qui s'élargira d'autant plus vite qu'ils apporteront à la réalisation de ce plan plus d'énergie et plus de persévérance.

M. DE MONICAULT

M. de Monicault, député de l'Ain, et membre de l'Union républicaine démocratique, comme M. Pernot, est aussi un des membres les plus actifs de la Commission des Finances. Énergique défenseur des intérêts ruraux, il incarne, au Parlement, les qualités saines du terroir. Et si l'homme de parti n'apparaît pas en lui, par un souci des réalités et un bon sens naturel, l'homme politique n'en est pas moins averti, par l'effet d'une longue pratique de la vie parlementaire et de cette finesse naturelle qui fleurit dans la bonne terre de Frane.

— Il est certain, — nous dit-il, — qu'étant données les

méthodes et les habitudes françaises on a tendance à penser, selon les indications expérimentales et historiques soulignées par M. de Fels, que c'est le Centre qui l'emportera. Mais les données du problème ne sont plus, aujourd'hui, les mêmes que celles qui consacrèrent cette vérité d'hier.

» Et d'abord, il faut oser le dire, la volonté qu'ont certains de demeurer des hommes du Centre leur fait considérer le plan de la salle des séances beaucoup plus que les idées ou l'état d'âme de leurs collègues. Et il y a là, déjà, une raison d'équivoque et de malentendu.

» Les positions sont donc faussées par le jeu parlementaire qui, souvent, ne rime à rien. Et l'on peut, de ce fait, discuter à perte de vue sur la question de voir ce qu'est exactement le Centre et où il est...

— Dans ces conditions, quelle sorte de majorité croyez-vous possible?

— A un moment où les partis de droite — les vrais — ont presque complètement disparu, où l'un des sujets qui nous divisaient le plus, le problème religieux, semble ne plus pouvoir être, Dieu merci! le point capital d'un programme de progrès, on s'oriente, j'en ai la conviction, vers la formule rotativiste, qui maintient deux partis en présence, partis alternant au pouvoir.

— Comme en Angleterre?

— A peu près. Et il y a une autre raison qui milite, dans la période que nous traversons, en faveur de ce que j'appellerai « le jeu des deux positions », de préférence à celui des « trois », c'est-à-dire un Centre pris entre une Droite et une Gauche. Je crains, en effet, que le jeu des « trois » empêche toutes réformes profondes, catégoriques. Une majorité centriste, pour ne pas risquer de perdre ses « ailes », sans cesse menacées d'absorption par la Droite et la Gauche, en sera réduite à ne rien faire qui suscite des critiques. Elle devra pratiquer une politique de stagnation et ne pourra, ainsi, réaliser les réformes qui la sollicitent. Tandis que le jeu des deux positions, si violent qu'il puisse être à certaines heures, permet aux partis qui ont la majorité de donner leur mesure.

— Pensez-vous que votre formule deviendra bientôt applicable?

— Le scrutin d'arrondissement s'y oppose encore, avec ses compromissions, car il institue au Parlement la politique des moyennes, si l'on peut dire, et dans les départements les luttes stériles, parce qu'artificielles. Mais il faudra revenir, tôt ou tard, à un scrutin plus logique qui s'accorde avec le franc jeu, pour ou contre.

Telle est l'opinion de M. de Monicault sur le « Centrisme ». Quant à la réforme fiscale, à laquelle il collabore activement, au sein de la Commission des Finances, il partage entièrement le point de vue de M. de Fels, pour sa réalisation, dans le sens d'une refonte générale, selon un plan technique et moderne.

M. CÉSAR CHABRUN

La rive gauche a conservé quelques immeubles dont les cours plantées d'arbres et semées de gazon leur réservent une quiétude douce qui symbolise la vie intérieure. C'est dans un pareil cadre que M. César Chabrun, grand travailleur et esprit aussi cultivé que charmant, consacre ses loisirs (quoique la politique de province soit exigeante) à poursuivre l'étude des questions financières et économiques qui sont sa « spécialité » parlementaire et comme son violon d'Ingres.

Il nous avait été donné de goûter maintes fois l'éloquence précise et nuancée de cet homme politique, si appliqué à la solution de problèmes ardus. Mais nous devions apprécier davantage encore les mérites d'esprit de M. Chabrun dans le tête-à-tête de l'appartement paisible de la rue Vavin.

— Le « centrisme » peut paraître convenir aux périodes de vie normale, — nous déclare le député de la Mayenne, — mais il n'en est pas de même à une époque de bouleversements et de rénovation, où le monde recherche un équilibre nouveau. C'est dans des périodes analogues de notre passé qu'étaient publiées, vous le savez, les « Grandes Ordonnances de réformation du royaume ». Chaque fois qu'on éprouvait le besoin de faire de grandes réformes, de telles Ordonnances étaient prises. Et l'Histoire nous enseigne qu'elles le furent, selon les vicissitudes du pouvoir, soit par les gens de la Cour, soit par ceux

du Commun... Il doit en être également ainsi aujourd'hui; et il appartient à la Droite ou à la Gauche de prendre les « Ordonnances de réformation » nécessaires. A l'une ou à l'autre, et non point aux deux ensemble.

— Pourquoi pas?

— Parce qu'on ne peut réformer, à la fois, selon la Droite et selon la Gauche. S'il en était autrement, existerait-il une Gauche et une Droite? Or, elles existent non seulement sur la carte parlementaire mais dans les idées, les moyens, les méthodes, les intérêts. Nous verrons ça tout à l'heure. J'ajoute que, si l'on observe ce qui se passe un peu partout, en matière politique, on constate que l'après-guerre ne s'accommode pas des solutions moyennes et que les réalisations véritables et durables ne sont nulle part l'œuvre de gouvernements ou de majorités de milieu.

» Prenons, comme exemple, la question du jour qui est bien, comme le dit M. de Fels, cette réforme fiscale dont le chapitre des « dégrèvements » est d'une si brûlante actualité. Vous connaissez la résistance de M. Chéron aux propositions de la Commission des Finances qui réclame des réductions fiscales raisonnables et conformes à un plan d'ensemble. Eh bien! si M. Chéron se refuse, malgré les énormes plus-values dont regorgent les caisses du Trésor, à dégrever suffisamment le contribuable, c'est parce qu'il est en quelque sorte prisonnier d'une certaine politique... Le redressement financier a été bâti sur des faux-semblants dont le principal, et non le moins grave, a été l'accumulation de devises et de billets. On a vainement paré à cette masse d'inflation par un poste de crédits, équivalant à un trou caché : le poste « divers ». En fait, faute d'imagination le moment venu, on n'a trouvé qu'un moyen de résorber cette masse, c'était de la faire absorber par le Trésor, à l'aide du canal des impôts. On se trouve ainsi en face du dilemme : thésaurisation stérile, au détriment du contribuable et de l'économie nationale, ou circulation pléthorique de billets pesant sur la même économie par un décalage grave des prix.

M. Chabrun s'anime :

— On ne considère pas assez les chiffres! N'oubliez pas que la circulation fiduciaire, qui atteignait 55 milliards de billets

lors de la « grande crise », avec la livre à 240, s'élève aujourd'hui à 67 milliards avec la livre à 124. Et si le gouvernement n'avait soin de thésauriser, par le moyen d'impôts excessifs, la circulation atteindrait sous peu 80 milliards! Que deviendraient, sous la pression d'une inflation aussi formidable, la situation économique et les prix? Je vous le demande...

Notre interlocuteur se défend de toute passion politique mais...

— Mais, — ajoute-t-il, — vous me permettrez de dire qu'il y a, dans cette situation, une conséquence de la politique poincariste. Les partisans de cette politique sont, si je puis employer cette comparaison familière, dans la situation de gens qui, après un repas qui leur a semblé réussi, demandent l'addition. Nous ne savons pas ce que nous a coûté la politique d'hier : nous allons l'apprendre...

— Politique de droite ou de gauche?

— Les moyens, comme les résultats, la jugent! Cette pesante inflation, qui sert-elle, sinon certaines puissances économiques sur lesquelles on s'appuie généralement à droite et qui vivent souvent des effets d'une variation insolite de la monnaie?

» Je ne parle pas, je vous l'affirme, comme partisan. Et ce n'est pas seulement le « socialiste français » qui se mêle d'un problème aussi délicat; c'est l'homme penché, chaque jour plus près, sur la question monétaire.

» Et je dis à ceux qui veulent faire la réforme fiscale en s'appuyant sur une majorité et un gouvernement à cheval sur la Droite et la Gauche : il faut choisir entre la politique des grands trusts avec la Droite, et une politique financière démocratique avec la Gauche! En d'autres termes, l'heure est aux « Ordonnances de réformation » favorables aux intérêts particuliers ou aux intérêts généraux. Nous avons fait, grâce à la solidité et à la souplesse de nos institutions démocratiques, l'économie d'une révolution, et il importe d'en tirer les conséquences; puissions-nous ne pas l'oublier!

— Aurions-nous fait l'économie que vous dites, mon cher député, sans le retour au pouvoir, en 1926, d'un Poincaré, ramenant avec lui l'union et la confiance?

— Je vous répondrai en vous citant l'exemple de la poli-

tique travailliste actuelle, financièrement menée par un Snowden qui connaît bien son affaire, quoi qu'on puisse d'autre part penser de lui, et qui a su faire entendre aux forces bancaires et économiques qui prétendaient abréger l'expérience du Cabinet Mac Donald, un langage vigoureux. Oh! il ne leur a pas tenu de discours! Il a agi, de concert avec la Banque d'Angleterre. Et, quand les trusts ont compris à qui ils avaient affaire, ils sont venus à composition...

» Au surplus, les réformes que nous demandons ne seraient pas nécessairement à grand orchestre; il est inutile de recourir au romantisme des barricades. Les peuples subissent souvent, sans s'en douter, des transformations profondes, à la condition, toutefois, d'éviter les manifestations préliminaires qui agitent superficiellement, sans atteindre le fond, et qui alarment sans guérir.

***

M. Chabrun a un geste tranchant :

— Soyons net! Le moment est venu, devant la pierre d'achoppement de la réforme fiscale, de choisir entre la politique de stagnation que doit forcément pratiquer une majorité centriste, obligée de se maintenir à droite et à gauche, et dont la politique actuelle traduit bien l'inertie et l'indécision, et une politique définie, agissante.

— A quoi jugez-vous cette stagnation dont vous parlez?

— Aux résultats! Prenez la réforme administrative : amorcée par décrets, dans des conditions dérisoires, elle a abouti, après de longs mois de désordre et de polémiques, au rétablissement des tribunaux supprimés. Prenez la nouvelle loi sur les congrégations : il fallait à tout prix et de toute urgence, paraît-il, la faire voter par la Chambre, fût-ce au prix d'une crise ministérielle, et... on oublie ensuite de la faire venir au Sénat! Je ne parle pas de la stagnation en matière de dégrèvements, de réforme fiscale...

» Sans doute, a-t-on vu souvent au pouvoir des hommes du Centre, et la parole d'Auguste Comte, que cite M. de Fels, a son fondement historique; mais il ne faut pas confondre les hommes d'État centristes et les majorités du Centre.

Voyez Jules Ferry et Waldeck-Rousseau : ils appartenaient bien à ces classes gouvernantes « s'efforçant d'écarter à la fois, selon l'expression du fondateur du positivisme, les révolutionnaires et les rétrogrades »; mais ils s'inspirèrent de la politique démocratique et s'appuyèrent, pour gouverner, sur des majorités de gauche. Et cela explique et confirme le jugement historique de Michelet, qui affirmait : « En France ce sont les avancés qui dictent et les modérés qui écrivent. »

— Vous pensez qu'un homme du Centre pourrait fort bien devenir, demain, le chef d'une majorité de gauche?

— Je me défends de prophétiser, et je ne prends pas cette considération comme une vue d'avenir mais comme une constatation d'histoire.

» Ma conviction profonde est, d'ailleurs, qu'à la politique pure il faut marier, qu'on le veuille ou non, la technique. Nous avons besoin de faire, à l'heure présente, non une politique de verbiage ou même seulement d'idées, mais une politique technique.

» Bien plus : je dis qu'il y a une technique de la politique dont on ne peut plus se passer.

» Ceux qui, comme moi, pratiquent les réunions et meetings de province, se rendent compte qu'il devient impossible de se contenter de parler simplement *politique* aux électeurs. Ne vous imaginez pas, par exemple, que, dans un comice agricole, les beaux discours sur les « mamelles de la France » puissent suffire; il faut traiter avec compétence des questions pratiques : prix, indices, impôts, engrais... Cette évolution ne supprime pas, heureusement, les problèmes d'idées ni de politique pure. Mais elle indique que le pays s'en désintéresserait si on ne lui apportait pas, en même temps, des solutions positives.

M. Chabrun prend un temps. Et il revient aux possibilités réformatrices d'une concentration, en matière fiscale :

— Tout le monde est réformateur, en l'occurrence, — observe-t-il, — comme tout le monde est devenu, en politique étrangère, pacifiste et internationaliste. Pourtant, il y a la paix de M. Arnold Rechberg, basée sur la suprématie capitaliste et patronale des cartels industriels, et la paix de Stresemann,

basée sur une politique internationale où les peuples organisés contrôlent et réglementent les cartels financiers ou économiques, au lieu d'en subir la loi. Et il y a la paix de M. Paul Reynaud et celle d'Aristide Briand! De même, il existe deux solutions de la crise fiscale et économique : celle selon laquelle c'est le capital-mort, argent et machine, qui commandera de plus en plus et avec une force accrue au capital-vivant, manuel ou intellectuel, et une solution qui tend, au contraire, comme nous le voulons, à harmoniser ces forces dans une organisation économique et sociale vraiment démocratique.

» Réforme d'ensemble, d'accord! — conclut M. Chabrun. — Mais pour cela : réforme adaptée à une politique générale qui fera un choix net et décisif entre la prédominance du capital-mort ou du capital-vivant...

» Le problème est d'aujourd'hui; il est de tous les temps mais à l'heure présente nous ne pouvons plus rester dans l'expectative. Il faut prendre un parti.

M. CHAMPETIER DE RIBES

Voici M. Champetier de Ribes, l'animateur et le chef de ce groupe neuf par excellence des Démocrates populaires qui représente au parlement le parti de ceux dont les convictions politiques, attachées généralement à une doctrine religieuse ou morale, s'allient à un esprit social et démocratique avancé. Le député des Basses-Pyrénées a acquis, par son indépendance d'esprit, sa compréhension aiguë des problèmes de l'après-guerre, en particulier dans le double domaine social et fiscal, autant que par une largeur de vues au-dessus et au delà des partis, une autorité politique que souligne une estime unanime.

Lorsqu'il nous accueille avec sa distinction charmante, dans l'ample cabinet-bibliothèque de l'avenue de Wagram, nous reconnaissons l'un des « démocrates » les plus racés de cette aristocratie du nom et de l'intelligence, dont les de Jouvenel sont le type et qui, tournée vers le progrès avec la foi des précurseurs, poursuit généreusement l'œuvre du beau et

du bien. M. Champetier de Ribes continue la tradition de la noblesse de robe dont il est issu, pour la défense de convictions de justice et de foi, qui illuminent son front haut et son regard franc. Et si cette ardeur au bien, sans cesse mise au service de la cause populaire, se cache derrière une philosophie sereine et un optimisme indulgent, c'est par l'effet d'une expérience profonde de la vie, d'une culture historique sûre et d'une courtoisie infinie.

Dès la conversation engagée, on se trouve en face d'un homme qui donne l'impression d'avoir longuement médité les questions, sans autre parti pris qu'un souci de vérité et d'équité, et qui a su en dégager une opinion positive et nette. Tout de suite, il fait la discrimination entre *ceux qui comprennent* l'étendue et la portée des conditions nouvelles de la vie moderne et ceux qui, *ne les comprenant pas* ou *ne voulant pas les comprendre*, demeurent attachés à des conceptions périmées.

Selon lui, la vraie classification parlementaire est là : les groupes et les hommes qui veulent adapter l'État aux nécessités d'aujourd'hui, et ceux qui s'y refusent.

Sans doute, les anciens partis, demeurés dans leurs vieux cadres et principes pour des raisons diverses, surtout électorales, où la passion s'appuie sur la routine pour maintenir les anciennes troupes, retiennent-ils encore dans leur sein des hommes qui *comprennent* mais qui n'osent pas. Sans cela, il serait facile, au dire de M. Champetier de Ribes, de constituer, dans notre pays de raison et de bon sens, une majorité centriste, avancée, dans le meilleur sens du terme, en face des partis extrémistes dans le sens révolutionnaire ou rétrograde.

— Ce serait là, — nous dit notre hôte, — la concentration idéale. Et l'époque présente, débarrassée à peu près complètement du vieux ferment des luttes religieuses, par suite de la disparition du péril clérical que la sagesse de l'Église a contribué elle-même à dissiper, serait d'autant plus propre à l'affirmation d'une telle majorité que les sujets qui divisent auraient fait place aux buts communs de prospérité et de paix, dans un monde où la solidarité s'impose de plus en plus.

— Quel obstacle, alors?

— Je n'en vois d'autre que la persistance de partis aussi

tenaces que désuets qui empêchent les hommes de progrès de s'unir, quelles que soient leurs convictions religieuses ou philosophiques, pour réaliser ce magnifique programme de réformes : l'adaptation de la vie politique à la vie moderne.

» En d'autres termes, tant qu'on n'aura pas mis sur le chantier un reclassement des partis, — et notre interlocuteur insiste sur cette expression formelle —, nous n'aurons que des majorités politiciennes, plus ou moins amorphes ou agitées, non une majorité d'action. Et nous vivrons, au Parlement, dans l'équivoque ou le désordre des combinaisons et des dosages, propices aux déchaînements des ambitions et des appétits...

***

Cet homme du Centre, ce catholique sincère que M. Herriot fit appeler, la nuit mémorable de la grande crise, pour lui proposer un portefeuille et qui eut le courage de le refuser sans refuser son concours; cet homme, classé parmi les modérés et qui aurait dû figurer, au temps du combisme, parmi les « réactionnaires », est considéré aujourd'hui, dans les milieux de gauche, comme figurant, ainsi que son groupe, une sorte de frontière d'une majorité sociale possible. N'est-ce pas la preuve qu'une pareille majorité pourrait amalgamer, avec un programme technique et social comme la réforme fiscale, par exemple, les éléments nationaux du Centre et de la Gauche? Nous posons la question...

— Certes, — nous répond M. Champetier de Ribes, — je m'entendrais fort bien avec des radicaux comme M. Pierre Cot et des socialistes comme M. Paul-Boncour sur un large programme de réalisations, comportant l'organisation internationale de la paix, la collaboration du Capital et du Travail au sein d'organismes tels que le Conseil National Économique devenu vivant et actif, et tout un ensemble de réformes imposées, je le répète, par le progrès, en matière fiscale aussi bien que sociale, car tout se tient. Mais cette collaboration est rendue quasi impossible, pour le moment du moins, par le mal latent des vieux partis, prisonniers de leurs dogmes et surtout de leurs comités, clubs ou clientèles. Et, faute du reclassement que je réclame, même en admettant que le pays

ait évolué en faveur d'une pareille collaboration, on se heurtera à des exclusives, à des barrières électorales, à des préjugés d'étiquettes...

— Comment un pareil reclassement vous paraît-il possible?

— C'est la grande inconnue du problème. Je crois pourtant qu'elle n'est pas introuvable. Il y a des indices, sérieux et significatifs, dans l'opinion publique mieux éclairée et davantage tournée vers les questions techniques, d'une tendance à faire passer les problèmes modernes avant la politique, désormais reléguée à l'arrière-plan.

— C'est l'avis d'hommes appartenant aux partis les plus divers.

— Raison de plus! Cette tendance s'est d'ailleurs manifestée jusque dans certains congrès politiques; et vous vous souvenez d'un congrès du parti radical, salle Wagram, qui fit quelque bruit, où l'on crut, un moment, discerner les prémices de cette heureuse évolution... J'espère que les événements, la marche fatale du progrès, et les leçons de l'expérience, joints à l'action de ceux qui travaillent à briser les vieux cadres, dans la littérature, la presse, l'activité nationale tout entière, accentueront le mouvement d'opinion dont nous parlons, au point de toucher, un jour, le Parlement qui devrait en être le reflet.

» Il faudra alors qu'un homme sorte de la majorité républicaine, qu'il soit du Centre, de Gauche, d'Extrême-Gauche ou d'ailleurs, peu importe, et qu'il ait suffisamment de courage, de tenacité, d'autorité et d'éloquence pour *accoucher* cette majorité, et provoquer dans l'élaboration et la réalisation d'un programme généreux la fusion des partis et des groupes d'action, prélude au reclassement nécessaire.

— Quelle place faites-vous, dans tout cela, à la réforme fiscale que le pays attend pour demain?

— Je reconnais avec M. de Fels qu'il y a urgence à l'aborder, et il faudra le faire avec la majorité présente si la concentration tarde, comme je le crains. Il serait préférable évidemment de réaliser une œuvre de cette importance, pleinement, selon un plan d'ensemble que seule une majorité homogène peut établir. Toutefois, rien n'empêche de mettre l'ouvrage sur le chantier en s'adressant, comme le propose M. de Fels, à un

comité d'experts groupant toutes les compétences intéressées, comité qui, selon moi, ne peut être mieux choisi que dans l'organisme existant du Conseil National Économique.

» J'ajoute que le gouvernement et le Parlement devront, pour orienter le travail des experts, indiquer les deux directives qui nous paraissent répondre aux besoins techniques et moraux d'une fiscalité assainie : celle d'un contrôle plus simple et plus efficace, et celle d'une justice plus réelle.

» L'œuvre de redressement est en bonne voie, elle n'est pas achevée. Après la solution trop retardée du problème de la stabilisation légale de notre monnaie, il reste à aménager la charge fiscale et à assainir tout le système fiscal.

» Le problème budgétaire est sans doute essentiel. Mais, quelque écrasante que soit la charge qui pèse sur le contribuable, et qu'il faut alléger sans plus tarder, le pays fera des sacrifices dans la mesure où, par un effort vigoureux et cohérent d'organisation, on lui permettra d'accroître sa capacité de production et d'économie. Il ne faut pas que l'exagération et surtout le mauvais aménagement des impôts paralysent la production et découragent l'épargne.

» Le gouvernement d'Union nationale l'avait compris quand il fit voter la réduction du taux de l'impôt général sur le revenu et l'abaissement du plafond des taxes successorales. Malheureusement, ces mesures sont insuffisantes; elles ne profitent qu'aux fortunes d'une certaine importance...

Et M. Champetier de Ribes de conclure :

— Je ne cesserai, pour ma part, de combattre la politique « du tourne-vis », trop pratiquée en matière fiscale. Les résultats déplorables qu'elle a produits, notamment en ce qui touche les mutations immobilières et les valeurs de Bourse, auraient dû la faire abolir.

» Je suis persuadé, en outre, qu'il serait possible de réduire sensiblement les taxes diverses qui frappent le revenu des capitaux mobiliers et d'obtenir, par un aménagement plus judicieux de leur répartition, un rendement égal aux recouvrements actuels. On a montré comment le jeu de la taxe de transmission, perçu sur la valeur en capital du titre, aboutissait parfois à la confiscation totale du coupon distribué. Il faut sortir de ces errements!

» A la vérité, on comprend fort bien que les pouvoirs publics, absorbés par l'étude des innombrables questions qu'ils ont eu à résoudre et préoccupés avant tout de réaliser l'équilibre budgétaire, n'aient pas eu le loisir d'apporter encore à notre législation fiscale les simplifications et les retouches nécessaires. Mais ce doit être, désormais, l'une des tâches les plus pressantes de la législature.

M. LANDRY

Et c'est le tour de M. Landry, que nous voyons à la Chambre quelques jours à peine avant le deuil cruel qui devait frapper cet homme de cœur, dans sa plus chère affection :

— La formation centriste, dont vous me parlez et que défend avec de si judicieuses raisons M. de Fels dans ses derniers articles de la *Revue de Paris*, répond entièrement à mes vues, — nous déclare-t-il.

Et l'éminent député de la Corse d'ajouter, en connaisseur, car il fut rapporteur général du Budget et il est resté un des membres les plus écoutés de la Commission des Finances.

— Je suis également d'avis que la réforme fiscale s'impose et ne peut plus être retardée.

» Opprimée par une fiscalité excessive, la France aspire à des dégrèvements. Une telle réforme mérite donc d'être un des buts essentiels de la majorité. Reste à bien nous entendre sur ces deux mots qui sont, à eux seuls, tout un programme : centrisme et réforme fiscale.

M. Landry, dont la culture s'allie à un esprit précis et sûr, a eu le privilège d'entrer dans la spéculation des idées par la porte du socialisme et d'atteindre peu à peu, par les voies de l'expérience, des opinions plus positives et mesurées. La pratique des Finances, au poste délicat de rapporteur général, et celle du pouvoir, dans les conseils du gouvernement où il fut un ministre de la Marine brillant, l'ont fortifié dans cette conviction solide qu'une nation n'a rien à gagner à l'extrémisme, d'aucune sorte, et que, si des oppositions fortes sont nécessaires pour stimuler l'action des gouvernements, elles amènent des résultats néfastes lorsqu'elles prétendent se substituer à eux.

— Je sais, — nous dit-il, — tout l'attrait de l'extrémisme. Car j'ai été, la plume à la main, au temps où j'achevais mes études universitaires, un collectiviste convaincu. Ma thèse avait illustré ces opinions juvéniles. Mais, à ma sortie de Normale, j'ai été appelé à vivre. Et, aujourd'hui, je crois avoir tout à fait rompu avec ces conceptions premières...

Les souvenirs ont soudain rajeuni, par la détente des traits et l'adoucissement du regard, la physionomie réfléchie, sévère par moments, de ce Corse si affiné, qui cache derrière la gravité du professeur et la distinction posée de l'homme du monde un tempérament bouillant et une activité infatigable.

La silhouette élégante et mince arpente le bureau du Palais-Bourbon où règne, sur une table ronde, l'officiel tapis vert :

— Je dis : nécessité d'une extrême-gauche et d'une extrême-droite, jouant le rôle de balanciers et d'excitants pour l'action, et encadrant une majorité de large concentration. Je prononce donc deux sortes d'exclusives : contre les socialistes qui sont, jusqu'à plus ample informé, des révolutionnaires et dont l'association avec des partis de gouvernement entraîne — on ne l'a vu que trop — les pires crises; et contre les extrémistes de droite que j'appellerai, en me servant d'une expression que l'usage a déformée, les nationalistes.

» Je puis dire, que par mes origines autant que par mes idées, je suis un laïque, mieux : un libéral. Et, à condition que la neutralité confessionnelle soit scrupuleusement respectée par l'État, ce qui appelle une tolérance générale, je crois que la paix religieuse présente peut se prolonger. Ce n'est donc plus le « cléricalisme » que la fameuse apostrophe de Gambetta doit viser, mais bien le nationalisme.

— Qu'entendez-vous, mon cher ministre, par ce mot?

— Un nationaliste est, aujourd'hui, celui qui se refuse, d'une manière absolue, à accepter aucune espèce de compromis avec l'internationalisme moderne, imposé par la vie économique et financière du monde, le développement des échanges, l'interdépendance des intérêts et même des idées entre les peuples, Or, en un temps où le rapprochement des nations s'organise, dans le sens de la sauvegarde et du déve-

loppement de leur prospérité et de la paix, le nationaliste devient une sorte de révolutionnaire, à sa façon, hostile à l'ordre nouveau.

***

M. Landry a repris place devant le tapis vert. Pour aborder notre seconde question, la réforme fiscale considérée comme formule de réalisation d'une majorité centriste, il se recueille un moment. Et, observant de plus près ce visage pâle, patiné par l'étude et tourmenté aussi par les âpres luttes électorales de l'Ile, nous songeons à tout ce que la politique exige d'un homme rien que pour qu'il exerce convenablement un mandat.

Venu à la Finance par le seul goût du travail et par la pratique des idées, M. Landry la considère en « politique » et non en « fiscal », dans ses répercussions économiques et sociales, bien plus que sous l'angle strict de la comptabilité à l'inverse de certaine méthode officielle ou officieuse...

Il consent à lui donner, de ce fait, une place primordiale, en raison de l'actualité de la question, posée avec le budget devant le parlement, et de l'urgence de sa solution; mais il réclame aussi, en tête de l'ordre du jour prochain, l'inscription des problèmes, non moins actuels et capitaux, de la paix et des réformes sociales, une place de choix étant assurée à la question démographique si angoissante pour notre pays d'insuffisante natalité.

— La réforme fiscale me paraît d'autant plus opportune que nous sommes en présence d'une situation budgétaire extrêmement prospère par l'effet des énormes plus-values existantes et qui, si elle n'était pas l'occasion des réductions nécessaires, nous conduiraient soit à de nouvelles dépenses, soit à une dangereuse thésaurisation.

— Réforme d'ensemble ou progressive, confiée à des techniciens, des experts, comme le suggère M. de Fels, ou mise en chantier dès la rentrée du Parlement?

— J'estime que, si l'on doit consulter les compétences, on peut, en même temps, passer à l'exécution, *sans plus tarder*,

pour des chapitres urgents, tels que celui des dégrèvements, qui ont été longuement étudiés et controversés.

Et M. Landry nous laisse sur une impression d'optimisme :

— Je pense que, sur ces divers ordres de préoccupations, une entente peut se faire, contre l'extrémisme négatif, entre républicains de bonne volonté. Il faut d'abord *vouloir* et se mettre au travail tout de suite.

***

Oui, au travail...

Nous poursuivrons cette consultation. Car le sujet est loin d'être épuisé. Des noms et des figures politiques, pleins de prestige et d'attrait, nous sollicitent encore.

Un crépuscule bienveillant décore les jardins du Palais-Bourbon, au seuil desquels les « couloirs » nous amènent. La Commission des Finances travaille et, des fenêtres de la salle où elle siège, s'échappent des bravos et des clameurs qui viennent expirer sur les calmes pelouses du parc. Dans les arbres roux chantent les derniers oiseaux et l'air est d'une douceur infinie... Nous songeons à l'éternel printemps de France, printemps des idées qui survit aux hivers et pare l'arrière-saison. Et la « crise parlementaire », le « malaise politique », qui semblent revenus avec cette rentrée d'octobre, nous apparaissent comme l'automne sur les ifs toujours verts : une enveloppe fallacieuse de feuilles jaunies qui s'écroulera, quelque jour, sous un souffle régénéré et pur...

MARCEL LUCAIN

(*A suivre.*)

LA LIGNE D'OMBRE[1]

— UNE CONFESSION —

II

Le capitaine Ellis me serra la main :

— Eh bien! — me dit-il, — vous voici maintenant votre maître, officiellement nommé sous ma responsabilité.

Il alla jusqu'à me reconduire à la porte. Elle me semblait bien loin! Je marchais à la manière d'un homme enchaîné. Nous l'atteignîmes pourtant enfin. Je l'ouvris comme si j'agissais en rêve, et au dernier moment la camaraderie du métier reprit le dessus, plus forte que toute différence d'âge et de rang. Elle reprit le dessus dans la voix du capitaine Ellis.

— Adieu..., et bonne chance, — me dit-il, si cordialement que je ne pus lui répondre que par un regard reconnaissant.

Je fis alors demi-tour et sortis, pour ne plus le revoir de ma vie. Je n'avais pas fait trois pas dans le bureau des employés que j'entendis dans mon dos une voix rude, forte et impérieuse, la voix de notre vice-Neptune.

Elle s'adressait au chef de service qui, après m'avoir introduit, était évidemment resté à attendre dans les parages.

— Monsieur R..., — dit-il, — faites tenir la chaloupe sous pression pour conduire le capitaine, que voici, à bord du *Mélita*, ce soir, à neuf heures et demie.

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 octobre.

— Bien, monsieur, — répondit R..., et l'accent stupéfait de sa voix m'étonna. Il me précéda en hâte jusque sur le palier. Je portais encore ma nouvelle dignité si légèrement que je ne soupçonnais pas que c'était moi, le capitaine, l'objet de cette dernière gracieuseté. On eût dit qu'une paire d'ailes m'était soudainement poussée dans le dos. J'effleurais à peine le parquet ciré.

Mais R... était impressionné.

— Ma parole, — s'écria-t-il, une fois sur le palier où l'équipage malais de la chaloupe regardait, pétrifié, l'homme pour qui ils allaient devoir rester de service si tard, loin de leur patrie, de leurs petites amies ou de leurs simples joies domestiques. — Ma parole! Sa propre chaloupe! Qu'est-ce que vous lui avez donc fait?

Son regard était rempli d'une curiosité respectueuse. J'en étais vraiment confondu.

— C'était pour moi?... Je n'en avais pas la moindre idée, — balbutiai-je.

Il hocha la tête à plusieurs reprises.

— Oui. Et la dernière personne pour qui on en ait fait autant avant vous, c'était un duc. Oui, parfaitement.

Il s'attendait probablement à me voir m'évanouir sur place. Mais j'étais beaucoup trop agité pour rien laisser paraître. Mes sentiments étaient déjà pris dans un tel tourbillon que cette stupéfiante révélation ne sembla y apporter aucun changement. Elle disparut dans mon cerveau en fusion et je l'emportai avec moi, après avoir pris congé de R... brièvement mais non sans effusion.

La faveur des grands orne d'une auréole l'heureux objet de leur choix. Cet excellent homme me demanda s'il pouvait m'être utile. Il ne me connaissait que de vue et savait fort bien qu'il ne me reverrait jamais. Je n'étais, comme tous les marins du port, qu'un simple prétexte à écritures officielles, à formules remplies avec toute l'artificielle supériorité qu'un homme de plume et d'encre possède sur des hommes qui ont affaire à des réalités, hors des murs sacro-saints des bâtiments officiels. Quels fantômes nous devions être pour lui! De simples symboles avec lesquels on jonglait dans des livres et de lourds registres : sans cerveaux, sans muscles et sans inquié-

tudes : quelque chose d'à peine utile et de vraiment inférieur.

Et voici que cet homme, — après les heures de bureau, — me demandait s'il pouvait m'être utile à quelque chose.

A vrai dire, j'aurais dû m'en sentir touché aux larmes. Mais l'idée ne m'en vint même pas. Ce n'était qu'un miracle de plus dans cette journée miraculeuse. Je me séparai de lui comme s'il n'eût été lui-même qu'un simple symbole. Je flottai jusqu'au bas de l'escalier. Je sortis en flottant de l'imposante porte officielle. Et je poursuivis mon chemin en flottant.

J'emploie ce mot de préférence au mot « voler », parce que j'ai l'impression très nette que, tout exalté que je fusse par les transports de ma jeunesse, mes mouvements n'en demeuraient pas moins assez délibérés. A cette humanité bariolée, blanche, brune et jaune, qui vaquait à ses affaires, je dus faire l'effet d'un homme qui marchait assez posément. Et aucune abstraction n'aurait pu égaler mon complet détachement des formes et des couleurs de ce monde. Il était en quelque sorte absolu.

Et pourtant, soudain, je reconnus Hamilton. Je le reconnus sans effort, sans choc, sans étonnement. C'était bien lui qui se dirigeait tranquillement vers le Bureau du Port dans toute sa raide et arrogante dignité. Son visage rouge le signalait de loin. Il rayonnait de l'autre côté, dans la partie ombragée de la rue.

Il m'avait également aperçu. Je ne sais quelle impulsion (exubérance insconsciente, sans doute) me fit agiter ma main très nettement dans sa direction. Cette faute de goût m'échappa avant même que je m'en crusse capable.

L'énormité de mon impudence le fit s'arrêter net, comme frappé d'une balle. Je crois vraiment qu'il en trébucha, quoique pourtant sans s'effondrer, autant que je pus m'en rendre compte. Je l'eus dépassé en un rien de temps, et je ne me retournai pas. J'avais oublié son existence.

Les dix minutes qui suivirent auraient aussi bien pu durer dix secondes ou dix siècles, je ne me rendais compte de rien. Les passants auraient pu tomber raide morts autour de moi, les maisons s'effondrer, les canons tonner, que je ne me serais aperçu de rien. Je pensais : « Ma foi! Je l'ai. » C'est-à-dire le

commandement. Et il m'était venu d'une façon que je n'avais jamais prévue dans mes modestes songeries.

Je compris que mon imagination n'avait suivi que des voies conventionnelles et que mes espoirs avaient toujours été extrêmement terre à terre. J'avais envisagé un commandement comme l'aboutissement d'une lente promotion, au service de quelque armateur éminemment respectable. La récompense de bons et loyaux services. Et encore! Un loyal service, cela va sans dire. On l'accomplit par amour-propre, par amour de son navire, par amour de la vie qu'on a choisie; non pas en vue d'une récompense.

Il y a quelque chose de déplaisant dans la notion d'une récompense.

Et voici que ce commandement, je l'avais là, dans ma poche, d'une manière incontestable, mais des plus inattendues; cela passait mon imagination, toutes mes plus raisonnables prévisions, et cela en dépit même de je ne sais quelle obscure intrigue, machinée pour m'en priver. Il est vrai que l'intrigue était faible, mais elle contribuait à cette impression d'émerveillement comme si j'eusse été spécialement destiné à ce navire, que je ne connaissais pas, par quelque puissance supérieure à tous les prosaïques agents du monde commercial.

Un étrange sentiment de joie commença à se répandre en moi. Si j'avais travaillé dix ans ou plus pour obtenir ce commandement, je n'aurais sans doute rien éprouvé de la sorte. J'en étais un peu effrayé.

— Soyons calme, — me dis-je à moi-même.

Devant la porte du Foyer des Officiers, l'infortuné steward semblait m'attendre. Il y avait là un large perron de quelques marches, au haut duquel il allait et venait comme s'il eût été à la chaîne. Un chien abandonné. On eût dit qu'il avait le gosier trop sec pour aboyer.

Je dois avouer que je m'arrêtai avant d'entrer. Une révolution venait de s'accomplir dans mon caractère. Le steward attendait bouche bée, retenant son souffle; je le fixai pendant une demi-minute.

— Et alors, vous croyiez pouvoir me le faire manquer? — lui dis-je sardoniquement.

— Vous aviez dit que vous rentriez en Europe, — glapit-il d'un ton piteux. — Vous l'avez dit! Vous l'avez dit!...

— Je me demande ce que le capitaine Ellis pensera de cette excuse, — articulai-je lentement, d'un air sinistre.

Sa mâchoire inférieure n'avait cessé de trembler et sa voix ressemblait au bêlement d'une chèvre malade.

— Vous m'avez dénoncé?... Vous m'avez perdu...

Ni sa détresse, ni le côté absurde qu'elle présentait ne réussirent à me désarmer. C'était la première fois que l'on avait volontairement cherché à me nuire, ou du moins la première fois que je m'en apercevais. Et j'étais encore assez jeune, encore beaucoup trop de ce côté-ci de la ligne d'ombre, pour n'en être pas surpris et indigné.

Je le regardai, inflexible. Il fallait laisser ce coquin trembler dans sa peau. Il se frappa le front et j'entrai, poursuivi dans la salle à manger par ses lamentations :

— J'avais bien dit que vous seriez la cause de ma mort...

Non seulement ces jérémiades m'atteignirent, mais elles retentirent jusque sur la véranda, d'où elles firent sortir le capitaine Giles.

Je le vis devant moi sur le seuil de la porte, personnifiant la banale et solide sagesse. La chaîne d'or brillait sur sa poitrine. Il brandissait une pipe allumée.

Je lui tendis la main chaleureusement et il parut surpris, mais il finit par répondre à ce geste assez cordialement et avec le sourire léger d'un savoir supérieur qui coupa court à mes remerciements comme avec un couteau. Je crois que je ne parvins pas à articuler plus d'un seul mot. Et encore, à en juger par la chaleur de mon visage, en avais-je rougi comme d'une mauvaise action. Prenant un air détaché, je lui demandai comment diable il avait fait pour découvrir le petit jeu qui s'était tramé sournoisement.

Il murmura complaisamment qu'il ne se passait à peu près rien dans la ville dont il ne connût les dessous. Et quant à cette maison, il y descendait de temps à autre, depuis près de dix ans. Rien de ce qui s'y passait ne pouvait échapper à sa grande expérience. Cela ne lui avait donné aucun mal. Absolument aucun mal.

Puis, de sa voix grasse et placide, il exprima le désir de

savoir si je m'étais plaint formellement de l'attitude du steward.

Je lui répondis que non, — bien que l'occasion ne m'en eût pas manqué. Le capitaine Ellis avait commencé par me laver la tête de la façon la plus ridicule pour ne pas m'être trouvé là quand il avait besoin de moi.

— Drôle de vieux gentleman! — interrompit le capitaine Giles. — Qu'avez-vous répondu à cela?

— Je lui ai dit simplement que j'étais venu aussitôt que j'avais entendu parler de son message. Rien de plus. Je n'avais pas l'intention de nuire au steward. Je dédaignerais de faire du tort à un pareil individu. Non. Je ne me suis pas plaint, mais je crois qu'il est persuadé du contraire. Laissons-le lui croire. Il y aura gagné une frayeur qu'il n'oubliera pas de sitôt, car d'un coup de pied, le capitaine Ellis serait capable de l'envoyer retomber au milieu de l'Asie...

— Attendez un peu — me dit le capitaine Giles, en me quittant brusquement.

Je m'assis, je me sentais exténué, la tête lourde. J'avais à peine eu le temps de rassembler mes idées qu'il était déjà revenu; il s'excusa en murmurant qu'il avait voulu aller tranquilliser ce gaillard.

Je le regardai avec surprise. Au fond cela m'était égal. Il m'expliqua qu'il avait trouvé le steward à plat ventre sur le canapé. Il était complètement remis maintenant.

— Il ne serait pas mort de peur, — fis-je avec mépris.

— Non, mais il aurait pu prendre une trop forte dose d'une de ces petites fioles qu'il garde dans sa chambre, — répondit gravement le capitaine Giles. — Cet imbécile a déjà essayé une fois de s'empoisonner, il y a deux ans.

— Vraiment, — fis-je froidement, — en tout cas, son existence ne paraît pas bien précieuse.

— A ce compte-là, on pourrait en dire autant de beaucoup d'autres.

— N'exagérez pas! — protestai-je, en riant d'un rire nerveux. — Mais je me demande vraiment ce que deviendrait cette partie du monde, capitaine Giles, si vous deviez lui retirer votre protection. En un seul après-midi, vous m'avez déniché un commandement et vous avez sauvé la vie du steward.

Et de nous avoir témoigné autant d'intérêt à l'un et à l'autre, c'est plus que je n'en puis comprendre.

Le capitaine Giles demeura un moment silencieux. Puis il reprit d'un ton grave;

— Ce n'est pas un mauvais steward, au fond. Il sait trouver un bon cuisinier, en tout cas. Et, qui plus est, il est capable de le conserver. Je me rappelle les cuisiniers que nous avions ici avant son arrivée...

Je dus avoir un mouvement d'impatience, car il s'interrompit en s'excusant de me retenir par ses bavardages alors que je ne devais probablement pas avoir trop de tout mon temps pour faire mes préparatifs.

Ce dont j'avais réellement besoin, c'était d'être un moment seul. Je saisis cette occasion avec empressement. Ma chambre à coucher était un refuge paisible dans une aile apparemment inhabitée de la maison. N'ayant absolument rien à faire (car je n'avais pas déballé mes effets), je m'assis sur le lit et m'abandonnai aux influences du moment. Aux imprévisibles influences...

Et tout d'abord mon état d'esprit m'étonna. Pourquoi n'étais-je pas plus surpris? Pourquoi? Je me voyais investi en un clin d'œil d'un commandement, non point suivant le cours habituel des choses, mais comme par enchantement. J'aurais dû être frappé d'étonnement. Mais non. Je ressemblais à ces personnages des contes de fées. Jamais rien ne les surprend. Quand un carrosse de gala tout équipé sort d'une citrouille pour la conduire au bal, Cendrillon ne s'émerveille pas. Elle y monte tranquillement et part vers sa magnifique destinée.

Le capitaine Ellis (une farouche espèce de fée) avait tiré un commandement de son tiroir presque aussi miraculeusement que dans un conte de fées. Mais un commandement est une idée abstraite et qui ne me semblait qu'une merveille de second ordre, jusqu'à ce que j'entrevisse en un éclair qu'il impliquait l'existence concrète d'un navire.

Un navire! Mon navire! Cette barque m'appartenait; la possession et la garde m'en appartenaient plus absolument que tout au monde; ç'allait être l'objet de ma responsabilité et de ma dévotion, elle m'attendait là-bas, enchaînée par un

charme, incapable de se mouvoir, de vivre, de parcourir le monde (jusqu'à mon arrivée), pareille à une princesse enchantée. Son appel m'était en quelque sorte venu du ciel. Je n'avais jamais soupçonné son existence. J'ignorais son aspect, j'avais à peine entendu son nom, et pourtant nous étions indissolublement unis, pour une certaine partie de notre avenir, destinés à sombrer ou à naviguer ensemble!

Une passion soudaine, faite d'une avide impatience, se répandit tout à coup dans mes veines et éveilla en moi une sensation de vie intense, que j'avais ignorée jusqu'alors et que je n'ai pas ressentie depuis. Je découvris à quel point j'étais marin, de cœur, de pensée, et pour ainsi dire physiquement; un homme qui ne se souciait que de la mer et des navires; la mer, le seul monde qui comptait, et les navires, pierres de touche de la bravoure, du tempérament, du courage et de la fidélité, — et de l'amour.

Ce fut un moment délicieux. Un moment unique. Sautant de mon siège, je me mis à marcher longtemps de long en large à travers ma chambre. Mais quand j'entrai dans la salle à manger, j'avais repris possession de moi-même. Seulement je ne pus avaler une seule bouchée du dîner.

Devant mon intention déclarée de me rendre au quai à pied, et non en voiture, le malheureux steward — il faut le reconnaître — se démena pour me procurer des coolies pour transporter mes bagages. Ils partirent, portant tout ce qui m'appartenait (à l'exception d'un peu d'argent que j'avais dans ma poche) suspendu à une longue perche. Le capitaine Giles s'offrit à m'accompagner.

Nous suivions la sombre allée abritée qui traversait l'Esplanade. Il faisait relativement frais sous les arbres. Le capitaine Giles se mit à rire et déclara : « Je connais quelqu'un qui sera joliment content de ne plus vous voir. »

Je devinai qu'il faisait allusion au steward. Jusqu'à la dernière minute, le drôle m'avait montré un visage boudeur et effrayé. Je m'étonnai que, sans aucune raison, il eût essayé de me jouer un aussi mauvais tour.

— Ne voyez-vous donc pas qu'il voulait se débarrasser de notre ami Hamilton en lui faisant obtenir ce commandement

à votre place? Il s'en serait ainsi débarrassé une fois pour toutes, comprenez-vous?

— Eh! quoi! — m'écriai-je quelque peu humilié. — Est-il possible! Il faut qu'il soit fou! Cet arrogant et impudent fainéant! Voyons! Il n'aurait pas pu... Et pourtant, si, il y avait presque réussi, car le Bureau du Port devait de toute façon envoyer quelqu'un.

— Ma foi oui. Un imbécile comme ce steward peut parfois devenir dangereux, — déclara sentencieusement le capitaine Giles. — Précisément parce que c'est un imbécile — ajouta-t-il en développant complaisamment sa pensée à voie basse. — Car, — continua-t-il en manière de démonstration, — personne ne voudrait risquer de se voir chasser du seul emploi qui puisse le sauver de la misère, pour le simple plaisir d'éviter une contrariété, un petit ennui? Est-ce vrai?

— Assurément, — lui dis-je, tout en contenant mon envie de rire devant la façon à la fois mystérieuse et vague dont il me découvrait les conclusions de sa sagesse, comme si elles eussent été le fruit d'opérations illicites. — Mais le drôle me paraît réellement un peu toqué. Il faut qu'il le soit.

— Ma foi! je crois bien que nous sommes tous un peu toqués ici-bas, — déclara-t-il tranquillement.

— Vous ne faites pas d'exceptions? — lui demandai-je, curieux de voir ce qu'il allait me répondre.

Il demeura silencieux un bon moment, puis revenant soudain à lui :

— Pourquoi en ferais-je? Kent en dit autant de vous.

— Vraiment! — m'écriai-je, rempli tout à coup d'une certaine amertume envers mon ancien capitaine. — Il n'y a rien de semblable dans la description qu'il a faite, de sa main, et que j'ai dans ma poche. Il vous a donné des exemples de ma folie?

D'un ton conciliant, le capitaine Giles m'expliqua que ce n'avait été là qu'une remarque amicale, à propos de la façon brusque dont j'avais quitté son navire, sans raison apparente.

D'un ton bourru je murmurai :

— Ah! ... quitté son navire... — et je pressai le pas.

Il se maintint à ma hauteur dans l'obscurité profonde de l'avenue, comme si sa conscience lui imposait le devoir de

veiller à débarrasser la colonie d'un personnage indésirable. Il était un peu essoufflé et cela avait quelque chose de légèrement pathétique. Mais je ne m'en sentais pas touché. Au contraire. J'y prenais une sorte de malin plaisir.

Je ralentis pourtant le pas, m'arrêtai presque et m'écriai :

— Ce que je désirais surtout, c'était m'attaquer à quelque chose de nouveau. Je sentais qu'il était temps. Est-ce là une preuve de folie?

Il ne me répondit rien. Nous débouchions de l'avenue. Sur le pont qui traversait le canal, une forme sombre allait et venait, comme si elle attendait quelque chose ou quelqu'un.

C'était un policier malais, en uniforme bleu, pieds nus. La lumière d'un reverbère faisait scintiller doucement le galon d'argent de sa petite casquette. Il regarda timidement dans notre direction.

Avant que nous ne fussions parvenus à sa hauteur, il fit volte-face et nous précéda dans la direction de la jetée. Nous n'en étions éloignés que d'une centaine de mètres; une fois là, je retrouvai mes coolies accroupis sur leurs talons. Ils avaient gardé la perche sur leurs épaules, et tout ce qui m'appartenait, encore accroché à cette perche, gisait à terre entre eux. Il n'y avait absolument personne d'un bout à l'autre du quai, si ce n'est l'agent de police qui nous salua.

Il avait, semble-t-il, retenu les coolies comme suspects et leur avait interdit l'accès de la jetée. Mais, sur un signe de moi, il s'empressa de lever l'embargo. Les deux paisibles individus, après s'être relevés du même mouvement avec un faible gémissement, se mirent à trotter sur les planches et je me préparai à dire adieu au capitaine Giles, qui restait là, immobile, comme un homme dont la mission touche à sa fin. Il fallait avouer qu'il l'avait bien remplie. Et comme je cherchais une phrase de circonstance, il ouvrit la bouche pour me dire :

— Je crois que vous allez avoir pas mal à faire avec des histoires embrouillées.

Je lui demandai ce qui lui faisait penser cela, et il me répondit que c'était son expérience du monde en général; un navire depuis longtemps loin de son port d'attache, des armateurs auxquels on ne pouvait câbler, et le seul homme qui aurait pu donner des éclaircissements mort et enterré.

— Et vous-même, pour qui ce genre d'affaire est une nouveauté, — déclara-t-il d'un ton sans réplique, en manière de conclusion.

— N'insistez pas, — lui dis-je. — Je ne le sais que trop. J'aurais bien souhaité recevoir de vous, avant mon départ, ne fût-ce que quelques bribes de votre expérience. Mais comme cela ne peut se faire en dix minutes, ce n'est pas la peine de vous le demander. Et la chaloupe est là, d'ailleurs, qui m'attend. Mais je ne me sentirai vraiment tranquille que lorsque j'aurai conduit mon navire dans l'Océan Indien.

Il fit, évasivement, cette remarque que, de Bangkok à l'océan Indien, il y avait une bonne distance. Et au murmure de sa voix, comme à la faible lueur d'une lanterne sourde, j'entrevis un instant la large ceinture d'îles et de récifs qui s'étendait entre ce navire inconnu qui était le mien et la libre étendue des mers.

Je n'éprouvais toutefois aucune appréhension. En ce temps-là, l'Archipel m'était assez familier. Une extrême sollicitude et une patience extrême me guideraient à travers cette région de terres émiettées, de faibles brises, d'eau calme, jusqu'au moment où je sentirais enfin mon navire se balancer sur la houle du large, et s'incliner sous le souffle puissant des vents réguliers, qui lui donneraient le sentiment d'une vie plus large et plus intense. La route serait longue. Toutes les routes sont longues qui mènent à l'objet de notre désir. Mais cette route, je pouvais la suivre, par la pensée, sur une carte, professionnellement, avec toutes ses difficultés et ses complications : c'était tout de même une chose assez simple. On est marin ou on ne l'est pas. Je ne doutais pas de l'être.

Le golfe de Siam était la seule partie du trajet qui me fut étrangère. Je le déclarai au capitaine Giles. Non point qu'elle m'inquiétât beaucoup. Elle appartenait à cette même région dont je connaissais la nature, dont j'avais vraiment pénétré l'âme, pendant les derniers temps de cette existence avec laquelle j'avais maintenant rompu, aussi soudainement que l'on se sépare d'une compagnie enchantée.

— Le Golfe... Ah! oui, pas drôle, ce coin-là! — déclara le capitaine Giles.

Drôle était, en l'espèce, un mot vague. Cette phrase sem-

blait l'opinion d'une personne qui aurait eu des raisons d'en médire.

Je ne pus approfondir la nature de cette drôlerie. Je n'en avais réellement pas le temps. Toutefois, au dernier moment, il articula de lui-même ce conseil :

— Quoi qu'il arrive, maintenez-vous à l'est du Golfe. Les parages de l'ouest sont dangereux à cette époque de l'année. Ne vous y laissez pas prendre. Vous n'y auriez que des ennuis.

Je le remerciai de son conseil, encore qu'il me fût difficile d'imaginer ce qui pourrait bien me pousser à conduire mon navire parmi les courants et les récifs de la côte malaise.

Il saisit chaleureusement la main que je lui tendais et nos relations se terminèrent brusquement sur ces mots : « Bonne nuit. »

Ce fut tout ce qu'il trouva : « Bonne nuit. » Rien de plus. Je ne sais ce que j'avais l'intention de lui dire moi-même, mais, en tout cas, la surprise me le fit rentrer dans la gorge. Je sursautai légèrement et m'écriai avec une sorte de hâte nerveuse :

— Oh! bonne nuit, capitaine Giles, bonne nuit.

Ses mouvements étaient toujours posés, mais je vis sa silhouette décroître au loin avant d'avoir pu suffisamment me ressaisir pour imiter son exemple et avant de faire demi-tour dans la direction de la jetée.

Mes mouvements, eux, n'étaient pas posés. Je me précipitai en bas des marches et sautai dans la chaloupe. Avant même que je fusse arrivé dans la chambre, la frêle embarcation s'écarta de la jetée au tournoiement soudain de son hélice, au souffle dur et saccadé du tuyau d'échappement, dont la cheminée de cuivre luisait faiblement.

Le remous sourd à l'arrière de l'embarcation était l'unique bruit qu'on pût entendre. Le rivage était plongé dans le silence du plus profond repos. Je regardai la ville disparaître, paisible et silencieuse, dans la nuit chaude, jusqu'à ce qu'un brusque appel « Ohé! la chaloupe! » me fît tourner la tête vers l'avant. Nous étions tout près d'un steamer blanc et fantomatique. Des lumières brillaient sur son pont et aux hublots. Et la même voix cria :

— Est-ce notre passager?

— Oui, — hurlai-je.

L'équipage était évidemment sur le qui-vive. J'entendais les hommes courir en tous sens. L'esprit moderne de précipitation se manifesta dans les ordres : « Virez la chaîne et amenez l'échelle » et dans la demande urgente qui m'était faite :

— Vite, capitaine. Nous sommes en retard de trois heures à cause de vous... Nous devions partir à sept heures, savez-vous!

Je mis le pied sur le pont :

— Non. Je n'en savais rien, — répondis-je.

L'esprit de la précipitation moderne était incarné dans un homme mince avec de longs bras et de longues jambes, et dont la barbe grise était soigneusement taillée. Sa main maigre était chaude et sèche. Il me déclara fiévreusement :

— Le diable m'emporte si j'eusse attendu cinq minutes de plus, pour le maître de port ou non.

— Cela vous regarde, — lui dis-je, — ce n'est pas moi qui vous ai demandé de m'attendre.

— J'espère que vous ne comptez pas dîner, — déclara-t-il brusquement. — Nous ne sommes pas une pension de famille flottante. Vous êtes le premier passager que j'aie eu de ma vie et j'espère bien que vous serez le dernier.

Je laissai sans réponse cet avis hospitalier, et il n'en attendait visiblement pas, car il se précipita sur la passerelle pour appareiller.

Durant les quatre jours qu'il m'eut à son bord, il ne se départit pas de cette attitude à demi-hostile. Son navire ayant été retardé de trois heures à cause de moi, il m'en voulait de n'être pas un personnage de plus d'importance. Il ne l'avouait pas ouvertement, mais ce sentiment de mécontentement étonné se faisait perpétuellement jour dans ses propos.

C'était aussi un homme de beaucoup d'expérience, dont il aimait à faire parade, mais on n'aurait pu imaginer contraste plus grand que celui qu'il offrait avec le capitaine Giles. Cela m'eût amusé si j'avais souhaité l'être. Mais je n'en avais pas envie. J'étais comme un amoureux qui attend l'heure d'un rendez-vous. L'hostilité humaine m'était indifférente. Je

pensais à mon navire inconnu. Il y avait là de quoi m'amuser, me tourmenter et m'absorber.

Il comprenait mon état d'esprit, car il était assez fin pour cela, et il se mit à railler mes préoccupations, de cette façon que certains vieillards cyniques et hargneux adoptent à l'égard des rêves et des illusions des jeunes gens. Quoique sachant qu'il touchait à peu près chaque mois à Bangkok et qu'il devait par conséquent le connaître de vue, je me gardai bien de le questionner sur l'aspect qu'avait mon navire. Je ne voulais pas exposer le navire, mon navire! à une réflexion désobligeante.

C'était le premier homme véritablement antipathique que j'eusse jamais rencontré. Mon éducation était loin d'être terminée, quoique je ne m'en doutasse pas. Non certes! Je ne m'en doutais pas.

Je savais seulement que je lui déplaisais et qu'il avait quelque mépris pour ma personne. Pourquoi? Apparemment parce que son navire avait eu trois heures de retard à cause de moi. Qu'étais-je donc pour qu'on me fît une pareille faveur? On n'avait jamais rien fait de semblable pour lui. C'était là de sa part une sorte d'indignation jalouse.

Mon attente, mélangée d'anxiété, s'exaspérait de plus en plus. Qu'ils me semblèrent longs, les jours de cette traversée, et pourtant comme ils furent vite passés! Un matin, de très bonne heure, nous franchîmes la barre et, cependant qu'un magnifique soleil se levait, au-dessus d'immenses rivages plats, nous remontâmes les innombrables coudes du fleuve et, après avoir passé à l'ombre de la grande pagode dorée, nous atteignîmes les abords de la ville.

Elle se déployait largement devant moi sur les deux rives, cette capitale orientale qui n'avait encore jamais connu la conquête des Blancs; une succession de maisons brunes faites de bambous, de nattes, de feuilles, toute une architecture végétale, jaillissait de la terre brune, sur les berges de cette rivière boueuse. On s'étonnait de penser que dans ces milliers d'habitations humaines il n'était sans doute pas entré une demi-douzaine de livres de clous. Quelques-unes de ces maisons, faites de branchages et d'herbe comme les nids d'une race aquatique, s'accrochaient aux rives plates. D'autres

semblaient avoir surgi de l'eau même; d'autres encore flottaient en longues files, ancrées au milieu du fleuve même. Çà et là, dominant la foule pressée des toitures brunes et basses, de grandes masses de maçonnerie s'élevaient, Palais du Roi, temples, somptueux et délabrés, s'écroulant peu à peu sous la lumière verticale du soleil, lumière écrasante, presque palpable, qui semblait pénétrer dans nos poitrines par l'aspiration de nos narines et s'infiltrer dans nos membres par tous les pores de notre peau.

La ridicule victime de la jalousie venait justement, pour une raison ou une autre, de stopper ses machines. Le vapeur dériva lentement avec le flot. Sans égard à la nouveauté du paysage, j'allais et venais sur le pont, en proie à une demi-inquiétude, mêlant de rêveries romanesques une appréciation lucide de mes propres capacités. L'instant approchait où j'allais contempler mon commandement et donner ma mesure dans cette suprême épreuve de ma profession.

Je m'entendis soudain appeler par cet imbécile. Il me faisait signe de monter sur sa passerelle.

Je m'en souciais peu, mais comme il semblait avoir quelque chose de particulier à me dire, je grimpai l'échelle.

Il me mit la main sur l'épaule, me fit pivoter légèrement, tandis que de son autre bras il me montrait quelque chose.

— Tenez, capitaine, le voilà votre navire, — dit-il.

Je ressentis comme un coup dans la poitrine; un seul, comme si mon cœur avait cessé de battre. Une dizaine de navires étaient amarrés le long de la rive et celui qu'il m'indiquait m'était en partie dissimulé par son voisin.

— Nous serons par son travers dans un instant, — reprit-il.

Quel accent avait son intonation? Moqueur? Menaçant? Ou simplement indifférent? Je ne pourrais le dire. Je soupçonnais quelque méchanceté dans cette manifestation d'intérêt inattendue.

Il me quitta, et m'appuyant à la rambarde de la passerelle, je regardai par-dessus bord. Je n'osais lever les yeux. Il le fallait pourtant et je ne pouvais m'y décider. Je crois bien que je tremblais.

Mais dès que mon regard se fut posé sur mon navire, toute ma crainte se dissipa. Elle s'effaça rapidement comme un

mauvais rêve. A cette différence près que les rêves ne laissent aucune honte derrière eux et qu'un moment je me sentis rougir de mes soupçons injustifiés.

Oui, c'était lui! Sa coque, son gréement remplirent mon regard d'un grand contentement. Ce sentiment du vide de la vie qui m'avait tant inquiété les mois précédents perdait soudainement son amère raison, son pouvoir néfaste, se noyait dans un flot d'émotion joyeuse.

Je vis du premier coup d'œil que c'était un navire de belle allure, une créature harmonieuse par les lignes de son corps élancé et la hauteur bien proportionnée de sa mâture. Quels que fussent son âge et son histoire, il avait conservé la marque de son origine. C'était un de ces navires que la qualité de leur plan et de leur fini garde de jamais vieillir. Au milieu de ses compagnons amarrés à la rive et tous plus grands que lui, il semblait le produit d'une race supérieure — comme un coursier arabe au milieu d'une rangée de chevaux de labour.

J'entendis une voix derrière moi me dire d'un ton fâcheusement équivoque :

— J'espère qu'il vous plaît, capitaine.

Je ne me retournai même pas. C'était le commandant du vapeur et, quoi qu'il voulût insinuer, quoi qu'il pût penser à son égard, je savais que, semblable en cela à quelques femmes exceptionnelles, mon navire était un de ces êtres dont la seule existence suffit à faire naître un ravissement sans arrière-pensée. L'on sent qu'il fait bon vivre dans un monde où pareille créature existe.

Cette illusion de vie et de personnalité qui nous charme dans les plus beaux ouvrages humains émanait de ses formes. Une énorme charge de bois de teck oscillait au-dessus de son écoutille — matière inanimée qui semblait plus lourde et plus volumineuse que tout ce qu'il avait à son bord. Quand on commença à l'amener, en choquant le palan, on vit un tressaillement se propager de sa ligne de flottaison à la pomme du mât, à travers les fines nervures de son gréement, comme si le fardeau l'eût fait frissonner. Il semblait cruel de le charger ainsi.

Une demi-heure plus tard, en mettant pour la première fois le pied sur son pont, j'éprouvai une profonde satisfaction

physique. Rien ne saurait égaler la plénitude de ce moment, l'idéale perfection de cette émouvante expérience qui m'était accordée sans le labeur préliminaire ni les désenchantements d'une carrière obscure.

Je parcourus d'un coup d'œil, j'enveloppai, je m'appropriai la forme qui donnait corps au sentiment abstrait de mon commandement. Immédiatement une foule de détails, perceptibles seulement pour un marin, frappèrent avec force mon regard. Par ailleurs, son existence m'apparaissait comme dégagée de toute condition matérielle. Le rivage auquel il était amarré me semblait ne pas exister. Que m'importaient toutes les contrées du globe! Dans toutes les parties du monde que baignaient des eaux navigables, nos rapports resteraient les mêmes — et plus intimes même que les mots ne sauraient l'exprimer. A part cela, chaque épisode ou chaque décor ne serait qu'un spectacle éphémère. L'équipe même des coolies jaunes affairés autour du grand panneau était moins consistante que la substance dont sont faits nos rêves. Car qui, au monde, irait rêver de Chinois?...

Je me dirigeai vers l'arrière et montai sur la dunette où, sous la tente, étincelaient les cuivres aussi bien fourbis que sur un yacht, les rambardes polies, les vitres des claires-voies. Tout-à-fait à l'arrière, deux matelots, leurs dos courbés auréolés d'un reflet papillotant de lumière, étaient occupés à nettoyer la barre : ils continuèrent leur travail sans paraître remarquer ma présence ni le regard presque affectueux que je leur jetai en me dirigeant vers la descente du carré.

Les portes en étaient grandes ouvertes, leur glissière entièrement repoussée. La spirale de la descente interceptait la vue du couloir. Un faible bourdonnement montait d'en bas, mais il cessa brusquement au bruit de mes pas sur les marches.

III

La première chose que je vis une fois descendu fut le haut du corps d'un homme, pour ainsi dire projeté en arrière d'une des portes qui se trouvaient au pied de la descente.

Il me regardait avec des yeux écarquillés et immobiles. Il tenait une assiette d'une main, une nappe de l'autre.

— Je suis votre nouveau capitaine, — fis-je tranquillement.

En un clin d'œil, il se débarrassa de l'assiette et de la nappe et se précipita pour ouvrir la porte du carré. A peine y fus-je entré qu'il disparut, mais ce ne fut que pour réapparaître instantanément, boutonnant une veste qu'il avait enfilée avec la rapidité d'un artiste à transformations.

— Où est le second? — demandai-je.

— Dans la cale, je crois, capitaine. Je l'ai vu descendre par l'écoutille arrière il y a dix minutes.

— Dites-lui que je suis à bord.

La table d'acajou, à la lumière de la claire-voie, brillait dans la pénombre comme une sombre nappe d'eau. Le buffet, surmonté d'une grande glace dans un cadre d'or moulu, avait un dessus de marbre. Il supportait deux lampes de métal argenté et quelques autres objets, qu'on ne sortait évidemment qu'une fois au port. Les panneaux du carré lui-même étaient de deux sortes de bois, et de ce goût simple et excellent qui prévalait à l'époque où le navire avait été construit.

Je m'assis dans le fauteuil au bout de la table, — le fauteuil du capitaine : un petit compas était suspendu au-dessus, rappel muet à une incessante vigilance.

Une succession d'hommes s'était assis dans ce fauteuil. Cette pensée me vint soudainement à l'esprit avec force, comme si chacun d'eux avait laissé un peu de lui-même entre les quatre murs de ces cloisons décorées; comme si une sorte d'âme composite, l'âme du commandement, venait soudain, dans un murmure, me parler de longues journées à la mer et de moments d'angoisse.

« Toi aussi! » semblait-elle dire, « toi aussi, tu goûteras cette paix et cette inquiétude, dans une pénétrante intimité avec toi-même, aussi obscur que nous le fûmes et aussi souverain que nous en présence de tous les vents et de toutes les mers, au sein d'une immensité qui ne reçoit nulle empreinte, ne garde aucun souvenir et ne tient aucun compte des vies humaines! »

Au fond du cadre d'or terni, à la faveur du demi-jour étouf-

fant qui filtrait à travers la tente, j'aperçus mon propre visage appuyé sur mes mains. Et je me regardai fixement avec le parfait détachement de la distance, avec plus de curiosité que tout autre sentiment, excepté une certaine sympathie pour ce dernier représentant de ce qui, somme toute, formait une dynastie; perpétuée non pas par le sang, certes, mais par son expérience, son éducation, sa conception du devoir et la bienheureuse simplicité de sa vue traditionnelle de la vie.

J'eus soudain l'impression que l'homme qui me regardait fixement et que j'observais comme s'il était moi-même et à la fois quelqu'un d'autre, n'était pas exactement un être isolé. Il avait sa place dans une lignée d'hommes qu'il n'avait pas connus, dont il n'avait jamais entendu parler, mais que les mêmes influences avaient façonnés et dont les âmes, en ce qui concernait l'œuvre de leurs humbles vies, n'avaient pas de secret pour lui.

Soudain je m'aperçus qu'il y avait quelqu'un d'autre dans le carré, qui se tenait un peu à l'écart et me regardait attentivement. C'était le second. Sa longue moustache rousse déterminait le caractère de sa physionomie qui me sembla combatif, et (c'est étrange à dire) de façon assez fâcheuse.

Depuis combien de temps était-il là à me regarder, à m'observer, tandis que je restais plongé dans cette rêverie? J'aurais été plus décontenancé si, en jetant un coup d'œil à la pendule encastrée au haut de la glace en face de moi, je n'avais remarqué que la grande aiguille avait à peine bougé.

Il n'y avait certainement pas plus de deux minutes que j'étais dans cette pièce. Mettons trois... Il ne pouvait donc pas m'avoir observé plus qu'une simple fraction de minute, heureusement. Je n'en déplorai pas moins le fait.

Je n'en laissai pourtant rien paraître en me levant nonchalamment (cette nonchalance était de circonstance) et en l'accueillant avec une parfaite cordialité.

Son attitude avait quelque chose de contraint et d'attentif en même temps. Il se nommait Burns. Nous sortîmes du carré et fîmes ensemble le tour du navire. En pleine lumière son visage me parut las, maigre, hagard même. Par délicatesse, j'évitai de le regarder trop souvent; ses yeux, au con-

traire, demeuraient obstinément attachés sur moi. Ils étaient verdâtres et avaient une expression d'attente.

Il répondit sur-le-champ à toutes mes questions, mais je crus discerner dans son intonation je ne sais quelle répugnance. Le lieutenant, avec trois ou quatre hommes, était occupé à l'avant. Le second me le nomma et je le saluai au passage. Il était très jeune, il me fit presque l'effet d'un gamin.

Une fois redescendu, je m'assis à l'extrémité d'un canapé de peluche rouge, semi-circulaire ou plutôt semi-ovale, qui occupait tout l'arrière du carré. M. Burns, que j'invitai à s'asseoir, se laissa tomber dans l'un des fauteuils tournants qui entouraient la table et continua à me regarder fixement avec la même persistance et avec un air étrange, comme si tout cela n'était qu'une apparence et comme s'il s'attendait à me voir me lever en éclatant de rire, lui donner une tape dans le dos et disparaître du carré.

Cette situation avait quelque chose de bizarre qui commençait à me mettre mal à l'aise; je m'efforçai de réagir contre ce sentiment confus.

« C'est seulement mon inexpérience », pensai-je.

En présence de cet homme, mon aîné de quelques années, me semblait-il, je pris conscience de ce que j'avais déjà laissé derrière moi, — de ma jeunesse. Et ce n'était là qu'un bien maigre réconfort. Le jeunesse est une belle chose, une force puissante, — aussi longtemps qu'on n'y pense pas. J'éprouvais de la gêne. Presque malgré moi j'affectai une gravité ennuyée.

— Je vois que vous avez bien tenu le navire, monsieur Burns, — lui dis-je.

J'avais à peine prononcé ces mots que je me demandai avec colère pourquoi diable je l'avais fait. M. Burns, en manière de réponse, s'était contenté de me faire un clignement d'yeux. Qu'est-ce que cela voulait dire?

Je me rabattis sur une question que je n'avais cessé de retourner dans mon esprit depuis longtemps, la question la plus naturelle qui puisse venir aux lèvres d'un marin qui embarque sur un nouveau navire. Je la prononçai (au diable cette gêne!) d'un ton dégagé et enjoué :

— Je suppose qu'il peut marcher. Combien?

Normalement la réponse à une question de ce genre aurait dû avoir soit un accent de regret, soit celui d'un orgueil visiblement contenu, quelque chose comme : « Je ne veux pas me vanter, mais vous verrez. » Il y a des marins qui vous auraient déclaré brusquement : « C'est une vieille baille ! » ou qui auraient montré leur contentement : « C'est un fier marcheur ! » Deux alternatives, et quatre manières. Mais M. Burns en trouva une autre, une autre bien à lui, qui avait, en tout cas, à défaut d'autre mérite, celui d'économiser son souffle.

Une fois de plus il n'ouvrit pas la bouche. Il se contenta de froncer les sourcils. Et cela avec une expression de mécontentement. J'attendis. Rien de plus.

— Qu'y a-t-il?... Vous ne le savez pas, après être resté près de deux ans à bord? — lui dis-je sèchement.

Il me regarda un moment avec autant d'étonnement que s'il venait, à ce moment, de découvrir ma présence. Mais cette expression s'effaça immédiatement. Il reprit un air d'indifférence. Je suppose qu'il jugea tout de même qu'il valait mieux dire quelque chose. Il me déclara qu'il fallait à un navire — tout comme à un homme — une occasion pour montrer ce dont il est capable, et que ce navire n'en avait jamais eu une, depuis qu'il était à bord. Pas la moindre, à son avis. Le dernier capitaine... Il s'arrêta.

— A-t-il donc eu vraiment si peu de chance? — demandai-je avec une visible incrédulité.

M. Burns détourna les yeux. Non, le précédent capitaine n'était pas un homme malchanceux. On ne pouvait pas dire cela. Mais c'était un homme qui ne semblait pas vouloir utiliser sa chance.

L'énigmatique M. Burns fit cette déclaration avec un visage inanimé, les yeux obstinément fixés sur l'entourage du gouvernail. La déclaration, en elle-même, était assez suggestive.

— Où est-il mort? — demandai-je tranquillement.

— Dans ce carré. Juste à la place où vous êtes assis, — répondit M. Burns.

Je réprimai une absurde impulsion de me lever; mais, en somme, je fus soulagé d'apprendre qu'il n'était pas mort

dans le lit qui allait désormais être le mien. Je précisai au second que ce que je désirais en réalité savoir, c'était où il avait enterré son défunt capitaine.

M. Burns me répondit que c'était à l'entrée du golfe. Tombe spacieuse; réponse suffisante. Mais le second, surmontant visiblement quelque chose en lui, — quelque chose comme une singulière répugnance à croire à ma venue (du moins comme un fait irrévocable) ne s'en tint pas là, quelque désir qu'il en pût avoir.

En manière de compromis avec ses sentiments, je suppose, il s'adressait avec persistance à l'entourage du gouvernail, de telle sorte qu'il me faisait l'effet d'un homme qui parle dans la solitude, et cela sans s'en rendre bien compte.

Il me déclara qu'aux sept coups du quart d'avant midi, il avait fait monter tous les hommes sur le pont arrière et leur avait dit qu'il vaudrait mieux descendre dire adieu au capitaine.

Ces mots, jetés à contre-cœur comme à un intrus, suffirent à évoquer pour moi cette étrange cérémonie. Ces marins, pieds-nus et tête nue, se rassemblant timidement dans ce carré, ce petit groupe pressé contre ce buffet, plutôt gêné qu'ému; des chemises ouvertes sur des poitrines bronzées, des visages hâlés, et tous regardant le moribond avec une même expression grave d'attente.

— Avait-il sa connaissance? — demandai-je.

— Il ne parla pas, mais il leva les yeux pour les regarder, — me répondit le second.

Au bout d'un moment, M. Burns avait fait signe à l'équipage de quitter le carré, mais il avait retenu les deux plus âgés pour rester avec le capitaine tandis que , lui, il montait sur le pont avec son sextant pour prendre une hauteur de soleil. Il était près de midi, et il voulait absolument déterminer la latitude exacte. Quand il redescendit pour ranger son sextant, il vit que les deux hommes s'étaient retirés dans le couloir. A travers la porte ouverte, il aperçut le capitaine qui reposait doucement sur les oreillers. Il avait « passé » pendant que M. Burns observait. A peu près exactement à midi. Il n'avait pour ainsi dire pas changé de position.

M. Burns soupira, me regarda d'un air inquisiteur comme

pour me dire : « Vous ne vous en allez pas encore? » et reporta sa pensée de son nouveau capitaine vers l'ancien qui, étant mort, n'exerçait plus aucune autorité, ne gênait plus personne, et avec qui il était beaucoup plus facile de s'entendre.

M. Burns parla encore assez longtemps du capitaine. C'était un homme singulier, — d'environ soixante-cinq ans, — les cheveux gris, un visage dur, obstiné et taciturne. Il laissait vagabonder le navire à la mer pour d'impénétrables raisons. Il montait parfois sur le pont, la nuit, pour faire serrer quelque voile, Dieu seul sait pourquoi, puis il redescendait s'enfermer dans sa cabine et jouait du violon pendant des heures, quelquefois jusqu'au lever du jour. En fait, il passait la plupart de son temps à jouer du violon, chaque fois que l'envie lui en prenait. Et il jouait très fort.

Tant et si bien qu'un jour M. Burns avait pris son courage à deux mains et lui avait fait de sérieuses remontrances. Ni lui, ni le lieutenant ne pouvaient fermer l'œil pendant leur quart en bas, à cause du bruit... Et comment, dans ces conditions pourraient-ils rester éveillés pendant leur quart? lui avait-il déclaré. La réponse de cet homme résolu fut que si lui et le lieutenant n'aimaient pas le bruit, ils n'avaient qu'à faire leurs paquets et à s'en aller. Quand cette alternative leur fut laissée, le navire se trouvait à six cent milles de la terre la plus proche.

M. Burns, à ce moment, me regarda d'un air de curiosité. Je commençais à penser que mon précédesseur était un assez singulier bonhomme.

Je devais pourtant entendre des choses plus étranges encore sur son compte. J'appris que ce marin de soixante-cinq ans, rébarbatif, renfrogné, halé, tanné, salé, n'était pas seulement un artiste, mais aussi un amoureux. A Haïphong où ils étaient arrivés après une série de pérégrinations sans aucun profit (durant lesquelles le navire avait failli se perdre à deux reprises), il se trouva, selon l'expression de M. Burns, « fréquenter » une femme. M. Burns n'avait pas eu personnellement connaissance de cette affaire, mais il en existait une preuve évidente sous la forme d'une photographie prise à Haïphong. M. Burns l'avait trouvée dans un des tiroirs de la chambre du capitaine.

Je vis naturellement, moi aussi, cet étonnant document humain (je le jetai même par-dessus bord, par la suite). On y voyait le capitaine, assis les mains sur les genoux, chauve, ramassé, grisonnant, hérissé, ayant pour ainsi dire l'aspect d'un sanglier; et debout près de lui, une affreuse blanche d'âge mûr, aux narines avides, et dont les énormes yeux vous avaient un regard commun et de mauvais augure. Elle était déguisée dans un costume vaguement oriental, fantaisiste et vulgaire. Elle avait l'air d'un médium de bas étage ou d'une tireuse de cartes à quarante sous. Et pourtant, elle avait je ne sais quoi de frappant. On eût dit une sorcière professionnelle sortie de quelque bas quartier. C'était incompréhensible. Il y avait quelque chose d'affreux dans la pensée que cette femme avait été le dernier reflet du monde de la passion pour l'âme farouche qui semblait vous regarder à travers le visage sauvage et sardonique de ce vieux marin. Toutefois, je remarquai qu'elle tenait à la main un instrument de musique, — guitare ou mandoline. Peut-être était-ce là le secret de son sortilège.

Pour M. Burns, cette photographie expliquait pourquoi le navire sur lest était resté mouillé pendant trois semaines dans un port dépourvu d'air et en proie à une chaleur pestilentielle. Ils étaient restés là à étouffer. Le capitaine, qui faisait de temps à autre une courte apparition, marmottait à M. Burns on ne sait quelle histoire à propos de lettres qu'il attendait.

Tout à coup, après avoir disparu pendant toute une semaine, il était venu à bord au milieu de la nuit et avait fait appareiller le navire dès l'aube. Au jour on lui avait vu un air égaré et malade. Il ne leur fallut pas moins de deux jours rien que pour gagner le large, et on ne sait comment ils tossèrent légèrement sur un récif. Toutefois, aucune voie d'eau ne se déclarant, le capitaine en grommelant : « Pas d'importance ! » avait dit à M. Burns qu'il allait faire route sur Hong-Kong, pour y mettre le navire en cale-sèche.

En entendant cela M. Burns fut pris de désespoir. En vérité, remonter à Hong-Kong contre une violente mousson, avec un navire insuffisamment chargé et une provision d'eau incomplète, c'était un projet insensé.

Mais le capitaine grogna d'un ton péremptoire : « Tenez-le à cette route ! » et M. Burns, abattu et furieux, eut à l'y tenir

et à l'y maintenir, en perdant des voiles, en fatiguant la mâture, en éreintant l'équipage, rendu presque fou par la conviction absolue que la tentative était impossible et ne se terminerait que par une catastrophe.

Pendant ce temps, le capitaine, enfermé dans sa chambre, et se calant dans un coin de son canapé contre les bonds désordonnés du navire, jouait du violon, — ou du moins n'arrêtait pas d'en tirer des sons.

Quand il se montrait sur le pont, il n'ouvrait pas la bouche et ne répondait même pas toujours quand on lui parlait. Visiblement il était en proie à une mystérieuse maladie et commençait à filer un mauvais coton.

A mesure que les jours passaient, le son du violon devenait de plus en plus faible jusqu'à ce que l'oreille de M. Burns ne perçût plus, à la fin, qu'un faible râclement lorsque, du carré, il écoutait à la porte de la chambre du capitaine.

Un après-midi, absolument désespéré, il avait fait irruption dans cette chambre et avait fait une telle scène, en s'arrachant les cheveux et en poussant de si horribles imprécations, qu'il avait eu raison de l'humeur méprisante de ce malade. Les caisses à eau étaient presque vides, on n'avait pas gagné cinquante milles en quinze jours. Jamais le navire n'atteindrait Hong-Kong.

On eût dit qu'on s'efforçait désespérément de mener le navire et les hommes à la destruction. C'était absolument évident. M. Burns, abandonnant toute réserve, avait approché son visage de celui du capitaine et s'était mis bel et bien à hurler :

— Vous, capitaine, vous quittez ce monde. Mais je ne peux pas attendre votre mort pour virer de bord. Il faut le faire vous-même. Il faut le faire maintenant.

L'homme étendu, sur la couchette, avait grogné d'un ton méprisant :

— Ainsi donc, je vais quitter ce monde, — vraiment?

— Oui, capitaine, il ne vous reste pas beaucoup de jours à vivre, — avait dit M. Burns en se radoucissant. — Cela se voit sur votre figure.

— Ma figure, hein?... Eh bien! virez de bord et allez au diable.

Burns se précipita sur le pont, vint vent arrière, puis redescendit, calme mais résolu.

— J'ai mis le cap sur Poulo-Condor, capitaine. — lui avait-il dit. — Lorsque nous le reconnaîtrons, si vous êtes encore avec nous, vous me direz dans quel port vous voulez que je conduise le navire, et je le ferai.

Le vieux capitaine lui avait jeté un regard de sauvage dépit et avait prononcé d'une voix mourante et lente ces paroles atroces :

— Je souhaiterais que ni le navire, ni aucun de vous n'atteignent jamais un port. Et j'espère bien qu'il en sera ainsi.

M. Burns en avait été profondément offusqué. Je crois même que, sur le moment, il en avait été positivement effrayé. Cependant, il réussit, paraît-il, à pousser un tel éclat de rire, que ce fut au tour du vieillard d'être effrayé. Il se ratatina sur lui-même et lui tourna le dos.

— Et il avait encore toute sa tête, — m'assura M. Burns. — Il pensait ce qu'il disait.

Telles furent, en fait, les dernières paroles du défunt capitaine. Aucune phrase ne sortit plus de ses lèvres. Cette nuit-là, il employa ses dernières forces à lancer son violon par-dessus bord. Personne ne le vit faire, mais après sa mort, M. Burns ne put retrouver l'objet nulle part. La boîte vide était là, bien en évidence, mais le violon n'y était assurément plus. Et où aurait-il pu disparaître, sinon par-dessus bord?

— Il a jeté son violon par-dessus bord! — m'écriai-je.

— Oui, — déclara M. Burns fort agité. — Et ma conviction est qu'il aurait essayé de faire aller le navire par le fond avec lui, si cela n'avait dépendu que de lui. Il voulait empêcher le navire de rentrer jamais à son port d'attache. Il n'écrivait pas à ses armateurs, il n'écrivait jamais non plus à sa vieille femme. Il n'en avait pas la moindre intention. Il avait décidé de rompre tout lien avec le reste du monde. Voilà ce qu'il en était. Il ne se souciait ni d'affaires, ni de frets, ni de faire une traversée, ni de rien. Il aurait voulu errer à travers le monde jusqu'à ce qu'ils se perdissent corps et biens.

M. Burns avait l'air d'un homme qui a échappé à un grand danger. Pour un peu, il se serait écrié : « Si je n'avais pas été

là! » Et la transparente innocence de ses yeux indignés était bizarrement soulignée par son arrogante paire de moustaches qu'il se mit à friser et à allonger horizontalement.

J'aurais volontiers souri, si je n'avais eu tant à faire avec mes propres impressions, qui n'étaient pas celles de M. Burns. J'étais déjà l'homme chargé du commandement. Mes sensations ne pouvaient ressembler à celles de personne d'autre à bord. Au milieu de ce groupe d'hommes, je constituais à moi seul une classe entière, tel un roi dans son pays. J'entends un roi héréditaire, non pas un simple chef d'État élu. J'avais été appelé là pour gouverner, par une entremise aussi éloignée du peuple et pour lui presque aussi impénétrable que la grâce de Dieu.

Et en tant que membre d'une dynastie, pénétré du sentiment d'un lien quasi-mystique avec les morts, j'étais profondément choqué par mon prédécesseur immédiat.

Son âge mis à part, cet homme avait été, dans tous ses traits essentiels, un homme exactement semblable à moi. Et pourtant, la fin de sa vie était un acte de complète trahison, la rupture d'une tradition qui me semblait aussi impérieuse qu'aucune autre règle de conduite peut l'être ici-bas. Il semblait donc que, même à la mer, un homme pouvait devenir la victime de mauvais esprits. Je sentais passer sur mon visage le souffle de ces forces inconnues qui façonnent nos destinées.

Pour ne pas laisser le silence se prolonger trop longtemps, je demandai à M. Burns s'il avait écrit à la femme de son capitaine. Il secoua la tête. Il n'avait écrit à personne.

Il prit tout-à-coup un air sombre. Il n'avait jamais pensé à écrire. Tout son temps avait été occupé à surveiller incessamment le chargement du navire par un fripon d'arrimeur chinois. J'eus là une première échappée sur cette âme de véritable second qui habitait, non sans malaise, dans le corps de M. Burns.

Il sembla rêver, puis reprit avec une sorte de sombre violence :

— Oui! le capitaine est mort aussi près de midi que possible. J'ai examiné ses papiers dans l'après-midi. J'ai lu le service des morts au coucher du soleil, et puis j'ai mis le cap au nord et j'ai amené le navire ici. Je-l'ai-amené-ici.

Il frappa la table du poing.

— Il y serait difficilement venu tout seul, — remarquai-je. — Mais pourquoi n'avez-vous pas fait route sur Singapour de préférence?

Ses yeux s'agitèrent.

— C'était le port le plus rapproché, — marmotta-t-il d'un air maussade.

J'avais posé la question en toute innocence, mais cette réponse (la différence de distance était insignifiante) et son attitude me mirent sur la voie de la simple vérité. Il avait conduit le navire dans un port où il pensait que l'absence d'un capitaine au long-cours à faire passer avant lui lui vaudrait la confirmation de son commandement temporaire. Tandis qu'à Singapour, comme il le pensait à juste raison, on n'aurait que l'embarras du choix en fait de capitaines.

Mais, dans son raisonnement naïf, il n'avait pas tenu compte du câble télégraphique qui reposait au fond de ce même golfe vers lequel il avait tourné le navire qu'il s'imaginait avoir sauvé de la destruction. Telle était la cause de l'amère saveur de notre entretien. J'en eus de plus en plus distinctement la sensation, — et je le trouvai de moins en moins à mon goût.

— Écoutez, monsieur Burns, — commençai-je d'un ton ferme, — il faut que vous sachiez bien que je n'ai pas couru après ce commandement. On me l'a jeté à la tête. Je l'ai accepté. Je suis ici pour ramener d'abord le navire à son port d'attache, et vous pouvez être sûr que je veillerai à ce que chacun de vous à bord fasse ce qu'il a à faire pour cela. C'est tout ce que j'ai à dire, pour le moment.

Il s'était levé sur ces entrefaites, mais, au lieu de prendre congé, il restait là, les lèvres tremblantes d'indignation, à me regarder fixement comme si, vraiment, après cela, je n'avais rien eu de mieux à faire que de disparaître à sa vue outragée. Comme toutes les émotions simples, la sienne était touchante. J'en eus du regret pour lui, — presque de la sympathie, jusqu'à ce que, ne me voyant pas disparaître, il se mît à parler d'un ton de réserve contrainte.

— Si je n'avais pas une femme et un enfant chez moi, vous pouvez être sûr, capitaine, que je vous aurais demandé de me laisser partir au moment même où vous êtes monté à bord.

Je lui répondis avec calme et d'un ton aussi naturel que s'il se fût agi d'une tierce personne fort distante :

— Et moi, monsieur Burns, je ne vous aurais pas laissé partir. Vous avez signé le rôle d'équipage comme second, et, jusqu'à ce que les clauses en soient remplies au port de désarmement, je compte bien que vous ferez votre service et me donnerez de votre mieux le bénéfice de votre expérience.

Une incrédulité pétrifiée parut dans ses yeux : mais elle sembla fondre devant mon attitude amicale. Et après avoir levé légèrement les bras en l'air (geste qui me devint familier par la suite), il sortit du carré.

Nous aurions pu nous épargner ce moment de discussion inoffensive. Quelques jours à peine s'étaient écoulés que M. Burns me suppliait de ne pas le laisser en route, tandis que je ne pouvais lui faire que de vagues réponses. Toute l'affaire avait pris un aspect assez tragique.

Et cet horrible problème n'était lui-même qu'un épisode à part, une simple complication dans le problème plus général qui consistait à savoir comment on pourrait conduire ce navire, — qui était mien avec tous ses agrès et ses hommes, avec son corps et son esprit assoupis sur cette rivière pestilentielle, — comment on pourrait lui faire prendre la mer.

M. Burns, alors qu'il remplissait encore l'emploi de capitaine, s'était hâté de signer une charte-partie qui, dans un monde idéal et dénué de malice, eût été un excellent document. Dès que j'y eus jeté les yeux, je prévis des ennuis à moins que l'autre partie ne fût exceptionnellement honnête et accessible à la discussion.

M. Burns, auquel je fis part de mes appréhensions, préféra en prendre vivement ombrage. Il me regarda de cet air incrédule qui lui était habituel et me dit avec aigreur :

— Je suppose, capitaine, que vous voulez donner à entendre que j'ai agi comme un imbécile?

Je lui répondis, avec cette bienveillance systématique qui semblait toujours accroître sa surprise, que je ne voulais rien donner à entendre. Je laisserais ce soin à l'avenir.

Et, en fait, l'avenir amena avec lui une foule de difficultés. Il y eut des jours où je ne pouvais penser au capitaine Giles sans une extrême aversion. Sa maudite perspicacité m'avait

embarqué dans cette affaire : et le ton prophétique avec lequel il m'avait dit que « j'aurais fort à faire », se montrant véridique, donnait à toute cette affaire l'impression d'un mauvais tour joué à ma jeune innocence.

Certes, j'avais fort à faire avec des complications qui n'étaient pas sans prix en tant qu' « expérience ». On a, en général, une grande opinion des avantages de l'expérience. Mais, d'ordinaire, expérience signifie toujours quelque chose de désagréable, et qu'on oppose au charme et à l'innocence des illusions.

Je dois avouer que je perdais les miennes rapidement. Mais, en ce qui concerne ces complications instructives, je me bornerai à dire qu'on pouvait toutes les résumer en un seul mot : « Retard ».

Une humanité qui a inventé le proverbe : « Le temps, c'est de l'argent », comprendra mon dépit. Le mot « retard » pénétra dans un recoin secret de mon cerveau, y résonna comme une cloche agitée dont l'oreille s'affole, affecta tous mes sens, prit une couleur sombre, un goût amer, un sens funeste.

— Je suis vraiment désolé de vous voir ennuyé comme cela, vraiment...

Ce furent les seules paroles compatissantes que j'entendis à cette époque et, assez naturellement, elles furent prononcées par un docteur.

Un docteur est compatissant par définition. Mais cet homme l'était réellement. Il ne me parlait pas en médecin. Je n'étais pas malade. Mais d'autres l'étaient, et c'était la raison de sa visite à bord.

C'était le docteur de notre Légation, et, naturellement, de notre Consulat aussi. Il veillait sur l'état sanitaire de l'équipage, qui n'était guère fameux dans l'ensemble, et qui chancelait, pour ainsi dire, au bord d'une prostration totale. Oui. Les hommes souffraient. Et ainsi le temps n'était pas seulement de l'argent, mais encore de la vie.

Je n'avais jamais vu un équipage aussi solide. Comme le docteur m'en fit la remarque : « Vous paraissez avoir un très bon équipage. » Non seulement ils étaient extrêmement sobres, mais ils ne semblaient même pas avoir envie d'aller à terre. On avait pris soin de les exposer le moins possible au soleil.

On ne les employa qu'à des travaux peu fatigants, sous des tentes. Et l'excellent docteur m'approuvait.

— Vos arrangements me paraissent tout à fait judicieux, mon cher capitaine.

Il est difficile d'exprimer à quel point cette déclaration me réconforta. Le docteur avec sa bonne figure ronde qu'encadraient des favoris pâles, était la personnification de l'aménité la plus digne. C'était le seul être humain au monde qui semblât me témoigner le moindre intérêt. Il restait généralement, une demi-heure à peu près, assis dans ma chambre à chacune de ses visites.

Je lui dis un jour :

— Je suppose que la seule chose à faire maintenant, est de continuer à les soigner comme vous le faites, jusqu'à ce que nous puissions prendre la mer?

Il inclina la tête, en fermant les yeux sous ses grosses lunettes, et murmura :

— La mer... assurément.

Le premier membre de l'équipage qui fut frappé avait été le steward, — l'homme à qui j'avais parlé le premier à bord. On le débarqua (avec des symptômes de choléra) et il mourut à terre au bout de la semaine. Puis, tandis que j'étais encore sous la terrible impression de cette première attaque du climat, M. Burns lâcha prise et, en proie à une terrible fièvre, se mit au lit sans dire un mot à personne.

Je crois qu'il s'était en partie rendu malade à force d'agitation; le climat fit le reste avec la rapidité d'un monstre invisible embusqué dans l'air, dans l'eau, dans la boue des berges. M. Burns était une victime prédestinée.

Je le trouvai étendu sur le dos, le regard morne, et dégageant de la chaleur comme une petite chaudière. Il répondit à peine à mes questions et se contenta de grommeler :

— Est-ce qu'un homme ne peut pas être exempt de service quand il a un fort mal de tête, — pour une fois?

Le soir, comme j'étais resté au carré, après le dîner, je l'entendais marmotter sans arrêt dans sa chambre. Ransome, qui desservait la table, me dit :

— Je crains bien, capitaine, de ne pas pouvoir donner au second toute l'attention dont il a besoin. Il va falloir que je

passe une grande partie de mon temps à l'avant, dans la cuisine.

Ransome était le cuisinier. Le second me l'avait montré le premier jour, debout sur le pont, les bras croisés sur sa large poitrine, et qui regardait la rivière.

Même à distance, sa silhouette bien prise et quelque chose d'essentiellement marin dans son aspect, le faisaient remarquer. De plus près, ses yeux expressifs et calmes, son visage distingué, l'indépendance disciplinée de ses manières, révélaient une personnalité sympathique. Quand, en outre, M. Burns m'eut dit que c'était le meilleur marin du navire, je lui manifestai ma surprise de voir un homme aussi jeune et d'une telle apparence embarquer comme cuisinier.

— C'est son cœur, — m'avait dit M. Burns. — Il y a quelque chose qui ne va pas. Il ne faut pas qu'il se surmène, il risquerait de tomber mort tout d'un coup.

Et c'était le seul que le climat eût épargné, — peut-être parce que, portant en lui cet ennemi mortel, il s'était astreint à contrôler systématiquement ses sentiments et ses mouvements. Pour qui était dans le secret, cela se trahissait dans toutes ses manières. Après la mort du pauvre steward, et comme on ne pouvait, dans ce port oriental, le remplacer par un blanc, Ransome s'était offert à assumer cette double tâche.

— Je peux très bien m'en tirer, capitaine, en y allant doucement, — m'avait-il assuré.

Mais évidemment on ne pouvait lui demander de remplir par-dessus le marché l'emploi de garde-malade. D'ailleurs, le docteur ordonna péremptoirement d'envoyer M. Burns à terre.

Soutenu sous chaque bras par un matelot, le second franchit l'échelle, plus maussade que jamais. Nous le calâmes avec des oreillers dans la voiture et il fit un effort pour me dire d'un ton saccadé :

— Maintenant, vous avez ce que vous vouliez... me faire quitter le navire.

— Vous ne vous êtes jamais plus trompé de votre vie, monsieur Burns, — lui dis-je tranquillement, en lui adressant un sourire : et la charrette le conduisit à une sorte de sana-

torium, un pavillon de briques que le docteur possédait dans le jardin de son habitation.

Je rendis régulièrement visite à M. Burns. Une fois passés les premiers jours où il ne reconnaissait personne, il me reçut comme si je venais soit me réjouir du spectacle d'un ennemi abattu, soit me concilier les bonnes grâces d'une personne profondément offensée. C'était tantôt l'un, tantôt l'autre, selon les fantaisies de son humeur maladive. En tout cas, il s'arrangea pour me le faire sentir même pendant la période où il semblait presque trop faible pour pouvoir parler. Je ne me départis pas, à son égard, de la même bienveillance.

Un jour, soudainement, une vague de terreur panique se fit jour au milieu de cette extravagance.

Si je devais le laisser dans cet horrible endroit, il y mourrait. Il le sentait, il en était certain. Mais je n'aurais pas le cœur de le laisser à terre. Il avait une femme et un enfant à Sydney.

Il tira ses deux bras amaigris de dessous le drap qui le couvrait, et il serra ses poings décharnés. Il mourrait! il mourrait ici...

Il réussit à s'asseoir, mais seulement pour un instant, et quand il retomba en arrière, je crus vraiment qu'il allait mourir sur-le-champ. J'appelai l'infirmier bengali et me hâtai de quitter la chambre.

Le jour suivant, il m'assassina de nouveau de ses supplications. Je lui répondis d'une façon évasive et laissai derrière moi l'image vivante d'un affreux désespoir. Le jour suivant, j'y retournai à contre-cœur : il m'attaqua aussitôt d'une voix plus forte, et avec une abondance d'arguments tout-à-fait impressionnante. Il présenta son cas avec une sorte d'énergie désespérée, et me demanda, à la fin, si je ne craignais pas d'avoir la mort d'un homme sur la conscience? Il voulait ma promesse de ne pas appareiller sans lui.

Je lui répondis que je devais tout d'abord en référer au docteur. A ces mots, il s'insurgea. Le docteur! Jamais! Ce serait une sentence de mort.

Cet effort l'avait épuisé. Il ferma les yeux, mais continua de divaguer à voix basse. Il disait que je n'avais cessé de le haïr depuis le premier moment. L'ancien capitaine aussi le haïssait.

Il avait souhaité sa mort. Il avait souhaité la mort de tout l'équipage...

— Pourquoi tenez-vous à naviguer vers ce cadavre malfaisant, capitaine? Il vous aura, vous aussi, — déclara-t-il à la fin, en clignant d'un air hagard ses yeux vitreux.

— Monsieur Burns! — m'écriai-je tout-à-fait décontenancé, — que diable voulez-vous dire?

Il sembla revenir à lui, quoiqu'il fût trop faible pour recommencer.

— Je ne sais pas, — fit-il languissamment. — Mais ne demandez pas au docteur, capitaine. Vous et moi nous sommes des marins. Ne lui demandez pas, capitaine. Un jour peut-être vous aurez une femme et un enfant, vous aussi.

Et de nouveau il me supplia de lui promettre de ne pas le laisser à terre. J'eus assez de fermeté d'esprit pour ne lui faire aucune promesse. Cette fermeté me sembla ensuite criminelle : car mon parti était pris. Cet homme prostré, avec juste assez de force pour respirer et que ravageait une terreur passionnée, était irrésistible. En outre, il avait frappé le point sensible. Lui et moi, nous étions des marins. C'était là un titre, car je n'avais pas d'autre famille. Quant à l'argument d'une femme et d'un enfant (un de ces jours) il était pour moi sans valeur. C'est tout au plus s'il me semblait bizarre.

Je ne pouvais imaginer exigence plus forte que celle de ce navire même, de ces hommes immobilisés sur cette rivière, comme dans un piège empoisonné, par d'absurdes complications commerciales.

Pourtant, j'avais presque réussi à assurer mon départ. Vers la mer. La mer, — qui était pure, sûre, et amicale. Encore trois jours.

Cette pensée me soutenait et me réconfortait en retournant à bord. Dans le carré je fus accueilli par la voix du docteur et sa large silhouette suivit sa voix, elle sortait d'une chambre vacante à tribord où le coffre à médicaments du navire se trouvait solidement saisi sur la couchette.

En ne me trouvant pas à bord, il était entré là, me dit-il, pour vérifier la provision de médicaments, bandages, etc; tout était au complet et en ordre. Je l'en remerciai : j'avais justement pensé à lui demander de le faire, car, dans un jour

ou deux, comme il le savait, nous prendrions la mer où tous nos ennuis toucheraient enfin à leur terme.

Il m'écouta gravement sans rien me répondre. Mais lorsque je lui eus dit ce que je pensais de M. Burns, il s'assit près de moi, et, posant amicalement sa main sur mon genou, me pria de réfléchir à quoi je m'exposais.

L'homme avait juste assez de force pour qu'on pût le transporter, et rien de plus. Mais il ne résisterait pas à un nouvel accès de fièvre. J'avais devant moi un voyage de soixante jours peut-être, qui commencerait par une navigation compliquée et qui s'achèverait probablement par d'assez mauvais temps. Allais-je courir le risque d'y faire face, tout seul, sans le moindre second et avec un gamin comme lieutenant?...

Il aurait pu ajouter encore que c'était là mon premier commandement. Il y pensa probablement, car il se retint. En tout cas, ce fait était très présent à mon esprit.

Il me conseilla sérieusement de câbler à Singapour pour demander un second, même s'il me fallait retarder mon appareillage d'une semaine.

— Pas d'un jour, — lui répondis-je. Cette seule pensée me donnait des frissons.

L'équipage semblait en bon état, tout entier, et il était temps de partir. Une fois à la mer, rien ne m'effrayait plus. La mer était maintenant le seul remède à tous mes ennuis.

Les lunettes du docteur restaient braquées vers moi comme deux lampes, scrutant la sincérité de ma résolution. Il entr'ouvrit la bouche comme pour discuter encore, mais la referma sans rien dire. J'eus la vision du pauvre Burns, si vivant dans son épuisement, son impuissance et son angoisse, et cela me toucha plus que la réalité que j'avais laissée derrière moi une heure seulement auparavant. Elle était débarrassée de tous les inconvénients de sa personnalité, et je ne pouvais y résister.

— Écoutez-moi, — lui dis-je. — A moins que vous ne me disiez officiellement que cet homme est intransportable, je prendrai les dispositions pour le faire transporter à bord demain et je sortirai de la rivière après-demain matin, même si je dois rester mouillé en dehors de la barre un ou deux jours, pour achever mes préparatifs.

— Oh! je ferai moi-même le nécessaire, — me répondit aussitôt le docteur. — Je vous ai parlé seulement en ami, comme quelqu'un qui s'intéresse à vous.

Il se leva, digne et simple, et me donna une cordiale poignée de main que je trouvai un peu solennelle. Mais il n'avait qu'une parole. Quand M. Burns apparut à l'échelle sur une civière, le docteur se tenait en personne à son côté. Le programme n'avait subi qu'une seule modification, à savoir que ce transport ne s'était effectué qu'au dernier moment, le matin même de notre départ.

C'était une heure à peine après le lever du soleil. Le docteur agita vers moi son robuste bras et se dirigea immédiatement vers sa petite voiture qui l'avait suivi jusqu'au bord de la rivière. M. Burns à qui l'on fit traverser le pont arrière semblait complètement inanimé. Ransome descendit l'installer dans sa chambre. Il me fallait rester sur le pont pour m'occuper du navire, car le remorqueur avait déjà pris notre remorque.

Le clapotement de nos amarres en tombant dans l'eau transforma complètement mes sentiments. C'était le soulagement imparfait d'un homme qui sort d'un cauchemar. Mais quand l'avant fut évité pour descendre la rivière et s'éloigner de cette ville orientale et misérable, je n'éprouvai pas de ce moment tant souhaité tout le soulagement que j'en attendais. Ce que j'éprouvai indubitablement, ce fut une détente qui se traduisait par la sensation d'une lassitude extrême après un combat sans gloire.

Vers midi, nous mouillâmes à un mille en dehors de la barre. L'équipage eut fort à faire durant l'après-midi. Surveillant la besogne du haut de la dunette où je demeurai tout ce temps, je distinguai chez mes hommes une langueur due aux six semaines passées dans cette chaleur étouffante de la rivière. La première brise balaierait tout cela. Pour le moment, le calme était complet. Je m'aperçus que le lieutenant, — un jeune blanc-bec à figure ingrate, — n'était pas, pour parler avec modération, de cette inestimable qualité dont on peut faire le bras droit d'un commandant. Mais j'eus plaisir à apercevoir sur le pont les visages de ces marins éclairés d'un sourire, ces visages que j'avais eu à peine le temps de regarder vraiment. Débarrassé du fardeau de ces questions de terre, je

les sentais à la fois familiers et un peu étrangers, comme un voyageur qui revient après longtemps parmi les siens.

Ransome allait et venait continuellement de la cuisine au carré. C'était un plaisir de le voir. Cet homme avait vraiment de la grâce. Seul de tout l'équipage il n'avait pas été malade un seul jour au port. Mais, averti, comme je l'étais, du mauvais état de ce cœur qu'il portait dans sa poitrine, je pouvais discerner la contrainte qu'il imposait à la naturelle agilité marine de ses mouvements. On eût dit qu'il portait sur lui un objet très fragile ou explosible, et qu'il ne cessait d'y penser.

J'eus l'occasion de lui parler une ou deux fois. Il me répondit d'un ton aimablement tranquille et avec un léger sourire un peu grave. M. Burns apparemment reposait. Il semblait être en meilleure voie.

Après le coucher du soleil, je remontai sur le pont et n'y trouvai que vide et silence. La mince croûte uniforme de la côte demeurait invisible. Les ténèbres s'étaient amoncelées autour du navire comme si elles avaient mystérieusement surgi de ces eaux muettes et solitaires. Je m'appuyai sur la lisse et tendis l'oreille aux ombres de la nuit. Pas un bruit. Mon bâtiment aurait tout aussi bien pû être une planète lancée vertigineusement sur son orbite dans un espace infiniment silencieux. Je me cramponnai à la lisse comme si mon sens de l'équilibre m'abandonnait. Quelle absurdité!

— Il y a quelqu'un sur le pont? — m'écriai-je avec nervosité.

La réponse immédiate : « Oui, capitaine! », rompit le sortilège. L'homme de quart grimpa rapidement l'échelle de la dunette. Je lui dis de m'avertir au plus léger signe de brise.

En redescendant, j'entrai voir M. Burns. En fait, je n'aurais pas pu éviter de le voir, car sa porte était restée ouverte. Il était si ravagé que, dans cette chambre blanche, sous ce drap blanc, et sa tête amaigrie enfoncée dans l'oreiller blanc, ses moustaches rousses retenaient seules le regard, comme quelque chose d'artificiel, — une paire de moustaches postiches exposée là sous la lumière crue de la lampe accrochée à la cloison.

Comme je le regardais avec une sorte d'étonnement, il manifesta son existence en ouvrant les yeux et en les tournant

même vers moi. Ce fut un mouvement presque imperceptible.

— Calme plat, monsieur Burns, — lui dis-je d'un ton résigné.

D'une voix singulièrement distincte M. Burns se lança dans un discours incohérent. Sa voix avait un son étrange, elle semblait non pas altérée par la maladie, mais avoir changé de nature. On aurait dit une voix d'outre-tombe. Quant à l'objet de son discours, je crus démêler que tout cela c'était la faute du « vieux », le défunt capitaine, — embusqué là, sous les eaux, dans quelque diabolique intention. Une histoire fantastique!

Je l'écoutai jusqu'au bout, puis, pénétrant dans la chambre, je posai la main sur le front de mon second. Il était frais. C'était son extrême faiblesse seule qui le faisait divaguer. Soudain, il sembla s'apercevoir de ma présence, et de sa voix habituelle, — extrêmement faible, cela va sans dire, — il me demanda d'un ton de regret :

— N'y a-t-il pas la moindre chance d'appareiller, capitaine?

— A quoi bon lâcher la terre, uniquement pour s'en aller à la dérive, monsieur Burns? — lui demandai-je.

Il soupira et je l'abandonnai à son immobilité. Il avait aussi peu de prise sur la vie qu'il en avait sur la raison. Je sentis tout le poids de mes responsabilités solitaires. J'entrai dans ma chambre pour essayer de trouver un peu de repos, quelques heures de sommeil, mais, au moment où j'allais fermer les yeux, l'homme de quart vint m'avertir qu'une légère brise se levait. « Suffisamment pour appareiller », me dit-il.

Il y avait juste de quoi, en effet. Je fis mettre du monde au cabestan, larguer les voiles, établir les huniers, mais à peine le navire eut-il abattu que je ne sentis plus le moindre souffle de vent. Je fis pourtant brasser les vergues et mettre dessus toute la toile. Je n'allais pas renoncer à tout tenter.

JOSEPH CONRAD

(Traduit par HENRI ET HÉLÈNE HOPPENOT.)

(*A suivre.*)

LE PHÉNOMÈNE COLONIAL

DE 1830 A 1930

AU VILLAGE DE BOUFARIK

Il faut évidemment mettre sous les yeux un tableau d'ensemble de l'évolution entre 1830 et 1930, le fil des événements à travers le siècle entier. Ce tableau complet dans le temps ne peut pas l'être dans l'espace. On n'oserait pas essayer d'embrasser l'Algérie tout entière. On voudrait faire revivre le passé, la création, la croissance et l'épanouissement d'un village déterminé, choisi comme type, le village de Boufarik. A propos de Boufarik, on imagine pouvoir évoquer le phénomène colonial tout entier.

LE BOUFARIK ACTUEL EN 1928

Vers cette dixième année de l'après guerre, si vous désirez voir en action la fermentation de la vie algérienne dans un coin où elle soit particulièrement intense, il pourra arriver qu'on vous envoie tout simplement à Boufarik, qui est à 30 kilomètres d'Alger. « Allez donc voir les coopératives de Boufarik. C'est la dernière nouveauté, et peut-être la plus curieuse. »

Vous pourriez aller à Boufarik en chemin de fer. Mais si un colon influent et informé vous propose de vous emmener en automobile, c'est une solution bien préférable. Vous traverserez les collines du Sahel, puis la plaine de la Mitidja, à travers un enchaînement ininterrompu de cultures; quelquefois du blé, dans les coins du Sahel où la

marne sous-jacente affleure, parce que les marnes ne peuvent pas porter autre chose; mais surtout des vignes, des vignes.

Quand vous serez descendu dans la plaine, la vigne restera encore prédominante. Mais vous verrez apparaître des prairies avec des bêtes au vert : pas les bêtes africaines, les petits bœufs de Guelma hauts comme des ânes, ni même les petits chevaux barbes secs, endurants, médiocrement membrés, avec leur train de derrière ravalé qui leur interdit le saut des obstacles. Ces bêtes africaines, vous en verrez tant que vous voudrez ailleurs. Mais ici, la vache qui vous regarde passer est la grosse vache de chez nous; le cheval est le cheval breton, puissamment musclé, un peu lourd : la Mitidja gorgée d'eau peut s'offrir ça. Ce qu'il y a de plus apparent dans le paysage, ce sont les arbres très denses, des arbres dont la disposition accuse la volonté de l'homme, alignés en galeries de saules le long des canaux, en murs de grands cyprès qui brisent le vent, groupés en jardins d'orangers; c'est que l'irrigation est partout. Tout cela, emporté dans un film au passage de l'auto, se jouxte sans intercalation de friche.

Les fermes et les villages sont des fermes et des villages de chez nous, nettement européens. Rien dans leur architecture, pas plus que dans la tenure du sol, ne rappelle au passant qu'il a traversé la Méditerranée. Vous verrez dans les vignes, le cylindre de sulfate de cuivre au dos, des ouvriers en *sarouale* et en *djellaba*. Vous pourrez voir sur les routes des casseurs et surtout des casseuses de pierre, vêtues différemment de draperies flottantes aux couleurs vives. Ce sont des Amouriet, immigrées temporaires de l'extrême Sud. Dans ce pays où une tribu se spécialise volontiers dans un métier, on n'a jamais pu savoir pourquoi les Amours ont spécialisé leurs femmes, passé la première jeunesse bien entendu, dans le métier de casseuses nomades de pierres. A ces signes vous reconnaîtrez que vous êtes tout de même en Afrique.

A y regarder de près on reconnaît au paysage d'autres traits originaux, qui ne sont pas de chez nous.

Vous croiserez peut-être sur la route plus d'autos que vous ne feriez dans nos campagnes françaises en dehors des grandes artères : des autos qui vont à Alger ou qui en viennent. C'est qu'Alger est une ville monstre pour le pays; dans un rayon

de 50 kilomètres tout se rattache à Alger, c'est le cœur qui envoie la vie aux extrémités en pulsations ininterrompues : tous les gros colons de la Mitidja, outre leur installation à la ferme, ont un appartement à Alger, principe d'une navette éternelle.

Ce qui est plus frappant, c'est le machinisme agricole.

On voit se dresser les pylônes grêles des aéromoteurs : cet autre pylône plein qui crève le ciel là-bas, actionné par un moteur dont le tic-tac bourdonne dans l'oreille, c'est une machine à hacher et à botteler le fourrage. La terre ici n'est pas émiettée, comme chez nous, entre une infinité de propriétaires, à la fois trop petits, et d'ailleurs trop traditionnels, pour avoir l'argent hardi. Ce pays-ci à tout prendre est encore plus américanisé qu'européanisé : plus moderne que nos campagnes. Ce qui pourra vous préparer à comprendre les coopératives.

Tout cela pourra vous frapper au passage, rien qu'en ouvrant les yeux. Mais, pour attirer votre attention, ne comptez pas sur votre aimable guide, assis au volant de son auto. Il est blasé là-dessus, il ne peut plus admirer, fût-ce l'œuvre de ses propres mains : elle lui est trop familière. Il pourra vous dire, si vous le lui demandez, qu'un hectare de cette terre vaut de 50 à 60 000 francs. Mais il appartient tout entier à la lutte quotidienne. Il ne s'agit pas pour lui d'idées générales, tout particulièrement si les élections approchent.

« Mon cher ami, on vient de nous faire une abominable plaisanterie. Je n'aurais pas cru ça de Mallarmé. Le canton de Boufarik a toujours voté avec l'arrondissement d'Orléansville. On vient de nous rattacher à l'arrondissement d'Alger. Vous avez vu ça dans les journaux, n'est-ce pas?

» Il est trop facile de voir à quelles basses préoccupations de cuisine électorale répond ce découpage monstrueux de la dernière heure. Tout le canton bout d'indignation. »

A la bonne heure voilà la vie, la vraie vie de tous les jours.

***

Vous n'aurez pas beaucoup de temps pour causer. On voit vite la fin d'une trentaine de kilomètres en auto, fût-ce dans une petite citroën.

De longues et larges avenues se coupant à angle droit, des boulevards ombragés tout du long d'énormes platanes, galeries de fraîcheur et d'ombre; des quinconces; des squares, avec bassins et jets d'eau; partout de l'eau courante; çà et là du bronze, la statue du sergent Blandan. C'est Boufarik.

S'il était moins régulier, moins systématique, ce serait le cadre d'une ville du midi, Aix-en-Provence, si vous voulez. Et même d'une assez grande ville. Cadre trompeur. Boufarik n'est ni grand, ni urbain; quelque chose comme 4 000 habitants. Il n'y a pas place pour une ville à l'ombre d'Alger. Un village opulent; d'autant plus opulent qu'il faut songer aux grandes fermes éparses tout autour dans la campagne. Le village lui-même est une agglomération de fermes, avec ses maisons isolées dans de grands jardins, et qui ne sont pourtant pas des villas. Après tout ce n'est pas plus un village qu'une ville, quelque chose d'à part qui n'est pas de chez nous. C'est trop neuf et trop voulu pour rappeler nos centres français, poussés au hasard à travers les siècles.

***

On vous conduira tout de suite aux coopératives, orgueil actuel de Boufarik.

Il y a d'abord la coopérative des viticulteurs. Le principe est bien simple. Quand un homme compte ses hectares de vigne par centaines, quand il vend bon an mal an pour un million de francs de vin, il peut s'offrir sans difficulté pour son compte personnel une installation moderne, condition du succès. On vous citera autour de Boufarik, dans la Mitidja, MM. X., Y., Z., qui sont dans ce cas.

Mais tout le monde n'est pas MM. X., Y., Z. Il y a de petits viticulteurs, qui ont à peine chacun une ou deux dizaines d'hectares. Ce sont ceux-là qui coopèrent. Avec un versement d'une trentaine de mille francs chacun d'eux aura dans l'usine coopérative de vinification un instrument qui lui aurait coûté quatre ou cinq fois plus s'il avait dû, pour son compte personnel, s'en procurer l'équivalent.

Une double rangée de cuves gigantesques en ciment armé, des installations mécaniques modernes pour conduire et

déverser la vendange dans les cuves. Le propriétaire amène sa vendange à pied d'œuvre en camions automobiles; elle se déverse sur la balance; il n'a plus à s'occuper de rien; d'après le poids de la vendange il sait le nombre d'hectolitres qui lui reviendront et dont il n'aura plus qu'à prendre livraison. La vinification, surveillée, guidée par une compétence éprouvée, avec l'aide d'un matériel excellent, lui livrera un vin plus marchand que celui qu'il aurait fabriqué lui-même.

Cette coopérative de vinification a fait ses preuves, elle est en pleine prospérité, d'une solidité de roc. Le seul inconvénient de l'entreprise c'est sa trop grande prospérité, son essor. Elle ne suffit plus aux demandes. Il faudra construire une nouvelle rangée de cuves.

L'autre coopérative n'a pas partie gagnée. Elle est en pleine bataille, et par conséquent plus intéressante.

Il ne s'agit plus de raisin. Tout autour de Boufarik, dans la Mitidja, et en particulier à Blida, les agrumes tiennent une grande place : orangers, mandariniers, citronniers, et d'ailleurs, à un degré moindre, bien d'autres arbres fruitiers. Les fruits s'expédient en Europe; dans la saison les caissettes et les paniers d'oranges encombrent les quais d'Alger. Mais pour supporter le transport il faut des fruits sans tare. Et le reste, le rebut, les innombrables fruits tombés? Tout cela pourrit sur place : un gâchage extravagant. La conclusion est bien claire. Il faut s'outiller pour fabriquer sur place des confitures et des essences. Ainsi est-il advenu que Boufarik a créé une coopérative des confitures.

Ça n'a pas marché tout seul, pour une raison bien simple. Après beaucoup d'efforts, de tâtonnements, de luttes contre des conditions nouvelles de fermentation, c'est-à-dire au prix de beaucoup de petites ruines individuelles, on a fini tout de même par savoir très exactement de quelle façon il faut faire du vin en Algérie. C'est définitivement acquis, depuis longtemps déjà. Mais les confitures et les essences, dame! on ne sait pas encore, c'est une technique nouvelle à créer, sans parler de la clientèle à conquérir : il y a des plâtres à essuyer.

La coopérative des confitures a déjà essuyé des plâtres. La première a sombré. Celle qu'on vous montrera est la

seconde. L'innovation technique essentielle est un laboratoire de chimie. Vous verrez le chimiste dans son laboratoire, un laboratoire de faculté des sciences. Il vous parlera de ses expériences antérieures, poursuivies ailleurs, de ses déboires, de ses curiosités, de ses essais. Il vous montrera dans des bocaux ses échantillons de pâtes, d'essences étudiées pour satisfaire aux demandes d'une clientèle qu'il n'est pas nécessaire d'imaginer exclusivement française. Naturellement il rêve de grandes choses.

Ces rêves deviendront-ils à bref délai des réalités? Pourquoi pas? L'instituteur cependant ne cache guère son pessimisme. Il vous dira à l'oreille : « Parmi les hommes influents de cette coopérative, à côté de bons républicains, il y a des cléricaux patents. J'ai appris de source sûre que le propre frère du chimiste est un curé. C'est incroyable, mais c'est ainsi! »

Cléricalisme à part, toute création comporte des aléas. Vous trouverez chez tous les épiciers d'Alger les confitures de Boufarik, elles sont très appréciées. Mais enfin si la coopérative des confitures n'était pas encore au bout de ses déboires, eh bien! mon Dieu, et après? C'est l'initiative qui importe, parce qu'elle aboutit toujours à quelque chose! La foi, qui soulève les montagnes. L'esprit de risque, sans lequel on ne fait rien.

***

Ces coopératives de Boufarik ont vivement intéressé des techniciens de l'économie politique ou de l'agriculture, et par exemple, si je ne me trompe, M. Chevalier, le botaniste. Mais le grand public n'est pas composé d'économistes et de botanistes. La banalité d'un pays prospère n'est pas attirante. Il peut même arriver qu'elle soit repoussante. Il y a des gens que la prospérité d'autrui n'enthousiasme pas tant que ça. Ces viticulteurs qui gagnent tant d'argent sont un peu répugnants, du moins pour les gens qui n'ont pas de vignes.

Pour justifier un voyage à Boufarik il faut faire intervenir le passé.

A L'ORIGINE DES CHOSES : L'INFECTE MITIDJA

Dans une publication de 1841, intitulée *Solution de la question algérienne*, Duvivier a écrit des lignes curieuses. A son sens, l'occupation devait être limitée au Sahel, aux collines du Sahel, à la ligne qui va de Birkadem à Douéra.

Au delà, dit Duvivier, est l'infecte Mitidja. Nous la laisserons aux chacals, aux courses des bandits arabes, et en domaine à la mort sans gloire. Nous y trouvons Boufarik, Blida, qui sont de grands inconvénients militaires.

Boufarik est un malheur!... Il y a là une petite population européenne qu'il faut empêcher de s'épandre, et qu'il est nécessaire d'amener, par tous les moyens possibles, à diminuer, voire même à se dissoudre!

Des plaines, telles que celle de Bône, de la Mitidja et tant d'autres, sont des foyers de maladies et de mort.

Les assainir?... On n'y parviendra jamais!...

Le général Duvivier est bien connu; il a joué un grand rôle. Rien n'autorise à croire qu'il fût un imbécile, tant s'en faut. Cet officier du génie semble, il est vrai, avoir eu un esprit rigide de mathématicien. Il est certain d'ailleurs qu'il était violent, excessif, acariâtre. C'est peut-être le seul officier d'Afrique sur lequel Camille Rousset daube volontiers. Médéa, commandé par Duvivier, ne répondait pas aux signaux du télégraphe optique. « Le général Changarnier eut l'idée malicieuse d'intercaler, parmi des signaux hors de sens, trois mots : « Ordonnance... Avancement... Lieutenant général. » O miracle! aussitôt les bras de Médéa s'agitèrent. Duvivier après tout était peut-être tout simplement un officier dont l'avancement n'a pas répondu au mérite très réel.

Le cas Duvivier est bien loin d'être isolé.

Berthezène, général et gouverneur, a écrit : « La Mitidja n'est qu'un immense cloaque; elle sera le tombeau de tous ceux qui oseront l'exploiter. Aucun établissement n'est possible en dehors du Sahel. »

Il est vrai que Barthezène, « pur divisionnaire de l'empire », dit Camille Rousset, ne semble pas avoir été une intelligence supérieure.

D'après Pellissier de Reynaud, le témoin et l'annaliste de la conquête, les hommes qui avaient en 1830 de quarante-cinq à cinquante-cinq ans, c'est-à-dire les grands chefs, ceux qui portaient les responsabilités, les hommes importants, ceux-là étaient nés aux environs de 1780, juste avant la révolution. Or, on sait que pendant la révolution, c'est-à-dire pendant une dizaine d'années, tous les établissements d'instruction en France ont été balayés par la tourmente. « Presque tous nos généraux, dit Pellissier de Reynaud, appartenaient à une génération à laquelle les bienfaits de la haute instruction ont complètement manqué. » Il le dit précisément à propos de Berthezène, dont l'incapacité l'a particulièrement frappé : c'est Berthezène qui lui paraît le représentant caractéristique de cette génération intellectuellement sacrifiée.

Apparemment ce Berthezène n'était pas un esprit puissant. Il n'en est que plus intéressant, quand il parle de la Mitidja. L'opinion qu'il exprime, n'est évidemment pas la sienne. C'est celle de toute l'armée.

Bugeaud lui-même, qui avait pourtant l'esprit souple, le Bugeaud de l'aphorisme *ense et aratro*, le réalisateur qui est devenu le maréchal Bugeaud, a certainement partagé, au moins pendant un temps, les sentiments de Duvivier. Le 30 mars 1842, le gouverneur général Bugeaud, passant à Boufarik, fit former le cercle aux colons atterrés, et leur tint ce langage : « Si j'ai un conseil à vous donner, eh bien ! mes braves, c'est celui de faire vos paquets et de filer sur Alger. »

Bugeaud, il est vrai, était un militaire. Entre militaires et colons il y a toujours eu, il y a encore, normalement et humainement, autre chose que des sentiments de vive amitié : aussi longtemps, bien entendu, que le militaire est en service actif; puisque enfin, le jour où il prend sa retraite, dans bien des cas, il n'a rien de plus pressé que de se faire colon.

Mais dans les premières années de la conquête les militaires n'avaient pas le monopole du pessimisme.

Dans la séance de la Chambre du 7 mars 1834, le député Dupin disait : « La colonisation est une chose absurde, point de colons, point de terres à leur concéder, point de garanties surtout à leur promettre. Il faut réduire les dépenses à leur plus simple expression, et hâter le moment de libérer la France

d'un fardeau qu'elle ne pourra et qu'elle ne voudra pas porter plus longtemps. » Marques nombreuses et prolongées d'adhésion, dit le *Moniteur*.

Billevesée de parlementaires, sans doute; je ne crois pas que ce Dupin, avocat et député de la Nièvre, à ce qu'il semble, ait eu le contact de l'Algérie.

Mais dès le début il y eut à Alger, à côté des militaires et naturellement en conflit avec eux, une administration civile, qui eut pour premier chef le baron Pichon.

Le désaccord entre les deux n'a jamais porté sur une différence d'attitude vis-à-vis de la colonisation.

Tous ces gens-là avaient la même formation, et par conséquent les mêmes façons de sentir. Il faut se rappeler quelle avait été leur carrière, militaire ou administrative. Rovigo avait administré l'Espagne; Clauzel, l'Illyrie, Pichon, Saint-Domingue et la Westphalie. Les démêlés entre Rovigo et Pichon sont aux yeux de Pichon le renouvellement des querelles entre les administrateurs civils et les généraux dans les conquêtes impériales, Piémont, Toscane, Provinces Illyriennes, etc. Toute l'expérience personnelle de ces gens-là, consciemment ou inconsciemment, les accoutumait à l'idée que l'avenir naturel d'une conquête, c'était d'être abandonnée. L'idée de la fixer par la colonisation leur était parfaitement étrangère.

La colonisation est un rêve, disait en 1831 l'administrateur civil Bresson, un successeur du baron Pichon.

Un voyageur qui a parcouru cette plaine dans les « premières années de l'occupation » et que Trumelet ni Rouire ne désignent avec précision, donne sur la Mitidja la même note découragée. « Il y aurait fort à faire si on voulait exploiter ce vaste territoire, inculte depuis douze siècles. »

Il semble bien qu'il y ait unanimité, au moins dans la bibliographie. Tous les gens pondérés, soucieux de leurs responsabilités, qui nous ont parlé de la Mitidja vers les années 1830-1840, donnent la même note. Ils lui dénient toute possibilité de développement.

Il faut bien qu'il y ait eu dès ce temps-là des gens d'avis contraire. Ce sont ceux qui ont agi silencieusement, les colons de la première heure.

Mais qui étaient-ils? Assurément il y avait quelques enthousiastes sans responsabilités officielles, qui faisaient un peu sourire, même lorsqu'on les respectait. Avant la réussite cela s'appelle des rêveurs. C'est un élément très important, il faut se garder d'oublier les hommes qui ont la foi : c'est le ferment qui soulève la masse. Mais, bien entendu, les hommes qui ont vraiment la foi sont toujours très peu nombreux.

Et les autres? Oh! les autres étaient un lot assez mélangé. Les grandes choses ne sont pas nécessairement édifiées par de grands cerveaux et par des mains pures. On serrerait la réalité de plus près probablement, si on disait : jamais. Comme au début de toutes les colonies, il y avait les spéculateurs, les gens qui achetaient de la terre aux indigènes; dans ces cas-là, le vendeur indigène se contente d'un prix dérisoire, parce que c'est autant de gagné; il ne croit pas au succès de la conquête étrangère : l'acheteur européen paie à tout hasard, comme on prend un billet de loterie, parce que la somme aventurée est petite. Notez que cette catégorie des spéculateurs n'est pas toujours, dans tous les cas individuels, nettement distincte de la première, celle des enthousiastes, parce que l'âme humaine est complexe, et la vie ne se laisse pas enfermer dans des catégories.

Les spéculateurs ont naturellement exaspéré les officiers. Voyez la lettre que le général Trézel écrit d'Alger à Duvivier, commandant supérieur de Bougie : « Depuis un an des capitaux considérables s'engagent ici... On va établir un fort poste à Boufarik, ce qui nous achemine sur Blida, dont l'occupation prochaine est pour les spéculateurs chose si sûre qu'ils ont déjà acheté la plupart des maisons, des jardins et des terres. Lorsqu'on voudra y établir les troupes, ces gaillards-là viendront nous dire : « Cette maison m'appartient »; et il faudra payer tout cela dix fois sa valeur. Croiriez-vous qu'un de ces coquins légaux, nommé Roux, demande aujourd'hui 130 000 francs du champ de manœuvres? On n'aura conquis ce pays que pour ces gens-là, etc... »

Je ne voudrais pas trop m'associer aux indignations du général Trézel. Je ne suis pas sûr qu'il faille jeter l'anathème sur les gens qui consentent à risquer quelque chose, fût-ce simplement leur argent. Il est incontestable cependant que

la spéculation et le jeu ne sont pas infiniment respectables, si indispensables qu'ils soient à l'évolution. Et après tout, ce que les spéculateurs eux-mêmes poursuivent, n'est-ce pas? ce n'est pas notre admiration.

Derrière les spéculateurs, qui apportent au jeu leur argent, il y a la plèbe inculte des gens qui apportent simplement leurs bras et leur peau. Dans un cas comme celui de Boufarik, ils deviennent admirables, quelque chose de sacré; l'œuvre accomplie, à travers la souffrance et la mort, les a sacrés héros. Mais qu'est-ce donc qui les attirait à Boufarik? Quels sentiments les ont jetés dans la fournaise qui les a reforgés? Chez quelques-uns sans doute l'enthousiasme naïf, l'attirance de l'incertitude, de l'effort et du danger. Pourquoi donc pas? Les sentiments nobles ne sont le monopole d'aucune classe sociale, peut-être même se trouvent-ils avec prédilection chez les simples. Il est clair pourtant que ce ne sont pas, à l'état pur, des sentiments courants. Ces gens-là, évidemment, dans l'ensemble, étaient des aventuriers, des frères de la côte, des joueurs eux aussi, qui aventuraient leur propriété unique, leur propre personne. Parmi ces irréguliers, inévitablement, un certain nombre avait un lourd passé, peut-être un casier judiciaire.

Au berceau de Boufarik, nous trouvons donc, d'un côté, tous les gens cultivés et raisonnables, les hommes sérieux, qui disent : non. Et, d'autre part, un lot de rêveurs, d'instinctifs, de joueurs, voire d'individus un peu louches; la plupart d'ailleurs plus ou moins illettrés : ces gens-là sont les seuls qui disent : oui.

La vie a donné raison aux instinctifs illettrés contre les hommes sérieux : elle leur a donné raison pleinement, définitivement. Et elle a couvert les hommes sérieux de ridicule. Il ne faut pas trop s'étonner. J'ai bien peur que la vie n'en fasse jamais d'autres.

LES ANNALES DE BOUFARIK

La période héroïque.

N'est-il pas vrai pourtant que ce résultat paradoxal, dans un cas déterminé si net, donne envie d'y regarder de plus

près? Ne voudrait-on pas suivre, pour ainsi dire au microscope, cette évolution absurde? Ce n'est pas impossible.

Il se trouve que Boufarik a été raconté par le colonel Trumelet. Son livre pourrait s'appeler les « Annales de Boufarik ». C'est un chapelet chronologique de menus faits et de menues mesures officielles. C'est un peu sec, sauf quand c'est entrelardé de développements littéraires emphatiques et quelquefois assez bénisseurs. Mais quand on se donne la peine de le suivre, on voit défiler le film des événements.

Le cadre.

A l'origine, en 1830, Boufarik n'était pas le moins du monde un village. C'était un simple lieudit, mais qui avait une importance particulière. Sur une ondulation insensible, mal émergée du marais, un grand marché se tenait tous les lundis. On y voyait à demeure un vieux puits, une *koubba* de santon musulman, et un groupe de trois trembles, aux branches desquels se balançaient des cordes de *diss*, parce que c'était le gibet de la police turque.

C'était tout et c'était bien suffisant. Le puits donnait l'eau indispensable à toute agglomération humaine, même hebdomadaire : la koubba faisait rayonner sur le marché la bénédiction divine, et par la possiblité du serment elle donnait une sanction religieuse aux transactions : les trembles-gibets symbolisaient l'ordre public laïque. Il n'en fallait pas davantage. On était au vieux temps, en pays turc. La situation générale de Boufarik avait conditionné le marché. Il était au milieu de la Mitidja, sur le trajet de la grande piste directe du Sud, Alger-Blida-Médéa; sur une section du trajet où il était à la rigueur moins difficile qu'ailleurs de franchir les marais. Dans cette section, en effet, la piste suivait la ligne de partage, confuse, un peu théorique, mais enfin une sorte de ligne de partage tout de même, entre les eaux de l'Est et de l'Ouest, l'Harrach et la Chiffa.

Ce lacis de marais est le trait essentiel qui domine toutes les descriptions du temps. Des descriptions sommaires et grêles.

Nous sommes dans une colonie française. Il serait extra-

ordinaire que les artistes et les hommes de lettres eussent manqué à Boufarik. Ils ne lui ont pas fait défaut en effet, matériellement, de leur personne.

Il y a eu un lien entre Horace Vernet et Boufarik.

Ce lien a dû être assez étroit; on constate dans Trumelet que, en 1868, madame Horace Vernet était propriétaire d'une ferme à 3 km. 500 de Boufarik. Horace Vernet a sûrement fait des séjours longs et répétés à l'auberge de Boufarik, hôtel Mazagran, chez Girard : puisque Girard a obtenu de son illustre client un tableau et deux gravures, qui furent longtemps l'ornement de sa grand'salle. Le tableau était un épisode du siège de Laghouat; Horace Vernet avait songé d'abord à l'affaire de Mazagran. Une des gravures représentait *des Arabes dans leur camp écoutant une histoire*; et l'autre *une jument défendant son poulain.*

Et les marais de la Mitidja, sur lesquels Vernet a vu si souvent se lever et se coucher le soleil, ces marais aujourd'hui disparus? Ce serait si intéressant d'en avoir une interprétation par un grand peintre : tellement plus intéressant qu'un tableau de guerre ou un tableau de genre de plus! Vernet n'y a pas donné une pensée. Après tout ce n'était pas un paysagiste. Il suivait la routine du genre qu'il avait créé, même lorsqu'il s'agissait de faire un cadeau à l'aubergiste de Boufarik.

Boufarik a eu longtemps pour commissaire civil un homme qui écrivait, un M. de Chancel, qui est devenu plus tard sous-préfet de Boufarik. C'était le sous-préfet poète d'Alphonse Daudet. Trumelet s'extasie sur le joli talent de Chancel. Ce Chancel est resté des années en fonctions. Le marais macabre, le grand ennemi, a été nécessairement sa préoccupation administrative de tous les jours. Ce marais éternellement étendu devant ses yeux a dû lui inspirer quelque chose? une description? une effusion lyrique? car il faisait des vers. Non, Chancel a écrit le *Livre des blondes.*

Boufarik a été vu par par un poète beaucoup plus authentique, Théophile Gautier. Une description de la Mitidja d'alors par Théophile Gautier serait une bonne fortune. Non. Ce que Gautier a vu et décrit à Boufarik, pourquoi là plutôt qu'ailleurs? c'est une séance d'Aïssaouas, la sempiternelle

séance d'Aïssaouas. On est romantique ou on ne l'est pas.

C'est peut-être Toussenel qui donne la déception la plus légitime, l'auteur de *L'Esprit des Bêtes*.

Cela paraît incroyable, pourtant cela est certain. Vers le milieu du XIXe siècle, à Paris, il faut admettre que Toussenel a fait figure de grand écrivain. Non seulement Trumelet nous le dit et nous le répète, mais il existe une préface à *L'Esprit des Bêtes*, où Stahl, qui n'est pas tout à fait un inconnu, met Toussenel un peu au-dessus de Balzac. L'un a écrit *La Comédie humaine*, mais l'autre a fait vivre le monde des animaux.

Toute l'œuvre de Toussenel est une histoire naturelle à dessous humains. Cet idiot de Buffon s'est attendri sur la neurasthénie de la grive. Quelle erreur! La grive est un « oiseau de belle humeur et de tempérament bachique ». Toussenel a écrit « l'Oiseau de nuit — l'Infâme », des pages dans ce goût : « Il fallait pour symboliser l'infâme dans le monde des oiseaux... un égorgeur de nuit, etc... »

Dans le livre d'un autre grand naturaliste (un certain Gama Machado) Toussenel « appelle les méditations des penseurs sur le fameux discours de l'étourneau sur l'insociabilité de l'espèce humaine, discours bien plus intéressant que le discours des Scythes à Alexandre ». Cette citation rend assez bien l'idée centrale, si tant est qu'il y en ait une. Ce n'est plus seulement, comme dans Rousseau, le sauvage, c'est la bête qui est bien supérieure à l'homme civilisé.

Il faut que ce genre littéraire ait été florissant. Les hommes de mon âge ont eu entre les mains dans leur enfance un gros livre d'étrennes qui s'appelle : *Les Animaux peints par eux-mêmes*. Non seulement ce livre est illustré par Granville de charmants animaux humains, mais les auteurs sont les grandes vedettes de la littérature, George Sand, Musset, Balzac. Ils ont travaillé sous la direction de Stahl, ce même Stahl qui a préfacé *L'Esprit des Bêtes* : la relation avec Toussenel est donc évidente.

Il est clair que ce genre a payé; il ne ferait plus un sou aujourd'hui. Il est difficile d'imaginer les causes de cette vogue. Certainement ç'a été une littérature de gauche, et même d'extrême gauche : les livres de Toussenel ont paru dans la librairie phalanstérienne, avec ceux de Fourier et de

Victor Considérant. Et, d'autre part, la vogue a duré jusqu'à la fin de l'Empire. En ces temps lointains il pouvait être prudent de mettre un masque aux idées avancées. Quoi qu'il en soit, Toussenel fut, dans la littérature parisienne, un coryphée de ce genre éphémère, et il a sombré avec lui.

Et voilà ce qui semble impardonnable. Toussenel n'est pas un zoologiste, c'est un chasseur. Il a étudié les bêtes toute sa vie, mais un fusil Lefaucheux au poing. Or, il a vécu un an à Boufarik comme commissaire civil, et il a chassé tous les jours dans les marais de la Mitidja, avec passion, avec un succès dont Trumelet recueillait encore les échos à la fin de l'Empire : il nous parle d'un vieux caïd qui émerveillait son auditoire avec les exploits cynégétiques du « commissir Tousnil ».

Comment le commissir Tousnil n'a-t-il pas eu l'idée de nous raconter ses chasses dans les marais de la Mitidja, de nous les raconter longuement, par le menu, dût-il entrelarder son récit de considérations philosophiques qu'on sauterait?

D'autres chasseurs algériens nous ont laissé leurs mémoires cynégétiques. Le général Margueritte, Bonbonnel, et-pourquoi pas-Gérard, tueur de lions : leurs livres restent encore vivants, évocateurs, parfois passionnants, tandis que la philosophie de Toussenel est morte.

Cet écrivain parisien a gardé les yeux fixés sur Paris, même à Boufarik, il est resté enfermé dans son petit genre littéraire.

Et alors, pour essayer de voir autour de Boufarik la Mitidja de 1830, il ne nous reste pas grande ressource.

Des cinq ou six gros volumes de Toussenel, Trumelet, qui semble les avoir lus, a tout de même extrait quelques lignes se rapportant à Boufarik.

> J'ai passé un an de ma vie, dit Toussenel, dans les friches de la Mitidja... époque où le sanglier, la bécasse, la perdrix et le lièvre faisaient également élection de domicile aux anciens jardins des tribus repris par le désert.. La terre d'Algérie était alors la terre promise du gibier et du chasseur.

Ce n'est pas très évocateur. Plus vivante peut-être est une plaisanterie que Trumelet fait en passant. En 1844 « les anciens colons regrettent le bon temps où ils pouvaient tirer de leurs fenêtres bécasses et canards ».

On peut encore extraire de Bonbonnel un détail assez

suggestif. Bonbonnel, appâtant son affût avec des chevreaux achetés au marché de Boufarik, a tué des panthères dans la petite forêt de Baba-Ali, sur l'Harrach, à côté de Baraki; le Baraki d'où la municipalité d'Alger achemine aujourd'hui son eau d'alimentation. Et Bonbonnel chassait en 1850!

Cette Mitidja que l'homme abandonnait aux bêtes, le voyageur anonyme, cité par Trumelet et Rouire, en fait une description d'ensemble, qui est peut-être, après tout, ce que nous avons de plus cohérent :

La Mitidja est inculte : elle est couverte de marais et de marécages, dissimulés par une végétation palustre extrêmement vigoureuse : on y trouve çà et là des bouquets d'oliviers, des aloès, des figuiers de Barbarie et des lauriers-roses dans le lit des rivières et dans les ravins. C'est un makis de broussailles serrées, épaisses, enchevêtrées, impénétrables, un fouillis d'herbes gigantesques, de pousses de fenouil au milieu desquelles on disparaît, de ronces, de genêts épineux, de palmiers nains, de joncs perfides tapissant les fonds mouvants dans lesquels on s'envase à ne pas pouvoir s'en dépêtrer.

On trouve autour des fermes quelques traces de cultures : c'est du maïs, de l'orge, du tabac, et de la vigne, quelques légumes. La plaine est sillonnée de sentiers impraticables, dans lesquels on ne peut s'ouvrir un passage qu'en mettant le feu aux broussailles qui les obstruent.

On peut extraire de Trumelet quelques détails sommaires qui laissent entrevoir des réalités.

« Outre les trembles patibulaires on comptait trois arbres dans un rayon de 600 mètres autour du marché », et Trumelet les énumère, deux figuiers et un palmier, en indiquant pour chacun son emplacement exact.

Le territoire actuel de Boufarik n'était qu'un marais tigré de forêts de joncs impénétrables... flaques d'eau croupissantes... mares... rides suintantes... ces eaux dormaient sur le sol en attendant que le soleil les bût... Des chaussées, des ponts en branchages jetés sur ces vases permettaient de circuler à travers les fondrières, lesquelles étaient semés d'îlots fourrés de makis emmêlés et embroussaillés de lianes, de ronces, d'aubépines et d'oliviers rabougris... On arrivait à Boufarik par des sentiers qui suivaient les renflements, les veines du sol, en traversant des enfoncements bourbeux, des marécages enchevêtrés de joncs et de roseaux, et des makis inextricables; à chaque pas, des broussailles, des branchages jetés en ponceaux au milieu du chemin pour combler quelque dépression dans laquelle on enfonçait jusqu'aux genoux, surtout pendant la saison des pluies. Ces chaussées boueuses,

pétries par des pieds nus des Arabes, étaient souvent impraticables pour les chevaux et les mulets.

En 1837, dans l'enceinte même de Boufarik, « un colon qui allait chez le boulanger courait le risque de s'envaser dans des fondrières. »

En 1840 encore, malgré les travaux de dessèchement, « il restait dans l'enceinte plus de vingt hectares inondés ».

Nous n'avons pas d'autres documents pour essayer de nous représenter les réalités disparues. L'effort d'imagination est considérable quand on a sous les yeux les réalités actuelles, les quinconces de grands platanes, les vignes à cinquante mille francs l'hectare.

Les gants jaunes.

Voilà le cadre primitif. On va le voir progressivement évoluer et se remplir.

A l'origine, on voit apparaître un personnage sur lequel il serait dommage de ne pas s'arrêter un instant. C'est le baron de Vialar. Ce qui fait son intérêt c'est qu'il est caractéristique d'une catégorie.

La révolution de 1830, contemporaine de la prise d'Alger, a jeté en Algérie un certain nombre de grands seigneurs légitimistes. Chez la baronne de Vialar actuelle, dans la grand'salle de sa maison aux Deux Moulins, tout Alger a pu voir, accroché au mur, le portrait du baron de Vialar, premier du nom de ce côté-ci de la mer.

Ces grands seigneurs émigrés ont été quelquefois plaisantés. On les a appelés les colons en gants jaunes. Et il est évident en effet que les colons efficaces ont en définitive les mains calleuses. Tout compte cependant dans un effort collectif. Il est évident que les gants jaunes ont apporté à la colonisation des éléments de succès. Ils ont apporté de l'argent et des relations parisiennes : c'étaient là des points matériellement importants. Le baron de Vialar à Boufarik suggère que les gants jaunes ont apporté autre chose, l'élan enthousiaste, la foi, une ardeur un peu naïve.

Le premier problème qui se posa fut celui du marché. Il s'agissait de l'ouvrir aux Européens. La première tenta-

tive, le 30 juin 1834, à ce qu'il semble, était appuyée par deux escadrons de chasseurs rangés en bataille devant le marché. Le baron de Vialar, vers la même époque, se rendit de sa personne au marché de Boufarik, dans des conditions assez dangereuses, puisque, au lieu de deux escadrons, il avait une simple escorte de huit spahis : peu de chose évidemment au milieu de 3 000 Arabes armés jusqu'aux dents. Ce fut très froid. Le baron réussit bien juste à obtenir une tasse de café maure et à acheter un chien. Le problème lui tenait au cœur, puisqu'il fonda deux prix, l'un de 200 francs pour le premier Européen qui conduirait au marché de Boufarik une charrette de marchandises, l'autre de 100 francs pour celui qui y conduirait un cheval ou un mulet.

L'intervention la plus importante du baron concerna l'ambulance, nous dirions aujourd'hui l'infirmerie indigène. Ce fut une baraque en planches, dressée en avril 1835. Nous avons l'appel de Vialar aux souscripteurs français : « ... Un grand nombre d'Arabes, privés dans leurs tribus des secours de la médecine, accourent réclamer des consultations et des médicaments. » Le roi Louis-Philippe souscrit pour 1 000 francs et la reine pour 500. La propre sœur du baron, supérieure générale des sœurs de Saint-Joseph, vint elle-même avec trois sœurs assurer le service de l'ambulance.

Trumelet sourit un peu, gentiment. Il est clair que l'ambulance n'a pas donné ce qu'on en attendait. Le Boufarik des premières années ne va pas vivre précisément dans une atmosphère d'amour et de pitié. C'est intéressant pourtant de constater en 1835 ce bouillonnement de sentiments généreux. Évidemment nous n'avons pas inventé de nos jours l'humanitarisme.

Ce Vialar est une figure sympathique d'enthousiaste un peu chimérique.

A côté de lui voici le spéculateur.

« En mai 1834, dit un M. Vallier, le commandant Marey invita les personnes qui voudraient visiter leurs propriétés de la Mitidja à s'adresser à lui..., — je visitai le haouch Remili el Kebir, ma ferme — je la visitai en détail, et je repartis le lendemain. » Le contexte établit que M. Vallier voyait sa ferme pour la première fois, et qu'il n'avait pas l'espoir de

la revoir de sitôt. Il établit aussi pourtant que M. Vallier avait l'intention, un jour ou l'autre, quand faire se pourrait, de mettre lui-même en valeur la ferme qu'il avait achetée à tout hasard.

Mais les éléments importants au berceau de Boufarik n'ont pas été les gants jaunes, gentilshommes ou spéculateurs, ce furent assurément les mains calleuses.

Les cantiniers.

Ce qui domina tout, ce fut la situation de Boufarik au milieu de ses « défilés »; Trumelet, employant évidemment le vocabulaire du temps, appelle « défilés » les passages obligés à travers les marais. Entraînée instinctivement sur la grande piste du Sud l'armée d'Alger, à chaque sortie, aboutissait d'abord, inévitablement, à Boufarik.

Elle y bivouaque déjà le 23 juillet 1830, dix-huit jours après la prise d'Alger : et ça a continué sans trêve : passage de troupes incessant, à des reprises qu'on se lasse de compter, toutes les fois qu'on tâte Blida et Médéa.

En mars 1835, Boufarik devient ce qu'il était prédestiné à être, un camp permanent, redoute avancée d'Alger. C'est le camp d'Erlon, encore bien reconnaissable dans le Boufarik actuel, si désaffecté qu'il soit depuis longtemps. Ç'a été le germe de tout.

A côté du camp, bien entendu, poussa tout de suite ce qu'on appelle, en argot d'expédition coloniale, Biscuitville, Coquinville, et qu'à Boufarik on appela le Bazar.

Dans des « gourbis de branchages, de roseaux et de paille des marais », s'installèrent tant bien que mal les fournisseurs civils qui suivent les colonnes : on les appelait alors les cantiniers.

Les Biscuitvilles n'ont pas nécessairement un avenir durable. Mais ici l'immensité et la fertilité des terres en friche éveillaient chez les cantiniers des atavismes de paysan. Ces atavismes, le maréchal Clauzel en sanctionna l'éveil. Il installa le Bazar en 1836 et 1837 sur un emplacement nouveau que le génie fut chargé de préparer, un rectangle immense qui n'est autre que l'emplacement précis du bourg actuel. Clauzel

prévit l'allotissement par lots urbains et par lots ruraux. Ce fut bien une création de village. Mais les colons du village ne furent autres que les cantiniers du bazar.

Ce village porta quelque temps le nom de Clauzel. Il aurait pu très bien continuer. Nombreux sont les villages algériens qui portent des noms de généraux : Perrégaux, Duvivier, etc... Ici le nom de Clauzel n'a pas pu éliminer des mémoires le nom de Boufarik, déjà trop familier. Il est probable d'ailleurs que l'administration, après le départ de Clauzel, bien entendu, ne croyait guère à la durée de cette création artificielle, symbolisée par un nom artificiel. Le fait est que le village fut battu par de terribles tempêtes, et ce n'est pas l'appui velléitaire des pouvoirs publics qui aurait pu le maintenir; sa suppression d'ailleurs fut envisagée à plusieurs reprises en haut lieu. Il n'a tenu que par l'acharnement inouï, poussé jusqu'à l'absurde, des cantiniers. Ce sont eux assurément qui ont été les créateurs.

La guerre.

Boufarik poussa à l'ombre du camp d'Erlon, mais ce ne fut pas précisément une ombre tutélaire. C'était le blockhaus avancé d'Alger. De 1835 à 1842 il fut à peu près toujours dans la situation d'une place assiégée. Le village était hors du camp, et c'était lui surtout qui était visé. Assez tardivement on l'entoura d'un fossé, qui n'eut pas de peine à se remplir d'eau. Dès le début les colons furent armés et organisés en garde nationale; on est sous Louis-Philippe; plus tard le nom fut changé en celui de milice. Et la vie que menèrent ces colons n'a pas de rapport avec les idées pacifiques qu'évoque dans notre imagination le nom de garde nationale. Pendant sept ans ils défendirent leur peau comme ils purent.

L'ambiance, telle qu'on l'entrevoit à travers Trumelet, était terrible. Les soldats français eux-mêmes n'étaient assurément pas toujours de tout repos. Il faut lire dans Trumelet l'odyssée du déserteur Monsel, qui combattit longtemps dans les rangs des Arabes, et qui finit par être pris et fusillé. Après le combat malheureux d'El Azera, on retrouva sur le terrain le corps décapité et mutilé du lieutenant de Gœrs, dont Monsel

avait eu à se plaindre dans le service. Sur le dos nu du cadavre, écrites avec la pointe d'un poignard, on lisait la signature et la date : *Monsel*-1836.

L'ennemi, c'étaient particulièrement les cavaliers hadjoutes. Ennemis quand on les avait devant soi le fusil au poing : mais souvent relations amicales dans la vie quotidienne. Un des chefs hadjoutes les plus célèbres, Brahim ben Kouider, « passait des journées et des nuits au milieu de nos camps, allumant sa cigarette à la pipe d'un soldat dont il convoitait la tête, mangeant à la gamelle, prenant tous les déguisements... Quand, vingt-cinq ans plus tard, il nous racontait ses prouesses, dit Trumelet, il était encore superbe ».

Couper une tête était un art. Les Hadjoutes « ne descendaient jamais de cheval pour cette opération; ils la pratiquaient sur le pommeau de leur selle, lentement, en causant de choses et d'autres... Lorsque c'était fini, le corps tombait à terre, et le Hadjoute enfouissait la tête dans sa musette... Puis en trois bonds le cavalier avait rejoint le gros... Qu'on imagine la rentrée au douar... les femmes... leurs youyous ». Notez que ce n'était pas seulement un sport, c'était une affaire. Une tête ordinaire se payait trois douros; celle du commandant Raphaël, tué en 1839, rapporta quarante douros.

Plus tard, le souci de leurs effectifs amena les Arabes à faire des prisonniers pour les échanger. Mais, prisonnier des Arabes, il n'est pas bien sûr qu'il ne valût autant avoir tout de suite le cou coupé.

Les Hadjoutes étaient plus redoutables que les autres parce que leurs chevaux les mettaient bien vite hors de portée. « Les lances et les sabres de nos chasseurs avaient beau jeu avec les gens de pied, » dit Trumelet. Mais ces gens de pied, moins redoutés que les Hadjoutes, faisaient tout de même de la besogne. La Mitidja grouillait d'ennemis à pied ou à cheval. Chaque buisson pouvait recéler une embuscade.

Immédiatement hors des portes le danger commençait. « les soldats eux-mêmes ne pouvaient aller chercher des pierres dans l'Oued Bou Chemlâ, à dix minutes du camp, sans être attaqués ». On pouvait être tué à 100 mètres au delà du fossé.

Dans cette plaine où le gibier pullulait, malheur au chasseur,

« C'est inouï, dit Trumelet, ce que la passion de la chasse a donné de têtes aux Arabes. »

Dans ce temps où la culture était impossible, et sur cette terre saturée d'eau, la grande ressource agricole était le pâturage. Mais les troupeaux sont naturellenent, avec les têtes, ce que les rôdeurs convoitent le plus.

Le 21 novembre 1839, qui est, il est vrai, une date terrible, entre Camp d'Erlon et Bou Okab (qui est à 2 km. du camp), le troupeau du boucher, estimé à 25 000 francs, est enlevé.

En général, on n'envoie guère les bêtes paître. On va faucher les foins. Et en ce faisant on sait à quoi on s'expose.

Le 2 juin 1837 « 21 ouvriers Européens étaient occupés à des travaux de fenaison à moins d'un kilomètre du camp d'Erlon; ces malheureux, qui se gardaient mal, et qui avaient eu l'imprudence de mettre leurs armes en faisceaux à une trop grande distance de leur point de travail, furent subitement attaqués par une nuée de cavaliers hadjoutes... 20 de ces infortunés faucheurs furent tués à coups de fusil. Un seul parvint à sauver sa tête en se réfugiant dans une mare où il avait de l'eau jusqu'aux épaules ».

L'issue n'est pas toujours si tragique. Les faucheurs ont de la défense. Le 9 juin 1840, au pont des chevalets (5 km. de Boufarik), les faucheurs assaillis par 100 cavaliers, mais aidés par les disciplinaires, repoussent l'ennemi, perdant, il est vrai, une vingtaine d'hommes. Le 15 juin 1840, à Souk-Ali (2 km. 500 de Boufarik), 8 faucheurs attaqués par 25 cavaliers sauvent, outre leur peau, leurs bœufs d'attelage. Le 13 juin 1840, « entre les deux ponts » (aux portes du bourg), les faucheurs assaillis voient accourir à leur secours toute la population de Boufarik, commissaire civil en tête; longue bataille au cours de laquelle 8 miliciens sont tués. Lorsqu'on essaie de faire un peu de culture, le danger, naturellement, est le même. Le 8 juin 1840, « Oustri père, avec ses trois garçons de ferme, rentrait sa récolte d'orge,... quand ils furent assaillis par 18 cavaliers... Oustri et son monde se retirèrent lentement, en tenant à distance les cavaliers ». Le 25 novembre 1840, « les deux frères Lambry labouraient un champ situé à 300 mètres de l'enceinte fortifiée ». Massacrés. C'était un jour de brouillard.

8, 9, 13 et 15 juin, 25 novembre 1840, cinq attaques graves en un été, dont quatre en un mois. Trumelet est plein d'anecdotes semblables : on ne peut pas songer à le suivre. Il nous donne l'instruction du colonel Morris aux faucheurs : « Ne jamais rester éloignés de leurs armes... avoir leurs faisceaux près d'eux, et les rapprocher au fur et à mesure qu'ils avancent. MM. les propriétaires et chefs d'ateliers y tiendront strictement la main... »

Un sous-officier, armé d'un télescope, était installé à demeure à l'observatoire du camp d'Erlon : il scrutait la plaine. Le résultat de ses observations était communiqué aux colons au moyen de pavillons qu'on hissait. Le pavillon blanc signifiait : tout va bien, rien en vue. Le rouge : méfiez-vous, il y a quelque chose de louche. Le noir : gros danger; ne sortez sous aucun prétexte et, si vous êtes sortis, rentrez en toute hâte.

Ceci, c'était la vie pendant le jour, sous la lumière du soleil.

Les nuits étaient pires. Boufarik fut longtemps un village ouvert; et plus tard ses fossés eux-mêmes, lorsqu'il y en eut, ne furent jamais un obstacle infranchissable aux rôdeurs. Le village était beaucoup trop étendu, à la rigueur on risquait sa peau en allant chez le boulanger à la nuit tombée.

En 1838, « par une soirée obscure, vers huit heures, l'incendie vint éclairer *le boulevard Saint-Louis*... C'est la maison du colon Delpech qui est en feu... Delpech parvient à s'échapper... mais son fils aîné est atteint d'une balle dans l'épaule... incendie allumé pour favoriser le vol des bestiaux ».

Trumelet donne une pétition des habitants de Boufarik au gouverneur général :

Nos habitations sont isolées et fort éloignées les unes des autres... Toutes nos nuits, monsieur le gouverneur, sont troublées soit par des détonations d'armes à feu, soit par des incendies ou par les cris de désespoir de quelque victime. Tous les matins, l'on se demande : dans la nuit dernière qui a-t-on volé? qui a-t-on assassiné? Les patrouilles sont insuffisantes...

La nuit du 30 au 31 décembre 1839 fut particulièrement terrible.

Vers dix heures et demie du soir... détonations d'armes à feu.

tout aussitôt les flammes s'élançaient... une meule de foin appartenant au colon Magnan flambait... une seconde meule appartenant à Nierengarden... livrée aux flammes, quelques instants après... Puis deux meules de foin dressées sur le *boulevard Charlemagne* et appartenant au colon Martin... Puis une cinquième meule appartenant au sieur Artaud. Des baraques en planches... démolies pour arrêter la propagation de l'incendie...

Trumelet essaie de décrire cette nuit d'horreur.

Ce genre de désastre, dit-il, qui se reproduisait fréquemment, était toujours accompagné des rires et des chants des Arabes incendiaires... quelque chose de diaboliquement horrible : ces démons, la touffe de cheveux flottante, demi-nus, rampant dans les broussailles, se laissant glisser dans le fossé d'enceinte pour y attendre le moment. Puis les flammes dans les ténèbres, et... dans les vagues tremblotantes d'une mer de cuivre en fusion les agents de l'esprit du mal,... la torche en main, tournoyant, grimaçant des rires sataniques et hurlant des chants injurieux... Puis la voix de la poudre, le sifflement des balles, dans le crépitement de l'incendie,... les plaintes ou les râles des victimes...

Dans ces conditions, c'était une lourde responsabilité pour les miliciens, c'est-à-dire les colons, de garder les portes de l'enceinte, nuit après nuit. Service très pénible. Il fallut alléger leur tâche en confiant aux soldats réguliers deux portes sur sept : mais ce fut seulement à la fin de 1840. Et ce fut seulement au début de 1842 qu'on alloua aux colons une indemnité de dix francs par nuit de garde.

Voilà donc la vie qu'ont menée les colons de Boufarik jusqu'en juillet-août 1842. « Chaque jour la générale les appelle aux armes; chaque jour voit son combat : chaque nuit a ses tueries, ses vols, ses incendies. Des jours sans repos, des nuits sans sommeil. »

Et ça a duré sept ans, en tout cas cinq bonnes années de crise aiguë, de 1835 à 1841. Dans cette période-là, sur une population de 4 à 500 habitants, il y en a eu 38 enlevés par les Arabes et 58 tués. Et les survivants ont tenu! Voilà le miracle.

La grande crise éclate le 20 novembre 1839. Ce jour-là Abd-el-Kader entre en campagne. Rouire a raconté aux lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* cette épopée de la colonisation. La Mitidja dévastée brûle de bout en bout, il n'y

reste plus une ferme. Du 10 au 31 décembre 1839, Boufarik est isolé d'Alger. On offre aux colons de chercher un refuge au camp d'Erlon. Et les cantiniers, sans hésiter, refusent.

Une vie pareille trempe les caractères. Elle fit surgir d'humbles héros qui ont eu leur légende locale. Il y eut Bertrand (Basile) dont Bugeaud, passant la milice en revue, trouvait le fusil insuffisamment astiqué. Mais Bertrand lui répondit : « Permettez-moi de vous faire observer, mon général, qu'un chien noir mord aussi bien qu'un chien blanc. »

Gromulu, le voiturier, qui avait servi dans l'artillerie, et qui s'en souvint à propos un certain jour où le petit poste de Pont des Chevalets avait des canons et pas de canonniers.

Orssaud (Fulcran) qui, de 1836 à 1844, pendant toute la période critique, se couvrit de gloire dans la milice dont il devint le capitaine.

Oustri père, qui fut un colon de poudre et Oustri fils, qui avait appris l'arabe en roulant avec les petits indigènes, et qui fut l'interprète de la milice.

Chalancon, ancien soldat, revient souvent dans Trumelet. « Malgré son jeune âge, Chalancon fils suivait son père, partout où il y avait un coup de fusil à tirer. »

Le plus auréolé de légende semble avoir été « l'intrépide Laurans », peut-être parce que sa femme faisait le coup de feu à ses côtés. Fin mars 1841, Laurans, à la recherche d'un bœuf égaré, tomba aux mains de l'ennemi. « En apprenant cet enlèvement, la femme de Laurans, au lieu de s'abandonner à sa douleur, sauta sur son arme et se précipita à la recherche de son mari. Elle avait déjà dépassé le fossé d'enceinte, lorsque cinq ou six colons se mirent à sa poursuite. »

Théophile Gautier, lorsqu'il séjourna à Boufarik, peu d'années après, a peut-être vu cette femme Laurans. Elle lui a peut-être servi à boire. Elle ne l'a pas intéressé un instant, elle pas plus que les autres. Ce qui l'a passionné ce soir-là, ç'a été une troupe de jongleurs Aïssaouas qui se trouvait de passage.

Ces horreurs, qui ont ensanglanté le berceau de Boufarik, la question n'est pas de savoir si elles étaient inévitables. Dans ces premiers temps de la conquête, Pellissier de Reynaud admire la barbarie étalée par « le peuple le plus civilisé de la

terre ». On sait du reste que la Métropole n'a pas su ce qu'elle voulait, les gouverneurs généraux ont été changés tous les ans. L'armée était encore pénétrée des souvenirs du Premier Empire : elle n'avait pas les traditions d'une armée coloniale, elle n'avait même pas la supériorité d'armement, de part et d'autre on tirait la pétoire à capsule, et contre de petits groupes le canon de ce temps-là n'avait guère l'occasion d'intervenir. On constate dans Trumelet que l'intervention décisive est toujours celle des « Sersour », c'est-à-dire des chasseurs, qui chargent tout bonnement sabre au clair.

Le Maroc évidemment a été conquis en bien moins de temps, avec une bien moindre effusion de sang. Mais soixante-dix ans plus tard. Et encore est-il qu'au Maroc l'unité de direction s'est trouvée assurée.

La part faite aussi grande qu'on voudra aux erreurs commises, il y a un détail qu'il ne faudrait pas oublier. Sans l'avoir positivement fait exprès, un peu à l'aveuglette, on se heurtait contre quelque chose de formidable, l'Islam. Et c'était le tout premier choc. Non pas l'Islam de plus tard, troublé, désorganisé, doutant de soi. L'Islam intact, solidement assis sur son orgueil intégral.

C'était tout de même autre chose que les Peaux-rouges de l'Amérique, les Mélanésiens d'Australie, voire les Bochimans, les Hottentots et les nègres de l'Afrique.

Si on a le souci de comprendre, il ne faut pas négliger le rapport entre les transformations réalisées et la puissance de l'obstacle surmonté.

La fièvre.

L'obstacle principal n'a pas été le militaire : tant s'en faut. On ne s'installe pas impunément dans un marais, en aucun pays, mais tout particulièrement sous le soleil africain. L'état sanitaire était mauvais toute l'année, mais il était effroyable pendant les chaleurs. « Les marécages pendant l'été se dessèchent par évaporation. C'est alors que l'exhalaison des miasmes pestilentiels amène ces fièvres putrides, qui nous tuent tant de monde, et qui rendent les parties basses de la plaine inhabitables pendant cinq mois de l'année. » Miasmes pestilentiels... fièvres putrides... c'est le langage imprécis qu'on

parlait au milieu du XIXe siècle. Aujourd'hui l'Institut Pasteur moderniserait ce langage, on ferait intervenir les légions de moustiques, etc... Mais que Boufarik ait été fondé longtemps avant l'Institut Pasteur, ça ne rendait pas le problème plus facile à résoudre, au contraire.

Quand Duvivier veut abandonner la Mitidja « aux Arabes et aux chacals », ce n'est pas que ce soldat redoute infiniment les uns plus que les autres : c'est qu'il juge éternellement inhabitable le marais défendu par la fièvre. Ce n'est en réalité ni aux chacals ni aux Arabes qu'il abandonne la plaine : c'est aux milliards de moustiques invincibles.

Pour étayer son opinion Duvivier pouvait avoir, entre autres faits, l'expérience du 11e de ligne.

En 1837 le colonel du 11e « veut un jour passer la revue de son régiment... Le régiment s'assemble devant le camp d'Erlon. Il ne reste plus que des débris; les compagnies n'ont plus que quelques hommes, les forts, et encore sont-ils minés par la fièvre et la dysenterie. De la compagnie qui tenait le poste de Haouch-ach-Chaouch, il ne se présente que le fourrier, un caporal et un tambour ». Désolation du colonel. Ainsi, dit Trumelet, qui parle le langage de son temps, « Auguste redemandait à Varus ses légions détruites dans le défilé de Teutberg ».

Bien entendu les colons sont les premiers frappés. D'autant qu'il faut songer à ce que fut longtemps leur installation : « couchés sur une poignée de foin », dit Trumelet.

Pendant longtemps on a dit d'un visage rendu livide par la fièvre : c'est une figure de Boufarik. Ce point avait une telle réputation d'insalubrité, que les militaires ou les voyageurs, qui étaient obligés de le traverser, le faisaient le plus rapidement possible, et en se voilant le visage, ou en se bouchant le nez dans la crainte d'aspirer son air pestilentiel.

Chez les marchands de goutte de Boufarik, quand un client demandait « une consommation », sans préciser davantage, tout le monde savait ce que signifiait, dans l'argot local, cette expression humoristique. Il ne s'agissait ni d'anisette, ni de cognac; le patron servait, sans hésitation, un cachet de quinine.

On renonça bien vite à essayer de soigner les grands malades

sur place; on les évacuait tout de suite sur l'hôpital de Douéra.

Malgré la quinine et l'hôpital, la mortalité était énorme. Le seul mois d'octobre 1840 emporte 48 fiévreux sur 400 habitants, à peu près un quart en un mois.

Lorsque Toussenel était commissaire civil, Trumelet nous raconte sa vie. Tous les matins il chassait, ce qui était la grosse affaire. L'après-midi était consacrée aux affaires administratives. Elles n'étaient pas très absorbantes. « La besogne qui prenait le plus de temps à Toussenel magistrat, c'était l'acte de décès. » Et, comme dit justement Trumelet, ce n'était pas de sa faute. Voici en effet ce que Toussenel a écrit :

En 1842 Boufarik était la localité la plus mortelle de l'Algérie; les visages des rares habitants échappés à la fièvre pernicieuse étaient verts ou bouffis. La paroisse change trois fois de prêtre en un an; l'église est fermée. Tout le personnel de l'administration civile et militaire a dû être renouvelé. Il périt cette année-là 92 personnes de la maladie du climat sur 300 habitants.

C'est bien près du tiers. N'oubliez pas que de 1835 à 1842 la fièvre et les Arabes combinent leurs attaques; « les miliciens, réduits par la fièvre et la dysenterie, remplissent entre deux accès leurs obligations... les tueries et le sulfate de quinine vont de pair... la fièvre et la dysenterie achèvent l'œuvre du fusil et du couteau ». Évidemment les tués au feu et les morts de maladie s'additionnent, quoique les morts de maladie soient de beaucoup les plus nombreux.

Le moral.

Dans cette situation atroce, quelle était l'attitude de la population? Trumelet nous le dit : au moment le plus terrible, à la fin de 1839, « Bou-Farik s'amuse : chaque soir, on y danse, on y chante, on y joue. Le temps y est d'autant plus précieux que la durée moyenne de la vie y est plus courte... ils se hâtent de vivre... car ils sont condamnés ». C'est une loi psychologique bien connue. En présence d'horreurs excessives l'esprit humain se blase vite : la sensibilité s'émousse, et jusqu'à l'instinct de conservation; le voisinage de la mort surexcite la joie de vivre; il y a une psychose de guerre et d'épidémie,

comme nous disons aujourd'hui après l'expérience de la Grande Guerre. C'est grâce à elle qu'on tient le coup.

L'administration qui ne vit pas dans cette psychose, qui voit les choses de loin, a renoncé plusieurs fois à tenir le coup. A diverses reprises elle a voulu abandonner l'expérience du Boufarik.

A la fin de 1839 le projet est si avancé, que l'ordre est donné d'évaluer la valeur des constructions pour indemniser les colons évacués. C'est Duvivier qui commande.

En février 1842 la question revient sur le tapis. Trumelet nous a conservé la protestation collective des colons. Ce qui semble avoir exaspéré l'administration, c'est que les fonctionnaires qu'elle envoyait, disparaissaient les uns après les autres. Un juge de paix vient d'être emporté par la fièvre après deux mois de séjour. Dans la protestation furieuse des colons il y a un passage admirable. Ce juge de paix est un imbécile : c'est de sa faute s'il est mort; il n'a jamais voulu prendre les précautions qu'on lui indiquait : « Nous sommes persuadés que tout autre que lui se fût tenu sur son siège pendant plus de vingt ans. » Cette mauvaise foi passionnée, injurieuse, n'est-elle pas superbe?

Évidemment ce sont les colons qui se sont cramponnés à leur tâche meurtrière. On n'a pas pu les en arracher.

Et pourquoi? On n'échappe pas à la curiosité de comprendre. Après avoir fait sa part, aussi grande qu'on voudra, à l'excitation de la bataille, à l'esprit de combativité, à l'instinct du bouledogue qui ne veut pas desserrer les mâchoires, il faut pourtant bien qu'il reste autre chose.

Assurément les colons, fournisseurs de l'armée, gagnaient de l'argent.

Nous apprenons incidemment que le boucher avait un troupeau estimé 25 000 francs.

Les foins surtout rapportaient gros. Dans ce pays sec il n'y a pas beaucoup de coins où on trouve des fourrages comparables à ceux de la Mitidja, et à une pareille proximité d'Alger. La cavalerie d'Alger, les chevaux des « Sersour », n'ont jamais eu d'autre foin que celui de la Mitidja. Et « Boufarik a le monopole presque exclusif de la production du foin dans la Mitidja » parce qu'il est le seul centre organisé.

En 1842 les colons ont livré à l'administration 40 000 quintaux métriques de foin, à 10 francs le quintal. C'est 400 000 francs à partager annuellement entre un assez petit nombre de bourses.

Nous apprenons incidemment que Martin (Magloire) avait en meules pour 46 000 francs de foin. Il faut imaginer ce que représentent des chiffres de cet ordre pour un frère de la côte qui est arrivé sans le sou.

Il a dû y avoir pourtant un mobile encore bien plus puissant. Dans ces âmes de paysans de chez nous, ç'a été la vue quotidienne de la terre en friche, du terrain noir, profond, irrigué, et la possibilité évidente d'en devenir propriétaire.

Notez cependant qu'il faut distinguer. Terre en friche évidemment, et un œil de paysan reconnaît immédiatement son immense richesse latente. Mais il y avait des propriétaires.

La Mitidja avait des habitants, les Mtatidj, comme on disait au temps de Trumelet. Que ces habitants fussent rares, qu'ils n'eussent jamais su tirer parti de leur plaine, ça n'a rien à voir avec la question juridique de propriété. Au temps des Turcs la Mitidja de Boufarik, entre l'Harrach et la Chiffa, s'appelait l'Outhan des Beni-Khelil, parce qu'elle appartenait à la tribu des Beni-Khelil. Comment furent-ils éliminés, les Beni-Khelil, et les autres Mtatidj, parmi lesquels il y avait les fameux Hadjoutes?

La première idée qui vient est qu'ils ont été éliminés juridiquement parce qu'ils l'ont été matériellement, par l'anéantissement. Ils sont morts.

C'est une idée simpliste, qui s'avère inexacte. Trumelet, à propos des Hadjoutes, montre bien pourquoi.

La tribu des Hadjoutes était une chose, et les cavaliers que nous appelions les Hadjoutes en étaient une autre. « Ces cavaliers appartenaient à toutes les tribus à cheval de la Mitidja et d'ailleurs. C'était un ramassis hétérogène » venu de partout. Ainsi s'expliquent leurs effectifs inépuisables. La petite tribu Hadjoute à elle toute seule pouvait fournir au plus 400 cavaliers. Au cours d'une guerre acharnée, qui a duré sept ans, « nous aurions tué trois ou quatre fois au moins toute la population ».

Vers le foyer d'appel de la Mitidja sont accourus de tous les points de l'horizon tous les aventuriers indigènes qu'attirait l'odeur de la poudre. Ils sont nombreux au Maghreb. Ce sont eux surtout qui se sont fait tuer. Les Mtatidj ont subi leur part de pertes, mais il est absurde de les supposer anéantis : on n'anéantit pas une population à coups de fusil.

Et alors? que s'est-il passé?

Le gouvernement turc avait légué au gouvernement français des propriétés domaniales. Le marché de Boufarik en était une. Il y en avait quelques autres. Ç'aurait été trop peu pour asseoir une colonisation. On aurait fait ce qui se fit ailleurs; on aurait traité avec les tribus, exproprié, acheté, élargi le domaine comme on aurait pu. L'expérience a montré que c'est une procédure délicate, et que les résultats sont incomplets.

Abd-el-Kader supprima la difficulté. Il eut pour politique de faire le vide autour de nous. Dès 1837 « il veut contraindre à l'émigration les Arabes de nos tribus soumises »...

« En 1838 les Hadjoutes envoyèrent une centaine de leurs cavaliers sur le territoire des Beni-Mouça dans le but de faire émigrer de gré ou de force les gens de cette tribu... »

En 1839 « l'émigration excitée par les agents d'Abd-el-Kader devient plus active que jamais ». En novembre 1839, au moment de la grande invasion, « nos tribus soumises sont pillées, balayées ou poussées comme des troupeaux ».

Le 1er décembre 1839 les Arabes de Guerouaou nous demandent l'hospitalité, et se mettent en sûreté dans l'intérieur de Boufarik. Mais, « un mois plus tard, ils quittent furtivement la place, par une nuit obscure, après avoir vendu peu à peu aux habitants de Boufarik ce qu'ils ne pouvaient emporter. Le même jour ils rejoignaient l'ennemi ».

Vers la même époque, dans l'Outhan des Khachna, « les habitants indigènes, faute d'être secourus, furent obligés d'abandonner ».

Exceptionnellement Abd-el-Kader rencontre une résistance acharnée, comme par exemple chez les Koulouglis de l'Oued Zitoun, qui ont une ascendance turque et le mépris atavique des Arabes. « Nous préférons le gouvernement des Français à celui d'un Arabe comme toi. » Alors Abd-el-Kader devient

cruel, il supplicie. Mais en général les supplices ne sont pas nécessaires. L'indigène, comme d'habitude, se laisse aisément entraîner à embrasser le parti qui paraît le plus fort.

Dans cette fin de 1839, où, à travers la Mitidja, toutes les fermes françaises brûlaient, l'intégralité des tribus passa à Abd-el-Kader. L'outhan des Beni-Khelil, c'est-à-dire le territoire de Boufarik, est vide de sa population arabe. Un grand nombre de propriétés indigènes restent sans propriétaires.

Les défaillants eussent pu invoquer des circonstances atténuantes, mais ils étaient défaillants, à quelques caïds près, réfugiés à Alger. Et alors « un arrêté du Gouvernement général, en date du 1er novembre 1840, appliquait à tous les émigrés en général le principe de la confiscation des biens; les immeubles appartenant à des indigènes reconnus coupables d'avoir porté les armes contre la France, ou simplement d'avoir, depuis la reprise des hostilités, abandonné, pour passer à l'ennemi, le territoire qu'ils occupaient, furent frappés de séquestre et provisoirement réunis au domaine ».

Évidemment cet arrêté du 1er novembre 1840 est le fait capital. Les Mtadidj n'ont pas disparu par extinction, mais une erreur politique d'Abd-el-Kader a entraîné leur dépossession juridique.

Voilà pourquoi aujourd'hui, dans toute la grande banlieue d'Alger, dans tout le Sahel, dans toute la Mitidja, une auto qui roule sur les routes ne traverse pratiquement pas d'autres propriétés que des propriétés européennes. Assurément un fait capital, sans lequel Boufarik ne serait pas ce qu'il est devenu.

Et alors les colons de Boufarik ont réalisé leur rêve profond, celui qui les soutenait à travers leur enfer. Ils l'ont eue, cette terre convoitée.

Comme dit Trumelet, « allez demander à la mort ce qu'elle en a fait », de ces colons de Boufarik.

En 1838 Trumelet, qui était là, a compté un à un les colons de la première heure, les héros de l'épopée; ils étaient 21 sur une population européenne totale de 4 000 habitants environ. Trumelet donne les 21 noms. Aucun d'eux d'ailleurs ne se trouve dans la liste qu'il donne un peu plus loin des gros fermiers millionnaires. — Et les autres héros de l'épopée?

Ceux-là n'ont eu de la terre convoitée que les deux mètres carrés où ils dorment leur dernier sommeil.

C'est l'éternelle histoire, vieille comme le monde. Ça se met en latin : *sic vos non vobis*. Nos passions personnelles et égoïstes, qui nous soulèvent au-dessus de notre propre niveau, seraient prodigieusement décevantes. A moins qu'on n'y voie l'expression méconnue d'instincts collectifs mystérieux; l'obéissance à des lois informulées. Quand on se trouve en présence de cas extrêmes, comme celui-ci, on se défend difficilement contre le sentiment de l'incompréhensible. Pendait la grande guerre, le mot de miracle a été prononcé. Il y a eu peut-être un petit miracle de Boufarik.

L'ASCENSION HORS DU NÉANT

La victoire sur la fièvre.

« Pendant les mois de juillet et d'août 1842, les troupes du général Changarnier ouvrent une route dans les gorges de la Chiffa », cette route qui est aujourd'hui doublée du chemin de fer Blida-Médéa. A ce signe on reconnaît que la pacification est acquise : dans un pays troublé les gorges encaissées sont impassables. La guerre est tout à fait finie autour d'Alger. La Mitidja n'entendra plus un coup de fusil.

Mais la fièvre et la dysenterie durent pendant de longues années encore.

Naturellement on s'est préoccupé dès le premier moment d'assainir Boufarik et, à partir de 1842, le génie militaire, d'abord, les Ponts et Chaussées, ensuite, travaillent systématiquement.

Assainir, cela signifiait drainer le marais, transformer les eaux stagnantes en eaux courantes. Besogne terrible. « Obligés de se frayer un chemin au travers d'un inextricable fouillis de joncs et de roseaux, assis sur des fondrières au fond desquelles disparurent plusieurs ouvriers, empoisonnés par les exhalaisons miasmatiques des marécages, les jambes enflées par suite de leur séjour continuel dans l'eau et dans la vase, les malheureux qui furent employés à ces travaux de condamnés y laissèrent sinon la vie, du moins la santé. »

La tâche « funèbre » fut maintes fois abandonnée, puis

reprise. Le plan général de dessèchement est seulement de 1843. Un coup d'œil sur la carte au 50 000e montre les deux grands canaux de dessèchement, longs chacun d'une vingtaine de kilomètres, et qui aboutissent à la Chiffa. Ils ont une allure rectiligne et raide de cicatrice chirurgicale. Lorsqu'ils furent terminés, Boufarik n'eut plus que de l'eau courante.

Les plantations d'arbres contribuèrent à l'assèchement. Il y eut les plantations de mûriers du commissaire civil Bertier de Sauvigny. Il y eut les allées de saules du commissaire Toussenel. A la fin de 1845 l'administration se fait gloire d'avoir planté 3 820 arbres : et elle ne compte pas ceux que l'initiative privée a plantés. Évidemment nous sommes loin des trois trembles patibulaires. Ces milliers d'arbres absorbent par leurs racines de l'eau qui n'hébergera plus les larves d'anophèles.

Il faut songer aussi aux progrès de l'installation. Les colons n'habiteront plus des gourbis en branchages. Ils se construisent des maisons en pierre, et ils couchent dans des lits.

En 1843 déjà, au dire de Toussenel, « le chiffre des décès n'atteignit que 42, c'est-à-dire un dix-septième. Pour obtenir ce résultat proclamé d'avance impossible, il a suffi de quelques saignées, qui ont converti des eaux stagnantes et emprisonnées en eaux vives et courantes. Tout le secret de l'assainissement de Boufarik est là, et dans la grande quantité de plantations que faisaient déjà les colons et l'administration ».

En 1843 pourtant il était un peu tôt pour chanter victoire. Il faudra bien plus de temps que ça : il faudra une vingtaine d'années pour arriver à l'époque que chante Trumelet, où l'on voit à Boufarik « des cultivateurs à muscles d'acier et à visages dorés de santé par le hâle... une fourmilière de beaux enfants bâtis à chaux et à sable..., de nombreux centenaires..., le temps où la profession de médecin sera une sinécure, et où l'excellent docteur George se verra dans l'obligation de consommer lui-même sa quinine, s'il tient absolument à écouler ce fébrifuge ».

Cette bataille contre le climat, qui se livrait à Boufarik, n'avait pas un intérêt simplement local. Boufarik battait, il est vrai, en Algérie, tous les records d'insalubrité, mais il n'en avait pas le monopole. Jusque sous le Second Empire, des

gens très sérieux ont établi scientifiquement, statistiques en mains, qu'une race « créole » n'avait aucun avenir en Algérie Vous entendez bien que ce mot de créole, complètement mort aujourd'hui dans la littérature algérienne, comportait une assimilation entre le climat méditerranéen de l'Algérie et celui de la zone tropicale, où toute colonisation blanche est impossible.

Vers le milieu du XIXe siècle il y a eu positivement à Paris un M. Desjobert qui fut un homme connu, un parlementaire notoire. Il n'est pas dans le Dezobry; il faudrait apparemment des recherches pour déterminer de quel département il put bien être le représentant. Cela n'importerait pas beaucoup. Comme d'autres parlementaires de toutes les assemblées françaises, y compris les actuelles, Desjobert fut anticolonial, ce qui signifiait en ce temps-là anti-algérien. Il est curieux que l'Algérie même ait déjà oublié son nom, complètement, profondément, définitivement, comme si Desjobert n'avait jamais existé. C'est de l'ingratitude et de la maladresse. Une inimitié acharnée et impuissante a une haute valeur de réclame.

Entre autres discours de ce Desjobert, il y en a un, du 19 décembre 1850, à l'Assemblée nationale législative, qui est commode; parce qu'il résume les charges accumulées contre les créoles par les témoins oculaires, les médecins, les statisticiens.

D'après le général Duvivier, l'expression qu'une masse d'hommes envoyée en Afrique s'y est acclimatée est inexacte. Il n'y a pas eu acclimatement, il y a eu triage fait par la mort...

Le docteur Worms dit :

La vitalité est affaiblie; un besoin irrésistible de repos domine tous les autres. Le corps et l'âme ont dégénéré.

Chez les créoles, la mortalité annuelle des enfants d'un jour à quinze ans est de 121 sur 1 000. En France elle est de 27.

De 1831 à 1848, il y eut dans l'armée d'Afrique 74 décès sur 1 000 hommes : il y en a 19 en France.

En 1848, il est mort par maladie 4 406 soldats, et par le feu de l'ennemi 13.

Lentement, d'année en année, par progrès successifs, à mesure que le marais s'assèche, les statistiques de Boufarik ont ruiné cette argumentation scientifique, et rayé le mot de créole du vocabulaire.

En 1843, la mortalité, qui a été jusque-là d'un cinquième

par an, commence à diminuer, et la direction de l'intérieur s'écrie déjà : « L'état sanitaire a dépassé toutes les espérances. » En effet, la mortalité est tombée d'un coup à un dix-septième.

Mais une mort sur 17 habitants, c'est encore considérable, et la proportion se maintient pendant longtemps autour de ce chiffre.

En 1844, un treizième. En 1846, un quinzième. En 1847, un douzième.

En 1848, amélioration brusque, un vingt-huitième; en 1849, un trente-cinquième; en 1850, un trente-quatrième. En 1851, un trente et unième.

La mortalité infantile est encore considérable. En 1848, sur 74 décès, il y en a 25 d'enfants.

En 1854, les décès l'emportent encore sur les naissances 121 décès contre 113 naissances. Pourtant les enfants pullulent. Sur 2553 habitants il y a 1 479 enfants.

En 1855, les naissances et les décès s'équilibrent presque : 132 naissances contre 135 décès.

En 1856, l'équilibre est nettement rompu en faveur des naissances, 139 contre 77 décès. Mais sur ces 77 décès il y a encore 49 enfants.

Dix ans après, en 1866, la démographie de Boufarik a pris décidément une allure régulière, normale et même fort honorable. Une naissance pour 33 habitants. Un décès pour 51. Les chiffres français à la même date sont une naissance pour 35 et un décès pour 41.

Depuis, les chiffres algériens sont restés à peu près les mêmes, et la France a des raisons croissantes de les envier.

Cette fois le cap est franchi. Une race européenne nouvelle est née en Afrique du Nord.

« De 1831 à 1848, disait Duvivier, nous avons sacrifié à l'Algérie 100 000 hommes. » Le chiffre est certainement exact. Le prix en chair humaine a été payé. Seulement, aux derniers recensements, l'Afrique du Nord nous a rendu en échange un peu plus de onze cent mille Européens.

« Mort sans gloire », disait Duvivier. Et sûrement il ne songeait pas seulement aux obscures victimes civiles. Ces soldats du début du XIXe siècle, comme il était naturel, avaient présentes à la pensée les seules guerres vraiment glorieuses, les

grandes guerres européennes, qui venaient à peine de finir; ils rêvaient tous plus ou moins de recommencer l'Empereur, dans le claquement des drapeaux et le coup de clairon des bulletins. C'était humain. Et les 100 000 morts d'Algérie sont peut-être tombés sans gloire, mais à coup sûr pas en vain. Ils ont réussi la création la plus difficile, une création physiologique; ils ont créé une nouvelle espèce humaine, la race européenne de l'Afrique du Nord. C'est là ce qui a été fondamental. C'est cette création-là qui a conditionné tout le reste. La nouvelle race une fois implantée et enracinée, le problème tout entier était virtuellement résolu; l'Européen devait européaniser.

L'évolution au microscope.

Sur ce point particulier qu'est Boufarik, on peut suivre l'évolution année par année, au microscope pour ainsi dire.

En 1836, Boufarik avait 150 habitants, presque tous mâles apparemment.

En 1838, quelque chose comme 500 habitants.

La crise de 1839 arrête le développement. Ceux qui tiennent sont les 142 familles de colons concessionnaires. En 1840, 400 habitants, ce qui ne fait pas beaucoup de têtes par famille. En 1841, 450. Des organes civils apparaissent, juge de paix, notaire, commissaire civil. Mais les militaires gardent sûrement la haute main.

Un certain jour, le dernier de son administration, le commissaire civil Toussenel, qui écrivait dans les journaux, vit entrer inopinément dans son cabinet un gendarme. Et ce gendarme, portant respectueusement la main à son bicorne, prononça cette simple phrase : « J'ai l'honneur d'annoncer à M. le Commissaire Civil qu'il s'embarque demain pour Marseille. »

En 1842, nous avons le décompte de la population :

Hommes	303
Femmes	135
Enfants	66
Domestiques et ouvriers	55
Total	559

Il est évident que l'énorme disproportion entre le nombre

des hommes et celui des femmes n'est pas de nature à favoriser la natalité. La nécessité inéluctable d'un élément féminin est un point qu'il ne faut pas oublier, en démographie, et que les statisticiens oublient quelquefois, lorsqu'ils comparent le nombre des décès à celui des naissances, en pays neuf.

Des nouveautés apparaissent, caractéristiques de besoins nouveaux; besoins moraux : un presbytère; matériels : un four à chaux, des briqueteries, une fabrique d'eau gazeuse, un lavoir communal, un parc à bœufs communal; besoins commerciaux : cette année-là apparaît l'hôtel Mazagran, signe certain que le marché de Boufarik reprend vie; les colons fondent une coopérative (déjà!) pour l'exploitation des fourrages; et même besoin de renseignements scientifiques : un jardin d'études botaniques, d'initiative privée, fondé par un colon botaniste, un M. Nicaise.

Évidemment des forces créatrices s'agitent déjà.

En 1843, la statistique de Boufarik comporte un élément nouveau.

Français	592
Étrangers	149
Indigènes	105
Total	846

L'élément nouveau, ce sont les étrangers. Les premiers colons, que Trumelet désigne toujours nommément, portent invariablement de bons gros noms de chez nous, ce sont des Girod, des Martin. Aujourd'hui, quand on parcourt de l'œil les enseignes d'une rue, ou une liste de candidats au baccalauréat, la bigarrure des noms français et étrangers fait une impression amusante, caractéristique à elle toute seule de l'Algérie.

Cette bigarrure n'amuse pas tout le monde. Parmi les métropolitains ayant le contact de l'Afrique du Nord, il en est qui sont exaspérés. Un diplomate, par exemple, ayant appartenu au protectorat marocain, aurait voulu qu'on introduisît un alinéa dans les lois réglementant la naturalisation en Algérie. Pourquoi ne pas exiger d'un étranger, qui s'appelle par exemple Peano, qu'en se faisant naturaliser il prenne le nom de Péan? Je n'invente rien. Ce massacre de l'o ou de l'i terminal

a été réellement rêvé par un diplomate éminent. Nous aurions eu le président du conseil Vivian, qui était justement de Sidi-Bel-Abbès, et pourquoi pas l'ambassadeur Péret de la Roche? A cette anecdote amusante on mesure l'irritation provoquée chez les fonctionnaires de protectorats par le contact du colon algérien. Une irritation un peu superficielle, urticante, qui est au fond beaucoup moins Affaires Étrangères que spécialement Nord-Africaine; une forme de l'esprit de çoff : et qui, à sa manière, est un hommage involontaire; on ne s'irrite pas de l'inexistant. Ces étrangers qui ont modifié l'onomastique sont venus généralement des îles méditerranéennes : Malte, la Sicile, la Sardaigne, les Baléares; de l'Italie napolitaine ou de l'Espagne andalouse. Gens acclimatés d'avance, entraînés ataviquement à des paysages, des cultures, des genres de vie quasi africains. Recrues précieuses, d'autant plus qu'ils se sont fondus sans difficultés dans l'ensemble. Leur venue a été une contribution importante, du point de vue physiologique et psychologique, à la constitution de la race nouvelle.

En 1844, on voit apparaître le premier corps de sapeurs-pompiers, le premier débit de papier timbré, le premier haras d'étalons. Les cerveaux travaillent. Un pharmacien militaire crée des viviers à sangsues. « Ces précieux annélides, qu'on était obligé de tirer de France, revenaient à un prix exorbitant », dit Trumelet. Et il est certain que, s'il y avait quelque chose d'absurde, c'était d'importer des sangsues dans les marais de Boufarik.

Et cependant la population monte : 1 370 en 1844; 1 928 en 1845; le chiffre de 2 000 est atteint en 1847. A ce moment-là on a comblé les fossés devenus inutiles, on a une école et une église. — On construit une mairie, des fontaines.

En 1849 Boufarik perd sa garnison, remplacée par la gendarmerie. C'est désormais un village comme tous les villages. Il a essaimé à son ombre ont poussé d'autres villages de la Mitidja, Birtouta, le hameau des quatre chemins, Chebli, Soumaa, Bou Inane, qui ont depuis conquis leur indépendance municipale, mais qui étaient au début de simples rejets du tronc principal : Boufarik.

Le bourg prend conscience de son importance et la coquette-

rie municipale apparaît. En 1853 le nouveau maire, Borély la Sapie, s'aperçoit que les mûriers et les saules ne sont pas décoratifs et ne donnent pas assez d'ombre. Il introduit en grandes masses le platane, l'arbre urbain par excellence. Il en plante 1 500 en quinconce, sur le seul emplacement de ce qui avait été jadis le Bazar, Biscuitville : humble origine de Boufarik, dont le bourg, soucieux de sa tenue, efface les dernières masures. Boufarik entre dans les voies de l'urbanisme longtemps avant l'apparition dans notre langue de ce néologisme.

Dans ce cadre évolua, le 5 mai 1865, l'empereur Napoléon III. L'Empereur fut reçu à la gare par le sous-préfet et le maire; le cortège circula dans les larges avenues, sous les platanes déjà géants; il circula difficilement au milieu d'une foule accourue de tous les points de la Mitidja. L'Empereur écouta les harangues, visita l'Exposition du comice agricole, décora les principaux colons, et eut un mot aimable pour les moindres; il questionna les adjoints au maire comme il convenait. Il ne manqua pas de répéter à plusieurs reprises, en s'adressant au Gouverneur général : « C'est admirable!... Ce que je vois est véritablement admirable! » Et, bien entendu, ce qu'il voyait, de ses yeux officiels, ne fit pas naître un seul instant, dans son cerveau doucement mystique, cette idée qui eût été nouvelle : que l'Algérie eût peut-être un avenir autre que celui d'un royaume arabe. On l'imagine si gentil, si brave homme, tellement inintelligent, et, comme dans la nouvelle d'Anatole France, si totalement dépourvu d'influence.

Vers 1866 la population de la commune oscille autour de 8 000 habitants. Elle a acquis à peu près toute sa croissance. Aujourd'hui la commune de Boufarik a 11 000 habitants dont la moitié sont des Européens, propriétaires du sol.

Si près d'Alger, Boufarik n'avait pas d'avenir urbain; il y avait nécessairement une limite de croissance, surtout depuis le développement des moyens de communication modernes.

En 1868, Trumelet a vu encore le marché de Boufarik, alors en plein épanouissement, desservi par ce qu'on appelait en Algérie les *corricolos* : nous dirions les diligences. Trumelet nous apprend que ces corricolos étaient surtout des entreprises juives, en un temps où les Israélites d'Algérie n'étaient

pas encore bacheliers. Chacun de ces corricolos avait un nom, dont Trumelet reproduit l'orthographe amusante : Le Léjé zéfir, le chemain de faire, l'Arrose Blanche, le Veaulovan. C'était le bon vieux temps. Le chemin de fer avait été inauguré en 1862, puis sont venus les tramways, puis les autos. Boufarik ne pouvait pas être autre chose qu'un village dans la grande banlieue agricole d'Alger.

L'ÉPANOUISSEMENT

L'armature d'argent.

Tout cela suppose une armature d'argent dont on suit l'agencement progressif.

Jusqu'en 1848, aussi longtemps que dure la lutte aiguë contre les Arabes, le marais et la fièvre, Boufarik vit de ses fourrages naturels, il vend son foin. Il vit aussi de son marché, qui a repris sa vie intense. Autant dire qu'il vit d'espérances. L'exploitation des ressources naturelles et traditionnelles laisse intacte la question du développement futur.

Dès 1845 il y a bien un arrêté rendant la culture obligatoire pour les concessionnaires. Mais un arrêté de ce genre n'est pas applicable sérieusement du jour au lendemain.

Quelles cultures? Dans un pays en friche, c'est une question à étudier par tâtonnements; ces tâtonnements furent longs; à la rigueur la période n'en est pas close.

Dans certains compartiments de l'agriculture le succès fut immédiat. Et d'abord dans l'élevage du gros bétail. A partir du moment où on peut laisser les bêtes au pâturage, on les élève systématiquement, surtout le bétail bovin, au moins au début. Car « les voleurs de chevaux firent longtemps d'excellentes affaires à Boufarik », même après le rétablissement de la sécurité. Cette préférence du voleur pour le cheval a peut-être une base psychologique; le cheval est l'animal noble, particulièrement convoité. Un cheval, d'ailleurs, qu'on emmène aux allures vives, est bien plus facile à voler qu'une vache. En tout cas, Boufarik est devenu vite, et est resté, un pays de très belles vaches, une « Normandie », dit Toussenel.

Les cultures de jardin, le verger d'agrumes, étaient aussi tout indiqués. Pourtant, en ces matières, les gros succès ont

été remportés ailleurs. Les bords immédiats de la mer, par leur climat, se prêtent davantage à la culture des primeurs : Boufarik est dominé par les crêtes neigeuses de l'Atlas. D'autre part le pays par excellence des orangers, c'est Blida; ce n'est pas Boufarik. Blida est sur le cône d'érosion d'un torrent, son sol caillouteux a une vocation de verger. La plaine de Boufarik appelle la charrue.

La culture du tabac fut une création de la première heure qui a duré. Dès 1848, on plante du tabac à titre d'essai. Et on voit croître d'année en année les superficies cultivées. En 1852, 256 hectares; en 1853, 600; en 1854, 1 000 hectares. C'est en 1854 qu'a été créé à côté de Boufarik le village de Chebli, qui a donné son nom à une catégorie bien connue de tabac algérien. Trumelet trouve que le Chebli « se rapproche du Maryland ». Il va peut-être un peu loin; le Chebli n'est pas un tabac de luxe. Mais, justement pour cela, c'est probablement aujourd'hui, de tous les tabacs algériens, celui qui est le plus fumé. Bonne petite culture, le tabac : d'un excellent rapport. Mais elle a un gros inconvénient. Elle exige trop de soins, des soins quasi quotidiens, pied par pied, et presque feuille par feuille. Pratiquement c'est une culture qui exige des métayers indigènes. On ne peut pas la pratiquer en grand.

Les céréales se prêtent à la grande culture, et de 1848 à 1870 Boufarik a fait des céréales. Il a fait surtout des céréales; en particulier, bien entendu, du blé dur, qui est par excellence le grain de l'Afrique du Nord.

Chose curieuse, l'engouement pour les céréales en Algérie avait une raison archéologique. Une phrase des auteurs anciens, répétée à satiété, a joué un rôle suggestif important : l'Afrique grenier de Rome. Il ne faut pas sous-estimer l'importance pratique de l'érudition la plus théorique, dans un pays nourri de belles lettres comme le nôtre.

Le blé a remporté de grands succès dans d'autres parties de l'Algérie, les steppes de dry farming. Dans les plaines côtières comme la Mitidja, le blé a échoué, définitivement. La raison en est simple. Malgré les efforts prolongés des agronomes, le blé dans la Mitidja n'a jamais pu rendre plus de 10 à 12 pour 1. Sur nos plateaux limoneux de la Picardie, par exemple, le rendement est de 40 à 50.

Il faut laisser aux agronomes le soin d'expliquer cette disproportion, s'ils le peuvent, et se contenter de constater le fait, surabondamment établi. Il est vrai que les rendements sont inférieurs à 10 dans d'autres coins de la planète, grands exportateurs de céréales, au Manitoba par exemple. Le colon de la Mitidja n'a pas ignoré ces exemples lointains. Il fait grand usage des machines américaines. En 1877, un gros négociant en céréales, Brigot, crée à Boufarik des docks collectifs, où les colons pouvaient entreposer leurs céréales. Cela fait songer aux élévators collectifs du Canada : Boufarik a toujours eu le sens de la collaboration.

Rien n'y fit. Le Manitoba est un pays de culture extensive, où la terre n'a pas de valeur, et qui ne peut rien produire, en dehors des céréales. Mais la Mitidja est une plaine magnifique au terreau profond, noir, meuble, imbibé d'eau, à proximité d'un port d'embarquement. Un sol pareil a une vocation de culture intensive à grand rendement.

On ne se résignait pas à cette culture improductive des céréales, qui paraissait un gâchage de richesses latentes. On pressentait la possibilité de cultures concurrentes, infiniment plus rémunératrices.

Ces cultures nouvelles, la Mitidja les a cherchées avec acharnement de 1848 aux premières années de la IIIe République.

Dans ce pays où on a planté tant de mûriers on a essayé de la magnanerie : elle n'a pas pris; elle exige peut-être une autre structure sociale; une main-d'œuvre familiale abondante, dans un vieux pays à population dense de tout petits propriétaires.

On a fait du géranium, avec un certain succès, aussi longtemps que les prix de l'essence se sont maintenus assez haut.

On a fait du sapindus, qui a eu son petit moment de prospérité, à l'époque où l'Allemagne importait du sapindus pour faire mousser son Seckt, son faux champagne. Puis on s'est aperçu que le Seckt au sapindus était un poison.

On a essayé de la ramie et on n'a pas pu concurrencer les pays producteurs, etc... Il faut avoir présente à l'esprit cette curiosité éveillée, cette effervescence de recherches chez les colons de la Mitidja.

Ceux de Boufarik, invariablement triomphants dans les concours agricoles, n'ont été en retard sur personne.

En 1865 une usine à lin et à coton s'établit à Boufarik, « près la gare du chemin de fer ». L'empereur Napoléon III en a vu fonctionner les machines. C'était le moment où la guerre américaine de Sécession faisait naître en Algérie la culture du coton, qui n'a pas survécu en ce temps-là au rétablissement de la paix, quoiqu'elle ait de nos jours un renouveau. Le lin est une culture nord-africaine; elle subsiste aujourd'hui au Maroc pour la graine de lin : mais, comme textile, le lin a été éliminé par les cotonnades de Manchester. L'usine de Boufarik était condamnée à mort, et elle n'a pas manqué de mourir.

Il faut se représenter les capitaux qui croulent dans une tentative avortée de ce genre. Cela suppose de l'argent aventureux, sans lequel rien ne se fait. Sous la prospérité acquise il faut donner une pensée aux ruines oubliées qui lui servent de soubassement.

Dans la Mitidja, le problème de la mise en pleine valeur a reçu sa solution dans les premières années de la IIIe République. La crise du phylloxera en France a créé la viticulture algérienne. La vigne a conquis la Mitidja et en a éliminé les céréales. Dès 1885 il y a déjà à Boufarik 1 318 hectares de vignes, contre 1 089 hectares de blé. Aujourd'hui le blé a pratiquement disparu. C'est la vigne, essentiellement, qui est la base de l'opulence actuelle, d'un rapport énorme et sûr, jusqu'à 150 hectolitres à l'hectare, d'un gros vin de coupage très riche en alcool (jusqu'à 15°), d'écoulement facile.

Cet énorme épanouissement économique a profité à tout le monde.

Dans la commune de Boufarik la moitié de la population environ est indigène, ce qui fait à peu près 6 000 têtes; ce sont les descendants des anciens Beni-Khelil. Aujourd'hui la tribu n'existe plus. Ses chefs, les « akabeur » (les grands), ceux qui en 1830 conduisaient la résistance, peuvent avoir laissé des descendants à Alger, vivant peut-être d'une maison de commerce ou d'un poste administratif, habitant dans une maison de la Kasba ou dans une villa des coteaux. Sur place, à Boufarik même, il n'en reste plus trace. La vieille tribu

est totalement dissociée. Les éléments humains, les 6 000 indigènes, vivent dans les cadres d'une commune française. Mais en 1830, au beau temps des « akabeur », sur le territoire de Boufarik, il n'y a jamais eu assurément 6 000 Beni-Khelil. Il n'y en avait probablement pas 2 000.

En 1885, d'après une statistique agricole, publiée par Trumelet, ces 6 000 indigènes cultivaient 986 hectares; c'est peu, comparé aux 4 792 hectares cultivés par les Européens; à peu près un cinquième. Mais en 1830, sur le territoire de la commune, les Beni-Khelil n'ont jamais cultivé 986 hectares, ils n'en cultivaient pas 100 et plus vraisemblablement ils n'en cultivaient pas 10. Le marais couvrait tout. Il est clair que les indigènes ont bénéficié largement de la transformation; à tout le moins le peuple indigène, au point de vue matériel.

D'autre part la masse des colons européens, ceux qui fondent des coopératives, forment évidemment une démocratie rurale, prospère et vivace, de petits bourgeois. Eux aussi furent les bénéficiaires de l'élan économique. Ils n'en ont peut-être pas été les initiateurs, pas autant du moins qu'on pourrait le croire.

Pour comprendre intégralement l'épanouissement économique, il faut analyser la tenure du sol.

A l'origine les concessions administratives à Boufarik étaient de 4 hectares. En 1851 l'administration croyait être généreuse en portant ce chiffre à 6. Aujourd'hui elle a reconnu elle-même la nécessité d'aller jusqu'à 30 ou 40, dans des régions, il est vrai, moins fertiles que la Mitidja. Mais la vie, le jeu des transactions, ont bien vite fait sauter le cadre des concessions.

La petite et la moyenne propriété subsistent, mais la très grande s'est développée. Boufarik a une couronne de fermes énormes. Trumelet, qui les énumère en 1887, attribue à la ferme Saint-Charles, par exemple, 840 hectares. Ces grosses fermes sont nées d'un effort individuel, drainage et mise en valeur de marais par l'initiative privée, enfouissement dans le sol de gros capitaux. Les hommes qui non seulement possèdent ces immenses domaines, mais qui par surcroît n'en ont pas hérité, qui les ont créés de leurs mains, au cours de batailles économiques dangereuses, ces hommes-là sont des capitaines

d'industrie. Les initiatives sont venues d'eux. Il en est qui, à certains moments, ont dominé Boufarik, en petits rois municipaux.

L'un d'eux fut Borély la Sapie. Il avait commencé sa carrière de 1843 à 1845 en desséchant le vaste marais de Soukali, ce qui représentait « l'ouverture de deux canaux et de huit fossés... Le desséchement achevé, le marais fut aussitôt ensemencé ». Le résultat fut une ferme de 403 hectares, le plus beau domaine de l'époque aux environs de Boufarik. Le créateur et propriétaire de ce domaine fut maire de Boufarik pendant dix ans à partir de 1851. Il a donné au bourg son aspect actuel, c'est lui qui a planté les platanes, créé les squares, aménagé les fontaines. Il n'est pas possible à un maire de laisser une trace plus durable. Il dut démissionner en 1861. Trumelet déplore l'ingratitude de Boufarik, mais cette ingratitude dut avoir des causes ou du moins des prétextes que Trumelet n'analyse pas. Il y a quelque part un village, et il doit y avoir à Alger une rue, qui portent le nom de Borély la Sapie. C'est la forme que prend couramment en Algérie le culte des héros petits ou grands. Mais ce culte s'arrête là. Le bouillonnement de la vie a vite fait d'effacer le souvenir précis. En fouillant les archives, ou la mémoire de très vieilles gens, serait-il possible de reconstituer la figure de Borély? Probablement non. Ce n'est plus qu'un nom tout sec.

On voit plus nettement, parce qu'il est plus près de nous, un autre capitaine d'industrie, Debonno. Je ne dis pas sa figure, quoiqu'il vive peut-être encore, ou peut-être précisément pour cela. Mais son œuvre, sa carrière, sa grandeur et sa décadence, qui sont choses du domaine public.

« Charles Debonno est né le 16 juin 1847 à Boufarik, de parents étrangers. » Et ces parents étrangers n'avaient pas laissé à leur fils de situation acquise. Charles Debonno s'est fait lui-même « en dix ans de travaux et d'efforts intelligents ». Trumelet nous donne ces détails biographiques à propos d'un décret du 12 juillet 1884, qui nommait Debonno chevalier de la Légion d'honneur « pour services exceptionnels rendus à la colonisation et au pays ».

Ce que furent ces services exceptionnels, il n'est pas difficile de l'entrevoir en gros. Debonno a pressenti l'avenir de la

viticulture, il s'y est lancé à corps perdu, et il a entraîné Boufarik derrière lui. Autrement dit, si vous voulez : il a joué sur la vigne, à ses risques et périls; et il a gagné. Exemple suggestif, et suivi.

Il a gagné très gros. Trumelet donne une liste des grosses exploitations agricoles autour de Boufarik en 1887. En mettant bout à bout les différentes fermes attribuées à Debonno, on trouve quelque chose comme 2 540 hectares. En francs d'avant-guerre, cela représente un capital d'environ 25 millions, en francs actuels de 100 millions. Dans un centre rural comme Boufarik, quand un homme est assis sur une pareille fortune, sa propre création, il est naturellement le roi du pays, mais par surcroît on imagine qu'il a chance de le rester sa vie durant. Et pourtant Debonno a croulé dans les dernières années du dernier siècle, sa fortune s'est évanouie. Et on distingue très bien les causes générales de la catastrophe.

En 1877 Brigot fonde le Comptoir d'Escompte de Boufarik, sorte de succursale de la Banque d'Algérie. C'est la première apparition de la banque à Boufarik. Comme le fait remarquer Trumelet, la création d'une banque tend à tuer l'usure, héritage de la période turque, « la plaie de l'Algérie », enracinée depuis des siècles dans les atavismes des musulmans et des juifs.

Mais il faut considérer la date. 1877, c'est le début de la viticulture. Il y a un lien étroit entre la viticulture et la banque. La vigne n'atteint son plein rendement que quatre ou cinq ans après la plantation. Lorsqu'elle est en plein rendement, les frais sont énormes, surtout depuis que les maladies parasitaires exigent des sulfatages, des traitements chimiques préventifs.

Si le colon était un paysan de chez nous, vivant de père en fils sur deux ou trois hectares de vigne, il s'en tirerait sans assistance. Mais le colon n'est pas un paysan de chez nous. Il compte ses hectares par dizaines, et son fonds de roulement dépasse ses possibilités personnelles. Son fonds de roulement n'est pas à lui, il l'emprunte à la banque.

Il est vrai que, à la récolte, il fait bon an mal an d'énormes bénéfices excédant sa dette de beaucoup. S'il était sage, il arriverait à se constituer par l'épargne son propre fonds

de roulement. Mais il ne peut pas être sage. Autour de lui, dans ce pays neuf, trop de terres en friche le sollicitent. Il est paysan par l'amour passionné de la terre; mais c'est un paysan aventureux. Il enfouit son bénéfice dans des entreprises nouvelles, il s'endette davantage pour gagner plus. Ce sont là des sentiments très louables : cela s'appelle l'esprit d'initiative. Mais la viticulture ainsi comprise devient matière éminemment spéculative...

Il est vrai que la récolte est en moyenne à peu près sûre. La culture de la vigne, en tant que culture, n'est pas exposée à de gros aléas; on se défend contre le sirocco, les sauterelles et les maladies parasitaires. Le sol et le climat conviennent si exactement à la vigne. Bon an mal an, on fait toujours du vin.

Mais il faut le vendre; on ne peut l'écouler que sur le marché français, qui est incontrôlable. A la fin du dernier siècle ce marché a été ravagé, on s'en souvient, par une longue crise de mévente. Le prix de l'hectolitre tomba à cinq francs, à rien; il arriva qu'on laissa couler le vin dans le fossé pour récupérer le tonneau.

C'est alors qu'un beau jour la Banque étrangla Debonno. Elle l'étrangla net, malgré ses 2 500 hectares, et ses 25 millions, comme elle en étrangla d'ailleurs bien d'autres. Ceci se passait vers la fin de la crise; il eût suffi de tenir quelques mois de plus. Dans les conversations privées des colons on on a beaucoup épilogué sur cette catastrophe Debonno, qui fut célèbre : on a souhaité souvent que la banque eût été plus miséricordieuse. Mais les banques ne sont pas sentimentales.

Ce qui a sombré là, c'est Debonno lui-même; mais non pas son œuvre. Les milliers d'hectares de vigne, les richesses qu'il avait créées, sont toujours là, elles ont simplement changé de main. Dans les années qui suivirent la mévente il fut courant que l'acquéreur, avec les bénéfices d'une année, récupérât le prix d'achat. Rien n'a croulé, qu'un homme, l'initiateur.

« Dans notre colonie algérienne, dit Trumelet, le triomphe a été maintes fois aussi coûteux que la défaite aux créateurs, aux fondateurs, aux initiateurs, aux premiers enfin... ils

ont ouvert le sillon.. et c'est un autre qui a récolté. » Il a raison Trumelet, il rend exactement ce qu'il avait sous les yeux. Debonno le millionnaire rejoint exactement sur ce point essentiel Chalancon père et fils, ou le ménage Laurans, toute la phalange des frères de la côte, qui, de 1835 à 1840, ont donné leurs souffrances et généralement leur peau, pour enrichir la communauté. Tous, millionnaires et miséreux, à la superficie de leurs consciences, se souciaient médiocrement de la communauté; c'est soi-même que chacun d'eux prétendait enrichir. Ils étaient emballés sans le savoir dans un grand élan mystérieux qui les dominait de très haut. L'alchimie sociale a depuis toujours trouvé la transmutation des sentiments : elle fait couramment un altruisme avide d'immolation, avec les passions de l'égoïsme naïf et bas.

Sic vos non vobis est particulièrement vrai dans les pays neufs, d'évolution très rapide. L'évolution rapide est une bataille tumultueuse. Et comme d'habitude ce sont toujours les mêmes qui se font tuer en montant à l'assaut, les plus impétueux, les plus braves, les meilleurs. C'est une question de tempérament.

Ceci est de grande conséquence pour comprendre un pays comme Boufarik. Européanisé, francisé, mais tout de même si différent de la France, par sa psychologie profonde. De grosses fortunes, nouvellement acquises, dont l'exemple surexcite l'émulation. Mais le plus gros colon sait comment il a acquis sa situation, et il imagine très bien qu'il peut la perdre demain. Il se sait en pleine bataille économique, il en connaît les dangers, et d'ailleurs il les aime.

Cela ne crée peut-être pas des sentiments qui multiplient dans un peuple les concurrents au prix Montyon. Il ne s'agit pas de prix Montyon. Encore bien qu'il faille noter une certaine largeur d'esprit, un bon garçonnisme, qui a son côté moral : quelque chose comme les sentiments du soldat qui est miséricordieux aux blessés, aux vaincus : ne fût-ce que par l'imagination de ce qui pourra lui arriver demain.

Mais surtout l'exaltation de la bataille, la conscience du danger, surexcitent les facultés. On a l'œil grand ouvert, l'imagination éveillée, la curiosité aiguë, le ressort de l'audace tendu.

***

Ainsi a poussé Boufarik, et le résultat est curieux.

Trumelet, penché avec amour sur son Boufarik, nous donne en 1887 les noms et les âges des quatre colons de la première heure qui vivaient encore. Les deux plus jeunes avaient soixante-deux ans, Oustri (Jean-Baptiste) et Rabaste (Antoine). Quarante ans ont passé et ces messieurs seraient centenaires. J'ai bien peur qu'ils ne le soient pas devenus. Il n'y a probablement plus d'Oustri (Jean-Baptiste), ni de Rabaste (Antoine). Pourtant il y a dans l'humanité des centenaires, si rares qu'ils soient.

Les yeux d'un homme ont vu le paysage primitif, le marais illimité, pestilentiel, impassable, bourdonnant de moustiques et d'oiseaux d'eau, hanté de panthères et de bandits, la ligne d'horizon rompue seulement par les trois trembles patibulaires. Et les yeux de ce même homme, avant de se fermer, ont pu voir le paysage actuel : la plaine drainée, boisée, verte, cultivée jusqu'au dernier mètre carré, semée de gros bourgs et de fermes, la plaine où l'hectare vaut 50 000 francs. La transformation s'est faite en une vie d'homme, si peu de chose.

Est-ce que cela n'inspire pas, à la réflexion, des pensées respectueuses?

E.-F. GAUTIER

SEDAN ET WILHELMSHÖHE[1]

IV

LA CAPTIVITÉ A WILHELMSHÖHE

6 septembre. — Mon premier soin, dès qu'il fait jour, est de me mettre à la fenêtre pour voir le pays, et je reste émerveillé du paysage qui se déroule devant moi. C'est splendide; je ne crois pas avoir jamais vu rien de plus beau. Le château, construit dans un style sévère et lourd, est très considérable. Chacun de nous a un petit appartement composé d'un salon et d'une chambre à coucher, et à côté, un cabinet pour son valet de chambre. Mon appartement est au nord-est, communiquant avec celui du prince de La Moskowa, mais ayant aussi, comme le sien, une entrée sur le corridor.

De l'autre côté, à l'ouest, se trouve la façade principale du château, dont le nom signifie en allemand : *mont de Wilhelm*, et pourrait se traduire exactement en français par *Guillaumont*.

C'est en avant de cette façade, et formant un panorama d'un genre tout à fait différent, que se trouvent des pelouses, des pièces d'eau, un parc admirablement percé, des collines boisées bornant la vue, et enfin une cascade monumentale, folie ruineuse du siècle dernier, servant de piédestal à un colossal château ou monument en pierre de taille, appelé Riesenschloss (château des géants), surmonté d'une pyramide

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er et 15 octobre.

de 32 mètres (hauteur de la colonne Vendôme) que couronne une statue de l'Hercule Farnèse, en cuivre forgé, de 10 mètres de haut.

Dans la matinée nos chevaux et nos bagages arrivent.

Le roi considérant l'Empereur comme son hôte et lui donnant l'hospitalité la plus complète, on a fait venir de Berlin un personnel nombreux pour le service du château; un domestique allemand parlant français est spécialement attaché à chacun de nous.

L'Empereur fixe les repas à 11 heures et 6 heures et demie.

A 3 heures, le général Boyen conduit chez l'Empereur le général comte de Monts, gouverneur de Cassel, accompagné du capitaine de Grüter, commandant l'escadron de hussards qui tient ordinairement garnison à Wilhelmshöhe, et il prend, avec le prince Linart, congé de nous pour retourner auprès du roi. Nous exprimons à ces messieurs notre reconnaissance de la manière dont ils ont rempli leur mission délicate. L'Empereur remet une lettre autographe au général Boyen pour le remercier.

Sa Majesté, désirant diminuer autant que possible les charges que notre séjour à Wilhelmshöhe doit imposer au roi, exprime le désir que nous vendions nos chevaux. Nous envoyons immédiatement un télégramme à un grand marchand de chevaux de Hanovre, dont le prince Linart nous donne l'adresse, et nous faisons prévenir les marchands de Cassel.

7 septembre. — L'Empereur a reçu dans la nuit une dépêche annonçant l'arrivée du Prince impérial à Hastings (Angleterre); mais il est toujours sans nouvelles de l'Impératrice. Il sait seulement qu'Elle a pu quitter Paris. Il me charge d'aller à Cassel régler avec le gouverneur quelques détails, et rapporter des journaux et des nouvelles. Je trouve le général de Monts prêt à monter en voiture pour venir lui-même présenter ses hommages à l'Empereur. Cette circonstance abrège ma visite. Le gouverneur arrive en effet à Wilhelmshöhe quelques minutes après moi. Il est reçu par l'Empereur qui l'invite à dîner pour le même jour. L'Empereur lui demande s'il n'aurait pas eu, par les journaux, quelque nouvelle de l'Impératrice. Le général répond que les journaux belges et allemands répètent, d'après *Le Réveil*, le bruit que

Sa Majesté aurait été arrêtée à la gare de l'Ouest. Cette nouvelle jette l'Empereur et nous tous dans une véritable consternation.

8 septembre. — Je suis de service. L'Empereur télégraphie à M. Conti, à Bruxelles, pour avoir des nouvelles de l'Impératrice. Les marchands de chevaux arrivent dans la journée, et nous vendons assez mal tous nos chevaux de selle ainsi qu'une partie des chevaux de selle et des voitures de l'Empereur.

9 septembre. — Mauvais temps, brouillard. L'Empereur reçoit un télégramme annonçant que l'Impératrice est à Bruxelles, chez la fille du duc de Bassano. C'était faux. On essaye de dîner à deux heures et de souper à huit, conformément aux usages du pays. Cela ne réussit pas.

11 septembre. Dimanche. — On installe une chapelle très convenable dans une pièce du rez-de-chaussée, et un prêtre de Cassel vient dire la messe à 10 heures. L'Empereur reçoit enfin la nouvelle certaine de l'arrivée de l'Impératrice en Angleterre, à Hastings, où se trouvait déjà le Prince impérial. Les grandes eaux jouent dans le parc et attirent une affluence considérable de gens de Cassel qui espèrent voir l'Empereur.

12 septembre. — Je monte à cheval avec Reille et Waubert, et nous allons visiter le Riesenschloss et la statue d'Hercule. Au retour, nous trouvons le général de Béville venu pour présenter ses hommages à l'Empereur. *L'Indépendance belge* reproduit une lettre du journal *La Patrie* sur la bataille de Sedan. Cette lettre, écrite soi-disant par un officier de l'état-major du général de Wimpffen, présente les choses sous un jour faux et désobligeant pour l'Empereur. Le général de la Moskowa dit qu'il faut répondre; ce n'est pas notre opinion, nous pensons qu'il y a toujours du désavantage à engager une polémique dans les journaux. D'ailleurs la note n'est pas signée; c'est un de ces articles comme on en voit tous les jours et qui ne prennent d'importance que celle qu'on leur donne en y répondant. Néanmoins on fait une note que nous signons, — à regret, je dois le dire, — et que Béville emporte à Bruxelles pour la faire insérer dans les journaux.

13 septembre. — Je suis de service. La duchesse de Hamilton vient de Bade voir l'Empereur qui paraît très touché de ce

témoignage d'affection et invite sa cousine à dîner. La princesse est accompagnée d'un chambellan et de mademoiselle de Cohausen, demoiselle d'honneur.

14 septembre. — La duchesse de Hamilton vient déjeuner et prend congé de l'Empereur à une heure.

15 septembre. — L'Empereur sort à pied et est surpris par la pluie.

16 septembre. — L'Empereur un peu souffrant ne sort pas; je monte à cheval avec Reille et Waubert.

17 septembre. — Les habits bourgeois que nous avions commandés étant prêts, nous inaugurons la tenue bourgeoise; mais il est convenu qu'on reprendra toujours l'uniforme pour dîner. Lady Cowley vient voir l'Empereur. M. Thélin arrive à Wilhelmshöhe. Je monte à cheval avec Reille.

18 septembre. — Je suis de service. Le marquis de Contades, chambellan honoraire de l'Empereur, arrive de Paris pour présenter ses hommages à l'Empereur qui l'invite à dîner.

19 septembre. — Beau temps. L'Empereur sort pour la première fois dans la voiture que la reine de Prusse lui a envoyée. Il se fait conduire à la statue d'Hercule. La reine Augusta avait envoyé à l'Empereur pour ses promenades un landau, une berline, et six chevaux, dont deux de piqueur et quatre de daumont.

20 septembre. — A trois heures, l'Empereur me fait prier de passer à son cabinet. Il me dit :

— Il m'est venu une idée que je vais vous communiquer, mais vous allez comprendre que ceci exige le plus grand secret. L'armée de Bazaine est entourée par des forces tellement supérieures que, sans un secours puissant, il lui est impossible de se dégager. Or ce secours ne peut lui venir d'aucun côté, puisque les corps que l'on pourra constituer en France seront de préférence dirigés vers Paris ou concentrés sur la Loire. Ainsi, malgré la capacité militaire du chef et la bravoure des soldats, la capitulation de cette armée n'est qu'une question de vivres, et, par conséquent, de semaines.

» Or, c'est la seule force sérieuse que nous ayons aujourd'hui en France; il serait donc de l'intérêt de la Prusse, comme du nôtre, de la conserver, de ne pas la faire prisonnière, afin que, lorsque la paix sera faite, on eût sous la main un moyen, le

seul peut-être, de maintenir l'ordre si, comme il n'en faut pas douter, il venait à être troublé. Dans ce but, ne pourrait-on pas établir un armistice, d'après lequel les deux armées garderaient leurs positions respectives, en étendant un peu le rayon d'action du maréchal Bazaine, afin de lui donner quelques facilités de se ravitailler, jusqu'à ce que la paix soit signée. Qu'en pensez-vous? »

Je répondis que les Prussiens seraient sans doute assez indifférents à ce qui se passerait en France lorsqu'ils en seraient sortis; qu'il me paraissait impossible d'admettre que, maîtres comme ils l'étaient en ce moment de Metz et de l'armée de Bazaine, ils consentissent à élargir le cercle dans lequel ils les tenaient enfermés; que la mauvaise saison approchait, qu'ils devaient avoir hâte d'en finir afin d'échapper à la dysenterie et au typhus qui commençaient, disait-on, à les atteindre, etc., etc.; que, d'un autre côté, cet armistice rendrait disponible une partie des forces prussiennes qui pourraient être employées à compléter l'investissement et hâter la chute de Paris; que, dès lors, le gouvernement de la Défense nationale ne manquerait pas d'accuser l'Empereur d'avoir fait un pacte avec l'ennemi au préjudice de la résistance; que les fauteurs de désordre verraient bien que c'était à leur intention que l'armée de Metz serait tenue en réserve et que, disposant en ce moment de presque tous les organes de publicité, ils les emploieraient à égarer l'opinion publique et à l'exciter davantage encore contre l'Empereur qu'ils montreraient pactisant avec l'ennemi, etc...

— Oui, me répondit Sa Majesté, si je paraissais dans cette affaire; mais c'est justement le motif pour lequel je vous ai appelé; c'est afin que nous trouvions à nous deux le moyen d'arriver à M. de Bismarck, de lui inspirer cette idée, de le convaincre de son utilité, de faire en sorte qu'il se l'assimile et qu'il la mette en avant comme venant de lui.

Je hochai la tête et gardai le silence, ne voyant pas l'intérêt de la Prusse assez engagé dans la question pour que le chancelier de la Confédération du Nord se mît ainsi à faire nos affaires. Après un moment de réflexion, je repris :

— Pour arriver à M. de Bismarck, je ne vois que deux

moyens : un émissaire ou une lettre, et tous deux sont dangereux. L'émissaire, si habilement qu'il soit choisi et qu'il opère, ne passera pas sans éveiller l'attention. On interprétera sa mission, et toujours dans le sens le plus défavorable. Écrire est encore plus compromettant : c'est laisser entre les mains de nos ennemis un document dont, à un moment donné, ils peuvent faire un mauvais usage. Les précédents ne manquent pas pour conseiller la circonspection.

La conversation continua quelques instants sur ce sujet; nous discutâmes le choix de l'émissaire; je commençai par m'offrir, tout en énumérant les motifs qui me rendaient moins propre qu'un autre à cette mission. L'Empereur fut de mon avis. Je désignai alors le commandant Hepp, fort intelligent, très discret, peu connu encore, blond, parlant bien l'allemand, pouvant facilement passer inaperçu, au besoin même être pris pour un officier allemand. L'Empereur reconnut avec moi qu'on ne pouvait faire un meilleur choix, et il se leva en me disant :

— Eh bien, pensez-y encore, réfléchissez, et nous en recauserons.

21 septembre. — A 9 heures, l'Empereur me fait appeler. Le docteur Conneau était avec lui. Sa Majesté me dit :

— J'ai mis Conneau au courant de notre affaire; je sais que je puis compter sur sa discrétion. Je renonce à l'idée d'envoyer quelqu'un. Voici une note que j'ai faite et qui, remise à M. de Bismarck sans indication d'origine, ne pourrait avoir rien de compromettant. Je vais vous la lire...

Je propose quelques modifications que l'Empereur admet et il fait les corrections de sa main. Puis il me dit :

— Emportez cette note et copiez-la.

Ce que je m'empressai de faire, en ne mettant ni lieu, ni date, ni signature. Je rapportai la note et l'Empereur me fit mettre la copie sous enveloppe à l'adresse du comte de Bismarck et l'enferma dans son tiroir.

22 septembre. — Je suis de service. L'Empereur m'envoie à 11 heures porter la dépêche au général de Monts pour qu'il la fasse parvenir au comte de Bismarck. Il fait quelques difficultés pour s'en charger, disant qu'il n'a d'autre moyen de correspondre avec le chancelier que la poste, et que ce

moyen est à la disposition de l'Empereur comme à la sienne propre. Je lui fais observer que nous ne pouvons jamais savoir aussi exactement que les autorités prussiennes où se trouve M. de Bismarck, que d'ailleurs, s'il veut avoir la bonté de mettre la dépêche que je lui présente sous une enveloppe à lui, purement et simplement, il augmentera beaucoup ses chances d'arriver à destination et qu'il fera, à peu de frais, une chose très agréable à l'Empereur. Cette considération met fin au débat et le général me donne l'assurance que la lettre partira dans la journée. Il ajoute que son intention est d'avoir l'honneur de venir dîner au château.

Il paraissait établi, au début, que le général de Monts, ou, à son défaut, le capitaine Grüdner, aurait chaque jour leur couvert à la table de l'Empereur; mais le général ne vint guère que les deux ou trois premiers jours et l'officier de garde fut aussi invité. Puis, et sans doute en vertu d'ordres venus soit de Berlin, soit du quartier général du roi, le gouverneur ne vint plus que de loin en loin, en se faisant annoncer. Plus tard même, le gouverneur ou son aide de camp, celui-ci surtout, ne vinrent que sur l'invitation formelle de l'Empereur, qui les voyait du reste l'un et l'autre avec plaisir. Quant à l'officier de garde, l'Empereur se montra, à plusieurs reprises, préoccupé de la manière dont il mangeait et témoigna le désir de l'avoir habituellement à sa table, mais le général, à qui j'en parlai de la part de Sa Majesté, parut très touché de ce témoignage de bienveillance, tout en préférant qu'il n'y fût pas donné suite. Il fit observer avec raison que la présence continue à la table de l'Empereur d'un étranger ne parlant pas toujours très bien le français serait un sujet de gêne pour Sa Majesté et pour nous, peut-être même aussi pour l'officier à qui, du reste, on portait ses repas du château, qu'il lui paraissait donc préférable de laisser les choses comme elles étaient établies. Et l'Empereur se borna à inviter l'officier de garde lorsque l'occasion s'en présentait naturellement.

A 3 heures, le prince héritier de Monaco vient faire une visite à l'Empereur qu'il trouve à la promenade et qu'il accompagne au château.

23 septembre. — Le comte de Castex, chambellan de l'Em-

pereur, vient présenter ses hommages à Sa Majesté qui le retient à déjeuner. A 2 heures, Reille reçoit par le courrier un gros pli du général Wimpffen contenant : 1° la copie de son rapport officiel au ministre de la Guerre sur la bataille de Sedan; 2° la copie d'une note signée de lui qu'il a adressée aux journaux en réponse à la note; 3° une protestation du général Besson, chef d'état-major du général de Wimpffen, et des officiers de son état-major, contre toute imputation d'avoir participé à la rédaction de la première lettre publiée par le journal *La Patrie*. L'Empereur est très ému de la lecture des deux premiers de ces deux documents qui le mettent directement en accusation. Il annonce l'intention de répondre au général de Wimpffen, et, au retour d'une promenade en voiture, il s'enferme dans son cabinet et, avant le dîner, il nous lit la lettre qu'il écrit au général Wimpffen, et qu'il veut, en même temps, faire insérer dans les journaux. En admettant que l'Empereur adresse des observations au général sur quelques inexactitudes de son rapport, nous ne sommes pas d'avis que le débat doive être rendu public, et nous voyons les plus grands inconvénients à la prolongation de cette regrettable polémique. Mais l'Empereur insiste. Il dit qu'il ne faut pas laisser s'accréditer les erreurs qui se trouvent dans un document officiel et qui entachent son honneur. Enfin, après une longue discussion, nous obtenons qu'on se donne la nuit pour réfléchir et que la décision soit remise au lendemain.

24 septembre. — L'Empereur nous réunit de nouveau pour entendre une seconde lecture de sa lettre, à laquelle il a fait quelques modifications. Cette lettre met naturellement en scène les commandants des corps d'armée qui ont combattu à Sedan. Personne n'est plus à même qu'eux de connaître et de dire la part qu'ils ont prise aux divers événements de la journée. Il nous paraît donc fort utile, avant de rien publier sur leur compte, de les voir, de s'entendre avec eux, afin de pouvoir corroborer par leur propre témoignage ce qui est avancé sur leur compte, et ne pas s'exposer à recevoir de leur part aussi des dénégations. L'Empereur se range à cette opinion. Parmi ces commandants de corps d'armée, Ducrot est à Paris, il n'y a pas à songer à lui. Mais

Lebrun et Douay sont en Allemagne. Où? Nous l'ignorons. Je vais aux informations chez le général de Monts qui télégraphie au ministre de la guerre à Berlin.

25 septembre. — Nouvelle réunion chez l'Empereur au sujet de la lettre qui a été encore retouchée. On estime qu'il est convenable qu'elle soit portée par un officier. Le choix de l'Empereur tombe sur Hepp; je vais demander pour lui un sauf-conduit au général de Monts qui croit devoir prendre les ordres du roi.

28 septembre. — Le général de Monts vient déjeuner avec l'Empereur et apporte la réponse à ses télégrammes. Le roi autorise le commandant Hepp à aller là où il plaira à l'Empereur de l'envoyer. Douay est à Coblence et Lebrun à Aix-la-Chapelle. Après le déjeuner, le gouverneur me prend à part et me communique ses inquiétudes au sujet de la sécurité de l'Empereur. Plusieurs personnes honorables de Cassel ont reçu des lettres de menace contre Sa personne. Je remercie le comte de Monts; je le prie d'inviter ses agents, dont nous sommes du reste très satisfaits, à redoubler de vigilance; de mon côté, je réunis mes camarades, je leur fais part de la communication du gouverneur, et nous convenons de nous arranger de façon que l'Empereur ait au moins huit d'entre nous avec lui dans ses promenades à pied autour du château.

A 3 heures, l'Empereur monte à cheval. Le soir, on reçoit l'avis officiel de la capitulation de Strasbourg.

29 septembre. — Départ de Hepp. Il est convenu qu'il ira d'abord à Coblence et à Aix-la-Chapelle donner connaissance aux généraux Douay et Lebrun de la lettre de l'Empereur et recueillir leurs observations et leur avis, qu'il rapportera à Wilhelmshöhe avant d'aller trouver le général de Wimpffen à Stuttgart. L'Empereur se promène à pied devant le château de 1 heure à 4 heures. Le soir, après le dîner, l'Empereur cause avec plus d'abandon qu'il n'a l'habitude de le faire. La conversation s'étant engagée sur des questions de politique rétrospective, il dit qu'il a été l'arbitre de la paix ou de la guerre entre la Prusse et l'Autriche en 1866. Il a une lettre du roi de Prusse des plus explicites à ce sujet; il rappelle ce propos de M. de Bismarck à M. Benedetti pendant la cam-

pagne de 1866 : « Nous avons une telle confiance dans votre parole que nous ne laissons pas un soldat dans nos provinces des bords du Rhin. » L'Empereur ajoute qu'il a laissé faire la guerre parce qu'il n'a pas douté qu'il ne dût en revenir quelque chose à la France. Ainsi, dit-il, le Luxembourg a été tout à fait à ma disposition; mais la diplomatie a si mal mené l'affaire qu'elle a laissé passer l'occasion. M. de Bismarck a écrit une dépêche dans laquelle il disait : Mais que faites-vous donc? Hâtez-vous! On ne l'a pas fait; le parlement prussien était réuni; dès qu'il a eu vent de la chose, il en a fait une question nationale, et, quelques jours après, M. de Bismarck disait à notre ambassadeur : Aujourd'hui, le Luxembourg, c'est la guerre. Et alors, tout ce que nous avons pu obtenir, ç'a été le démantèlement de la forteresse.

30 septembre. — Je suis de service. L'Empereur, accompagné du général de Monts et du capitaine Grüdner, visite en détail la batterie d'artillerie qui se trouve à Wilhelmshöhe, et constate, de nouveau, la supériorité de ce système sur le nôtre. Sa Majesté invite à déjeuner le général de Monts, le capitaine Grüdner, les trois officiers de la batterie et l'officier de garde.A 2 heures l'Empereur sort en voiture et dirige sa promenade vers le parc de Cassel dont il fait le tour et que nous trouvons fort beau, mais peut-être un peu humide et peu fréquenté.

1er octobre. — Rien à signaler.

2 octobre. Dimanche. —Beau temps. On annonce que Clary est arrivé le matin de Chislehurst. L'Empereur se promène au soleil devant le château en attendant la messe qui se dit tous les dimanches à 10 heures dans une salle disposée en chapelle. Je vais le saluer. Je lui trouve une figure très souriante, et il m'interpelle par ces mots :

Je vous donne en cent à deviner quel est le général français qui se trouve, en ce moment, auprès de l'Impératrice à Chislehurst? — Puisque c'est si difficile, je n'essaye pas. — Bourbaki! — En effet, je n'aurais pas deviné. Mais comment est-il sorti des lignes de Metz? — C'est toute une histoire, presque un roman que Clary m'a déjà raconté deux fois sans que j'aie pu y voir clair, et que j'écouterai encore avec plaisir dans l'espoir d'être plus heureux.

Plusieurs de ces messieurs étaient venus nous rejoindre, et voici le récit que nous fit Clary :

— Il y a une quinzaine de jours, un monsieur disant s'appeler Régnier s'est présenté à Chislehurst et a demandé à parler à l'Impératrice. Sa Majesté ne l'a pas reçu. Il a renouvelé sa tentative sans plus de succès et a été éconduit une fois par madame Lebreton, et en dernier lieu par Duperré. Dans cette dernière visite, il a rencontré le Prince impérial dans le parc, lui a dit qu'il avait l'intention de venir à Wilhelmshöhe et lui a demandé un souvenir, une photographie, qu'il porterait volontiers de sa part à l'Empereur. Le Prince, qui était accompagné de M. Filon, est allé chercher une photographie représentant la maison de Chislehurst et l'a remise à M. Régnier. Celui-ci, en la recevant, a prié le Prince d'y écrire quelques mots qui prouvassent que la photographie venait bien de lui, qu'elle n'avait pas été achetée. Le Prince, avec l'autorisation de M. Filon, souscrivit à ce désir, et l'inconnu partit. L'Impératrice, informée du fait, parut en concevoir quelque méfiance, car, à deux reprises, elle télégraphia à l'Empereur : « Si un inconnu se présente à vous porteur d'une photographie sur laquelle le Prince a écrit quelques mots, ne le recevez pas. »

Mais ce n'était pas vers Wilhelmshöhe que l'inconnu s'était dirigé, c'était vers Metz. Muni sans doute de laissez-passer plus sérieux qu'une photographie contresignée par le Prince impérial, il avait franchi les lignes prussiennes et était arrivé jusqu'au maréchal Bazaine qui l'avait gardé trente-six heures auprès de lui. Que s'est-il passé entre ces deux hommes? On l'ignore; mais à la suite de nombreux entretiens, le maréchal Bazaine envoya chercher le général Bourbaki, lui faisant dire de se rendre immédiatement auprès de lui. Le général était à cheval, visitant ses avant-postes. Au reçu de l'ordre, il pique droit sur le quartier du maréchal sans passer chez lui. A peine arrivé, le maréchal lui dit : Vous allez partir immédiatement pour l'Angleterre et vous rendre auprès de l'Impératrice qui vous demande. Voici un ordre signé de moi. Le général Bourbaki remarque que cet ordre n'était pas daté. Le maréchal le date du 15 septembre, bien qu'on fût au 24. Il est essentiel que vous ne

rentriez pas chez vous, et comme vous devez voyager incognito, je vais vous donner des habits bourgeois à moi. » On habille le général, on lui met un brassard de l'*Internationale*, et il part en compagnie de Régnier. Arrivés aux lignes prussiennes, le prince Frédéric-Charles, commandant en chef de l'armée ennemie, fait inviter le général Bourbaki à venir le voir. Celui-ci s'y refuse avec une certaine vivacité. On arrive au chemin de fer, et Régnier commandait un train spécial, lorsque vint à passer l'express. Il retient un compartiment pour le général, lui donne son billet, un sauf-conduit, mais le laisse partir seul. Arrivé sans difficulté à Chislehurst, le général tombe de son haut en voyant l'étonnement, la stupéfaction, l'effroi de sa sœur (madame Lebreton) et de l'Impératrice, apprenant que personne ne l'a fait demander et se voyant le jouet d'une intrigue qui peut compromettre sa considération ou même son honneur militaire. Immédiatement il veut repartir, retourner à Metz, et Clary ajoute qu'il était tellement ahuri, abruti même, qu'il n'était en état de répondre à aucune des questions qu'on lui adressait au sujet de l'armée. Il a même annoncé la mort du jeune de Montebello, qui n'avait même pas été blessé. Clary l'avait laissé dans cet état d'hébétement en partant pour Wilhelmshöhe.

Nous nous regardons tous après ce récit sans savoir que croire. Nous pensons d'abord que c'était une affaire arrangée entre l'Impératrice et madame Lebreton, dans un but que nous ne pouvons pas deviner. Mais Clary est tellement affirmatif et tellement convaincu lorsqu'il parle de l'ébahissement de l'Impératrice et surtout de madame Lebreton à la vue du général qu'il ne paraît pas admissible qu'elles aient joué la comédie. On vient annoncer que tout est prêt pour la messe; nous passons à la chapelle, chacun se recueille; mais on peut craindre que le récit de Clary et les points d'interrogation qu'il posait dans l'esprit de chacun de nous n'aient été cause de nombreuses distractions pendant la célébration du service divin.

Après la messe et le déjeuner, les conversations reprennent sur l'événement du jour. Chacun donne son interprétation. Qui est ce M. Régnier? Est-ce un agent de la Prusse? On

croit entrevoir la main de M. de Bismarck derrière le rideau. L'Empereur, qui avait accueilli la nouvelle avec une satisfaction qu'il ne cherchait pas à dissimuler, paraît soucieux et éprouve le besoin de s'ouvrir à M. de Bismarck sur M. Régnier. Il m'appelle, me dit d'aller trouver le général de Monts, de lui demander s'il a un chiffre pour correspondre avec le chancelier fédéral, et l'inviter à dîner pour que Sa Majesté puisse causer avec lui.

Je pars pour Cassel; je trouve M. le général de Monts à table; je me retire pour ne pas le déranger et je vais visiter une exposition des produits de l'industrie, assez misérable, qui fermait le lendemain. A 3 heures, je reviens chez le gouverneur qui me dit que le chiffre n'est pas chez lui, mais chez le président de la province, sorte de gouverneur politique et civil. Il ajoute qu'il ira à 5 heures causer avec l'Empereur et prendre sa dépêche qu'il fera traduire par le président. En rentrant à Wilhelmshöhe, je rencontre Hepp qui arrivait d'Aix-la-Chapelle et rapportait l'expression du sentiment des généraux Douay et Lebrun. Ces messieurs pensaient comme nous que le moment n'était pas opportun pour engager une polémique sur la bataille de Sedan; qu'il était, à tous les points de vue, préférable d'attendre et que, d'ailleurs, il valait mieux que l'Empereur ou les officiers de sa maison laissassent la parole aux commandants des corps d'armée, plus directement intéressés dans la question. Le commandant Hepp ajoute que la lettre par laquelle le général P... avait cru devoir informer le public qu'il avait protesté contre l'avis unanime des généraux à Sedan, que cette lettre, dis-je, avait été très sévèrement jugée à Coblence, que le général Douay, le plus ancien et le plus élevé en grade, avait réuni les généraux français, au nombre de onze, internés dans la place, avait fait comparaître le général P... devant ce conseil improvisé, lui avait reproché, en présence de ses camarades, l'indignité de sa conduite dans les termes les plus vifs, et s'était mis, séance tenante, à sa disposition pour lui en rendre raison. Le général P..., honteux et confondu, a balbutié quelques mots, a pris la porte et on ne l'a plus revu.

3 octobre. — Rien de nouveau. L'Empereur retient Clary,

sans doute jusqu'au reçu de la réponse de M. de Bismarck au télégramme de la veille.

4 octobre. — La réponse arrive. L'Empereur ne nous la communique pas.

5 octobre. — A 2 heures, le général de Monts m'envoie un pli à mon adresse et scellé d'un cachet portant en exergue : Chancelier de la Confédération du Nord. Je me doute que c'est la réponse de M. de Bismarck à la note de l'Empereur du 22 septembre. Je l'ouvre et j'y trouve en effet une note anonyme conçue en ces termes :

« Quand la paix sera conclue entre l'Allemagne et la France, le premier intérêt du gouvernement français sera sans doute de réprimer l'anarchie, de fonder un ordre de choses durable, et, pour suffire à cette tâche, il lui faudra des forces régulières et disciplinées.

» L'Allemagne, de son côté, doit se préoccuper, en première ligne, des moyens d'assurer les résultats d'une guerre qui n'est pas encore terminée.

» En accordant au maréchal Bazaine un armistice qui lui permettrait de se ravitailler et d'évacuer ses blessés, l'Allemagne renoncerait aux avantages militaires qu'elle est en droit d'attendre de la reddition de Metz.

» Pour justifier un sacrifice pareil, il faudrait qu'en y consentant, l'Allemagne gagnât des garanties de paix de nature à en assurer la conclusion aux conditions jugées indispensables. L'incertitude dans laquelle on se trouve sur les intentions du maréchal et sur l'équivalence qu'il serait à même d'offrir pour un armistice dont il retirerait seul l'avantage, ne permet pas, jusqu'à présent, de juger de l'opportunité d'une pareille transaction.

» Les relations que M. Régnier, après s'être présenté au Quartier général comme venant de Chislehurst, a nouées avec le maréchal n'ont pu aboutir, parce que cet intermédiaire n'est pas muni de pouvoirs de la part des personnes dans l'intérêt desquelles il a voulu entrer en négociation. »

Cette note, de forme un peu vague, disait cependant assez clairement ceci : Nous tenons, avant tout, à ne rien perdre de nos avantages; lorsque la paix aura été signée, la France

s'arrangera comme elle voudra pour maintenir l'ordre chez elle; cela ne nous regarde pas.

Je remis la note à l'Empereur qui jugea comme moi qu'il n'y avait plus rien à faire de ce côté.

A 5 heures, le vicomte de Laferrière, premier chambellan de l'Empereur, arrive de Genève. L'Empereur le retient à dîner.

6 octobre. — Départ de Clary pour Chislehurst. Il emporte quelques notes sur la bataille de Sedan que je lui ai remises pour l'Impératrice.

7 octobre. — L'Empereur, qui travaille depuis son arrivée à Wilhelmshöhe à une brochure sur la campagne, nous réunit pour nous lire les épreuves de son travail, et nous demande nos observations.

Laferrière retourne à Genève.

8 octobre. — Pluie toute la journée. L'Empereur est très enrhumé. Deuxième séance pour la brochure.

9 octobre. — Continuation du vieux temps. Troisième séance.

10 octobre. — La pluie tombe toujours. Quatrième et dernière séance.

11 octobre. — L'Empereur m'envoie auprès du général de Monts porteur d'une note ainsi conçue : L'Impératrice demande à M. le comte de Bismarck un laissez-passer au nom d'un M. Gautier, chargé d'aller conférer avec M. de Bismarck de la part de l'Impératrice.

Le général Fleury, rentrant de Saint-Pétersbourg, et le prince de la Moskowa, qui était allé passer quelques jours auprès de sa femme à Genève, arrivent ensemble à 5 heures au château.

12 octobre. — Je suis de service. L'Empereur reçoit une lettre de M. Conti annonçant que le général Bourbaki, s'étant vu refuser par le prince Frédéric-Charles l'autorisation de rentrer à Metz, a quitté Bruxelles pour aller offrir son épée à la délégation de Tours. Le docteur Evans, dentiste de l'Empereur, vient faire une visite à Sa Majesté qui lui fait l'accueil le plus gracieux, le reçoit *en ami* bien plus qu'en dentiste, l'invitant à déjeuner et à dîner à sa table pendant tout son séjour à Wilhelmshöhe. Je témoigne quelque surprise de cet

excès d'honneur, que l'on m'explique par le récit suivant.

M. Evans avait dit souvent à l'Impératrice :

— On peut avoir besoin de plus petit que soi. Si un jour vous vous trouviez dans une situation critique et si vous étiez obligée de quitter les Tuileries et de chercher un asile quelque part, je me mets entièrement à la disposition de Votre Majesté. J'ai, dans l'avenue de l'Impératrice, une maison peu connue qui pourrait vous abriter pendant quelque temps. Mon dévouement, aidé de ma nationalité, ferait le reste.

L'Impératrice n'oublia pas ces propositions. Le 4 septembre, lorsqu'elle fut obligée de quitter précipitamment les Tuileries et le Louvre en compagnie de madame Lebreton, elle prit un fiacre et se fit conduire à la maison dont elle avait retenu l'adresse. En chemin, Sa Majesté rencontra M. Evans qui, pensant que le moment était venu où ses offres de service pourraient être agréées, se rendait du côté des Tuileries. L'Impératrice arriva sans encombre, acheva la journée et passa la nuit dans la petite maison de l'avenue qui portait son nom.

Il fut convenu qu'elle partirait le matin de bonne heure et qu'on tâcherait de gagner le littoral de la Manche pour passer en Angleterre. Il n'y avait pas à songer aux chemins de fer; des agents du nouveau gouvernement devaient être apostés à toutes les gares. Les journaux du 6 annonçaient même l'arrestation de la souveraine à la gare de l'Ouest. M. Evans avait un phaéton. Il s'offrit pour conduire l'Impératrice à Trouville où sa femme prenait les bains de mer. Il envoie chercher un de ses amis afin d'avoir un homme de plus avec lui, et, le lendemain 5, au point du jour, les quatre voyageurs se mettent en route pour Mantes, dans le phaéton et avec les chevaux de M. Evans.

Arrivés sans incident, le dentiste arrête sa voiture à quelque distance de la ville, laisse les deux dames sous la garde de son ami et entre seul à pied. Il se rend à un hôtel, dit qu'il arrive par le chemin de fer, et demande une voiture pour aller faire une opération de son art dans un château voisin. On attelle un berlingot qu'il dirige sur la route de Paris. Naturellement il trouve son phaéton là où il l'avait

laissé, simule de l'étonnement de rencontrer des dames anglaises de connaissance et engage avec elles une conversation en anglais, à la suite de laquelle les dames et l'ami montent avec lui dans le berlingot. Il dit au cocher qu'ayant trouvé des amis dans l'embarras, il ajourne à un autre moment sa visite au château et se fait conduire dans la direction d'Évreux. En passant sur la place de cette ville, l'Impératrice a la satisfaction d'entendre proclamer la République par le préfet. On continue, et, moyennant une troisième voiture et un peu d'adresse, on arrive à Trouville de nuit, et l'on se fait conduire à la maison habitée par madame Evans.

Dès qu'il voit ses voyageuses en sûreté, M. Evans va au port et s'enquiert d'un bâtiment en partance pour l'Angleterre. Il n'y avait que deux yachts dont l'un appartenait à un Anglais du nom de sir John Burgone que le dentiste connaissait un peu. Il se fait conduire à bord; le maître du bâtiment y était; ils entrent en conversation; Evans lui dit qu'il a un secret de haute importance à confier à son honneur de gentleman et lui conte carrément la chose en lui demandant s'il voudrait consentir à conduire l'Impératrice en Angleterre. M. Burgone demande à réfléchir et à consulter sa femme qui passait la soirée chez des amis à Trouville. Il dit à Evans que, s'il veut repasser à minuit, il lui donnera sa réponse. Minuit arrive; la femme a consenti; M. Evans revient chez lui, on jette sur les épaules de l'Impératrice un châle de madame Evans; Sa Majesté prend le bras du dentiste, l'ami offre le sien à madame Lebreton, et on arrive à bord sans encombre. Il aurait fallu partir tout de suite, mais on veut attendre le petit jour et, à peine a-t-on pris le large que le vent se lève, il tourne à la tempête, — on court les plus grands dangers, — on se voit obligé de chercher un refuge dans quelque port français; l'Impératrice supplie le commandant d'essayer encore de tenir bon, et, après vingt-trois heures d'inquiétudes et de dangers, mouillés, transis, mourant de faim, les voyageurs abordent à un petit port près de Hastings. Il était temps!

13 octobre. — Le général de Monts vient voir l'Empereur et lui annonce que M. de Bismarck autorise la délivrance d'un laisser-passer à M. Gautier. Le général devant y ins-

crire un signalement, on me consulte, et je donne celui de l'ancien secrétaire général du ministère de la maison de l'Empereur.

14 octobre. — L'Empereur, recevant le laisser-passer, remarque le signalement et me dit que le nom de Gautier est un pseudonyme pour la personne qui doit se servir de cette pièce, et que, si le signalement n'était pas en rapport avec elle, il servirait à la faire arrêter. Je vais donc chez le général de Monts et j'en rapporte un nouveau laissez-passer. Le général Fleury m'accompagne à Cassel.

15 octobre. — Le général Fleury prend congé de l'Empereur et retourne à Lausanne où il avait établi sa famille.

16 octobre. — Rien à noter.

17 octobre. — L'Empereur souffre un peu de la goutte. La princesse Achille Murat, venant faire une visite à son mari, arrive à Wilhelmshöhe avec madame Dutour.

18 octobre. — Beau temps. Je monte à cheval avec Reille et Pajol.

19 octobre. — L'Empereur encore un peu souffrant ne sort pas. Je monte de nouveau à cheval.

20 octobre. — Le docteur Conneau part pour conduire son fils auprès du Prince impérial. La princesse Achille Murat vient dîner chez l'Empereur.

21 octobre. — Le général de Galliffet vient faire une visite à l'Empereur qui l'invite à sa table pour la durée de son séjour.

23 octobre. — Départ de Galliffet.

25 octobre. — Départ de la princesse Murat.

26 octobre. — Le bruit avait couru de négociations ouvertes entre le maréchal Bazaine et M. de Bismarck pour traiter de la paix. L'Empereur apprend que le chancelier ne veut traiter avec le maréchal que sous la ratification de l'Impératrice qui se refuse à la donner. Sa Majesté ajoute que l'Impératrice a écrit au roi. Dans la soirée le vent souffle en tempête et la neige couvre le sol.

27 octobre. — Je suis de service. J'apprends à 6 heures, et j'annonce à l'Empereur la capitulation de Metz.

28 octobre. — A 9 heures, l'Empereur m'envoie porter au général de Monts une note conçue en ces termes :

— L'Empereur Napoléon désirerait vivement, si Sa Majesté

le roi de Prusse n'y voit pas d'inconvénient, que les maréchaux de Mac-Mahon, Bazaine, Canrobert et Le Bœuf soient internés à Cassel.

Avant de partir, je soumets quelques observations à l'Empereur sur les inconvénients que me paraît présenter cette mesure, qui va attirer l'attention de l'Europe, faire croire à un complot bonapartiste organisé à Cassel, et qui n'aura peut-être pas, d'ailleurs, l'assentiment du roi, ni celui des maréchaux. L'Empereur dit qu'au contraire, ce sera un centre, une force, et qu'après y avoir mûrement réfléchi, il persiste. Je pars. A mon retour, je trouve au château M. Pietri, l'ex-préfet de police. Il dîne au château.

30 octobre. — Temps affreux. M. Pietri avait déjeuné avec l'Empereur. Après le déjeuner, Sa Majesté l'invite à passer avec Elle dans son cabinet.

Chacun de nous regagne son appartement. Comme je prenais l'escalier qui conduit chez moi, je rencontre Clary arrivant de Londres et qui me demande s'il peut voir l'Empereur tout de suite. Je le conduis immédiatement à son cabinet, lui demandant, pendant le trajet, des nouvelles de Chislehurst. J'annonce Clary, et M. Pietri sort avec moi du cabinet pour ne pas gêner l'Empereur. Moins d'une minute après, la porte du cabinet se rouvre, l'Empereur sort avec Clary qui prend les devants, traverse les salons et disparaît dans l'escalier. L'Empereur, continuant à marcher, arrive jusqu'au palier. Nous suivons instinctivement, Piétri, Pajol et moi. L'Empereur attend quelques secondes appuyé sur la rampe. Tout à coup, de la porte du petit escalier qui ouvre sur le grand, une femme voilée et enveloppée dans un waterproof sort vivement et se jette en sanglotant dans les bras de l'Empereur qui la tient longtemps embrassée. Nous devinons plutôt que nous ne reconnaissons l'Impératrice. Elle monte les degrés soutenue par l'Empereur, et, baignée de larmes, nous trouve tous les quatre sur le palier, embrasse Pajol qui se trouvait le premier, nous donne à tous la main que nous baisons, et suit l'Empereur dans son cabinet. Au bout de quelques minutes, l'Empereur sort pour me dire d'aller prévenir le général de Monts de cette arrivée imprévue. Clary était en train de nous raconter que l'Impératrice,

ayant appris que l'Empereur était souffrant et ne pouvant plus résister au désir de le voir, avait formé inopinément le projet de ce voyage et l'avait exécuté sur l'heure, voyageant sous le nom de comtesse Clary et n'ayant emmené qu'une femme de chambre et un valet de chambre. J'allais partir lorsque je vois arriver le gouverneur. Il venait annoncer à l'Empereur que le roi avait fait prévenir les maréchaux qu'ils seraient internés à Cassel. J'introduis le général de Monts dans le salon de l'Empereur qui le présente à l'Impératrice. Leurs Majestés restent dans le cabinet de l'Empereur jusqu'à l'heure du dîner. L'Impératrice dîne avec nous. La conversation prolonge la soirée jusqu'à 11 h. 1/2.

31 octobre. — Nous apprenons, dans la matinée, par voie indirecte, que le maréchal Bazaine vient d'arriver à Cassel. A 3 heures, je reçois la visite du capitaine Gudin, officier d'ordonnance du maréchal, envoyé à l'Empereur pour lui annoncer l'arrivée du commandant en chef de l'armée de Metz et lui demander quand Sa Majesté voudrait le recevoir.

De son côté l'Empereur avait envoyé le commandant Hepp au maréchal.

Je conduis immédiatement le capitaine Gudin chez l'Empereur qui le reçoit en compagnie de l'Impératrice. Pendant l'entretien, on annonce le maréchal Bazaine qui était venu avec Hepp. L'Empereur et l'Impératrice vont au-devant de lui dans le premier salon. L'Empereur l'embrasse. L'Impératrice se jette à son cou en sanglotant, et pleure quelques instants sur son épaule. Nous étions tous très émus. Leurs Majestés et le maréchal rentrent dans le cabinet de l'Empereur et nous restons avec les capitaines Gudin et Mornay-Soult qui nous donnent les détails les plus intéressants sur cette héroïque et malheureuse armée de Metz, déjà insultée par les membres du gouvernement. Nous apprenons la mort d'un grand nombre de nos camarades, l'avancement des autres. Le maréchal prend congé de Leurs Majestés à 5 heures et retourne à Cassel avec ses officiers.

1er novembre. — Je suis de service. A 9 heures, l'Empereur vient dans le salon où j'étais seul et me dit :

— Il paraît que Le Bœuf n'est pas bien vu des autres généraux ni de l'armée; je regretterais qu'il vînt ici. Ne

pourrait-on pas lui faire assigner une autre destination?

Je propose à l'Empereur d'aller en causer avec le général de Monts et je pars pour Cassel. Le gouverneur fait quelques objections fort justes et dit qu'il lui paraît bien difficile de demander au roi une nouvelle résidence pour le maréchal s'il ne peut pas mettre à l'appui de sa demande une lettre du maréchal ou de l'Empereur. Je vais voir le maréchal Bazaine qui me dit que les maréchaux Le Bœuf et Canrobert avaient paru contrariés en apprenant qu'on les dirigeait sur Cassel, qu'ils auraient préféré Aix-la-Chapelle et Stuttgart. Il me semble qu'on pourrait tirer parti de cette circonstance, et, de retour à Wilhelmshöhe à 11 heures et quart, je propose à l'Empereur d'attendre le maréchal Le Bœuf et de lui inspirer de faire une demande de changement de résidence, en l'assurant que je me chargeais de la faire réussir. L'Empereur approuve cette proposition. Déjà il voyait, par le langage des journaux, le mauvais effet que produisait la réunion des maréchaux à Cassel et il commençait à regretter d'avoir provoqué cette mesure.

A 1 heure, visite de la duchesse de Hamilton et de sa fille que l'Empereur invite à dîner.

A 5 heures, départ de l'Impératrice qui nous fait les adieux les plus affectueux. Je l'accompagne, avec l'Empereur, jusqu'à mon escalier qu'elle descend avec Clary après avoir embrassé plusieurs fois l'Empereur. Elle veut, autant que possible, éviter l'Allemagne et retourner en Angleterre par Hanovre, Rotterdam, Anvers et Ostende.

2 novembre. — La duchesse de Hamilton et sa fille viennent déjeuner et prendre congé de l'Empereur.

Au moment où l'on allait passer à table arrivent le prince Joachim Lambert, le capitaine Leplus, et le sous-lieutenant Vacquier, aide de camp et officier d'ordonnance du prince. On s'embrasse, on se serre la main suivant les degrés d'intimité; l'Empereur retient des officiers à déjeuner.

Le prince Joachim avait demandé, pour lui et les trois officiers qui l'accompagnaient, d'être interné à Wilhelmshöhe, ce qui lui avait été accordé. Le prince inclinait à penser que cette autorisation entraînait l'habitation au château, ce qui n'était pas notre avis, pour la raison qu'on n'avait reçu aucun

ordre d'y préparer leur installation. L'Empereur me chargea d'aller à Cassel en causer avec le général de Monts. Le gouverneur me dit que, par le mot de Wilhelmshöhe, on n'avait voulu désigner que le village, mais qu'il était prêt, si c'était le bon plaisir de l'Empereur, à demander pour ces messieurs l'autorisation de résider au château. L'Empereur, consulté, limita cette demande au prince Joachim seul. Je trouvai à Cassel, arrivés le matin, les maréchaux Le Bœuf et Canrobert, le général de Forton. Je vis également Édouard de Randal que j'eus grand plaisir à embrasser.

Les deux maréchaux vinrent voir l'Empereur dans l'après-midi et lui exprimèrent le désir, voulant appeler leurs familles auprès d'eux, de demander une résidence moins froide que celle de Cassel.

3 novembre. — J'écris au général de Monts, par ordre de l'Empereur, pour le prier de demander au roi que le prince Joachim soit autorisé à habiter au château.

Le maréchal Bazaine, invité la veille, vient déjeuner avec l'Empereur. Promenade à Löwenburg.

4 novembre. — Le maréchal Canrobert vient déjeuner chez l'Empereur et exprime à Sa Majesté le désir d'aller à Stuttgart. Il ajoute que le maréchal Bazaine a l'intention d'aller à Aix-la-Chapelle pour se rapprocher de sa femme qui se trouve à Bruxelles dans un état de grossesse avancée. L'Empereur m'envoie à Cassel pour traiter avec le général de Monts la question du changement de résidence des maréchaux. Je vois le maréchal Le Bœuf que j'invite à déjeuner pour le lendemain et qui ne sait plus s'il veut rester à Cassel ou aller ailleurs. Il penche cependant pour Cassel, au moins pendant quelque temps.

5 novembre. — Le maréchal Le Bœuf vient déjeuner. Dans l'après-midi, M. Régnier (l'homme de Chislehurst et de Metz) me fait parvenir une lettre par laquelle il demande d'être admis auprès de l'Empereur pour lui remettre la fameuse photographie de la vue de Hastings, avec quelques mots de l'écriture du Prince impérial. L'Empereur ne veut pas le recevoir et il me dit : « Tâchez de lui retirer cette photographie s'il veut la donner. » M. Regnier consent à donner sa photographie, mais sur un reçu formulé d'avance d'une

manière insidieuse. Je me refuse à le signer et il s'en va emportant sa photographie.

6 novembre. Dimanche. — Je suis de service. Le général de Forton vient à la messe. L'Empereur le retient à déjeuner...

7 novembre. — L'Empereur m'envoie auprès du maréchal Le Bœuf pour savoir où il en est de ses projets de résidence et le déterminer à faire sa demande. Le maréchal me promet qu'il va remettre au gouverneur une demande pour Bonn..... Nous apprenons le soir que les négociations relatives à l'armistice ont échoué.

8 novembre. — L'Empereur dirige sa promenade du côté du chalet en construction. Le général de Forton Lambert, son fils, Turenne, O'Connor, Abeille s'installent dans la petite maison servant de restaurant à côté de la station de Wilhelmshöhe. Le général de Monts vient dîner avec l'Empereur.

9 novembre. — Le maréchal Le Bœuf et le maréchal Bazaine viennent faire une visite à l'Empereur.

10 novembre. — Il a neigé une partie de la nuit et il neige encore dans la matinée. Néanmoins l'Empereur sort à pied, à 2 heures.

11 novembre. — Je suis de service. L'Empereur dans sa promenade rencontre le maréchal Canrobert qui venait le voir. Le soir, après le dîner, on annonce le prince Charles Bonaparte, chef de bataillon au 41e, qui passait à Cassel pour se rendre à Brunswick et qui était venu présenter ses devoirs à l'Empereur. Il reste une heure environ et nous remarquons tous son extrême exaltation.

Nous apprenons dans la journée que le maréchal Bazaine a reçu une lettre de sa femme lui annonçant qu'elle part pour aller le rejoindre et faire ses couches à Cassel. Le maréchal renonce donc à toute idée de déplacement personnel et cherche une maison à louer à Cassel. Comme le mauvais vouloir contre le commandant en chef de l'armée de Metz s'accentue tous les jours davantage dans les journaux et dans le public, l'Empereur comprend qu'il rejaillira forcément sur lui quelque chose de ce voisinage et me dit : « Vous aviez raison; je regrette de n'avoir pas suivi votre conseil. »

12 novembre. — Neige le matin, par un vent très violent;

aussi la neige paraît-elle monter au lieu de descendre et sortir de la terre au lieu d'y tomber. Vers midi, le temps se remet, et à 2 heures, l'Empereur sort à pied et pousse sa promenade jusqu'à la maison habitée par le prince Joachim, le général de Forton, etc., et que nous avons surnommé le Champ d'Asile. A six heures arrive Édouard qui m'annonce que le maréchal Canrobert a reçu son autorisation d'aller à Stuttgart et qu'il part à 10 heures. Je l'embrasse et il se sauve pour faire ses préparatifs.

Le capitaine de Grüter m'apporte l'autorisation pour le prince Joachim de loger au château et la réponse du général Changarnier à une lettre que l'Empereur lui avait adressée à Bruxelles. Je remets cette lettre à l'Empereur qui la lit devant moi. Elle n'a aucune couleur politique. Le général remercie respectueusement l'Empereur de sa lettre et de sa brochure sur Sedan, que Sa Majesté y avait jointe. Il lui témoigne son indignation des odieuses attaques dont le maréchal Bazaine est l'objet de la part des journaux. Il ajoute qu'il a rédigé une note pour défendre le maréchal; il a envoyé cette note au rédacteur en chef de l'*Indépendance* qui ne l'a pas publiée. Sur les instances du général, le rédacteur est venu le trouver et lui a dit que, s'il y tenait absolument, il insérerait la note, mais en la faisant suivre d'une appréciation flatteuse pour lui autant que désobligeante pour le maréchal. Le général terminait en disant que, devant un mauvais vouloir si caractérisé, il n'avait cru pouvoir rien faire de mieux, dans l'intérêt du maréchal, que de retirer sa note; mais qu'il se réservait de défendre le maréchal dans la prochaine assemblée constituante dont ses amis voulaient qu'il fît partie et où la question ne pouvait manquer d'être portée.

13 novembre. Dimanche. — Neige le matin. Les ducs de Bassano et de Padoue arrivent de Bruxelles pour voir l'Empereur qui les reçoit avec plaisir, les embrasse, les promène et les retient à dîner. Dans l'après-midi, le maréchal et la maréchale Bazaine viennent faire visite à l'Empereur, ainsi que le maréchal Le Bœuf, partant le lendemain pour Bonn.

14 novembre. — Beau temps. Le soir, pendant la lecture

le capitaine de Grüter vient faire une communication à l'Empereur de la part du général de Monts,

15 novembre. — Fête de l'Impératrice. Je fais part à l'Empereur de notre intention d'adresser une dépêche à Sa Majesté pour lui offrir nos hommages. L'Empereur me dit qu'il préfère écrire et se charge d'être notre interprète.

16 novembre. — A 9 heures, l'Empereur me fait venir dans son cabinet, me raconte les désordres du prince Achille, me dit qu'à l'époque de son mariage, obsédé par sa famille, il avait consenti à payer toutes les dettes de ce jeune homme, dont le chiffre s'élevait à 500 000 francs. Il devait croire que c'était une affaire terminée et on le lui avait affirmé; mais pas du tout, voici d'anciennes lettres de change qui reparaissent. Un Juif les a achetées; il est venu à Cassel, poursuivant le Prince pour une somme de 56 000 francs, a obtenu un jugement contre lui, et l'aurait fait incarcérer si le général de Monts n'avait interposé son autorité, mettant le Prince, en sa qualité de prisonnier, sous sa sauvegarde. D'autres créanciers arrivent à la rescousse; ils menacent de faire du scandale. L'Empereur désirerait que le Prince pût passer en Angleterre où se trouve déjà sa femme avec sa famille et où il pourrait réunir les ressources nécessaires pour désintéresser ses créanciers. Sa Majesté me charge d'aller voir le général de Monts et de le prier d'écrire au roi pour lui demander que le Prince soit autorisé à profiter du bénéfice accordé à tous les officiers par la capitulation de Sedan.

Le gouverneur me fait quelques objections très fondées résultant de la position du Prince vis-à-vis de la justice civile et de sa propre responsabilité, à lui, qui se trouve engagée. Il me dit cependant que, si je veux lui écrire à ce sujet, au nom de l'Empereur, sans trop appuyer sur les motifs de la demande, il transmettra ma lettre au roi.

Je rentre à Wilhelmshöhe pour faire la lettre; mais je passe par l'hôtel du Nord pour savoir à quelle heure le maréchal Bazaine pourrait recevoir l'Empereur qui désire lui rendre sa visite. Le maréchal, qui me reçoit, me prie de remercier l'Empereur et d'exposer à Sa Majesté que la maréchale est trop mal installée à l'hôtel pour le recevoir, et qu'elle serait très reconnaissante si l'Empereur voulait remettre

sa visite à un jour peu éloigné où elle pourrait Le recevoir chez elle.

17 novembre. — Le marquis de Gricourt et le comte de Mercy-Argenteau viennent faire visite à l'Empereur qui les invite à dîner.

18 novembre. — Ces messieurs déjeunent et dînent. Dans l'après-midi visite du maréchal et de la maréchale Bazaine.

19 novembre. — Le marquis de Gricourt part pour Bruxelles avec Raimbeaux. L'Empereur monte à cheval, je l'accompagne avec Davillier.

20 novembre. Dimanche. — L'Empereur sort à pied, vers 2 heures, et dirige sa promenade vers le village à gauche de l'avenue. Il rencontre le maréchal et la maréchale Bazaine en voiture découverte et s'arrête quelques instants à causer avec eux. A 5 heures, l'Empereur m'envoie chercher pour me lire une note commençant par ces mots : « La France et l'Allemagne désirent également la paix; la difficulté est de savoir comment et par qui elle pourra se conclure... » Après avoir établi qu'une assemblée seule aura assez d'autorité pour faire accepter au pays les conditions du vainqueur, l'Empereur conclut que cette assemblée ne peut être formée qu'au moyen des conseils généraux convoqués par le roi de Prusse après son entrée à Paris. Je réponds que l'idée n'est pas nouvelle pour moi, qu'elle a été émise par un journal qui demandait 10 membres par conseil, ce qui formait une réunion de 900 personnes. Le projet de Sa Majesté ne comprenant que 4 membres par département (en tout 360) rendait la chose plus pratique, sans cependant faire disparaître les difficultés que l'exécution rencontrerait, provenant surtout de la nature du pouvoir qui devait constituer et plus tard convoquer l'assemblée. Nous discutons sur la question jusqu'au dîner. L'Empereur me dit d'y réfléchir.

Après le dîner, l'Empereur nous parle des attaques incessantes dont lui, le régime impérial, l'armée, les maréchaux sont l'objet de la part des journaux, parmi lesquels l'*Indépendance Belge* se fait remarquer par sa virulence et sa mauvaise foi. Il a essayé de répondre; mais les autres journaux acceptent difficilement des articles qui peuvent leur attirer une polémique désavantageuse. En conséquence il s'est décidé

à fonder un journal. Ce journal s'appellera *Le Drapeau.* Il paraîtra à Bruxelles. MM. Granier de Cassagnac et Clément Duvernois seront à la tête de la rédaction. Il ne s'occupera pas seulement de politique; il sera plus spécialement chargé des intérêts de l'armée française prisonnière en Allemagne, recevra gratis toutes les communications pouvant intéresser les officiers, sous-officiers et soldats, établira un lien entre eux, et leur reconstituera comme une patrie à l'étranger. Après avoir exposé ses intentions, l'Empereur nous lit, en nous demandant nos observations et formulant lui-même les siennes, un article qu'il a reçu dans la journée, qui doit paraître en tête du premier numéro du journal et en être en quelque sorte le programme. Cet article soulève de nombreuses objections pour le fond autant que pour la forme. On en supprime au moins la moitié, et ce qui reste, après avoir encore été modifié, est renvoyé à la rédaction.

21 novembre. — Je suis de service. L'Empereur sort en voiture découverte et dirige sa promenade vers Cassel où il entre pour la première fois. Il va jusqu'au bout de la grande rue et revient à Wilhelmshöhe.

23 novembre. — ... Pietri qui était parti quinze jours auparavant pour l'Italie rentre à Wilhelmshöhe.

24 novembre. — ... La princesse de la Moskowa arrive avec ses deux fils et s'établit à l'hôtel Schombardt.

27 novembre. — L'Empereur m'envoie à Cassel chercher un notaire qui lui rédige une procuration pour vente. L'autorisation pour le prince Achille arrive et il part le soir même.

30 novembre. — Premier numéro du *Drapeau.*

9 décembre. — Six jours de neige. M. Lerat, ancien commissaire de police à Bordeaux, est reçu par l'Empereur. Le journal de M. de Bismarck publie en tête de ses colonnes la note envoyée au chancelier sur les conseils généraux. M. Levert, ancien préfet vient de Genève voir l'Empereur qui le retient à dîner.

10 décembre. — L'Empereur me lit une réponse qu'il vient de recevoir de M. de Bismarck. Nous cherchons l'homme demandé pour servir de conseil.

11 décembre, dimanche. — Nous reprenons la conversation. Je prononce le nom de M. Conneau. Il paraît convenir, mais

où le trouver? M. Levert paraît bien aussi. Celui-ci ne refuse pas, mais il est bien connu, on saura qu'il vient de W... Il met en avant M. Hamille, ancien directeur des cultes, très fin, très au courant des affaires et peu connu. L'Empereur n'a rien contre ce choix. M. Levert part pour Bruxelles.

13 décembre. — ... Le maréchal Bazaine vient annoncer à l'Empereur la naissance d'un fils à 8 heures du matin. Je vais à Cassel porter au général de Monts l'engagement, écrit pour moi et mes camarades, de ne pas nous absenter sans permission.

14, 15, 16, 17 décembre. — Rien à signaler. Les allures du *Drapeau* ne nous conviennent pas et nous le disons à l'Empereur. Elles provoquent dans l'armée prisonnière des protestations qui s'accentuent chaque jour davantage.

18 décembre. — Un Polonais, du nom de Woidtschetski, voyageant avec un passe port belge sous le nom de Lemaire, est signalé à la police allemande comme faisant de la propagande républicaine parmi les prisonniers et les engageant à se sauver.

21 décembre. — ...M. de Bonville, ancien préfet de Bordeaux vient voir l'Empereur.

22 décembre. — ...Départ de M. de Bonville qui retourne à Londres. Général de Monts vient dîner.

23 décembre. — ...L'Empereur me fait écrire au comte de Bismarck qu'il cherche toujours un homme à pouvoir lui envoyer. Le maréchal Bazaine vient voir l'Empereur avec Gudin.

31 décembre. — Je vais à Cassel avec Reille et Waubert faire visite au général de Monts, à la maréchale Bazaine et à madame Duplessis.

1er janvier 1871. — 16°. Temps magnifique. Le duc de Bassano arrive de Bruxelles. L'Empereur nous reçoit tous avant de descendre pour la messe, il se borne à nous serrer la main en nous disant quelques mots. Il trouve dans la salle qui précède la chapelle la princesse de la Moskowa avec ses deux fils, Laurent et Jean, ainsi que les officiers de la petite maison. L'Empereur leur serre la main et retient à déjeuner la princesse et ses enfants, le général de Forton et Lambert.

A 1 heure, le général de Monts vient présenter ses devoirs à l'Empereur. Le maréchal Bazaine était venu la veille.

2 janvier. — 20°. Davillier part pour Londres. A 2 heures, je conduis le duc de Bassano visiter le château de Löwenburg. En rentrant, je trouve sur ma table une lettre de M. de Bismarck que je porte à l'Empereur qui en paraît satisfait. J'apprends que le comte de Saint-Amand, venu de Bruxelles sans passeport régulier pour présenter ses hommages à l'Empereur, a été arrêté à Giessen, conduit sous escorte à Cassel et écroué dans la prison de la ville où il a passé la nuit. J'écris immédiatement au comte de Monts qui le fait mettre en liberté.

3 janvier. — 15°. Conférence dans le cabinet de l'Empereur avec M. de Bassano et Pietri pour le choix d'un intermédiaire. — M. de Saint-Amand... difficultés. Gricourt, faute de mieux. J'accompagne à 1 heure le duc de Bassano à la station de Wilhelmshöhe.

4 janvier. — 10°. Beau temps. Départ de M. de Saint-Amand. Réponse à M. de Bismarck.

6 janvier. — 4°. Arrivée du général Frossard avec Creny et Olympe Aguado.

7 janvier. — 3°. Arrivée de Clary.

8 janvier. — 2°. Départ de Frossard, Aguado et Creny. Refus de Gricourt. L'Empereur me dit qu'il a envie d'envoyer Clary; je trouve ce choix préférable à l'autre; je fais le nécessaire, et il part le lendemain.

10 janvier. — Départ de Connau.

14 janvier. — 6°. Arrivée de Fleury, Pietri et Vandal.

15 janvier. — ... Retour de Clary qui n'a pu se rencontrer avec M. de Bismarck.

16 janvier. — Départ de Clary pour Chislehurst.

17 janvier. — Départ de Vandal.

18 janvier. — Continuation du dégel. Le soir, à 9 heures, arrive sans avoir été annoncé M. *Charles Duparc*[1]. Il entre dans le cabinet de l'Empereur avec Fleury et M. Pietri. L'entretien dure jusqu'à 10 h. 1/2.

19 janvier. — Départ de M. Charles Duparc pour Versailles.

1. Nom pris pour voyager en Allemagne par Clément Duvernois.

20 janvier. — Départ de Fleury et de M. Pietri. Arrive, après leur départ, M. de Farincourt.

21 janvier. — Le général de Monts porte à l'Empereur un télégramme qui renverse la combinaison Duparc et Farincourt.

22 janvier. — M. de Farincourt retourne à Genève.

23 janvier. — ...Les journaux parlent de la liberté à rendre à l'Empereur.

25 janvier. — Le général Fleury arrive à 9 heures, retour de Bruxelles. Rien à faire.

27 janvier. — Départ de Fleury. Arrivée de Davillier.

28 janvier. — On apprend la capitulation de Paris.

1er février. — L'Empereur fait télégraphier pour avoir des nouvelles de M. Duparc.

3 février. — M. Duparc est depuis plusieurs jours à Versailles.

4 février. — Arrivée de Clary.

6 février. — Pluie battante. L'Empereur nous lit son manifeste. Ouragan dans la nuit.

8 février. — Départ de Clary.

9 février. — ...M. Pietri arrive de Chislehurst à 9 heures.

10 février. — ...Départ du maire de Châteaudun (M. Duchanoy). Je vais à Cassel demander au général Monts un laissez-passer pour M. Handl.

11 février. — ...Envoi du manifeste.

15 février. — Retour de Rainbeaux.

18 février. — Départ de Rainbeaux.

19 février. — Arrivée de Farincourt.

20 février. — Arrivée de Clary.

22 février. — Départ de Clary.

1er. — 8 mars. — Temps idéalement beau. Nous attendons chaque jour une communication de Versailles relative au départ. L'Empereur n'a rien fait connaître de ses projets ultérieurs. Cependant, sur une lettre du général Fleury qui l'engageait à choisir Arenenberg pour lieu de sa résidence, il a répondu vivement : « Oh! non, je veux aller en Angleterre. »

Un matin que j'étais de service, l'Empereur prit son chapeau et sa canne pour faire un tour de promenade dans le parc avant déjeuner. Je l'accompagnai. Le temps était

splendide. Un vrai temps de printemps. L'Empereur me parla du départ et de son intention d'aller rejoindre l'Impératrice et son fils.

« Et vous, que comptez-vous faire? » ajouta-t-il.

Je répondis que, n'ayant jamais eu d'autre pensée que celle de rester auprès de Sa Majesté tant qu'Elle croirait pouvoir utiliser mon dévouement, je ne m'étais pas occupé de moi et n'avais formé aucun projet, que je considérais ma carrière terminée le jour où je ne pourrais plus servir l'Empereur à qui je devais tout, et que, ne voulant offrir mon épée à aucun autre gouvernement, quel qu'il fût, je prendrais ma retraite. — Je vous remercie, reprit Sa Majesté, et je n'attendais pas moins de vous, mais voici le moment où je vais devoir me séparer de mes meilleurs amis. Ce ne sera pas sans un profond regret, mais il le faut. Je ne veux pas jouer au souverain en Angleterre, en conservant un semblant de cour. Je veux y arriver en simple particulier et y vivre ainsi. Je vous demanderai seulement de m'accompagner jusqu'à Ostende. Là je mettrai un signet au livre de ma vie, avant d'en commencer une autre partie.

L'Empereur paraissait fort ému en prononçant ces derniers mots; moi-même, je me sentais très remué et je voyais trouble autour de moi. Cependant, puisque l'Empereur lui-même avait mis la conversation sur ce sujet plus pénible encore pour lui que pour nous, je ne voulus pas le quitter sans l'avoir épuisé afin de n'y plus revenir. Dominant mon émotion, je demandai à Sa Majesté s'il ne lui serait pas agréable d'avoir toujours un de nous avec Elle, ainsi que cela s'était fait pour le roi Louis-Philippe, ne doutant pas que tous mes camarades ne s'empressassent de concourir à cet honneur. — Non, répondit l'Empereur. Tous ceux de mes amis qui viendront me voir seront toujours bien reçus et sont sûrs de me faire grand plaisir, mais je ne veux autour de moi rien qui ressemble à un service.

Quelqu'un étant venu nous joindre à ce moment, la conversation perdit son caractère intime et l'Empereur parla des détails matériels de son voyage.

12 mars. — Le beau temps continue. Un vrai printemps. Rien du roi. Le dimanche 12, l'Empereur m'envoie aux nou-

velles auprès du général de Monts qui n'en sait pas plus que nous, et qui doit partir le lendemain pour aller au-devant du roi jusqu'à Francfort et l'accompagner sur le parcours de son commandement.

13 mars. — Le général de Monts vient, à 2 heures, prendre congé de l'Empereur. A 8 heures, comme je sortais pour faire quelques pas devant le château, je trouve à la porte, causant avec les factionnaires, un homme à cheval qui me présente une lettre du général de Monts à mon adresse. Je rentre dans le vestibule pour la lire. Le gouverneur me faisait connaître qu'il venait de recevoir un télégramme de M. de Bismarck, demandant que l'Empereur envoyât une personne investie de sa confiance à Berlin pour conférer avec lui. Je remonte au salon et je mets cette lettre sous les yeux de l'Empereur qui, après l'avoir lue, se lève, m'invite à passer avec lui dans son cabinet et me dit : — Je voudrais que vous me fissiez le plaisir d'aller trouver M. de Bismarck. — Très volontiers. — Quand pourrez-vous partir? — Mais, demain matin; je vais écrire immédiatement au général de Monts pour le prier de m'annoncer. — Très bien. — L'Empereur rentre au salon et je vais faire ma lettre que je remets au messager du gouverneur.

14 mars. — A 9 heures, je vais prendre les ordres de l'Empereur, qui m'entretient pendant une demi-heure des diverses probabilités du but de mon voyage, puis je vais déjeuner et je pars à 11 h. 40 pour Berlin. La journée était belle, du soleil, un petit vent frais. J'arrive à 9 heures et je me fais conduire à l'hôtel Royal, situé au coin de la promenade des Tilleuls et de la Wilhelmstrasse, rue où est situé l'hôtel du ministre des Affaires étrangères, habité par M. de Bismarck.

15 mars. — Je sors à 9 heures du matin et je me rends directement chez le chancelier fédéral. On me dit qu'il n'est pas encore levé. Je m'en doutais, connaissant ses habitudes de travailler très avant dans la nuit et de lire les journaux du matin dans son lit. Je demande à voir un de ses secrétaires et, dès les premiers mots, je vois que j'étais attendu. Il me dit que, dès que le comte aura sonné, il le préviendra de mon arrivée et me fera connaître à mon hôtel l'heure à laquelle

il pourra me recevoir. Je rentre en faisant un assez long circuit pour voir quelques quartiers de la ville. Malheureusement le temps se met à la pluie et je regagne, vers 10 heures, mon hôtel. A peine rentré, je reçois une lettre d'audience pour midi et demi.

J'arrive à l'heure fixée. Des huissiers en habit noir et décorés de l'Aigle de Prusse m'introduisent dans un salon de famille avec billard, causeuses, tables à ouvrages, attenant au cabinet du comte, que l'on va prévenir et qui vient au-devant de moi jusqu'à sa porte. C'était la troisième fois que je me trouvais en présence de l'illustre homme d'État. Il me reçoit de la manière la plus gracieuse, s'excusant de m'avoir dérangé, et m'indique de la main un fauteuil pendant que lui-même se place à son bureau.

Dès ses premiers mots, je vois qu'il m'a fait venir pour traiter la question de la mise en liberté de l'Empereur. Le général de Monts, en rentrant à Cassel, avait télégraphié au roi ce que l'Empereur l'avait chargé de lui dire : « offrir ses compliments et lui demander quelles étaient ses intentions au sujet de sa personne. » Le roi en avait référé à M. de Bismarck, qui, désirant connaître le désir de l'Empereur, avait voulu, avant de répondre au roi, voir quelqu'un de Wilhelmshöhe. Le chancelier fédéral, après un exposé de la question, me demanda quels étaient les projets de l'Empereur. Je répondis que mon souverain attendait que le roi lui notifiât sa liberté, pour se retirer en Angleterre, auprès de l'Impératrice et de son fils.

M. de Bismarck me fit observer que si, dès la signature des préliminaires, le roi s'était empressé de dire à l'Empereur qu'il était libre, il aurait paru avoir hâte de mettre fin à l'hospitalité qu'il lui donnait, que d'ailleurs, il pouvait entrer dans la politique de l'Empereur de désirer prolonger son séjour en Allemagne au milieu de son armée, que, par conséquent, il serait peut-être convenable que l'Empereur écrivît au roi pour lui demander sa liberté. Je me récriai contre cette prétention.

Je fis observer au chancelier fédéral que l'Empereur était prisonnier de guerre au même titre que les généraux, qu'il devait par conséquent bénéficier des avantages qui leur

étaient faits. Or, l'article 6 des préliminaires stipulant que tous les prisonniers de guerre seraient immédiatement rendus à la liberté, l'Empereur n'avait aucune demande particulière à faire pour jouir de ce droit. D'ailleurs aucune notification officielle du traité n'était parvenue à mon souverain : sur quoi appuierait-il donc sa demande? Il me paraissait au contraire plus conforme à la logique et aux convenances, que ce fût le roi qui écrivît à l'Empereur et qu'il pourrait concilier son initiative avec les égards dus à un hôte, en rendant à l'Empereur sa liberté et en lui laissant la faculté d'en user comme il le jugerait convenable.

M. de Bismarck se rendit à ces raisons et, prenant un gros crayon bleu qui lui sert habituellement pour rédiger ses notes, il me dit :

— Tenez, faisons la réponse ensemble; je vais l'écrire en français pour que vous puissiez la nuancer à votre gré.

La dépêche faite, le comte sonna, un huissier vint la prendre et elle partit immédiatement pour Francfort. Cette affaire terminée, M. de Bismarck engagea la conversation sur ses communications antérieures avec l'Empereur. Il me dit qu'une sorte de fatalité s'en était mêlée, amenant des retards incessants et paralysant son bon vouloir. Ainsi M. Charles Duparc, qu'il attendait un certain jeudi, n'était arrivé que le samedi de la semaine suivante, après un retard de dix jours, pendant lesquels il avait fait pleuvoir des télégrammes de tous côtés pour le réclamer. Quand enfin il arriva, c'était trop tard et le comte avait été privé du concours qu'il attendait d'un homme rompu aux détails de l'administration française pour diverses nuances des conditions de la capitulation.

Ce mot de capitulation l'amena à parler de Metz. Le comte me dit qu'il avait cherché à se rendre compte de ce que pouvait être ce Régnier qui avait joué un rôle dans cette affaire et qu'il avait *casé dans sa pensée* comme pouvant être un coiffeur ou un fournisseur quelconque de l'Impératrice qui lui aurait déplu, qu'elle aurait cassé aux gages et qui cherchait à la servir avec une sorte de dévouement fanatique, afin de rentrer en grâce auprès d'elle. Sans trop le prendre au sérieux, assurait-il, il avait cherché à en tirer parti en entrant dans ses idées; qu'ainsi il avait pensé à

faire servir l'armée de Metz au rétablissement de la Régence et proposer une sorte de pronunciamiento dans cette armée; que le général Boyen auquel il avait parlé avait vu de grands dangers à introduire dans notre pays l'usage des pronunciamientos; qu'alors M. de Bismarck avait émis l'avis de s'en tenir simplement aux officiers qui, dans une revue, au moyen d'une proclamation un peu chaude, enlèveraient facilement la troupe; enfin que, selon lui, ces deux éléments : l'Impératrice régente et l'armée de Metz, mises en contact devaient dégager l'électricité nécessaire pour le résultat désiré, qu'il avait d'autant plus de mérite à poursuivre ce résultat qu'il devait lutter pour cela contre le parti militaire et le prince Frédéric-Charles, qui ne voulait pas laisser échapper, dans l'armée de Metz, une proie facile que le manque de vivres devait lui livrer sous trois jours.

Je demandai au chancelier fédéral dans quelle mesure il croyait pouvoir peser sur les commissaires chargés d'arrêter le traité de paix définitif, pour y introduire la nécessité d'un plébiscite, comme il en avait fait connaître l'intention à l'Empereur. Il répondit que cela dépendait beaucoup des circonstances; qu'elles dirigeraient ses résolutions; mais que, dans tous les cas, il ne croyait pas à la durée de la république.

Pour me donner une nouvelle preuve de ses dispositions bienveillantes pour l'Empereur, M. de Bismarck me dit que, dans le rapatriement des prisonniers français, il s'était entendu avec le ministre de la guerre de Prusse, pour que cette opération fût faite dans les conditions les plus avantageuses pour l'Empereur. Ainsi, on commence par les corps les moins militaires, les gardes nationaux mobilisés, les mobiles, francs-tireurs, etc., pour finir par la garde. Que les États du sud de l'Allemagne n'avaient pas voulu se soumettre à ces lenteurs, en raison du surcroît de dépense qui en résulterait pour eux; que la Prusse seule s'était prêtée à cet arrangement, quoiqu'elle sût bien qu'elle ne serait pas remboursée des frais que cela allait occasionner.

J'ai répondu que, si l'intention était bonne, les résultats étaient plus que problématiques, et qu'on pouvait atteindre un but opposé à celui qu'on avait en vue, en jetant le mécontentement parmi les corps les plus dévoués à l'Empereur

lorsqu'ils se verraient maintenus en captivité plus longtemps que leurs camarades. D'ailleurs, de quelle ressource pouvaient-ils être pour l'Empereur, sans armes, presque sans habits, sans cohésion, séparés de leurs chefs et ne pouvant se reformer qu'avec l'aide et la protection de la Prusse? Ils feraient plus de mal que de bien à l'Empereur dans ces conditions, et on pouvait favoriser plus efficacement sa cause par une répartition mieux entendue des prisonniers français sur le territoire de l'Allemagne.

La conversation continua quelque temps sur des lieux communs, et, en prenant congé du comte, qui me reconduisit jusqu'à son escalier, je lui demandai à qui l'Empereur pourrait s'adresser pour communiquer avec lui pendant son séjour en Angleterre. — Il peut, me répondit le Chancelier, s'adresser en toute confiance à M. de Bernstorff. Ce n'est pas un homme aimable, mais c'est un homme très sûr.

Je rentrai à mon hôtel vers 3 heures; je dînai et je sortis pour voir la ville. Malheureusement la pluie contraria encore ma promenade.

16 mars. — Le temps avait changé. Un beau soleil et un air vif. Je pars à 8 h. 40 et j'arrive à Wilhelmshöhe à 6 heures. Je rends compte de ma mission à l'Empereur à qui j'annonce une lettre du roi. En effet, vers 8 heures arrive le général de Monts, de retour de Francfort, avec une lettre très gracieuse du roi, dont l'Empereur me donne lecture.

17 mars. — Je vais à Cassel porter au gouverneur une lettre de l'Empereur pour le roi et une autre pour la reine, et régler les détails du départ.

18 mars. — Le général Canu vient de Wiesbaden pour voir l'Empereur. Visite dans la journée des officiers d'artillerie de Wilhelmshöhe, des officiers de la petite maison, et, plus tard du maréchal et de la maréchale Bazaine.

19 mars. Dimanche. — Messe à 9 h. 1/2. Déjeuner à 10 h. 1/2. Départ du château à 11 h. 1/2. Le général de Monts, chargé par le roi d'accompagner l'Empereur jusqu'à la frontière et de lui faire les honneurs du train royal, vient déjeuner avec l'Empereur. Les honneurs militaires sont rendus à Sa Majesté à son départ du château et à la gare. Au moment

de monter en wagon, une dépêche arrive, apportant la nouvelle des troubles de Paris. Le temps est splendide et nous trouvons à toutes les gares, un grand concours de population en habits de fête. L'accueil est convenable partout, excepté à Cologne, où la longueur du trajet dans la ville et l'obscurité favorisent quelques manifestations peu bienveillantes, mais sans importance. Le train arrive à 11 heures à la frontière, à la station d'Herbestal. La princesse Mathilde, madame de Galbois et M. Levert y attendaient l'Empereur qui prend congé du général de Monts et entre dans un train que le roi des Belges avait envoyé pour le conduire à Ostende. A la station de Malines, la princesse prend congé pour retourner à Bruxelles. Nous arrivons à 3 heures du matin à Ostende par un brouillard épais et froid. Le train conduit l'Empereur jusqu'au bateau où il reste avec le prince Joachim Murat, Pietri, Davillier et Corvisart. Le reste de la suite cherche et trouve avec peine des logements à l'hôtel de France.

20 mars. — A 9 heures, nous nous rendons au bateau où nous trouvons quelques personnes venues de Bruxelles pour saluer l'Empereur : monsieur et madame Levert, monsieur et madame Raimbeaux, monsieur et madame Adelon, MM. Jérôme David, Benedetti, Geiger, Mercy-Argenteau et Verly. L'Empereur reçoit d'abord ces personnes, puis nous, il nous embrasse tous en nous remerciant du dévouement avec lequel nous l'avons servi; le bateau, qui portait le nom de *Comtesse de Flandre*, se détache du quai à 10 heures, et le brouillard qui l'enveloppe et dans lequel il disparaît immédiatement, empêche l'Empereur de voir les derniers saluts que nous lui adressons du quai!

GÉNÉRAL CASTELNAU

A BORD DE L' « A. J. G. X. »

La haute coque jaune, posée sur la mer bleue, s'y enfonce à peine. Des deux paires d'ailes, déployées sur vingt-trois mètres d'envergure, la plus haute est étalée sur un plan, tandis que la plus basse dessine un angle très ouvert. L'arrière est relevé en queue de coq. Tout l'oiseau de bois et de toile est d'un dessin à la fois sommaire et raffiné. Au-dessus du centre de figure, les deux moteurs sont enfermés dans une espèce d'obus à deux pointes, dont chaque extrémité porte une haute et forte hélice noire.

Une échelle de fer, accrochée à la coque, aide à grimper sur le dos de l'hydravion. On se laisse couler par un trou, pour s'amarrer à un baquet de cuir, dans une espèce de petite chambre blanche, qui figure la tête de l'animal. Cette chambre est entourée d'une couronne de hublots. Les deux sièges, ayant chacun devant soi un manche à balai, semblent préparés pour deux pilotes qui joueraient à quatre mains. En réalité le pilote s'assied sur le siège gauche. Je m'assieds sur le siège droit. Il y a devant nous tout un jeu de cadrans, un altimètre, un indicateur de vitesse. Des tubes et des fils sont tendus le long des parois.

Derrière nous est ménagée la cabine du télégraphiste. Durant ce long vol, isolés en apparence dans les solitudes du ciel, nous serons sans cesse en communication avec les hommes. Cette conversation continue dans le silence des espaces est un des contrastes du voyage. Le poste de Marignane, à vingt-cinq kilomètres de Marseille, peut nous suivre jusqu'à la

hauteur de la Sicile. De temps en temps, le télégraphiste tend un papier au pilote. C'est l'indication du temps que nous allons rencontrer. A peine partis de Chypre, où il faisait magnifique, nous avons su que nous trouverions à Beyrouth, à cent cinquante kilomètres de là, des grains et une forte houle. Après avoir traversé la cabine du télégraphiste, en se dirigeant vers l'arrière, on trouve celle des passagers meublée de quatre fauteuils d'osier. Enfin la queue de l'oiseau est une longue cale, qui sert de soute à bagages.

Tel est l'*A. J. G. X.*, hydravion tout neuf de l'*Air Union Ligues d'Orient*, construit par Cams, avec deux moteurs Hispano faisant douze cents chevaux, et qui, pour sa première traversée, va conduire de Marseille à Beyrouth cinq hommes, dont trois d'équipage. Une fois amené sur la ligue, il y fera son service régulier. Ces services fonctionnent régulièrement depuis le 6 juin dernier, à raison d'un voyage par semaine dans chaque sens. Un hydravion va de Marignane à Corfou, passe son chargement à un autre qui le porte aussitôt à Athènes, d'où un troisième le conduit à Beyrouth. Le voyage est de 3 200 kilomètres environ, qui se font en une vingtaine d'heures de vol. Avec les égards qu'on doit à un appareil neuf, nous avons presque toujours volé à 140. Ces vingt heures de vol sont réparties sur trois jours. Au moment où je monte sur l'A. J. G. X., trente-quatre voyages ont été exécutés avec une régularité ponctuelle. D'un terminus à l'autre, le courrier n'a pas eu un jour de retard.

***

Que le voyage au-dessus des mers soit demain banal, je n'en doute pas. Nous verrons sans doute le paquebot aérien. Cependant cette façon de voyager est encore dans sa nouveauté. Elle a des caractères si singuliers, qu'il n'est peut-être pas sans intérêt de les décrire. Au surplus, il subsiste chez le public des idées singulières. « Mais de là-haut vous ne verrez rien du tout! » m'a-t-on dit cent fois. Or on voit comme à l'Opéra. Enfin il me semble qu'il y a chez les Français un peu d'hésitation à prendre, sur terre comme sur mer, ces routes de l'air que d'autres peuples empruntent couramment. Or, sous cer-

taines réserves, le voyage n'est pas dangereux. Il n'est même pas très fatigant et il est merveilleusement beau.

Le spectacle de la mer et du ciel est extraordinaire, et, tel qu'on le voit aux altitudes où l'on vole le plus souvent aujourd'hui, c'est-à-dire entre 1 000 et 2 000 mètres, neuf pour les yeux humains.

La mer paraît toujours unie, égale, et d'une seule teinte. Cette teinte n'est jamais le bleu dur qu'on voit après le mistral, quand on est au niveau des eaux. Par les plus beaux jours, c'est un ton ardoisé, un bleu gorgé de blanc et teinté de rose. Sous le soleil, si la mer est agitée, elle paraît alors comme une étoffe frisée et brochée d'or, d'une somptuosité splendide. Par mauvais temps, elle tourne au gris noir et ressemble à une lame de plomb. On ne voit rien, dans cette masse opaque, qui ressemble à des vagues. Seulement la surface est salie de milliers de petits flocons blancs, pareils au coton qui tombe des arbres au printemps. Cette moucheture d'écume ne donne aucune idée d'agitation. On la voit bien s'effacer et reparaître, mais sans plus de fracas que l'argent sur une tasse de café. Elle est d'ailleurs très inégalement répartie. C'est tout ce qu'on voit des plus fortes tempêtes.

Le spectacle est dans les nuages. Par temps pur, le ciel est comme une coupole parfaitement lisse, d'un vert pâle à la base, d'un bleu sombre au sommet. Puis voici que des nuages blancs, mamelonnés, foisonnants, y dessinent une ligne mince. On dirait qu'ils sont au coude à coude, sur un rang, avec une régularité parfaite et sur une longueur incroyable. Quand on les a franchis, on aperçoit au loin une seconde ligne qui barre le ciel comme la première, et qu'il faut encore dépasser. Comment peindre cette étrange fantasmagorie? On dirait une armée d'êtres silencieux, gonflés, bardés de neige, et qui se défont constamment. Un jour, nous avons passé au-dessus d'une de ces armées. Les nuages, étirés vers le haut, semblaient élever des bras suppliants. D'autres fois, on eût dit une ligne de cavalerie s'avançant sur le vide : chevaux de brume, armures de vapeur, tout un monde étincelant, muet, solennel, que vous frôlez et qui ne vous voit point. D'autres fois, les nuages se pressent, et l'apparence de fantômes, qu'ils ont isolément, disparaît. On croit alors naviguer entre des mon-

tagnes éblouissantes, sur des précipices gris. Ces chaînes éphémères gardent une intention de mouvement, qui leur donne un air animé. Elles ne sont pas, comme les montagnes de la terre, inflexiblement liées par la pesanteur et par la cohésion. Au lieu de versants décharnés, elles présentent une prodigieuse prolifération de sommets. Elles s'amoncellent, elles croissent, elles tendent vers le ciel qu'elles escaladent. Le dur avant de l'avion les pénètre, et elles ne sont plus qu'un léger voile pâle, tendu devant nous dans le vide universel.

Le mauvais temps est une féerie plus dramatique encore. D'énormes nuées d'orage, d'un noir sinistre, avec des ourlets de lumière jaune, dessinent dans ce champ illimité des formes fantastiques. Quelquefois ces nuées s'enlèvent sur un fond de stratus, et toute la nature semble peinte à l'encre de Chine. On voit accourir sur soi quelque chose qui n'a pas de forme, du gris mouvant qui semble un fragment du chaos originel, et qui nous enveloppe. Tout à coup des gouttes de pluie crépitent sur les hublots. Un torrent d'eau passe à travers les joints, des rigoles s'égouttent sur nos genoux, le froid nous emmitoufle de ses mains glacées. Le moment d'après nous sommes sortis de cette « bouillasse », comme disent les aviateurs. Il y a dans le ciel de grandes déchirures bleues, et une lame d'or sépare à l'horizon la mer et le ciel. Quelquefois, pour en finir, nous montons d'un trait au-dessus des nuages. Le bleu là-haut est magnifique; au-dessous de nous, des abîmes sombres, mouvants, changeants, s'ouvrent et se referment; par les trous, on reconnaît, très loin, l'obscurité métallique de la mer.

On décrirait ces paysages sans jamais les épuiser, tant leur variété est mouvante et leur jeu infini. Le moutonnement de la mer de nuages est bien connu. Mais que dire de ce que j'ai vu, il y a cinq ans, en revenant du Maroc au-dessus de la côte où fut le jardin des Hespérides? C'était le matin. Sur notre droite les montagnes du Rif se dessinaient à contre-jour, en mille dentelures, sur la lumière de l'Est. Mais à gauche, bien au-dessous de nous, des nuages magnifiques, étirés en promontoires, effaçaient le rivage réel sous le contour inconnu d'un autre rivage imaginaire, et prolongeaient dans l'Atlantique un continent fantasque, éphémère et nacré.

Le vent ne devient sensible aux voyageurs que s'il prend la forme d'un tourbillon local. Quand il souffle de l'arrière, il vous porte. Un avion de service, par fort mistral, est venu de Lyon à Marseille en une heure et quart, et je ne sais si c'est un record. Les problèmes que la navigation vent arrière propose à un bateau à voiles n'existent pas dans l'air. Au-dessus de la pleine mer, nous n'avons rencontré aucune difficulté qui vînt des courants atmosphériques. Il en va autrement près des rivages. Il se fait là des échanges assez brusques. Quand, après avoir écorné l'Epire, on arrive dans le golfe de Corinthe en face de Patras, on rencontre invariablement d'assez mauvais courants d'air. On assiste alors à une lutte singulièrement émouvante de l'oiseau contre les démons élémentaires. Le pilote diminue la vitesse, pour que l'avion ne se rompe point dans l'effort, et, après des bonds impressionnants où la main humaine le redresse, l'appareil, comme s'il vivait, se remet de lui-même en équilibre.

C'est qu'à la vérité il y a dans l'atmosphère, à côté de l'architecture visible des nuages, une autre architecture invisible, mais qui est sensible aux oiseaux et aux aviateurs. Il y a des piliers d'air lourd dont tout le mouvement est un peu d'oscillation selon les saisons, et qui sont en place depuis le commencement du monde. Il y a un de ces piliers sur l'Atlantique à la hauteur des Açores; il y en a un sur l'Europe, la dorsale barométrique de Woeikof, à la hauteur des Alpes et des Carpathes. Entre ces môles résistants, il y a de hautes coupoles d'air léger, des abrupts où l'air s'écoule le long des gradients, des couloirs où circulent les cyclones. Au voisinage d'un rivage montagneux, ces constructions aériennes, à la fois constantes et mouvantes, deviennent extraordinairement compliquées. J'avais déjà vu au Mont-Blanc, avec Thoret, la force des courants ascendants, qui élevaient, le moteur calé, notre lourde limousine. Des courants pareils, à Castelorizzo, ont emporté au-dessus d'un col, pour leur salut, des aviateurs qui décollaient. Inversement, en Corse, dans la baie de Saint-Florent, par un temps radieux, au moment d'amerrir, nous avons tout à coup reçu une risée d'un vent rabattant, qui essayait de nous plaquer. A Chypre, sous le plus beau ciel, et pareillement pendant l'amerrissage, nous avons été pris à

babord par un coup de vent très brutal. Nous avons alors remarqué, juste au-dessus de nous, un nuage noir, seul dans tout cet azur. Étions-nous entré sans le savoir dans une sorte de trombe sèche? Il ne faut pas exagérer le danger de ces incidents qu'un coup de poignet corrige. Je les signale, parce que cette entrée, parmi les variables, d'une géographie de l'invisible, est un trait des nouveaux voyages.

***

Nous voici revenus au-dessus du rivage et nous survolons la terre ferme. Je sais que beaucoup de voyageurs, qui ont expérimenté l'avion, trouvent mortelles ces heures au-dessus d'un paysage aplati, vide et anonyme. Cette impression est l'effet de deux causes. Tout d'abord, il est vrai que l'avion donne le sentiment non pas de la vitesse, mais de l'immobilité. On est comme sur un rocher, et la terre se déroule lentement comme la carte au millionième que l'on fait glisser dans son cadre d'aluminium. En second lieu, il est parfaitement vrai que le paysage, n'étant plus mesuré à l'échelle de la stature humaine, prend son aspect véritable, qui est celui d'un plan-relief. Notre idée du pittoresque en est déconcertée. Comme nous avons coutume de trouver un rocher d'autant plus beau qu'il contient plus de fois notre hauteur, la projection des verticales sur le sol supprime toutes les données de notre jugement. Nous cherchons des paysages pareils à ceux que nous avons coutume d'admirer. Nous ne les trouvons pas, et nous déclarons que la terre est laide du haut des airs.

La vérité est qu'il faut nous accoutumer à ces perspectives. Le préjugé dissipé, la poésie de ces aspects inconnus se dégagera en un moment. Nous avons vu bien d'autres nouveautés, qui semblaient hideuses, composer leur beauté. Celle de la terre, vue de l'avion, ne tardera pas à nous émouvoir. Elle a des enchantements de couleurs et de lignes. Je me souviens, en volant sur l'Espagne, d'avoir vu l'embouchure de l'Ebre précédée d'une grande fleur rose dessinée par les courants et par les alluvions, et qui semblait, sur le champ bleu de la mer, le dessin chinois d'une pivoine. Je me souviens encore, en arrivant du désert de Syrie, avoir eu devant les yeux l'Anti-

liban fauve comme une peau de renard. Au delà de l'Antiliban, la plaine de Cœlésyrie était couleur de groseille. Encore plus loin que la plaine, le Liban dressait sa muraille mauve, et cette suite s'achevait, à l'Extrême Occident, par un bandeau de lapis lazuli, qui était la Méditerranée.

Mais le trait propre de ce tableau, c'est qu'il introduit, à un degré tout à fait nouveau, l'intelligible dans le paysage. Ces grandes vues, en montrant les choses ensemble, expliquent leurs rapports, leur nature, leur raison d'être. Elles apparaissent dans leur cadre, et sont embrassées d'un seul regard. Je ne parle même point de tout ce qu'une telle exploration révèle à un spécialiste. Le géologue, qui, de l'avion, scrute indiscrètement la cime voisine des montagnes, comprend d'un coup d'œil leur structure et la direction de leurs plis. Elles déroulent à ses yeux le dessin de leurs voûtes écroulées et il lit leur histoire dans leurs ruines.

Un honnête homme de moyenne culture rêvera devant ce grand livre d'images. Sur le sol vert ou fauve, les villes couleur de chair remplissent la juste place où elles devaient fleurir. Suivre la côte occidentale de l'Italie, c'est recevoir de la terre elle-même une étonnante leçon d'histoire. Après la Toscane aiguë, on rencontre une plaine où un ruban d'argent vient s'achever par une sorte de patte d'oie qui entre dans la mer. Il est bien évident que le port établi sur ce delta sera médiocre. Mais ce fleuve est le Tibre. Qui va du nord au sud doit le franchir. Le point de passage est devant nous, à quelques dizaines de kilomètres, dans un cadre de hautes collines, comme une tache blanche sous une lumière d'apothéose : Rome. Le voyage continue le long d'une côte ingrate, obscure et basse, incertaine entre la terre et la mer, crevée de lagunes et tachée de forêts, sorte de *no man's land*, au bout duquel les hauteurs recommencent, dessinant de grands cirques, prolongés en mer par des îles. Là on reconnaît une demeure préparée pour les hommes. Les villes se pressent, et tout à coup dans le dernier de ces cirques, que le Vésuve domine, les maisons, envahissant le paysage entier, fourmillent et frissonnent : Naples.

Il est des points du monde où la nature, l'histoire, la poésie se concertent. Quand on a dépassé l'Acheloos, on arrive au-dessus

d'une lagune d'un vert croupissant. De vagues linéaments, des traits d'esquisse tracés avec du sable dessinent en avant le rivage futur. Juste au centre de cette eau morte, sur une plaque de boue ronde comme un nymphœa, une ville est prisonnière de cette nature inachevée. Cette ville est Missolonghi. Ici Byron est mort de fièvre. A chaque moment les souvenirs se lèvent. Les dieux, les héros ressuscitent. Le bûcher d'Hercule fume encore sur l'Œta. Les trirèmes reparaissent à Actium, les galères à Lépante. Des fantômes, nombreux comme des abeilles, reprennent possession de la terre.

Cette terre est vide de vivants. Serrés comme des abeilles dans les ruches des villes, ils laissent inhabitées d'immenses solitudes. La vie, du moins à l'air libre, est un accident sur la planète. La mer étend à l'infini le miroir de ses eaux, sans que nous y apercevions un seul de ces bateaux qui semblent, de là-haut, des joujoux d'enfants. La montagne rêve comme un sphinx. Dans le ciel vide, le silence est si pénétrant que le bourdonnement des moteurs ne réussit pas à le rompre.

***

Tel sera le voyage que feront nos neveux. Quelles conditions le rendront aisé et sûr?

Un voyageur de bonne foi a aujourd'hui le sentiment que la traversée de long cours passe aujourd'hui du moment sportif au moment industriel. L'adresse, le courage, le sang-froid du pilote jouent encore un rôle essentiel. Mais, avec ces qualités, portées parfois à un degré héroïque, une équipe d'une demi-douzaine d'hommes assure un service régulier d'un bout à l'autre de la Méditerranée.

Une fois dans l'air, la sécurité est pratiquement parfaite. Je dois convenir que les amerrissages et les décollages sont quelquefois délicats. Le problème se réduit à créer des plans d'eau, longs d'un kilomètre, où le clapotis est sans inconvénient, mais où la houle ne doit pas entrer. Il est évident que ce problème sera résolu. Mais il ne le sera pas sans des dépenses considérables et sans des négociations très délicates. Les exigences des diverses défenses nationales accroissent la difficulté. Sur les lignes de la *Cidna*, la Turquie interdit de

survoler la Thrace. Sur les lignes d'Orient, la Grèce interdit de survoler Corfou et d'approcher de l'arsenal de Salamine. La France interdit de survoler le cap Sicié, par égard pour les nouvelles batteries qui sont de notoriété publique. Je fais le vœu patriotique que les centaines d'ouvriers italiens qui y ont travaillé en gardent le secret.

Pour les appareils eux-mêmes, le problème de l'avenir est l'accroissement de la vitesse, le nombre des heures de vol ne pouvant guère changer. Cette vitesse dans les épreuves purement sportives atteint aujourd'hui l'ordre de grandeur de 500 kilomètres à l'heure. On compte dépasser de beaucoup ce record, et l'on entrevoit l'appareil qui volera à 1 000 kilomètres à l'heure. — Et l'organisme humain? demandai-je. — Il s'accommodera, me répondit-on. La vérité est qu'à partir d'une vitesse de 300 kilomètres, on pourra envisager la traversée de l'Atlantique, probablement à grande altitude. L'homme de l'avenir voyagera à 25 kilomètres de hauteur, dans une cabine étanche. Et s'il est assez curieux pour lire encore ces lignes, il en sourira.

HENRY BIDOU

A PROPOS D'UNE CONTROVERSE

LE MALAISE MILITAIRE

Le malaise militaire est un fait. Il ne consiste pas seulement dans une désaffection, une indifférence croissantes de la nation à l'égard de son armée; il ne se manifeste pas seulement par l'inquiétude et le découragement des cadres de métier. Il s'affirme, et c'est un phénomène grave entre tous, par un scepticisme profond des chefs les plus hauts placés, des compétences les plus reconnues, vis-à-vis de l'instrument qu'on nous prépare.

Tant que ces doutes ont été circonscrits dans le champ des doléances individuelles, il était permis d'en attribuer les causes au tempérament français, volontiers frondeur, ou d'y voir des querelles de clochers et d'écoles.

L'alarme est aujourd'hui trop généralisée pour qu'on n'en doive pas tenir compte.

Depuis l'heure où les autorités responsables ont annoncé l'exécution prochaine des lois votées en 1928 sur le statut de l'armée, les censures se sont multipliées dans la presse, dans les revues, dans les livres. Des techniciens éminents, joignant leurs voix à celles des publicistes les plus ardents, n'ont pas craint de juger le nouveau dispositif avec une sévérité extrême. Un homme d'État, estimant la situation critique, a ouvert une enquête. Un ministre en fonction a eu le courage d'avertir solennellement l'opinion publique. Les parrains officiels de l'œuvre incriminée ont publiquement entrepris de la justifier. Il s'agit donc bien d'un malaise militaire.

***

Examinons la nature des griefs invoqués contre le nouvel état de choses.

Ils portent tous sur les dispositions prévues pour assurer l'inviolabilité du territoire : couverture proprement dite, protection des frontières, mobilisation.

La couverture, dont la mission exige, aux yeux de l'État-major, l'entrée en ligne de 300 000 hommes, ne peut comporter de pareils effectifs en temps de paix, avec une demi-classe instruite sous les drapeaux. Son déclanchement exige donc l'appel des trois derniers contingents libérés. La question se pose de savoir si ce renforcement pourrait être obtenu dans les délais voulus.

Il a été dit que « tout se passerait comme si, sous le régime d'un service obligatoire de quatre ans, les trois quarts des effectifs se trouvaient en congé[1] ». Cette comparaison peut prêter à des illusions fâcheuses. Des « disponibles » éparpillés d'une extrémité à l'autre de la métropole, expédiés individuellement sur leurs régiments, ne pourraient être assimilés aux réservistes de l'article 11 rejoignant leurs corps, en 1914, à moins d'une journée de leur résidence. L'évocation d'un service de quatre ans représente mal l'état d'instruction et d'entraînement où seront de jeunes soldats arrivés depuis moins d'un an sous les drapeaux. Si l'on tient compte de la répartition des vingt divisions permanentes disséminées entre Nantes et Metz, Dunkerque et Marseille, on est obligé de reconnaître que la couverture ne saurait être disposée à pied d'œuvre qu'après trois opérations successives et complexes :

appel et transport des disponibles;
transport sur le front des divisions de l'intérieur;
mise en place des grandes unités sur le terrain.

Cette dernière opération ne pourra être effectuée qu'après les deux autres, à moins qu'on n'envisage de l'entreprendre de Mézières à Belfort, peut-être d'Annecy jusqu'à Nice, avec les seules ressources d'une demi-classe.

On voit mal comment un pareil système conduit à « une

1. M. Painlevé, Paroles prononcées à la Sorbonne le 15 octobre 1929.

mobilisation plus rapide qu'en 1914, avec une couverture immédiate plus forte[1]. » Faut-il rappeler qu'en 1914, la loi de 3 ans, heureusement complétée par l'amendement Daniel Vincent, permit d'avoir, avec trois classes réellement présentes, une armée de choc de plus de 800 000 hommes?

L'initiative théorique laissée au Gouvernement quant au rappel des trois premières classes de réserve, ne peut apaiser nos préoccupations légitimes; il faut prévoir des atermoiements devant une pareille décision; l'importance du péril sera difficilement mesurée en face d'un ennemi éventuel dont l'appareil militaire, moins massif que jadis, permettra des préparatifs plus discrets, appuyés sur un réseau de voies ferrées, de routes automobiles et aériennes dont le développement n'a pu échapper aux moins avertis. Si la faiblesse instantanée de notre cuirasse n'était évidente, si, pendant les premiers jours d'un conflit, elle ne laissait toute notre ligne avancée dans un état d'anémie générale, l'hypothèse d'une attaque brusquée ne serait pas redoutable.

Mais quelle tentation pour un adversaire imbu de l'esprit offensif, immédiatement pourvu de quelques divisions solides, d'une aviation nombreuse et puissante, que celle de déclancher, en un ou plusieurs points convenablement choisis, des actions rapides et bien combinées, terrestres et aériennes.

Est-on sûr que de semblables actions ne seraient pas susceptibles de neutraliser des centres usiniers vitaux pour notre mobilisation industrielle, de paralyser nos transports, de porter un trouble grave d'ordre moral, *ou d'ordre politique*, dans des régions qu'une préparation sournoise aurait minées au préalable? Les propagandes antinationales se poursuivent avec une intensité sans cesse grandissante et il n'est plus possible de négliger certaines hypothèses.

Quant à l'appel à la Société des Nations, nous ne sous-estimons point son importance. Mais les incidents des Comitats austro-hongrois, de Memel, et quelques autres, ont montré qu'en dernière analyse un État qui veut négliger les verdicts de Genève et qui sait imposer sa volonté par la force, se rend maître de la situation. Nous nous plaçons dans le cas d'une agression contraire aux

1. M. Painlevé, texte du discours à la Sorbonne, 15 octobre 1929.

règles établies; si une telle agression n'était plus à redouter, l'armée permanente serait désormais superflue : quelques gardes-frontières suffiraient amplement.

La couverture, pour donner son maximum de rendement, devrait s'appuyer sur un réseau d'ouvrages fortifiés.

Or, malgré tous les apaisements prodigués, et qu'infirmait la simple considération des crédits trop modiques jusqu'ici employés à cette œuvre, voici qu'une Commission parlementaire, à peine revenue d'Alsace et de Lorraine, annonce « que, d'une manière générale, les travaux ont été trouvés moins avancés qu'on l'espérait après la visite de l'an dernier ». Nous savons ce qu'étaient ces travaux en 1928. Nous apprenons au même moment que l'accord vient seulement d'intervenir entre les spécialistes militaires des différentes armes sur la technique même de l'armature à constituer. Que nous importerait l'ébauche d'une ligne de feu continue par mitrailleuses, même sous coupole, si, derrière cette ligne ténue et sans points d'appui solides, nous n'avions à tendre, à l'heure critique d'une agression brusquée, que le fil impalpable d'une centaine de mille jeunes hommes à peine instruits, peu entraînés, mal encadrés?

La fortification des frontières sera terminée en 1935, si les travaux sont menés suivant les méthodes actuelles. D'ici là, le môle avancé de l'occupation rhénane aura été détruit. Et la dénatalité issue de la grande guerre ne nous donnera plus, que 100 à 120 000 hommes par classe, soit 240 000 hommes au total, si l'on superpose les appels à vingt ans aux appels normaux à vingt et un ans; mais alors, comme le faisait récemment observer le ministre lui-même, la moitié au moins de ces jeunes gens, insuffisamment développés, soumis pendant leur enfance à un régime de privations et d'épreuves, sera de qualité sanitaire inférieure.

***

Nous nous sommes proposé d'étudier la garde avancée du territoire national, plus particulièrement avant l'achèvement de la mobilisation générale. Nous serions incomplets si nous ne passions en revue les problèmes dont le règle-

ment dès le temps de paix constitue la base même de la préparation à la guerre.

L'armée active a pour tâche fondamentale d'assurer l'instruction des recrues, de maintenir celle des réserves, d'occuper, éventuellement de défendre les possessions extérieures.

C'est dans le domaine de l'instruction que se manifeste surtout le découragement des cadres subalternes. L'incorporation bisannuelle nécessite de leur part une reprise perpétuelle et fastidieuse des gestes et des leçons élémentaires; le service de dix-huit mois leur laissait au moins l'intérêt d'une œuvre menée de bout en bout couronnée par la collaboration des « anciens » à leur tâche quotidienne. Une lassitude compréhensible nuira bien vite au bon rendement de leur effort. L'éparpillement de cette classe unique dans le cadre trop vaste de vingt divisions métropolitaines, avec des tolérances exagérées dans le régime des permissions, agricoles ou autres, ne laissera entre les mains des chefs que des effectifs squelettiques : la meilleure satisfaction professionnelle, qui est la conduite d'une troupe, leur sera refusée.

Nous n'insisterons pas sur l'instruction post-militaire, qui est pourtant la garantie *sine qua non* d'une « force reposant sur des effectifs modestes et sur la valeur des réserves ». Nous laisserons de côté les multiples observations soulevées par la nécessité de convoquer trois classes par an, par la difficulté d'absorber ces dernières dans l'armée active ou de les grouper en unités de réserve. Nous nous bornerons seulement à rappeler que leur entraînement est subordonné à la fermeté des pouvoirs publics, faute de laquelle trop d'exemptions seraient accordées, trop de périodes ajournées; au maintien contre toutes les surenchères des crédits indispensables aux appels proprement dits et à l'installation des camps. Si cet entraînement n'était maintenu et confirmé, la loi d'un an serait caduque, donc pernicieuse et non pas seulement insuffisante.

Pour la question des forces nord-africaines et coloniales, nous avouons ne point partager l'optimisme officiel. Le calme relatif qui règne dans nos possessions extérieures ne doit nous faire oublier ni de trop récentes complications en Syrie, au Maroc, en Extrême-Orient, ni surtout leurs causes profondes;

elles sont restées bien vivantes. Ne perdons pas de vue, que le régime de la conscription n'a jamais été en faveur auprès des indigènes, surtout dans l'Afrique du Nord. Nous affirmons qu'on ne peut demander à ces populations plus qu'elles ne donnent aujourd'hui. Le caractère d'universalité du service militaire leur est plus insupportable que le temps même passé à ce service. Leur fidélité, leur loyalisme actuels ne représentent point des garanties nouvelles, mais des acquisitions qu'il faut conserver : l'aspect de notre force, « manifestée pour n'avoir point à s'en servir » (Maréchal Lyautey), est le gage le plus sûr de cette fidélité.

Nous ne voyons pas comment l'armée d'un an nous mettrait en mesure de mener une campagne analogue à celle du Rif, si désastreuse pour l'organisation de l'armée des dix-huit mois.

***

A moins que la loi de 1928 n'apporte des éléments nouveaux, renforçant sa qualité.

La loi du 31 mars 1928 subordonne sa propre mise en œuvre à quatre conditions, dites « préalables », dont l'un de ses défenseurs les plus éloquents, disait récemment qu'elles sont « la pièce-maîtresse » du nouvel édifice[1].

La première de ces conditions est un accroissement du nombre des militaires de carrière, ceux-ci passant de leur ancien effectif, 72 000 hommes, à l'effectif de 106 000, soit 34 000 nouveaux engagements ou rengagements à obtenir. D'après les estimations les plus optimistes, le nombre de 100 000 serait atteint pour janvier 1930. Une campagne de plus de deux années a permis de réunir 28 000 militaires de carrière en supplément; ceci représente une cadence de 1 000 hommes par mois environ; les 34 000 hommes seraient donc à leur poste pour l'été 1930. Une interprétation circonspecte de la loi eût dû inciter ses auteurs à ne faire aucune promesse, même officieuse, avant l'engagement intégral de tous les professionnels imposés. Des événements d'ordre social,

1. Général Debeney, « Armée nationale ou Armée de métier ». *Revue des Deux Mondes* du 15 octobre 1929.

économique, peuvent ralentir pendant quelques mois, quelques semaines, le courant des engagements : une réserve stricte eût été d'autant plus légitime que l'évacuation rhénane, précipitée par les accords de La Haye, interdit les imprudences.

Une autre remarque a été faite, à laquelle nulle mise au point officielle n'a jamais répondu. Plus de 10 000 hommes parmi ceux dont on nous annonce l'heureux appoint sont des jeunes gens, non sous-officiers, simples engagés au titre du « devancement d'appel » servant quelques mois seulement au delà de la durée légale. Il serait dangereux de considérer de tels éléments comme l'ossature de l'armée. L'homme de troupe dit professionnel doit présenter une double caractéristique de valeur et de durée. Nous admettons qu'un sujet ayant deux ans de présence au corps ait un dressage suffisant pour être moniteur. Nous n'admettons pas que ce moniteur soit renvoyé dans ses foyers sans avoir eu le temps de jouer son rôle. Un homme de troupe ne devrait être tenu pour soldat de métier qu'après deux ans d'activité; cette définition gagnerait à être sanctionnée par une loi, comme une loi a défini le sous-officier de carrière.

Cet état de choses n'est pas sans poser aussi une question d'effectifs. Si l'on compte parmi les 30 000 hommes supplémentaires 10 000 jeunes soldats détachés du contingent, une simple règle de trois établit que, correspondant à une classe et demie, ils ne seraient plus que 7 000 pour une seule classe; pendant la phase de dénatalité, ce chiffre tombera à un maximum de 5 000, d'une qualité physique amoindrie.

Vue sous cet aspect, la première condition préalable, et la plus urgente, n'apparaît comme réglée ni de façon immédiate ni de façon définitive. On ne saurait trop y insister.

Deuxième condition préalable : réunion de 15 000 agents militaires destinés à des emplois administratifs, 10 000 d'entre eux sont d'ores et déjà installés. Rien n'autorise à affirmer qu'ils seront 15 000 en novembre 1930. Faut-il, même le souhaiter? Ils se recrutent, pour une bonne part, dans le corps des sous-officiers de carrière, d'où baisse de qualité chez ces derniers. Nous avons trop de motifs de redouter une introduction hâtive, dans les rouages essentiels de la mobilisa-

tion, de collaborateurs non astreints à la discipline militaire, forts d'un statut rendant les éliminations presque impossibles, trop portés déjà, pour un certain nombre d'entre eux à revendiquer des droits syndicaux. Les mêmes craintes doivent être exprimées en ce qui concerne les 30 000 auxiliaires civils, malgré la nature moins délicate de leurs emplois.

La garde républicaine mobile, dont la composition devrait être de 300 pelotons à 50 hommes, groupera, au 1er janvier 1930, 150 pelotons. Dernière condition qui ne pourra être menée à bien pour la date prévue faute de logements spéciaux, onéreux à construire, lents à aménager. Ne sera-ce point une gendarmerie de deuxième ordre, oisive en dehors des périodes troublées, peu utilisable pour l'instruction des recrues, parce que sa répartition sur le territoire ne coïncide point avec celle des garnisons militaires? Elle n'évitera pas — on l'a déjà vérifié — l'appel aux troupes régulières pour le maintien de l'ordre dans les circonstances sérieuses : ces légionnaires seraient mieux à leur place dans l'encadrement de l'armée active.

Si donc nous jetons un coup d'œil d'ensemble sur le développement des mesures « préalables » imposées par la loi d'un an, nous sommes obligés de conclure que nulle d'entre elles ne sera réalisée pour le mois de novembre 1930; la plus essentielle, numériquement exécutée, ne le sera qu'à titre provisoire et dans des conditions de qualité incompatibles avec un bon encadrement de l'armée nouvelle.

***

L'étude impartiale à laquelle il vient d'être procédé permet de soutenir qu'au moment où une évacuation rhénane prématurée privera nos frontières d'une précieuse avant-ligne, à la veille d'une crise d'effectifs sans précédent, la Défense nationale n'est pas assurée, même dans la limite modeste définie par les textes officiels.

Est-il possible de porter remède à un état de chose aussi angoissant?

La logique voudrait que l'on suspendît les promesses faites à la dernière classe incorporée. Il est trop tard. De tels enga-

gements ont été pris qu'aucun gouvernement n'osera les annuler.

Nous voyons quatre palliatifs immédiats. Un recrutement plus intensif et plus sévère des 106 000 professionnels dont il faudrait assurer la qualité en définissant nettement l'homme de troupe de carrière. Une impulsion énergique dans le domaine de la fortification des frontières : concession de crédits à long terme, suivant les modalités suggérées, mais non obtenues, par le ministre de la guerre lui-même, détermination d'un ordre d'urgence d'après les seules nécessités stratégiques et tactiques. Une refonte de notre dispositif permanent substituant aux vingt divisions dispersées sur toute la surface de la métropole « l'organisation vivante de « douze divisions très fortes en hommes et en matériel, « stationnées dans le réseau défensif des frontières[1] ». Un renforcement de l'aviation de chasse affectée à l'interdiction aérienne de nuit, combiné avec la mise en état de défense des agglomérations et des points sensibles exposés à la menace d'une aéronautique adverse.

Nous ne tenons cette série de précautions que pour des remèdes momentanés.

Il ne peut s'agir ici de présenter la description d'une armée répondant harmonieusement à l'état psychologique du pays, à ses ressources diminuées en nombre, mais non point en valeur, à ses besoins du temps de paix, aux éventualités d'une guerre peut-être fort différente de la guerre passée. Sur ce dernier point, tout doit être envisagé, tout est possible : une débauche de moyens mécaniques, aériens, chimiques, une bataille d'immobilisation et de matériel sur des centaines et des centaines de kilomètres, ou des attaques brusquées empruntant les procédés de l'une et de l'autre, visant des centres vitaux, recherchant des résultats moraux dont la portée pourrait être immense?

Le service de dix-huit mois était, en fait, la limite extrême à partir de laquelle il n'était plus possible d'entretenir une véritable armée permanente. Au delà, c'était proprement un fantôme d'armée, ou la milice. Ce mot ne nous fait pas

1. Colonel Fabry, « Une organisation défensive vivante ». *Revue des Vivants* de juin 1929.

peur. Mais les partisans des milices reconnaissent qu'on ne saurait les adopter en France avant que nos voisins ne s'y soient décidés eux-mêmes. Vainqueurs d'une guerre qui nous a été imposée, instruits par plusieurs invasions successives, nous avons le droit et le devoir d'adresser à ces voisins l'invitation historique de Fontenoy.

Il n'est pas possible de revenir sur les diminutions déjà consenties du temps du service militaire. Nous ne le regrettons pas.

Les contingents d'appelés sous les drapeaux n'excéderont plus 240 000 hommes au total. Ils suffiront, et au delà, si nous savons les étayer, les encadrer. En avons-nous les moyens? Malgré toutes les enquêtes officielles présentes ou passées, nous répondons par l'affirmative. Jusqu'à quelle limite? 150, 200, 250 000 hommes de métier? Des transitions progressives sont nécessaires. Des crédits importants devraient être votés. L'opinion publique et parlementaire s'y prêterait-elle? Nous avons, dans l'une et dans l'autre, moins de défiance qu'on n'a coutume de leur en accorder. On a trop pris l'habitude de craindre leurs réactions ou leurs calculs; on s'imagine trop facilement, et sans faire sa part à l'intelligence de notre race, que les vérités désagréables doivent être cachées au peuple français et qu'aucun sacrifice ne peut lui être demandé sans camouflage préliminaire. Nous pensons que, dans l'état actuel des choses, si l'on faisait ressortir les charges créées par l'évacuation rhénane, par la dénatalité prochaine, si l'on promettait une réduction ultérieure du temps de service obligatoire, les crédits nécessaires pourraient être obtenus. Devant un exposé objectif, devant un programme bien établi, inspiré d'idées larges et souples, le pays saurait s'incliner. Une majorité calme, patriote saurait s'affranchir des préventions désuètes contre une armée de métier, prétorienne, contre des milices, révolutionnaires.

Un grand orateur italien ne nous criait-il pas, au siècle dernier : « Français, ce qui vous perd, c'est que vous n'avez pas confiance en vous-mêmes ».

LIEUTENANT-COLONEL DE LA ROCQUE

TABLEAUX DE PARIS

Doug et Mary. — Elle est vêtue d'une robe noire qui doit être, au peu que je me connais en étoffes, qui doit être de cachemire, le plus léger, le plus fin. Il en passerait une pièce dans un anneau de fiancée. La petite robe monte jusque sous le menton, elle couvre les bras. Un étroit revers de lingerie dessine le col et les poignets. C'est la tenue d'une pensionnaire; c'est aussi la robe des jeunes princesses à l'ombre du trône dans les pays de traditions lointaines où l'on porte toujours le deuil récent de cousins qu'on n'a point connus. Le chapeau noir, de feutre, à la forme du crâne, encadre le visage et cache les cheveux blonds coupés courts. Lorsque les boucles universellement connues qui encadraient cette tête sont tombées, il y a moins d'un an, tous les journaux du monde en ont donné la nouvelle.

— Vous les laisserez repousser, — dis-je.

— Non, jamais!

Quelle intonation dans ce *jamais*!

— Non, jamais!

C'est histoire de coiffeurs, caprice de la mode, si certaines femmes laissent en ce moment rallonger leurs cheveux. Jamais, jamais nous ne reverrons les femmes avec des chignons.

— Cependant, vous, cependant, vous, vous imagine-t-on privée de ces longues boucles soyeuses, lustrées?

— J'ai tourné mon dernier film, avec cette tête-ci...

L'accent est charmant, l'expression des yeux plus charmante encore. Il brille et s'anime dans leur prunelle un de ces feux qu'on voit dormir au cœur des pierres précieuses.

Mary Pickford... L'infante de la planète Terre, la Demoiselle Élue de quelques centaines de millions d'êtres civilisés, qui sont entrés au cinéma dans Chandernagor ou Bornéo, dans Rome ou à la Plata... Petit Chaperon Rouge qui eut pour mère-grand toutes les mamans des deux hémisphères et pour *loups* tout ce qui porte un smoking ou une veste de marin, un uniforme ou qui n'a que sa chemise sur le dos.

Auprès d'elle, j'imagine des cinémas dans toutes les parties de la terre, des foules entassées parmi les ténèbres des salles pleines; et, sur des écrans immuables des scènes animées où j'ai vu ce petit visage immobile, secret et tendre, ce menton étroit et volontaire, cette petite bouche précise qui sait si bien sourire et, surtout, ces mêmes yeux qui ont couvé dans leur obscurité toutes les tendresses de la jeune fille, toute l'âme de la jeunesse.

Mary Pickford! Je ne pourrais dire le titre d'un seul des films dans lesquels je l'ai vue jouer. Jadis, on savait que la Malibran excellait dans la romance du *Saule* ou que Sarah Bernhardt soupirait ou martelait quinze vers de *Phèdre* de telle manière qu'il semblait qu'aucune tragédienne avant elle ne les avait prononcés. Mary Pickford! On ne prononce ni le nom de Racine ni celui de Rossini après le sien. Mary Pickford! On se souvient d'une larme qui s'est trouvée brûler la paupière contre la sclérotique, on se sait plus où, en quelle ville, ni pourquoi, ni dans quelle œuvre banale. Peu importe. Elle est mêlée à l'essence *Douleur* et à l'étincelle *Joie* enfermées dans le cœur de ses contemporains.

C'est une petite et sérieuse personne. Comme elle mange raisonnablement à côté de moi! Elle arrive de Baden-Baden. Elle voudrait reprendre une ou deux livres mais à condition d'en réserver la plus grande partie à son visage!...

— J'ai un peu trop maigri, de là...

Sa main effleure son menton.

Pas, ou presque pas de bijoux. Vraiment, l'intelligence se devine dans toute la personne et le souci de tant de simplicité l'affirme. J'ai rencontré bien des comédiennes dans ma vie. Il m'est arrivé d'en trouver dont ni la taille ni le visage ne pouvaient justifier, au premier abord, la bonne opinion qu'elles tenaient à donner d'elles. Au second abord, si je puis

dire, elles n'étaient que vulgarité, absence de talent, et ne rougissaient point d'affirmer que le monde cesserait de tourner si Dieu les appelait dans un demi-ciel où notre pensée même n'osait les joindre.

Mary Pickford plaît par sa simplicité et un souci de ne prononcer que des mots qui ne soient pas un vain superlatif.

Nous parlons sans qu'elle tente d'attirer l'attention des autres convives par des éclats de voix... Elle exprime de jolies images sans appuyer.

— ... Une actrice ne doit pas *jouer*... Elle doit faire *jouer* certains sentiments chez le public, dans son cœur et dans son âme... Mais on *joue* toujours trop.

Je lui demande si elle voit nettement la courbe d'un rôle avant de l'interpréter.

— Oh!

Elle paraît surprise et même un peu offensée que j'aie pu lui poser une pareille question. — Oh!... Sa main trace dans l'air une ligne montante vers un point culminant, pour redescendre ensuite avec lenteur.

Et elle prend à cette seconde son air de petite fille raisonnable qui serre un peu les dents et dont les yeux rêvent à des choses inexprimées et par tous ressenties.

De l'autre côté de la table, Douglas Fairbanks, le mari.

Cuir tanné, teint noir, comme si, après le soleil, était venu le maquillage à la poudre de charbon. L'air préoccupé. Large d'épaules et si dépouillé de toute graisse inutile qu'il ne donne pas l'impression d'être l'homme qu'on attendait. Arrivé à Paris hier matin, il était parti pour jouer au golf deux heures après, sans vouloir s'occuper d'aucune affaire, si *intéressante* qu'elle pût être. C'est l'homme d'un métier, un bon garçon qui aime sauter, faire travailler ses muscles et taquiner ses voisines, comme en ce moment madame Maurice Chevalier qui s'évertue à lui faire prononcer correctement certains mots et à laquelle il répond : — Vous ne pouvez pas être mon professeur, vous avez l'accent bordelais!

Maurice Chevalier sourit. C'est lui qui vient de souffler la phrase à Fairbanks. Demain, Chevalier s'embarque au Havre pour New-York. Mais ses engagements lui permettront de revenir en février. Dans le salon Douglas Fairbanks aperçoit

un bilboquet ancien, un gros bilboquet d'ivoire; il s'en saisit et se met, avec la plus flagrante inexpérience, à vouloir en jouer. Il lève le manche et s'efforce d'atteindre la boule qui retombe lourdement. Il regarde autour de lui, comme un enfant découvre un objet nouveau dont il ignore la raison d'être et la manière de se servir. Un ami lui montre le maniement exact du bilboquet. Douglas essaie de nouveau et rate. Puis il recommence, agacé. Nous avions le souvenir de l'avoir vu se servir avec adresse d'un bilboquet dans je ne sais quel film. Évidemment, nous faisons erreur, Douglas ne sait pas jouer au bilboquet.

Mais un photographe est là, qui tient à fixer, autour d'une jeune et souriante duchesse, cette réunion bien parisienne. Et puis les vedettes ensemble, sur le perron. Mais quelle pose prendre? — Un avion! s'écrie Maurice Chevalier, en levant un bras; alors avec un naturel admirable Mary Pickford joint les mains, tandis que Douglas Fairbanks, trouvant enfin à se servir du bilboquet, en appuie la pointe sur son œil droit comme s'il regardait l'avion avec une longue-vue. Et puis, fier de cette trouvaille, il fait une pirouette et délicatement s'en va reposer le bilboquet sur sa table, dans le salon.

***

Ballets. — Au petit thé russe : « L'Oussadba » du faubourg Saint-Honoré, devant l'Élysée, où je suis déjà venu à des fins de journée d'octobre pareilles à celle-ci, quand Paris s'illumine sur un ciel dont la clarté persévère... Un chanteur oriental au large torse, la voix ample et souple, Hachem Khan Manoukoff, emplissait les salles basses du petit entresol, encombrées de tables préparées pour le thé, de sièges d'acajou du commencement du dernier siècle et de gravures, de petits tableaux qui représentaient le Kremlin, la Perspective Newsky ou la campagne aux environs d'Odessa... Et des portraits de Catherine et de Pierre Ier... J'avais rencontré Serge de Diaghilew pas très loin de là, vers la rue Royale, en 1927. Nous avions suivi le trottoir en parlant de sa dernière saison à Londres et à Venise.

Arrivés devant *L'Oussadba*, il avait poussé la porte, nous étions montés. Dans le premier salon, une dame marchandait un manteau de zibeline qui avait appartenu à la princesse X. Des bijoux de famille — de famille russe — brillaient dans les vitrines et l'on entendait une voix de femme quasi divine dans le salon voisin, d'où s'échappaient des relents de cigarettes et de thé.

Serge de Diaghilew n'était point petit, mais il n'était pas ce que l'on appelle grand et possédait la plus forte tête que j'aie vue; le crâne en était particulièrement développé au-dessus des tempes. Les cheveux relevés en brosse avaient grisonné. Il semblait emplir la première pièce basse et nous gagnâmes difficilement le petit salon où se trouvait encore une table inoccupée.

La chanteuse aperçue dans l'embrasure de la porte du fond du premier salon était brune, olivâtre, avec de beaux yeux sombres. Diaghilew l'écoutait en silence... Puis le fameux Manoukoff chanta. Serge de Diaghilew, cet errant, était redevenu pour quelques instants, aux accents du ténor qui employait sa langue maternelle, un exilé. Il avait baissé son grand front, incliné cette tête démesurée. Il ressemblait à quelque personnage enfanté dans la fièvre de ses nuits de veille par Balzac; il évoquait une sorte de Vautrin intellectuel de Pétersbourg. La lèvre était russe, épaisse. Il parlait bas. Il voyait tout avec de petits yeux qui avaient le brillant, l'expression d'intelligence et de malice de l'éléphant. Il parlait bas et paraissait tout de suite essoufflé. Il me rappelait un vieux chambellan de l'empereur Alexandre III, le prince Metchersky, qui venait passer un mois en France chaque hiver et que je voyais reparaître avec curiosité, chez des amis, dans sa pelisse, lorsque j'étais adolescent.

Le cadre de l'*Oussadba* donnait un relief particulier à Diaghilew. Jamais il ne m'avait paru si russe, ni dans les coulisses du Châtelet, ni dans celles de l'Opéra ou du théâtre des Champs-Élysées...

... Aujourd'hui, mi-octobre 1929, je suis entré à « l'Oussadba », à cause de lui, de ce souvenir du thé que nous avions pris là... Ce fut un personnage de premier plan, dont les défauts servaient d'ombre portée puissante aux qualités.

Il avait ses partis pris, son idéal, ses faiblesses, ses forces, même celle d'inertie. Il était comme la tête d'un lourd serpent qui se traînait à travers l'Europe, les flancs couverts des coruscations de ses ballets, mais dont le cerveau en mal de féeries et de chefs-d'œuvre, était celui d'un chef de troupe, toujours en retard de deux cent mille francs pour transporter sa compagnie et faire passer de Monte Carlo à Londres une centaine d'individus qui n'existaient que par lui.

Au Châtelet, les débuts avaient été tout de suite retentissants, avec une troupe où l'on apprit, dès les premières années, les noms de Nijinsky, d'Ida Rubinstein, de Pawlova, de Karsawina, de Fokine et le talent de Léon Bakst et d'Alexandre Benois.

Que d'artistes français, que d'industriels, que de couturiers se sentirent naître! Les ballets russes donnèrent un élan, une orientation nouvelle, à ce qu'on appelle immédiatement l'art français en ce qu'il est de plus près mêlé à la vie quotidienne, mais qui n'appartient à l'art, souvent, que de loin.

Nijinsky fit fureur. Madame Misia Edwards donnait, après les représentations, à souper aux étoiles de la suite du maître. En smoking, Nijinsky avait l'air d'un petit valet de pied à la mine éveillée. Sur la scène, il faisait figure d'Apollon semi-asiatique aux jambes et aux bras longs. A la table du souper, comme dans une des loges de la salle où il avait paru pendant la représentation, Diaghilew régnait. Épais et fin, russe et athénien, de bonnes manières et avec de subites brutalités, s'il n'était point tel qu'on se fût peut-être attendu à trouver un homme qui commandait à des ballerines et qui était censé vivre dans une féerie continuelle, du moins demeurait-il inoubliable, avec sa forte tête, son front vaste et bosselé et ce regard subtil si terrible, qui évoquait celui d'*Asie*, dans *Splendeur et Misère des Courtisanes*... A Londres, la marquise Ripon, qui était précédemment Lady de Grey, portait à l'extrême son affection et son admiration pour Diaghilew. Amie du roi Édouard et de la reine Alexandra, son influence sur la société britannique était grande. Un jour elle me dit :

— Je sépare le monde en deux camps : ceux qui sont *ballets russes* et ceux qui ne le sont pas.

Ceux *qui ne l'étaient pas* cessaient à l'instant d'exister à ses yeux. Mieux eût valu pour eux qu'ils existassent!

Depuis plus de vingt ans les ballets russes *existaient*. Ils évoluaient sans cesse. Aucune audace ne semblait trop hardie à Diaghilew. Il avait tout de suite versé, dès la fin de la guerre, dans le mouvement de la jeune peinture. Bakst faisait maintenant figure de Pontife auprès de Picasso. Les rouges, les ors de Léon Bakst, les somptuosités de *Shéhérazade*, que c'était loin, que c'était lourd! Picasso dessinait des décors linéaires, qu'on aurait dit sans couleurs ni relief, et qui pouvaient, apparemment, se transporter dans un carton à chapeau.

Musiciens, peintres, furent avant-garde. Bakst avait créé un mouvement en employant des moyens surannés empruntés à d'autres, et déformés ou maquillés avec adresse; il n'était qu'une manière de romantique et classique mêlés; — une sorte de Chassériau, de Nijni-Novgorod.

Picasso peignit un rideau qui ne se défraîchissait pas aussi promptement que certains le redoutaient, et que d'autres le souhaitaient, en silence. Deux énormes femmes nues couraient le long d'un rivage, éperdues, comme fuyant l'usine où elles avaient été portées à cette enflure et les engins qui les avaient si bien gonflées à bloc.

Diaghilew demeurait impénétrable, serein et déficitaire. On savait que certaines recettes atteignaient encore les cent mille. Mais les dépenses de la troupe augmentaient toujours. Et puis, ces danseurs sans foyer étaient sujets à toutes les mélancoliques aventures qui régissent leur vie errante, et aussi aux tragédies de palais. Les favoris changeaient. Les étoiles se succédaient depuis que Nijinsky rêvait dans le néant d'une chambre de maison de santé, parmi les fous, ayant tout oublié du brillant passé et ne pouvant concevoir aucun avenir.

Miassine avait remplacé l'inoubliable nègre argenté de *Shéhérazade* et l'éphèbe bondissant du *Spectre de la Rose*. Puis c'était, maintenant, après quelques autres, Lifar.

De Marie Laurencin qui donna des aquarelles et des indications, qui n'avaient pas toutes été suivies, pour *les Biches* de Francis Poulenc, les décors avaient été confiés à des peintres dont la hardiesse n'était plus toujours en rapport avec le soin qu'ils apportaient à faire parler d'eux.

Ces ballets qui ne ressemblaient plus à ceux qui avaient assuré leur première fortune, ces jeunes danseurs, ces étoiles nouvelles, élevés dans les transes des révolutions, formés au hasard de séjours incertains, difficiles et abrégés, ne possédaient plus la technique de ceux qui avaient tout d'abord été instruits dans les écoles impériales. Quand même, l'institution durait. Les embarras de toute sorte ne l'avaient point entravée ni abattue. Mais le cœur de Diaghilew fonctionnait mal. Et l'on imagine difficilement qu'il eût pu suivre quelque hygiène raisonnée. Il est mort à Venise, en quelques jours, d'un anthrax. On l'a conduit à l'île des tombeaux dans une gondole dorée, sous des amas de roses. Le danseur préféré s'évanouit en faisant de grands cris sur la tombe. Ces cris s'en allaient porter sur la lagune, à travers le jour d'été radieux, le dernier écho de ces ballets russes, de ces triomphes, de ces randonnées qui inquiétaient une société, qui trouvera d'autres plaisirs, d'autres ballets et des Diaghilew nouveaux, qui n'égaleront point l'ancien.

***

Nage. — « Le lundi après-midi, l'eau est vierge! »

Il s'agit de la piscine du *Lido*, dans le sous-sol des *arcades* des Champs-Élysées. Les fleurs artificielles de l'an passé sont toujours là, un peu empoussiérées et ternies, formant berceau de chaque côté du bassin. L'orchestre de jazz, les danseurs, le même éclairage avec, au delà, des couples qui glissent, le même brillant moiré de l'eau que traverse un nageur et où l'on aperçoit la tête de deux baigneuses gagées et immobiles, les cheveux emprisonnés dans une capsule rouge et une capsule bleue. Sous les arceaux de fleurs fausses, sont groupés ces êtres sans personnalité qu'on voit autour des tables à thé, de cinq à huit heures, dans toutes les capitales et les villes de plaisir ou de santé. Ce sont des figurants interchangeables. Ils finissent, pareils aux personnages de cinéma américain, par se ressembler tous, comme s'ils n'avaient d'autre but ici-bas que d'encourager la méprise. On les traverse comme un champ dont on ne distingue nul épi.

Cette eau d'une piscine, même longue, après la mer, ce

liquide éclairé artificiellement et qui fait entendre un clapotis sans moelleux ni mystère, cette auge mesurée après l'infini, ce petit plongeoir de cirque, évidemment ce n'est pas un bain pour les imaginatifs qui croient étreindre dans une brassée — l'Océan!...

Mais, *le lundi après-midi, l'eau est vierge.* Le matin, la piscine fut vidée, récurée, remplie à neuf... Ceux qui aiment l'eau, le mouvement de leur corps dans l'eau, peuvent se donner l'illusion de brasser la Méditerranée, entre des tables où goûtent des dames ravies de changer de cadre, mais très vite déçues de ne point voir paraître des kyrielles de tritons et de sirènes en maillots.

A six heures et demie, le dancing fonctionne toujours, mais, de chaque côté de la piscine les tables sont abandonnées. Nageurs et nageuses paraissent plus nombreux. Le professeur enseigne, drapé dans son peignoir et se penchant sur le rebord. Une jeune femme, d'une minceur et d'une petitesse qui réclament la vitrine, tente de se conformer à ses indications. Les plongeons se succèdent, plus rapprochés, avec des *à plats* brutaux sur la poitrine et des éclaboussements qui retombent en pluie sur le marbre et le dallage.

Vers sept heures, l'aspect a changé; on ne voit plus là, vraiment, que des gens venus pour nager. Mais l'attention de tous se fixe bientôt sur un homme jeune, presque fluet, qui n'a, semble-t-il, ni les épaules très développées, ni la poitrine profonde. Il tient une sorte de valise à la main. On l'environne, on l'entraîne vers les cabines. On me dit son nom : Taris. Mais, dans ce monde d'hommes nus qui ruissellent, ce personnage, que je n'aurais pas remarqué, est un *as.*

Il reparaît bientôt, dévêtu et coiffé d'un bonnet de Club, mi-partie blanc et bleu. Il a le visage étroit, le nez long. Il ressemble plus à un oiseau qu'à un poisson. Il est champion de France de nage. On me dit la vitesse à laquelle il couvre les 100 mètres, — et qu'un fameux Scandinave, le plus fameux de tous, l'a évité, pour je ne sais quelle raison, ou refusé de se mesurer avec lui. Je commence à comprendre l'intérêt que suscite ce petit personnage flanqué de son manager, qui parle de lui comme dans une fable et qui dit :

— « Je veux lui faire accélérer le battement des pieds et dimi-

nuer la rapidité de la brasse », ou quelque chose d'analogue, sur le ton dont se serviraient des membres de l'Institut pour parler du mouvement de la terre. Contre les piliers de la piscine, devant l'eau qui brise et balance des reflets de lumière électrique, aux accords éloignés du jazz, sous l'arceau de lilas et de roses de mousseline gommée, parsemés d'ampoules électriques, j'évoque des fresques ennuyeuses où l'on voit Socrate et Pythagore.

Ce Taris, célèbre, se lance à l'eau modestement, tandis que le manager lui dicte, croirait-on, les premiers enseignements. Il avance dans l'eau comme mû par un moteur, avec une promptitude et une régularité qui ne semblent plus humaines. A peine a-t-il atteint l'une des extrémités de la piscine, qu'il tourne sur lui-même dans une courbe repliée qui cause une sorte de sursaut qui allège. Il semble que, jeté à l'eau, on en ferait tout autant. Revenu à l'autre extrémité de la piscine, le champion repart. Ni l'élongation des bras, ni les mouvements de la tête qui demeure presque constamment immergée, ni l'apparition fugitive de la bouche ouverte en rond au milieu de l'eau agitée, ne varient d'un dixième de seconde ou d'un centimètre. Voilà, sans doute, la perfection de l'homme-champion. Quand s'arrêtera-t-il? Se trompera-t-il une fois? Ralentira-t-il? Non. Nous sommes là, tout le long de la piscine, alignés. Le spectacle est à la fois superbe et agaçant. Dix fois, quinze fois, — que d'autres comptent à ma place! — l'homme a traversé la piscine dans sa longueur sans avoir varié dans une de ses brasses. Soudain, il s'interrompt, il remonte. Chronomètre en main, le manager lui fait ses observations que l'autre, qui ne paraît ni fatigué, ni vivant, ni mort, sans réaction, — que l'autre, tout dégoulinant, écoute, oreilles basses, les paupières rouges, son long nez piqué vers le sol, les bras ballants...

Et la petite dame qu'on dirait échappée d'une vitrine et qui a suivi tout ça, s'approche et susurre d'une voix aiguë :

— Votre brasse, monsieur?...

Le reste s'est perdu, je me suis éloigné.

***

Morts... — Bourdelle auprès de Rodin végète. Mort, Rodin continue de peser sur Bourdelle. Les deux hommes et les deux talents diffèrent. Mais ils ne sont point suffisamment opposés, ils appartiennent à deux générations trop voisines, pour que le public se soit renouvelé de l'un à l'autre. A toutes les époques, il serait bien intéressant de relever les talents que des génies précurseurs ont entravés. Il est des étoiles dans le ciel, auxquelles les yeux de l'homme ne se sont jamais arrêtés à cause de voisinages qui accaparent trop vivement l'attention. Pourtant, leur éclat ne diffère guère de celui des astres populaires et dont le nombre est si limité. La foule, qui a tant de loisirs pour contempler les cieux, connaît à peine quatre ou cinq étoiles sur tant de milliers qui sont visibles à l'œil nu. Le peuple ignora Bourdelle. Il faut le reconnaître, cela est. S'il eût vécu davantage, peut-être aurait-il enfin touché des masses qui lui sont demeurées étrangères. La dernière œuvre de lui dont on ait parlé fut ce monument de Mickiewicz, inauguré ce printemps sur le terre-plein de la place de l'Alma et qui ne pouvait plaire. La matière en est sans pureté comme sans éclat, et le dessin général inexistant : les disproportions y abondent. C'est une grande machine qui demeure lilliputienne, le détail y est peut-être bon, mais on ne l'a point rendu visible, mon œil ne saurait l'atteindre. L'œuvre sent la réduction. Sur cette place que le voisinage de la Seine rend plus vaste, il fallait atteindre au moins l'échelle humaine et non pas se satisfaire de ce tiers de réalité, même si le tiers est dépassé.

Bourdelle a créé une figure sauvage, je ne dis pas une image, mais dix, qui se recomposent en une seule pour la mémoire : un être hybride dans les veines duquel coule du sang peau-rouge et qui a eu son éducation à Florence. Ses dieux sentent toujours le campement des grands cirques où se mêlent aux fauves les races humaines, conquises ou pourchassées par le blanc. Le reflet qui fait jaillir de l'ombre leurs apophyses et leurs tendons n'est point celui de la foudre que Jupiter brandit, mais le reflet mouvant qui monte des tisons allumés pour réchauffer les caravanes et maintenir les fauves au loin. Du

monument de la Guerre de 70, élevé à Montauban, au groupe du Général de Alvear, que commanda l'Argentine, toute l'œuvre de Bourdelle a tenu, avec son apparence parnassienne et rebelle, sa caducité robuste et son modernisme barbare.

D'avoir longtemps été (selon l'expression d'ailleurs impropre d'un Ministre des Beaux-Arts), *le Rodin du pauvre*, parmi des disciples fervents, des thuriféraires nordiques ou sud-américains, encouragea le penchant d'aimer la parole, en beau méridional. Les opprimés discourent plus que les conquérants. Et, tout en attendant que disparût l'ombre qui pesait sur sa vie, la projection du Michel-Ange de Meudon, Bourdelle multipliait les images littéraires et les polissait avec des mots nuancés. Sa prose fait sourire, ses enthousiasmes demeurent assez primaires. Pourtant, les symboles prenaient souvent plus de grâce lorsqu'il en évoquait la courbe au cœur de son auditoire que lorsqu'il les ébauchait enfin dans la glaise.

Les mécènes, qui considéraient Bourdelle comme ils considéraient Rodin, préféraient, vers 1900 et jusqu'à la guerre, copier Pajou et Houdon ou payer des œuvres anciennes *guettées* par les musées d'Amérique et ne faisaient point travailler Bourdelle. Nous devons rendre justice à un Directeur de théâtre et journaliste de longue date, M. Gabriel Astruc qui commanda les fresques du théâtre des Champs-Élysées à Bourdelle. Elles sont admirablement à leur place. Elles sont la parure du grand escalier. Elles peuvent figurer auprès des vestiges du passé les plus admirés. Mais il n'y a pas longtemps que, sauf exception, les gens qui se figurent posséder le secret du goût se sont avisés qu'il suffit aux œuvres d'être belles, d'avoir été créées par un artiste pour pouvoir s'affronter et voisiner. Le passé ne se découpe pas en tranches comme une tarte, il ne se compartimente pas, sinon arbitrairement. La preuve en est que plus les siècles s'accumulent, moins les yeux de l'homme perçoivent de nuances entre les choses. Il nous faut des savants bien usés par l'étude pour faire pressentir mille ans et davantage entre deux vases chinois des Ming, ou deux marbres grecs même préservés. *L'Héraklès* de Bourdelle a déjà rejoint les œuvres de la Renaissance, comme celles-là retrouvent celles de la Grèce. C'est un grand sculpteur qui est mort sans avoir donné la mesure de son

talent, d'abord parce qu'un grand maître lui fermait le chemin, ensuite parce qu'il ne pensait point se contenter de pétrir la terre et s'enamourait de la philosophie à un âge où il vaut mieux célébrer avec elle ses noces d'or.

***

Entre chien et loup. — Dimanche d'octobre, gris, rose et doux. Saint-Cloud. Le parc, vers la fin du jour. Le long du grand parterre, vus du rond-point, les marronniers semblent de hautes et sombres falaises de granit qui vont se toucher. Au delà, dans la brume, cette immensité qui inquiète avec le mystère de quelques feux vacillants devinés, — ce gouffre qui se confond avec le ciel des nuits d'automne, — c'est Paris. Cinq heures vingt; dans dix minutes, les ténèbres seront installées, les marronniers, les terrasses se seront évanouis... Un couple monte l'escalier et s'enfonce lentement dans l'allée. Je pense à Verlaine et aussi, hélas! à Gaston La Touche. Peintre éphémère, décorateur pour imaginations courtes. Trop de facilité. De l'escrime au pinceau. Il devait peindre avec un fleuret, et dans l'huile... Le couple disparaît. Adieu, La Touche! Verlaine demeure et le souvenir de l'Impératrice. Ici s'élevait le palais... Des trombes de sportifs passent, fins de foot-ball ou de rugby, maillots rayés maculés et des mines de petits types très « parigots ». Plus de bonne volonté que de muscles. Il faut encourager les sports.

Descente vers le pont de Saint-Cloud. Établissements illuminés. Des dancings, timidement d'abord, se sont ouverts là, devant le pont, comme pour retenir ceux qui volaient vers Paris ou absorber ceux qui en arrivent. Ce ne sont pas seulement des établissements en formation, si l'on peut dire, mais une cité, une population. Aux portes de Paris, en verts gradins et tout en arrière, une épaisse chevelure de banlieue qui va vers Vaucresson et Marly. Saint-Cloud sera quelque jour un quartier de Paris. Les enfants de ces jeunes filles un peu libres, mais dont les manières et la tenue ne se différencient guère de celles des dames de *palace*, les enfants seront des bourgeois de 1960, ils tiendront d'immenses garages, vendront beaucoup d'aliments ou seront chefs de rayon dans des magasins fabuleux.

Pourtant, je me souviens d'être passé sur cette place, d'avoir gravi cette avenue qui mène au parc, dans des voitures à chevaux et même dans une charrette anglaise que mon père conduisait. Parfois, à l'automne, comme ce soir, j'aurais voulu m'arrêter pour ramasser des marrons d'Inde. Mes parents louaient, pour l'arrière-saison, une villa dans Montretout. Nous longions un mur élevé, passions devant une grille impressionnante. Ma mère me disait :

— C'est là que demeure M. Gounod.

Elle ajoutait :

— Il est bien vieux, mais il a eu tant de talent!

En ce temps-là, les personnes du milieu paisible et restreint auquel mes parents appartenaient ne prononçaient point comme on le prononce aujourd'hui (ou bien le réservaient pour des morts) le mot de *génie*.

Ma mère avait entendu madame Miolan-Carvalho, dans le rôle de Marguerite. Je n'avais pas encore été à l'Opéra et ne connaissais de *Faust* que la partition sur le piano et des airs que j'avais entendu chanter à la maison, dans le salon de Saint-Cloud, précisément, fenêtres ouvertes sur les feuillages rougis des marronniers. Et, lorsque nous longions le mur de M. Gounod, les pierres entonnaient pour moi : *Ah! je ris de me voir si belle!...* ou bien : *Anges purs, anges radieux!...*

...Le dancing devant le pont est une salle de grandes dimensions, avec un orchestre composé de nombreux musiciens. Les murs sont peints à fresque. On y voit courir quatre demoiselles échevelées et nues qui eussent peut-être tenté Diaghilew pour faire un rideau à ses ballets russes et imposer un peintre nouveau.

Les jeunes gens qui ont été jouer au ballon sur les prairies du parc, se sont rhabillés et viennent danser là. C'est un autre sport. On le voit bien vite. A la fin du bal, six heures et demie, les demoiselles s'en vont pour la plupart en groupes non panachés, et les jeunes gens de leur côté. Peut-être se retrouvera-t-on plus intimement autre part ou, peut-être, retrouvera-t-on d'autres garçons ou d'autres femmes? Le sentiment d'égalité est assez frappant. Point de tendresse ni de libertinage. Je crois que, si je tombais ici de deux siècles en arrière, je me figurerais assister à un exercice plutôt qu'à un divertis-

sement. Rien du ballet. Rien de la galanterie. On est gentil pour les dames, lesquelles, pendant que les musiciens s'épongent le front, se regardent dans le miroir d'un nécessaire d'où elles sortent un bâton de rouge intense pour les lèvres et une houpette microscopique. Elles esquissent bien, pendant ce temps, un sourire de côté à destination de leur cavalier, mais c'est un sourire qui n'a rien de particulier pour aucun. Cette coquetterie, dans cette atmosphère d'indifférence, est assez du temps. Les jeunes gens sont beaucoup mieux habillés qu'avant guerre, et mieux coiffés. La *gomina* donne à tous les crânes un brillant analogue. Quel flot a recouvert la couche ancienne sur laquelle l'homme avait établi ses sociétés!

Ce peuple de banlieue, qui a ses occupations et ses ressources à Paris, est comme neuf. Il ne lit plus ce que les parents lisaient. A vingt ans, un garçon offre l'assurance d'un homme de trente. La vie de famille a été dépouillée de ce qu'on pouvait lui reprendre. On l'a réduite au plus strict. Les mères elles-mêmes, les mères semblent avoir perdu le don de l'effusion. Sans doute parce qu'à force d'embrasser ou d'étreindre des êtres en apparence glacés, leurs lèvres se sont refroidies.

J'écoute parler ces hommes de demain qui, bientôt, monteront dans des trains où nos contemporains ne seront plus... Évidemment, à leur insu, leur jeunesse a conservé toute l'exagération que possédaient leurs devanciers, si nécessaire pour donner l'élan qui permet de vivre, après l'évidence des premières désillusions. Mais ils ont le sentiment des réalités. Ils ont, surtout, celui de leur plaisir immédiat. Ils sont pressés pour tout. On se demande pourquoi.

Au retour, à la sortie du Bois de Boulogne, devant le *pavillon*, dont on ne sait même plus qu'il fût *chinois* : l'emplacement de la grille de l'ancienne Porte Dauphine. A l'entrée de Paris, elle semblait une serrure dorée. Elle n'était jamais fermée. Elle aurait pu l'être. Elle marquait un commencement — et une fin. Aujourd'hui, l'ouverture est vague, béante, taillée dans un fromage mou... C'est Paris!...

ALBERT FLAMENT

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Le Partage de Rome, par **Pertinax** (*Grasset*).

Si, dans la presse internationale, les échos de l'accord signé au Palais de Saint-Jean de Latran, entre le Saint-Siège et le gouvernement faciste se sont apaisés, la question reste posée dans les esprits : y a-t-il, à la suite de cet accord, un vainqueur et un vaincu? ou bien les deux hautes parties contractantes trouveront-elles l'une et l'autre leur avantage dans l'accord intervenu? enfin, quelles seront les répercussions de cet accord dans l'église catholique, dans l'église universelle?

Devant un tel problème, plus encore peut-être que devant tout autre, il faut s'abstenir d'un jugement massif. On peut être sûr, quelle que soit la précision apparente des textes signés, qu'il y a quelque chose à lire entre les lignes : les diplomates de nationalité italienne ont un sens particulièrement délicat des nuances, et savent jouer du sous-entendu avec un art consommé.

C'est donc toute une étude historique et juridique, et par certains côtés presque théologique, qu'il faut entreprendre avant de pouvoir se croire en mesure de porter un jugement. Le livre de Pertinax fournira une partie très importante des documents nécessaires. Sur le régime antérieur, sur les rapports entre la couronne d'Italie et le Saint-Siège avant le 11 février 1929, sur leur lutte (le mot n'est pas trop fort), l'auteur apporte un résumé extrêmement intéressant et très sûr, plein de faits présentés avec une remarquable clarté. L'histoire des négociations proprement dites qui ont conduit à l'accord du Latran est faite de la même façon précise et claire.

La partie la plus attachante de l'étude de Pertinax est celle où l'auteur essaye de déterminer la place qu'occupe l'accord du 11 février dans la politique actuelle du Vatican. C'est évidemment celle qui intéresse le plus les catholiques non italiens. Suivant Pertinax, l'accord n'a pas eu seulement pour effet, comme on l'a dit, de marquer en Italie la fin d'un régime que le Saint-Siège pouvait estimer à juste titre intolérable. Pertinax compare cet accord aux divers concordats signés depuis la guerre avec plusieurs

puissances, et il retrouve partout la trace d'une politique nouvelle tendant à rendre à l'Église des droits qu'elle avait perdus, à lui en donner même qu'elle n'avait jamais eus. L'importance de l'accord du Latran apparaît alors : c'est le premier contrat passé avec une grande puissance dans lequel s'affirme cette politique.

La démonstration est extrêmement curieuse et vaudrait un examen approfondi. On fera remarquer seulement que l'accord du Latran a déjà donné lieu à des polémiques retentissantes entre le gouvernement faciste et le Saint-Siège. Il faudrait aussi savoir ce qu'en penseront les catholiques d'Amérique. En tout cas, on reconnaîtra avec Pertinax la faiblesse de la diplomatie française auprès du Vatican.

L'Armée tchécoslovaque, par **Charles-Henry** et **F. de Means** (*Lavauzelle*).

La reconstitution d'États disparus est une des suites les plus frappantes de la guerre mondiale. Des critiques intéressées se sont élevées contre elle et contre ce que certains ont appelé la « balkanisation » de l'Europe. Du moins doit-on rendre hommage au courage et à l'énergie qu'ont déployés les nationalités renaissantes avant d'arriver au succès final.

MM. Charles-Henry et F. de Méans retracent les efforts des Tchécoslovaques, principalement dans le domaine militaire. Des unités spéciales puis des armées nationales furent formées par eux, notamment en France et en Russie. Tout le monde connaît les hauts faits de la brigade du colonel Philippe sur le front occidental en 1918, et le prodigieux voyage qui conduisit jusqu'à Vladivostock les troupes formées sur le front russe. C'est cette histoire que les auteurs du présent volume racontent à nouveau, après avoir fait un rapide exposé de l'histoire de la Bohême. Leur ouvrage sera accueilli avec faveur, comme tout ce qui peut contribuer à permettre à la France et à la Tchécoslovaquie de mieux se connaître et de mieux se comprendre.

L'Année 1920, par **Joseph Pilsudski**
Traduction française du Lt-Colonel Jeze et du C^t^ J.-A. Teslar
(*La Renaissance du Livre*)

La Manœuvre libératrice du Maréchal Pilsudski contre les Bolcheviks, par le Général **Camon** (*Alcan*).

A peine reconstituée, la Pologne a eu à subir les atrocités d'une nouvelle guerre, en 1920, contre les bolcheviks, qui, outre leur

dessein de révolution universelle, nourrissent l'inexpiable haine des Russes pour tout ce qui est polonais.

Les formations soviétiques arrivèrent jusque sous les murs de Varsovie. Mais immédiatement elles furent battues par les Polonais qui reculaient cependant depuis des semaines, et obligées de battre en retraite. L'élément constitutif de la victoire polonaise fut, selon le maréchal Pilsudski, et suivant le général Camon, la manœuvre montée contre la gauche de la masse principale des bolcheviks par le maréchal lui-même, en partant de la ligne du Vieprz. Assurément, cette manœuvre est toute classique, et nous sommes trop persuadés de l'importance de la stratégie dans la guerre pour le nier; nous avions même à l'époque indiqué cette manœuvre comme une voie de salut possible sur la carte (voir *Journal des Débats*, première quinzaine d'août 1920, *passim*). Il semble cependant que le plus remarquable a été le redressement moral de l'armée polonaise.

Quoiqu'il en soit, on lira avec le plus grand intérêt l'ouvrage du maréchal Pilsudski et celui du général Camon. Celui-ci trouve dans les événements de 1920 une consécration éclatante de ses théories sur la manœuvre napoléonienne et sur la valeur des études stratégiques.

J.-M. BOURGET

Par suite d'un accident de machine, la chronique théâtrale de Madame Colette ne peut passer dans cette livraison et paraîtra le 15 Novembre.

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris* (*VIII*e).

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, Rue Auber, PARIS-IXe

Vient de paraître :

DOMINIQUE DUNOIS

Prix Femina 1928

LE BOURGEOIS AU CALVAIRE

ROMAN

Cet ouvrage est le premier roman publié par Dominique Dunois, depuis GEORGETTE GAROU qui fut le Prix Femina 1928.

Un volume : **12** fr.

L'édition originale, tirée à 300 ex. numérotés sur Outhenin Chalandre. Prix : **15** fr.

Ses autres œuvres

L'ÉPOUSE
LE FAUNE
LEURS DEUX VISAGES
L'AMANT SYNTHÉTIQUE
LUCILE, CŒUR ÉPERDU
LE PAUVRE DÉSIR DES HOMMES
GEORGETTE GAROU

Chaque volume : **12** fr.

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

		UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE		100 »	51 »	26.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES		106 »	54 »	28 »
ÉTRANGER	Demi-tarif postal	130 »	66 »	34 »
	Plein tarif	160 »	81 »	41.50

LA LIVRAISON — 240 pages — **7** francs.

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Prière de joindre la somme de 1 franc *et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Première Table décennale (1894-1903). *Prix* . . . . . 3 fr. 50
Deuxième Table décennale (1904-1913). *Prix* . . . . . 4 fr. 50

Coulommiers. — Imprimerie BRODARD et TAUPIN.